

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1893.

XLV.

REVISION DE L'ARTICLE 47 DE LA CONSTITUTION (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (²), PAR M. DE SMET DE NAEYER.

MESSIEURS,

Le suffrage sera-t-il généralisé? Se bornera-t-on, au contraire, à l'étendre de manière à n'en exclure complètement aucune classe de la population,

- (¹) Déclarations du Pouvoir Législatif, n° 3, I (*Moniteur* des 23 et 24 mai 1892, n° 144 et 145)
Règlement de procédure, n° 19, II.
Liste des membres de la Commission, n° 20, III
Propositions de plusieurs Représentants, n° 12, IV.
Proposition de revision de l'article 47, n° 21, VIII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 23, X.
Proposition de revision de l'article 47, n° 23, XII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 29, XVI.
Programme et résultats de l'examen des miliciens. Statistique de l'état de leur instruction;
Statistique des sous-officiers, caporaux et soldats sortis de l'armée avec le certificat de bonne conduite, n° 30, XVII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 31, XVIII.
Note concernant les habitations ouvrières, n° 32, XIX.
Proposition de revision des articles 47 et 48, n° 33, XX.
Statistique de la population mâle, par âge de 21 à 40 ans, n° 34, XXI.
Récapitulation générale des citoyens majeurs au point de vue de la résidence, n° 35, XXII.
Projet de loi réglant les conditions de capacité électorale pour la deuxième Chambre des États généraux et pour les États provinciaux en Hollande, n° 36, XXIII.
Statistique des maisons donnant droit à l'électorat, n° 37, XXIV.
Tableau des électeurs rayés des listes électorales par suite de l'exemption accordée aux habitations ouvrières, n° 38, XXV.
Proposition de revision de l'article 47, n° 39, XXVI.
Proposition de revision de l'article 47, n° 40, XXVII.
Amendements à la proposition de revision des articles 47 et 48, n° 41, XXVIII.
Propositions relatives à la revision de la Constitution, n° 46, XXXIII.
Statistique des assistés, n° 47, XXXIV.
Note relative aux propositions de revision contenues dans le n° 46, XXXIII; n° 48, XXXV.
Observations sur les considérations présentées par M. le Rapporteur de la section centrale en réponse à la note de la minorité du 7 septembre 1891, n° 49, XXXVI.
Proposition relative à la revision de l'article 47 de la Constitution, n° 50, XXXVII.
Note sur le règlement des conditions à inscrire dans la loi électorale, n° 51, XXXVIII.
Proposition de revision de l'article 47 de la Constitution, n° 52, XXXIX.
Amendement à la proposition de revision de l'article 47 de la Constitution, n° 53, XL.
Récapitulation générale par province, et au point de vue de la résidence, des citoyens belges majeurs, n° 54, XLI.
Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, jusqu'au 14 janvier 1893, n° 55, XLII.
Amendements aux articles 47 et 47^{bis} des propositions relatives à la revision de l'article 47 de la Constitution présentées par M. BEERNAERT, n° 56, XLIII.
Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision et les questions y relatives, à la date du 30 janvier 1893, n° 57, XLIV.
(²) N° 20, III (session extraordinaire de 1892).

(Session extraordinaire de 1892)

mais avec le souci d'empêcher, par la légitime exigence d'un minimum d'aptitude, la domination exclusive du nombre, la prépondérance d'une classe — la moins éclairée — sur les autres classes?

Telle est la question de principe qui a dominé le débat au sein de votre commission de revision de la Constitution, et qui s'imposera fatalement aux discussions parlementaires prochaines.

Toutefois, dans l'analyse, qui suit, des diverses propositions dont la commission a été saisie, et de leurs tendances, nous nous sommes systématiquement abstenu de reproduire ce qui a été dit pour ou contre le principe même du suffrage généralisé; nous n'aurions pu que répéter des arguments auxquels la tribune et la presse ont prêté une publicité largement suffisante.

Propositions tendant à généraliser le droit de suffrage.

C'est à dessein que nous nous servons des mots : suffrage généralisé. Nul, en effet, dans la commission, ne s'est fait, du moins en théorie, l'apologiste du suffrage universel pur et simple, c'est-à-dire du suffrage égalitaire, inorganisé, de tous les majeurs de 21 ans, du système dont le point d'aboutissement a été indiqué par M. J. Volders, avec une netteté et une franchise qui l'honorent, au dernier congrès ouvrier de Namur : « Le but de la » classe ouvrière, s'est écrié le rédacteur en chef du *Peuple*, est de conquérir » le pouvoir et non de concilier les intérêts. La loi essentielle du socialisme » doit être d'amener le *libre exercice de la force du nombre*. Le suffrage uni- » versel est jeune, mais dès que les masses sauront s'en servir, il obtiendra » la majorité ».

En ce qui concerne l'âge et la résidence, la proposition de M. Hanssens renvoie à la loi électorale; celle de M. Nothomb exige 25 ans et trois ans de résidence; celle de M. Sabatier, 25 ans et des conditions de résidence à déterminer par la loi électorale (Annexe B.)

Les autres partisans du suffrage généralisé ont également manifesté l'intention de ne point se montrer intransigeants sur les questions d'âge et de résidence. Leur objectif, ont-ils déclaré, est l'égalité — l'égalité entre les citoyens mâles — plutôt que l'universalité. Ils ont fait un pas de plus: partisans convaincus de l'égalité dans l'attribution du droit de vote, ils admettent certaines différences dans l'exercice de ce droit, tout au moins en ce qui concerne les élections pour le Sénat.

Ils estiment, en outre, que les effets de la généralisation du droit de suffrage seraient atténués par l'introduction, dans notre législation, du referendum populaire et du système de la représentation strictement proportionnelle des partis.

Au surplus, voici comment la *Réforme*, répondant à un organe conservateur, résume le programme revisionniste de la gauche radicale :

« En échange de la concession nécessaire, inéluctable du suffrage uni- » versel, nous offrons au Gouvernement des garanties conservatrices d'une

» haute importance, qui ne sont offertes par les radicaux d'aucun pays et
 » dont nous avons, au prix d'efforts dont on pourrait nous tenir compte,
 » fait comprendre l'utilité à ceux de nos amis qui y étaient d'abord peu
 » favorables: le Referendum royal et populaire, qui a ce double avantage de
 » corriger les abus du parlementarisme et de garantir les catholiques
 » contre toute atteinte qu'une majorité parlementaire pourrait être tentée
 » de porter à leurs convictions; la Représentation proportionnelle, qui met
 » les minorités à l'abri de la destruction et assure dans les hôtels de ville
 » comme aux Chambres la présence des hommes rassis et expérimentés de
 » tous les partis; le maintien du Sénat et sa réorganisation sur la base de la
 » Représentation des intérêts, réclamée par tous les hommes éminents des
 » partis conservateurs. et constituant, semble-t-il, l'idéal même des catho-
 » liques intelligents aussi bien que des socialistes de la chaire⁽¹⁾ ».

On peut discuter à perte de vue sur la valeur de ces innovations que l'on a qualifiées de « système des trois R ».

Il est possible d'imaginer telles institutions politiques, telle situation sociale, qui justifieraient l'application de chacune d'elles. Mais il ne s'agit point, à l'heure actuelle, de discussions académiques : ce qu'il importe, c'est d'avoir une vision bien nette des conséquences qu'entraînerait l'introduction de ces trois réformes dans le cadre des institutions qui régissent la Belgique, qui ont assuré la prospérité de la nation pendant plus de soixante années et auxquelles nul, jusqu'ici, n'a osé s'attaquer de front.

Nous vivons sous une monarchie constitutionnelle et parlementaire; or, cette modalité du régime représentatif est régie — on semble l'oublier parfois — par des règles spéciales qui ne sauraient être impunément enfreintes.

Le régime parlementaire implique une organisation au moyen de laquelle la nation, représentée par son corps électoral, se décharge sur un certain nombre de délégués de ce qu'elle ne peut pas faire elle-même; il repose tout entier — on l'a dit en excellents termes — sur une sélection faite par les électeurs de ceux qui sont le mieux à même de représenter la nation et de former comme une ligue de l'intelligence contre la supériorité numérique des masses insuffisamment instruites et trop faciles à égarer.

Tout autre est le régime de la législation directe, dont le referendum et le droit d'initiative populaires sont des attributs naturels, et que Rousseau, dans son *Contrat social*, dépeint dans les termes que voici : « La souveraineté » ne peut être représentée par la même raison qu'elle ne peut être aliénée. » Les députés du peuple ne peuvent être que ses *commissaires*. *Toute loi » que le peuple n'a pas ratifiée est nulle* ».

Sous le régime parlementaire, les Chambres constituent l'un des facteurs du pouvoir législatif. Mais là ne se borne pas leur rôle : elles exercent encore une action effective, bien qu'indirecte, sur la marche tout entière du Gouvernement, sur le fonctionnement du pouvoir exécutif.

(1) *La Réforme*, numéro du 15 février 1895.

En effet, si le Roi, au vœu de la Constitution, choisit et révoque ses ministres, ceux-ci sont responsables devant les Chambres. En fait, le Roi ne peut appeler à faire partie du Cabinet que des hommes acceptés par la majorité, jouissant de la confiance de celle-ci. La majorité parlementaire se trouve ainsi investie d'un contrôle efficace sur la marche des affaires, et c'est en ce sens que l'on a pu dire que, sous une monarchie constitutionnelle soumise au régime parlementaire, le Roi règne, mais ne gouverne pas.

Des considérations qui précèdent, et dont l'exposé a paru n'être pas sans quelque opportunité dans les circonstances actuelles, il résulte à toute évidence que l'élection législative ne confère pas un mandat au sens strict du mot : c'est un choix, comme nous le rappelions dans la séance du 4 mai 1892, le choix de l'homme que l'on estime le plus capable de bien remplir les fonctions de législateur; c'est — ce doit être du moins — le choix de l'homme de bon sens, juste, éclairé, résolu, patriote, c'est-à-dire *animé du sentiment de l'intérêt collectif de la nation*. Cet homme n'est pas lié à l'électeur par un contrat qui le subordonne à celui-ci : l'électeur le désigne, mais c'est la loi qui l'investit d'une fraction de la fonction souveraine, *dans l'intérêt de tous ses concitoyens*, quelle que soit leur opinion politique ou la région qu'ils habitent; c'est la loi qui fait de lui un homme public. On peut dire de l'homme qui prend place dans les conseils de la nation qu'il n'est, en tant qu'élu, *lié par un contrat quelconque à un intérêt particulier quelconque; il n'est lié que par le devoir au seul intérêt de la patrie*.

Tels sont bien, sous le régime parlementaire, le caractère, la nature de l'élection, envisagée au point de vue du lien qui unit l'élu à ses électeurs. Mais c'est là, en quelque sorte, le côté subjectif de la question, et nous avons aussi pour devoir de l'examiner au point de vue objectif.

Quel est, sous le régime parlementaire, le but de toute élection législative? S'agit-il seulement d'introduire dans les Chambres législatives les personnalités les plus marquantes de la nation, celles qui, à des titres divers, représentent le mieux les multiples tendances de l'opinion publique? Ce serait une grave erreur que de renfermer dans d'aussi étroites limites les données du problème électoral. Sans doute, le côté purement représentatif a sa grande importance, mais il importe qu'il reste subordonné à la fin même de l'élection, c'est-à-dire à la constitution et à la direction d'un gouvernement.

Que cherche-t-on dans la constitution d'un gouvernement? Une volonté résolue, une direction arrêtée en vue d'exercer une action de tous les jours et de toutes les heures. La contradiction, l'hésitation, l'instabilité des résolutions sont toutes choses contraires à l'exercice des fonctions gouvernementales.

Certes, il est naturel et inévitable que les hommes aient sur la direction du gouvernement des idées différentes et souvent opposées. De là naît la formation des partis. Le groupe qui constitue la majorité présente les hommes chargés de gouverner. Le parti qui se trouve en minorité forme l'opposition.

Le but de l'opposition est d'acquiescer la majorité et d'être, à son tour, appelée à gouverner. Son premier devoir est d'avoir un système de gouvernement, de le faire connaître, de le recommander par tous les moyens hon-

nêtes et de le comparer au système appliqué par les hommes en possession du pouvoir : elle doit donc suivre de très près les actes du gouvernement, pour les critiquer, s'il y a lieu, avec franchise et bonne foi.

C'est là, on peut le dire, la principale fonction de l'opposition : en remplissant son rôle, celle-ci concourt à la bonne direction du gouvernement; elle tient en éveil ceux qui gouvernent, signale leurs fautes et, s'ils s'y obstinent, leur succède légitimement. Car le pouvoir est le prix du concours ouvert entre les partis pour la meilleure direction du gouvernement.

Mais, pour remplir sa mission, il faut que l'opposition soit elle-même aussi homogène que possible, et l'on peut prétendre à bon droit que l'éparpillement des doctrines et l'émiettement des groupes parlementaires sont tout aussi funestes à l'action de l'opposition qu'à celle des ministres au pouvoir et de la majorité sur laquelle ils s'appuient.

Si telles sont bien — et nous pensons les avoir résumées avec exactitude — les conditions indispensables à une bonne organisation des pouvoirs publics sous une monarchie constitutionnelle et parlementaire, il nous suffira, pour apprécier les mérites des innovations proposées, d'analyser succinctement l'influence qu'elles exerceraient sur le fonctionnement des rouages constitutionnels; c'est aux fruits seulement qu'on reconnaît la qualité de l'arbre.

Le Referendum populaire. — Nous l'avons établi déjà, il est de l'essence même du système parlementaire que les élus du corps électoral soient investis de pleins pouvoirs.

Ils doivent statuer, sous leur responsabilité, sur tout ce qui intéresse l'État.

Ils n'ont pas à en référer.

Prétendre modifier cette situation dans le sens de la proposition déposée par MM. Feron, Lepoutre, Thiriar, Janson, Lambiotte et Richald, c'est, comme le dit fort bien notre collègue, M. Schollaert, dans le rapport sur la revision de l'article 26 de la Constitution, vouloir étendre les droits de la multitude et assurer la prédominance du nombre à la fois sur les assemblées législatives et sur le pouvoir exécutif.

La Représentation proportionnelle. — Nul ne conteste que bien des rouages de notre organisation politique sont susceptibles d'amélioration.

La prépondérance des grands arrondissements — et, notamment, le pouvoir, attribué à une poignée d'électeurs de l'arrondissement de Bruxelles, d'opérer un déplacement de trente-six voix au sein de la Chambre des représentants; — l'intensité des luttes électorales dans certains districts, et les abus qu'elle entraîne à sa suite; l'apathie politique qui s'empare des régions où l'opposition désespère de conquérir la majorité; la prédominance respective des partis coïncidant avec nos divisions de races; l'action parfois décisive d'éléments flottants peu recommandables; le danger de voir une minorité, exclue du Parlement malgré son importance, essayer d'obtenir par des menées révolutionnaires ce qu'elle n'a pu réclamer du haut de la tribune nationale, ce sont là incontestablement, pour le fonctionnement de nos insti-

tutions parlementaires, des causes de faiblesse qu'il importe de faire disparaître et auxquelles l'application, dans des limites rationnelles, du principe de la représentation des minorités apporterait un remède efficace.

Mais telle n'est point la portée de la soi-disant concession faite aux partis conservateurs. Elle leur est présentée comme une sauvegarde contre l'empire du nombre, comme le moyen de dompter en quelque sorte le suffrage universel, de l'adapter au jeu normal des institutions existantes. Or, à ce point de vue, la représentation strictement proportionnelle est à la fois inefficace et dangereuse. Inefficace, car il est évident qu'un système de suffrage égalitaire, fût-il tempéré par la représentation des minorités, mettra toujours aux mains des bataillons les plus nombreux le droit de décision et de commandement; dangereuse, parce que l'émiettement des partis, conséquence inéluctable du système tel qu'il est prôné par la gauche radicale, priverait, à la longue, le Parlement de toute autorité, et, le suffrage universel aidant, déplacerait fatalement l'axe du Gouvernement au profit de l'intervention directe de la multitude dans le domaine législatif.

Les adeptes de la représentation strictement proportionnelle se rendent fort exactement compte de la gravité de l'objection déduite de ce que leur système aboutit forcément au fractionnement, à la destruction des partis. Ils se multiplient en efforts pour la réfuter, mais sans y avoir réussi jusqu'ici.

Deux modes de répartition des mandats entre les diverses listes de candidats ont été imaginés : le système des fractions forcées et celui du commun diviseur, ce dernier plus connu sous le nom de son inventeur, M. D'Hondt, professeur à l'Université de Gand. Le premier de ces systèmes a été essayé naguère au Tessin; l'expérience l'a fait condamner irrémissiblement. Les partisans de la représentation proportionnelle reconnaissent eux-mêmes que le système des fractions forcées facilite, provoque même la division des partis; mais, assurent-ils, il n'en est pas de même du procédé D'Hondt : celui-ci, à les entendre, impose l'union, la concorde, le groupement. Nous ne faisons aucune difficulté d'admettre la supériorité du système D'Hondt sur celui des fractions forcées; nous reconnaissons volontiers qu'étant donné ce mode de répartition des sièges, un parti n'a aucun intérêt direct à se diviser. Mais ce n'est pas en ces termes que la question doit être posée. Il ne suffit pas de démontrer qu'un parti s'affaiblit électoralement en se divisant, ce dont on se doutait déjà; il s'agit de savoir si la représentation proportionnelle, telle que la conçoivent les partisans du système D'Hondt, fournit des armes aux politiciens peu scrupuleux qui se préoccupent moins d'affaiblir leur parti que d'exploiter, pour s'en faire un marche-pied, les préjugés, les passions et les conflits d'intérêts qui existent toujours en germe dans un corps électoral quelque peu étendu.

La revue *la Représentation proportionnelle* contient à cet égard des aveux qu'il n'est pas inutile d'enregistrer.

Voici ce qu'elle écrit :

« Une foule d'esprits très distingués, appartenant au Parlement, au professorat, au journalisme, n'ont pas peur, le moins du monde, de bouleverser

nos partis politiques et de les *briser*. Ce sont les partisans de la représentation des intérêts. Dans leurs projets, ils ne se soucient nullement de ce qu'on appelle « nos vieux partis historiques » et, dans leurs combinaisons divergentes et multiformes de représentation des intérêts sociaux, ils ne se préoccupent pas le moins du monde de *l'émiettement de nos groupes politiques* ou du maintien de notre unique division en catholiques et libéraux.

» Parmi les partisans de la représentation des intérêts, *il en est qui voient la meilleure manière d'arriver à leurs fins dans la représentation proportionnelle elle-même*. Pour le moment, c'est là une *espérance prématurée*. Aussi longtemps que la question politique dominera et que les partis joueront leur rôle, notre réforme ne sera que la représentation proportionnelle des partis. Mais si, à un moment donné, les questions d'intérêts, les questions économiques et sociales viennent à primer toutes les autres, à cette heure-là, lointaine encore, notre réforme, par une transformation lente, deviendra la *représentation proportionnelle des intérêts* (1). »

Et plus loin :

« Si nous étions partisans de l'individualisme et du fractionnement des partis, le vote uninominal majoritaire aurait nos préférences : c'est lui qui a pu produire, en Italie et ailleurs encore, les beaux résultats que l'on sait quant au sectionnement des groupes politiques (2). »

Étrange logique, en vérité ! A ceux qui reprochent à la représentation proportionnelle, appliquée sans frein, sans mesure, de détruire la cohésion des partis, de frapper d'impuissance à la fois la majorité et l'opposition, et de rendre dès lors impossible le fonctionnement normal du régime parlementaire, on se borne à répondre que les mêmes effets pernicieux seraient produits par la mise en pratique soit du scrutin uninominal, soit du système de la représentation des intérêts. Cette assimilation est, en effet, l'évidence même ; mais, au lieu d'y découvrir l'apologie de la représentation proportionnelle, nous n'y voyons que la condamnation des deux autres systèmes, en tant que l'application en soit faite aux élections législatives.

Ces quelques considérations ne doivent pas être envisagées comme une critique, même indirecte, des propositions du Gouvernement quant aux modifications à apporter au texte de l'article 48 de la Constitution. Il s'agit, en effet, de questions dont nous croyons, avec le Gouvernement, qu'il est bon d'abandonner la solution au législateur ordinaire. Nos prémisses montrent d'ailleurs que nous ne sommes, personnellement, nullement hostile au principe d'une représentation plus rationnelle de la minorité, et que nos critiques visent seulement l'application que certains veulent faire de ce principe sans se préoccuper de l'adapter aux nécessités du régime parlementaire.

(1) *La Représentation proportionnelle*, 12^e année, janvier-février 1892, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 16.

Que si nous étions invité à abandonner le terrain de la critique et à formuler une solution positive, nous en trouverions les éléments dans une proposition faite jadis par le regretté M. Pirmez, dont les partisans de la réforme seront les derniers à contester la haute autorité. En effet, pour réaliser tous les avantages que nous avons énumérés, et écarter en même temps le très grave danger que nous avons cru devoir signaler, il suffirait de stipuler dans la loi électorale que, pour être élu, il faut avoir obtenu le tiers des voix plus une. Il n'est, dans le pays, presque pas d'arrondissements où l'opposition ne puisse, dans ces conditions, espérer obtenir une part de représentation. A une condition toutefois, c'est qu'une union relative existe dans ses rangs. Comme le proclame en excellents termes un proportionnaliste convaincu, « si les fractions d'un même parti restent divisées, si elles ne parviennent pas » à faire régner un peu de concorde entre elles, si elles luttent chacune de » leur côté, à quel titre prétendraient-elles acquérir l'*imperium*, le droit de » direction et de commandement (1)? »

Dans ce système, la répartition des sièges se ferait d'après la règle du diviseur commun (système D'Hondt), laquelle est applicable même aux arrondissements qui n'élisent que deux députés.

Aucune modification ne devrait être apportée aux circonscriptions électorales existantes, du moins en ce qui concerne la Chambre; neuf sièges seulement, sur cent cinquante-deux, échapperaient à l'action de la réforme; c'est une quantité pratiquement négligeable.

L'ordre de priorité des candidats de chaque liste serait déterminé d'avance par les parrains qui, en fait, représentent les associations politiques; ce sont, en dernière analyse, celles-ci qui décident des candidatures; pourquoi ne seraient-elles pas maîtresses de l'ordre dans lequel ces candidatures seraient présentées? N'y a-t-il pas lieu d'appliquer en cette matière l'adage : « Qui peut le plus peut le moins » ?

Il ne serait plus question ni de votes panachés, ni de suffrages de préférence: ils auraient perdu toute raison d'être. Certes, rien ne serait moins regrettable que la condamnation des suffrages ou marques de préférence, car, étant données nos habitudes électorales, ils ne seraient le plus souvent que le prix de la brigue et de l'intrigue.

Bref, dans ces conditions, le mode de votation et le mode de dépouillement seraient plus simples encore qu'ils ne le sont sous le régime majoritaire actuel.

Les partisans de la représentation proportionnelle intégrale nous accuseront, la chose est certaine, de vouloir contraindre le pays à se grouper perpétuellement en deux partis politiques. Ce reproche porterait à faux. Nous ne voulons contraindre personne; nous nous bornons à ne pas faire le jeu de ceux qui envisagent l'homogénéité des partis comme un mal.

Aujourd'hui, un seul parti est représenté dans chaque arrondissement; dans le système proposé, le parti en majorité et la minorité la plus forte obtiendraient chacun une part de représentation. N'est-ce pas un progrès, et en quoi cela empêchera-t-il trois ou même quatre partis de coexister dans le pays, s'ils répondent à des courants d'opinion vraiment puissants?

(1) *Journal de Mons*, numéro des 12-13 février 1895.

La Représentation des intérêts. — Une théorie, séduisante en apparence, semble avoir conquis, ces dernières années, quelque terrain. — L'utilité, généralement reconnue, du groupement des intérêts dans l'ordre économique, a fait concevoir à quelques-uns la pensée de fonder sur cette même base l'édifice de nos institutions politiques.

Les partisans de cette idée ne reculent pas devant les difficultés pratiques que les conditions actuelles de notre état social opposent à l'application du système de la représentation des intérêts. A cette objection qu'on leur fait, ils répondent « qu'une bonne loi électorale serait précisément le moyen le » plus efficace d'accélérer la réorganisation que tout le monde désire. Que » l'on assure aux professions une part de représentation dans les assemblées » publiques, et l'on verra de tous côtés surgir des organisations nouvelles ⁽¹⁾. »

D'autre part, ils font valoir, non sans habileté, que le principe de la réforme prônée plonge ses racines dans d'anciennes traditions nationales, et qu'il est, en même temps, la négation du dogme de l'égalité du suffrage ; à ce dernier point de vue, il élève, en apparence du moins, une barrière efficace contre les abus de la prédominance du nombre qui résulteraient d'une trop large extension du corps électoral.

Les diverses formules visant la représentation des intérêts reposent toutes sur une triple base : l'universalité de la représentation, son égalité non point *par tête* mais *par groupe*, son caractère professionnel. Nous ne dirons rien ici des deux premiers points de ce programme : ils constituent, sous des formes diverses, l'objectif commun de la plupart de ceux que préoccupe le problème de la revision constitutionnelle. Tous, ou presque tous, recherchent un système électoral où nul ne prédomine, mais où chaque classe ait sa part respective d'influence. Nous nous attacherons uniquement à montrer combien la troisième donnée — le caractère professionnel de la représentation politique — est incompatible avec le fonctionnement de nos institutions constitutionnelles.

Nous nous trouvons, en réalité, en présence d'une nouvelle manifestation de l'erreur si répandue qui consiste à confondre, sous la dénomination générique de régime représentatif, les institutions politiques les plus dissimilables. La représentation des intérêts nous donnerait peut-être de bonnes chambres consultatives, tout comme il serait possible qu'elle rendit des services au point de vue de la composition des conseils communaux de nos grandes villes ; mais elle exigerait hors du Parlement, comme corollaire indispensable, un pouvoir puissamment organisé, entre les mains duquel se concentrerait toute l'action gouvernementale. Pouvoir quasi absolu du souverain, ou gouvernement nettement populaire, tels seraient les termes du dilemme qui ne tarderait pas à se poser devant le pays ; si la seconde de ces solutions devait l'emporter, le vote par tête aurait vite fait de se substituer au vote par groupe ou par classe ; les enseignements de 1789 méritent à cet égard de n'être pas perdus de vue.

(1) Proposition relative à la revision des articles 47 et 48 de la Constitution. — Exposé des motifs de M. Helleputte, p. 4, n° 33, XX.

Au surplus, nous ne pouvons mieux faire que de donner la parole à un partisan convaincu de la réforme. Voici l'exposé théorique qu'il fait du système de la représentation des intérêts dans un langage dont la netteté ne laisse rien à désirer :

« Le terrain propre des élections, ce ne sont point les intérêts universels » et communs à tous les citoyens, mais *les intérêts propres à certaines classes de la société*; non point les intérêts privés, mais les intérêts publics » de ces classes de citoyens; en un mot, ce sont les intérêts professionnels » publics. Ce sont donc aussi ces intérêts qui, *suivant l'opposition et l'antagonisme qui peuvent exister entre eux*, doivent donner naissance aux » différents groupes électoraux ⁽¹⁾. »

C'est l'antagonisme économique devenant la source unique du droit à la représentation au sein des Chambres.

L'auteur revient, à différentes reprises, sur l'idée mère du système, notamment dans le passage suivant :

« Nous prétendons que deux groupes *d'intérêts directement opposés* doivent » avoir une représentation *égale*, quelle que soit respectivement leur » importance numérique ou l'importance des intérêts qu'ils veulent faire » représenter ⁽²⁾ ».

Quant à l'application du système, voici comment l'auteur la conçoit :

« Il suffira, pour prévenir toute profonde perturbation sociale, d'accorder » aux trois grandes classes d'intérêts primordiaux (capital, travail, intelligence) une représentation égale dans les Chambres législatives. Là se borne » la mission de la *Constituante*. Supposons que la *loi* fixe à deux cent seize le » nombre des membres de la Chambre des représentants. Chacune des trois » grandes classes de la Nation, les capitalistes, la classe laborieuse et les professions libérales, aura droit au tiers de la représentation totale, soit à soixante- » douze représentants. Les groupements ultérieurs sont abandonnés à l'*initiative privée*; la loi enregistre les groupements nouveaux qui se forment et » veille à ce qu'une égalité parfaite subsiste entre les divers groupes d'*inté- » rêts directement opposés*. Si nous supposons que les citoyens formant la » classe du capital croient devoir se scinder pour faire représenter séparé- » ment le capital immobilier et le capital mobilier, trente-six sièges seront » accordés à chacun des deux groupes. Si les électeurs de la classe de la pro- » priété immobilière *croient trouver une opposition d'intérêts* entre la grande » et la petite propriété, dix-huit représentants seront donnés aux deux nou- » veaux groupes qu'ils désireraient former. Que *si une opposition d'intérêts » peut se produire* entre la propriété rurale et la propriété urbaine, les élec- » teurs de la grande et de la petite propriété pourraient respectivement » attribuer à chacune d'elles la moitié des représentants auxquels ils ont

⁽¹⁾ *Les principes de la représentation nationale*, par F. B., p. 14. Bruxelles, imprimerie Becquart-Arien, 1892.

⁽²⁾ *Ibid.*, *op. cit.*, p. 24

» droit, soit neuf sièges. Le groupe de la propriété mobilière pourrait se scinder à son tour, par exemple suivant la triple application du capital mobilier à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. Chacun de ces trois groupes pourrait se subdiviser en groupes de la grande et de la petite culture, de la grande et de la petite industrie, du grand et du petit commerce, en se partageant, par moitié, le nombre de sièges auxquels ils ont droit ⁽¹⁾. »

Et il ajoute que la mission des représentants de chaque groupe sera de « *défendre les intérêts du groupe tout entier contre les compétitions des autres groupes et du pouvoir central* ».

C'est le conflit permanent élevé à la hauteur d'un principe de gouvernement; c'est la lutte des classes devenue le pivot de notre organisation politique!

L'auteur n'en conclut pas moins, avec une certaine candeur, que « le partage égal des sièges entre les différents groupes d'intérêts opposés garantit absolument les droits de chacun et la *tranquillité* de tous ⁽²⁾ ». La tranquillité, peut-être! Mais ce ne saurait être qu'à une condition: c'est qu'un Parlement aussi étrangement composé soit sans force et sans autorité, ce qui permettrait au pays de vaquer à ses affaires sans plus se soucier des querelles de ses mandataires.

Il est à remarquer, du reste, que le rôle assigné par l'auteur aux représentants de chaque groupe est de lutter sans cesse, non seulement contre les représentants des autres groupes, mais contre le pouvoir central lui-même. L'auteur reconnaît donc implicitement que le principe d'autorité ne résiderait plus dans le parlement, mais en dehors de lui, ce qui justifie toutes nos appréhensions.

Mieux inspiré est M. Henri Lambert, dans l'intéressante lettre adressée par lui à l'*Indépendance belge*, le 27 décembre dernier, dont voici un extrait :

« On est généralement d'accord pour considérer comme complète et rationnelle, la classification consistant à répartir la société en trois catégories, en l'envisageant au point de vue de ses intérêts matériels, intellectuels et moraux, intérêts qui, d'ailleurs, constituent le pivot de l'activité politique de tous les partis.

» Ces trois catégories sont celles :

» 1^o Des *intérêts du capital*, sous la rubrique desquels il faut ranger les industriels, commerçants, propriétaires fonciers et mobiliers à tous les degrés ;

» 2^o Des *intérêts du travail*, qui sont ceux de la classe ouvrière spécialement ;

» 3^o Des *intérêts moraux et intellectuels*, qui sont ceux de tous les citoyens, sans exception, mais qui concernent plus spécialement ceux qui exercent des

(1) *Les principes de la représentation nationale*, p. 21.

(2) *Ibid.*, p. 24.

professions libérales, c'est-à-dire les magistrats, avocats, ingénieurs, médecins, savants, professeurs, artistes, écrivains, ecclésiastiques, militaires, fonctionnaires, etc.

» Cette classification me frappe immédiatement par le fait que tous les citoyens rangés dans l'une des trois catégories ont également des intérêts dans l'une des deux autres et même, presque tous, dans les deux autres ; s'ils n'en ont pas, ils sont, en tous cas, susceptibles d'en acquérir d'un moment à l'autre.

» Il faut donc commencer par rejeter les systèmes qui tendent à classer la nation de manière à constituer divers corps électoraux d'intérêts opposés. Ces systèmes, probablement impraticables en fait, sources d'injustices, comme je l'ai démontré, ne pourraient, en tous cas, pourvoir le pays de parlementaires possédant les vues communes et l'unité d'aspirations nécessaires. Leur application serait, d'ailleurs, la consécration officielle de ce *principe pernicieux, faux, qui induit bien des gens à admettre qu'il existe des intérêts sociaux opposés; s'il en était ainsi, les problèmes sociaux seraient insolubles par voie pacifique*. Tout homme qui a envisagé ceux-ci, en s'animant d'un esprit généreux et en se plaçant à un point de vue suffisamment large, a dû arriver à cette conclusion : Il n'existe pas d'intérêts réellement opposés ; il existe des intérêts sociaux parallèles, *qui ne peuvent, il est vrai, être tous défendus par une même argumentation*, mais qui, tous, peuvent trouver satisfaction dans les mêmes solutions ⁽¹⁾ ».

Nul ne contestera sérieusement la justesse de ces observations ; elles montrent combien est faux et dangereux dans ses applications le principe en vertu duquel on voudrait introduire dans la sphère politique les groupements que l'on cherche, et avec raison, à réaliser dans l'ordre économique. M. Lambert est d'avis que la classification doit se faire dans le corps à élire, mais non dans le corps électoral ; nous pensons qu'il n'est nul besoin de recourir, dans ce but, aux rouages assez compliqués qu'il préconise ; les intérêts de la classe ouvrière seront suffisamment sauvegardés lorsque celle-ci jouira d'une représentation adéquate au sein du corps électoral.

Après que les diverses formules de suffrage généralisé eurent été successivement écartées (voir Annexe B), la proposition de M. Helleputte tendant à répartir les électeurs, suivant leur profession, en trois groupes distincts, fut à son tour mise aux voix et repoussée par 15 voix contre 5 ; celle de MM. Feron et consorts, tendant au même but, mais en ce qui concerne le Sénat seulement, eut le même sort ; elle a été rejetée par 11 voix contre 2.

Ces votes témoignent que la théorie du groupement professionnel des électeurs a rencontré peu d'écho au sein de votre commission. Mais de grands efforts sont déployés en dehors des Chambres, en vue de gagner l'opinion publique à cette réforme qui, si elle devait aboutir, consommerait la ruine de nos institutions parlementaires. C'est notre excuse pour nous être étendu si longuement, et sur les conditions indispensables au bon fonctionnement du

(1) *Représentation des intérêts*, par Henri Lambert. — Imprimerie Duculot-Roulin, à Tamines.

régime parlementaire, et sur les conséquences d'innovations dont le résultat certain, à nos yeux, serait de ruiner l'autorité des Chambres législatives et de déplacer l'axe du pouvoir.

Ce n'est pas sans quelque étonnement que l'on a entendu un ancien vice-président de la Chambre faire, dans un meeting, la déclaration suivante :

« A mon sens, ce n'est plus dans des restrictions imposées au droit de
» suffrage qu'il faut chercher la solution du problème, mais dans un ensemble
» d'institutions nouvelles qui fassent contre-poids au suffrage universel et le
» protègent contre lui-même. C'est ce qu'a tenté de faire le programme de la
» Fédération progressiste, programme très gouvernemental, auquel, pour
» ma part, je n'hésite pas à donner mon approbation. »

Les tendances gouvernementales du programme de la Fédération progressiste nous sont révélées par la *Réforme*, dans un article sur les élections italiennes, paru le 12 novembre dernier.

Après nous avoir dépeint l'émiettement des partis politiques dans les Chambres italiennes, émiettement dû en grande partie à l'action du scrutin uninominal, la *Réforme* conclut en ces termes :

« On paraît avoir compris en Italie qu'il faut, pour sortir de cette situation,
» sortir du parlementarisme, importation anglo-française mal acclimatée
» en Italie. Le *Secolo*, le jour même des élections, donnait le signal de la
» propagande en faveur du referendum suisse, de même qu'il a fait inscrire
» au programme de la démocratie militante la nation armée. On voit que la
» politique radicale belge a des imitateurs ».

Ruiner le régime parlementaire, voilà donc le but avoué. Il serait intéressant de savoir ce que l'on entend mettre à sa place.

**Proposition de MM. Ch. Graux, Vanderkindere, Buis,
Huysmans et Demot ⁽¹⁾.**

L'article 47 de la Constitution serait rédigé de la manière suivante :

« La Chambre des représentants se compose des députés élus directe-
» ment par les citoyens réunissant les conditions déterminées par la loi
» électorale.
» Cette loi n'admettra à faire partie du corps électoral que les citoyens
» sachant lire et écrire, qui sont en état de subvenir, au moyen de leurs
» propres ressources, à leur subsistance et à celle de leur famille.
» Ces conditions seront constatées soit par preuves directes, soit par
» présomptions, selon les modes déterminés par la loi électorale.
» Les dispositions de cette loi relatives à ces objets, ainsi que les conditions

(¹) Proposition relative à la revision de l'article 47 de la Constitution, n^o 50, XXXVII.
Note sur le règlement des conditions à inscrire dans la loi électorale, n^o 51, XXXVIII.

- » d'âge et de domicile devront être votées à la majorité des deux tiers des
- » suffrages.
- » Aucun vote ne pourra avoir lieu sur ces points si les deux tiers des
- » membres de chacune des deux Chambres ne sont présents.
- » Ces dispositions pourront être abrogées ou modifiées par le pouvoir
- » législatif délibérant dans les mêmes conditions.
- » La loi électorale énumère les catégories de citoyens qui sont exclus du
- » corps électoral pour cause d'indignité ».

Voici le résumé, emprunté à M. Graux lui-même, des motifs qui ont été développés par lui dans la commission à l'appui de cette proposition :

Note de M. Graux.

I.

Lorsqu'on écarte le suffrage universel, il existe deux conditions principales dont on peut faire dépendre la participation des citoyens aux affaires publiques par l'électorat. Un certain degré de fortune ou du moins d'aisance et un certain degré de culture intellectuelle ou de capacité.

La loi du 24 août 1883, relative à l'électorat provincial et communal, ainsi que les propositions déposées par M. le Ministre des Finances pendant la dernière période des travaux de la commission, donnent comme base au droit de suffrage l'alternative de l'une ou de l'autre de ces conditions.

En exigeant l'une d'elles seulement, on est conduit ou bien à fixer le degré d'aisance et le degré de capacité trop haut pour que l'électorat soit largement accessible à la classe ouvrière, ou bien à rendre ces garanties illusoire en les faisant descendre trop bas.

Que l'on soit apte à devenir électeur lorsqu'on possède les connaissances qui forment le programme de l'instruction primaire complète ou lorsqu'on paye 10 francs d'impôt direct, il faut l'admettre. Mais en écartant des comices électoraux tous ceux qui ne justifient pas de l'un ou de l'autre de ces titres, on rend l'accès à l'électorat trop difficile aux classes laborieuses.

D'autre part si, à ce degré, les conditions d'aisance et de capacité peuvent être considérées comme se suppléant l'une l'autre dans une certaine mesure, elles perdent cette propriété d'équivalence lorsqu'on en abaisse le niveau.

L'homme qui, par sa faute ou par son infortune, est réduit à demander du pain à la charité, retrouvera-t-il, dans la connaissance de la lecture et de l'écriture, l'indépendance que lui enlève la misère? Celui qui ne sait pas lire, qui ignore ce mode de communication entre les hommes, sans lequel il est impossible de se former l'opinion la plus élémentaire sur les intérêts généraux les plus simples, deviendra-t-il apte à apprécier ces intérêts, par la seule raison que son salaire suffit à ses besoins?

Pour donner au régime électoral un caractère réellement populaire, il faut donc abaisser autant qu'il est possible les conditions d'aisance et de capacité, mais les exiger en même temps l'une et l'autre; il faut attribuer le droit de vote aux citoyens qui, sachant lire et écrire, sont en état de subvenir, au

moyen de leurs propres ressources, à leur subsistance et à celle de leur famille. C'est en réalité le suffrage général, le suffrage de tous à l'exclusion des illettrés et des indigents.

II.

Il n'est pas possible de déterminer avec une entière exactitude le nombre des électeurs que donnerait ce régime. En dépit de demandes répétées, le Gouvernement n'a pas fourni de statistique récente des illettrés, et celle qu'il a fait distribuer à la commission de revision relativement aux indigents secourus par la bienfaisance publique est tout à fait incomplète.

Mais en se basant sur la statistique de 1880 et sur l'état plus récent du degré d'instruction des miliciens, on peut évaluer approximativement à 25 p. c. la proportion des citoyens mâles et majeurs qui ne savent pas lire et écrire.

La population mâle et majeure de 21 ans est actuellement en Belgique de 1,600,000 habitants, parmi lesquels 1,500,000 ont au moins deux années de résidence. (Document XLI, n° 54, de la commission de revision.)

Les exclusions provenant de l'extrême ignorance seraient donc de 375,000 environ, si l'on fixait l'âge de l'électorat à 21 ans.

La population mâle âgée de plus de 25 ans est de 1,400,000 habitants en chiffres ronds, parmi lesquels 1,300,000 environ ont au moins deux années de résidence. Si l'on fixait l'âge de l'électorat à 25 ans, l'exclusion des illettrés serait donc de 325,000.

Les exclusions qui résulteraient de l'indigence se confondraient vraisemblablement, dans le plus grand nombre des cas, avec les premières, car les illettrés forment une proportion très considérable de la classe des assistés. Mais à supposer qu'il existe, parmi les citoyens mâles et majeurs, une proportion de 5 p. c. d'assistés sachant lire et écrire, l'ignorance et l'indigence écarteraient ensemble du corps électoral 30 p. c. de la population mâle et majeure de la Belgique. Le droit électoral pourrait être attribué à 70 p. c. de cette population, c'est-à-dire à environ un million de citoyens, si la majorité politique était fixée à 21 ans, et à 900,000 environ si elle n'était acquise qu'à 25 ans.

Ces chiffres seraient, il est vrai, réduits encore dans une certaine mesure, en toute hypothèse, à raison des causes d'indignité.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la seule statistique des illettrés que nous possédons se fonde sur les déclarations non contrôlées des intéressés, et qu'une épreuve sérieuse de la connaissance de la lecture et de l'écriture démontrerait, sans doute, que cette connaissance fait défaut à un plus grand nombre de citoyens.

Quoi qu'il en soit, on peut présumer que le corps électoral nouveau serait, selon les conditions d'âge et de résidence adoptées, formé d'environ 800,000 à 900,000 électeurs.

La classe ouvrière serait largement représentée. Elle le serait par tous les

citoyens qui, outre les influences ordinaires auxquelles la nature humaine est exposée, n'ont pas à subir les injonctions de la faim. Elle le serait par ceux dont l'esprit a reçu quelque culture et qui, avant de voter, pourraient au moins lire quelque chose de ce qui s'écrit sur les intérêts publics, sur les élections et sur les candidats.

III.

Le désir d'amener à un accord transactionnel les partisans d'une extension plus grande de l'électorat a déterminé les signataires de la proposition à diminuer les obstacles qui s'opposeraient dans l'avenir à cette extension, si les conditions de l'électorat étaient inscrites dans la Constitution.

Dans ce but, ils enlèvent le règlement de ces conditions au pouvoir constituant et le confient au pouvoir législatif.

Cependant, comme il faut protéger la source des pouvoirs publics contre les surprises des partis, et la soustraire aux conséquences des variations ordinaires des courants électoraux, ils exigent qu'en ce qui concerne la modification des bases du droit de suffrage, la volonté nationale soit exprimée par une majorité imposante et certaine.

C'est pourquoi ils proposent que les dispositions de la loi électorale relatives à l'exclusion des illettrés et des citoyens qui ne sont pas en état de subvenir, au moyen de leurs propres ressources, à leur subsistance et à celle de leur famille, de même que les dispositions relatives à l'âge et au domicile, ne puissent être modifiées ou abrogées par la Législature qu'à la majorité des deux tiers des suffrages.

La Constitution contient déjà plusieurs dispositions qui, en d'autres matières, établissent cette garantie. Pour certaines mesures graves, elle veut que la Législature se prononce à la majorité exceptionnelle des deux tiers. Tel est l'objet des articles 61 et 62.

On a fait deux objections à cette proposition : Les uns ont dit qu'elle a pour effet de changer l'article 151 de la Constitution, les autres qu'elle tend à modifier l'article 38, et que soit à l'un, soit à l'autre de ces titres, elle n'est pas recevable, ces dispositions n'ayant été, ni l'une ni l'autre, l'objet d'une déclaration de revision.

Si ces objections étaient fondées, il faudrait le regretter, car elles feraient disparaître un élément sérieux de transaction devant une simple difficulté de procédure parlementaire. On serait condamné, non par une raison de principe, mais par l'omission d'une formalité, à renoncer à transférer de la compétence constitutionnelle à la compétence législative les réformes électorales futures; car l'attribution à une majorité ordinaire du droit de déterminer les bases du droit de suffrage présenterait un danger grave, qu'il est impossible de ne point voir : il concéderait, non pas seulement dans l'avenir, à une majorité qui pourrait n'être que d'une voix, mais dès aujourd'hui, à un parti à l'exclusion de l'autre, contrairement à la volonté récemment exprimée

par la nation, le pouvoir énorme et exclusif de régler le régime électoral nouveau.

Mais heureusement la fin de non-recevoir que l'on oppose à l'inscription dans la Constitution d'une disposition exigeant, dans un cas nouveau, que la Législature décide à la majorité des deux tiers des voix, ne résiste pas au plus rapide examen.

Cette disposition n'apporte aucune modification à l'article 131 de la Constitution, car cet article règle les conditions et les formes des revisions constitutionnelles, et la disposition nouvelle a précisément pour objet d'exclure de l'ordre constitutionnel les modifications ultérieures du régime électoral et de les ranger parmi les attributions du pouvoir législatif. Si elles s'effectuent, la Constitution ne subissant aucun changement, l'article 131 y demeurera étranger; il ne peut donc être question de le modifier à ce sujet. Il n'y avait pas lieu d'en décréter la revision.

L'objection tirée de l'article 38 n'est pas plus fondée. Cette disposition formule une règle générale, que les constituants avaient si peu l'intention de rendre absolue, qu'à plusieurs reprises ils y ont eux-mêmes dérogé. Ils l'ont fait par les articles 61, 62 et 131 de la Constitution.

Si ces exceptions avaient été énumérées dans l'article 38, ou si cet article les avait annoncées ou réservées en leur donnant un caractère limitatif, on pourrait soutenir que, pour en accroître le nombre, il eût fallu remettre l'article lui-même en question.

Mais il n'en est pas ainsi. Les auteurs de la Constitution ont inscrit dans l'article 38 une règle ordinaire relative au vote des lois; loin de rattacher, sous quelque forme que ce soit, à cette disposition les dérogations et les exceptions qu'ils entendaient faire à cette règle, ils les ont expressément unies aux dispositions spéciales, traitant des objets qui, à leurs yeux, les rendaient nécessaires.

Pour introduire dans la Constitution une exception nouvelle à la règle de l'article 38, ce n'était donc pas cet article qu'il fallait soumettre à revision, mais celui qui renfermait l'objet auquel la nouvelle exception devait s'appliquer: c'est-à-dire l'article 47, qui traite des conditions de l'électorat. Il fallait, en d'autres termes, pour ne point s'écarter de l'ordonnance adoptée par le Congrès, procéder, en ce qui touche les modifications futures à apporter au droit de suffrage, comme le Congrès avait procédé lui-même en ce qui concerne la désignation du successeur du Roi (article 61), l'autorisation nécessaire pour que le Roi puisse devenir chef d'un autre État (article 62) et enfin la revision de la Constitution (article 131).

On se demande comment il a été possible de soutenir que pour inscrire dans le nouvel article 47 la disposition proposée, il fallait demander la revision de l'article 38, alors qu'il est évident qu'il n'y avait pas une lettre à changer à cet article, et que si, par hasard, il avait été décrété de revision, il eût dû être conservé mot pour mot dans sa rédaction actuelle.

Si l'on voulait apporter aujourd'hui quelque changement aux conditions de majorité établies par les articles 61, 62 ou 131, n'est-il pas clair qu'il ne faudrait soumettre à revision que ces articles seulement, et ne serait-il pas absurde de réclamer à ce propos la revision de l'article 38?

Pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il s'agit de modifier la majorité requise pour le vote de toute autre mesure portant sur un objet spécial et exceptionnel ?

Les auteurs de la Constitution ont séparé les exceptions de la règle ; celle-ci subsiste intacte, soit qu'on augmente, soit qu'on réduise ces exceptions par des dispositions distinctes. Il ne pouvait donc y avoir lieu, pour toucher aux exceptions, de soumettre la règle elle-même à revision.

IV.

L'exclusion des illettrés et des assistés s'appuie sur des motifs qui s'imposent avec tant de puissance au bon sens public, que ceux qui l'ont combattue ont objecté bien moins des raisons de principe que des difficultés d'application.

On a dit, il est vrai, que la pauvreté n'est point un vice, pas plus que l'ignorance ; que l'une et l'autre ne peuvent donc être des causes de déchéance ; et que c'est une injustice que d'enlever des droits à des citoyens pour cause de misère ou parce que la société a eu le tort de ne pas leur donner l'instruction primaire.

Cette objection, qui serait fondée s'il s'agissait de les frapper d'indignité, est incompréhensible lorsqu'on se borne à constater en eux un défaut d'aptitude à l'exercice des droits politiques. La pauvreté et l'ignorance ne sont point des tares, sans doute, mais, au point de vue de la participation aux affaires publiques, ce sont des infirmités. On n'est point méprisable pour être sourd ou aveugle ; on inspire la pitié et non le dédain ; on peut demander à la société des secours et, s'il est possible, des remèdes, mais non point d'exercer des droits, de remplir une mission qui réclament l'usage de la vue et de l'ouïe.

Quelle que soit la cause de l'indigence matérielle ou intellectuelle, eût-elle même des auteurs responsables, on pourrait critiquer, condamner ceux-ci ; mais il est impossible d'attribuer sans folie, par commisération ou à titre de réparation, aux malheureux qui en souffrent, l'usage de droits politiques qu'ils sont incapables d'exercer.

Il ne s'agit d'ailleurs ni de déchéance, ni de privation de droits. Il n'y a pas de droits absolus. La notion du droit se modifie selon les temps, les lieux, les races, les hommes. Il en est du droit de suffrage comme de tous les autres. La justice sociale ne consiste pas à appliquer à tous les individus, à quelque degré qu'ils soient de l'échelle humaine, la notion abstraite d'un droit idéal, identique pour tous. Elle consiste à établir, à une époque donnée, l'harmonie, c'est-à-dire un rapport aussi exact que possible entre l'état moral et matériel d'un peuple et les lois positives destinées à le régir. On ne saurait priver de droits politiques des hommes qui sont naturellement et socialement inaptes à les exercer ; ils n'en ont pas.

Les partisans du suffrage universel objectent aussi à ceux qui entendent subordonner l'électorat à la connaissance de la lecture et de l'écriture, que cette condition, jadis exigée des électeurs pour la formation des conseils de

prud'hommes, a été abrogée par une loi récente, et qu'elle n'est pas réclamée pour l'élection des conseils de l'industrie et du travail. C'est là, disent-ils, une double reconnaissance du suffrage universel.

Sans doute, et cette reconnaissance est légitime pour l'élection des juges et des arbitres appelés à vider des contestations ou à aplanir des difficultés entre patrons et ouvriers, d'apprécier des faits d'ouvrage, de travail, des questions de salaire, d'examiner ou d'appliquer des règlements d'atelier. En ces matières qui touchent aux intérêts quotidiens de l'ouvrier, qui relèvent de son métier, sa compétence est indiscutable; elle est personnelle et peut se passer de la connaissance de la lecture et de l'écriture. Elle naît et grandit chaque jour au contact immédiat du milieu dans lequel il vit.

Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit dans les élections politiques. Ce que l'on y débat, ce que l'on y décide, ce sont des questions relatives au fonctionnement des pouvoirs, aux lois générales de l'État, au régime économique, aux rapports du pouvoir civil et des cultes, à la gestion des deniers publics, à l'établissement ou à la suppression des impôts, à l'organisation de l'armée et à la défense nationale, vingt autres questions aussi générales et aussi graves; on y apprécie le caractère et le mérite des candidats que la plupart des électeurs n'ont vus que de loin, lorsqu'il arrive qu'ils les aient vus. Et l'on soutient que pour s'éclairer sur de tels sujets, il n'est pas nécessaire de savoir lire!

Les plus ardents défenseurs des illettrés ont senti leur irrémédiable faiblesse sur le terrain des principes. Ils se sont rejetés sur les difficultés d'application.

Tout système, quel qu'il soit, destiné à constater l'ignorance et l'indigence, est nécessairement condamné: On démontrera qu'il prête à la fraude. On prouvera qu'il n'existe plus, en Belgique, d'administrateurs, de juges, d'officiers ministériels, de citoyens ayant une probité suffisante pour que, sous une forme quelconque, avec quelques garanties qu'on puisse imaginer, la vérification de l'aptitude électorale puisse se faire sans donner lieu à d'innombrables abus.

La possibilité des fraudes est l'objection ordinaire des partisans du suffrage universel. Ils l'opposent avec une égale persévérance à tout système qui n'est pas le leur. Le cens, l'habitation, le capacitarat, l'exclusion des illettrés et des assistés sont de ce chef également réprouvés. Le suffrage universel seul peut, à leurs yeux, sauvegarder la pureté des mœurs électorales.

Dans les mains des partisans du cens, de l'habitation ou du capacitarat, cette objection, lorsqu'ils en usent contre ceux qui proposent l'exclusion des illettrés et des assistés, est une arme trop faible pour que ceux-ci doivent s'en inquiéter. En ce point, les premiers, étant plus vulnérables que les seconds, ont moins à attaquer qu'à se défendre.

Fallût-il admettre que, dans la formation des collèges électoraux, un régime fondé sur la capacité et sur l'indépendance expose à plus de fraudes que le suffrage universel, parce qu'il impose un contrôle, des vérifications dont le suffrage universel se dispense, en faudrait-il conclure que le suffrage

universel doit être préféré? — Quel raisonnement étrange! Afin d'empêcher que quelques ignorants, quelques indigents ne se faussent indûment dans le corps électoral, en dépit des barrières et des contrôles, il faudrait briser ces barrières, supprimer ces contrôles et appeler la foule des ignorants et des indigents dans les comices! Ne serait-ce pas se jeter à l'eau par crainte de quelques gouttes de pluie?

Les pièges électoraux auxquels les illettrés sont livrés sans défense, le joug que la misère impose aux indigents sont des maux pires que la possibilité de quelques erreurs dans la vérification des titres à l'électorat. Si la fraude n'existe plus dans la vérification du titre parce que le titre cesse d'être vérifié, elle pénètre dans le scrutin, elle s'y répand à flots sous les formes du mensonge et de la corruption.

Le choix des contrôleurs, la publicité, les sanctions pénales peuvent prévenir, empêcher ou réprimer, dans une large mesure, les manœuvres qui sont tentées pour altérer la formation du corps électoral, tandis que ces garanties sont, surtout, sous le régime du suffrage universel, presque toujours impuissantes à déterminer, dans des majorités acquises, le contingent des dupes et celui des suffrages payés.

V.

L'article de la Constitution relatif au droit de suffrage renvoie à la loi électorale la détermination des modes de preuve à employer pour constater qu'un citoyen sait lire et écrire, et pour établir qu'il n'est pas assisté. Il n'y a donc rien à inscrire à ce sujet dans le texte constitutionnel.

Il a paru utile cependant d'indiquer avec quelque précision ce que la loi électorale pourrait contenir à cet égard.

Les modes de preuve proposés ont semblé aux signataires de la proposition les plus simples et les plus efficaces. Si l'on trouve mieux, on pourra les compléter, au besoin les transformer. La Constitution ne contiendrait aucun obstacle à cet égard, car elle se bornerait à dire : « Ces conditions (les » conditions du droit de suffrage) seront constatées soit par preuves directes, » soit par présomptions selon les modes déterminés par la loi électorale ».

Voici les modes que l'on propose d'inscrire dans cette loi :

§ 1.

En ce qui concerne la condition de savoir lire et écrire.

Doivent être présumés savoir lire et écrire et, par conséquent, être dispensés de toute preuve à cet égard, tous les citoyens qui exercent ou qui ont exercé une fonction ou une profession exigeant la connaissance de la lecture et de l'écriture, et tous ceux qui ont obtenu des diplômes ou des certificats d'études supérieures, moyennes ou primaires impliquant cette connaissance.

La loi doit énumérer ces catégories de citoyens.

Ceux qui ne sont compris dans aucune d'elles seront admis à prouver directement qu'ils savent lire et écrire, en rédigeant eux-mêmes, sans assistance et sans modèle, leur demande d'inscription sur les listes électorales.

Aucune autre preuve ne sera admise.

La demande d'inscription sera écrite par eux en présence d'un officier public (le juge de paix ou l'un des notaires du canton, par exemple), assisté de deux témoins.

Il sera dressé acte de la rédaction de la demande dans les conditions légales et de son dépôt.

Tout fonctionnaire ou officier public qui, en recevant cet acte, aura commis un faux, sera, dans les cas prévus par les articles 194 et 195 du Code pénal, puni des peines établies par ces articles.

Les autres personnes qui auront commis un faux en rédigeant la demande d'inscription sur les listes électorales, ou qui auront fait usage d'un faux, seront punies des peines établies par les articles 196 et 197 du même Code.

La demande d'inscription sur les listes électorales devra contenir :

- 1° Les noms, profession et domicile du requérant;
- 2° L'indication de son âge;
- 3° La durée de sa résidence dans la commune où il est domicilié;
- 4° L'objet de sa requête qui spécifiera le collège électoral dont il demande à faire partie;
- 5° S'il ne tombe pas sous l'application de l'une des présomptions établies dans le premier alinéa du § 2. la déclaration que pendant les deux dernières années il n'a pas reçu de secours d'une administration publique ou d'une association privée de bienfaisance;
- 6° L'affirmation que la requête a été écrite de sa propre main, sans assistance et sans modèle.

La requête sera datée et signée par le requérant.

Celui-ci pourra, pour la rédiger, consulter le texte de la loi électorale qui sera placé sous ses yeux par l'officier public.

Il ne pourra s'aider d'aucun autre document.

Les demandes seront transmises aux autorités légales que la loi chargera de leur vérification.

Celle-ci sera entourée des garanties nécessaires pour lui assurer l'impartialité. Il sera établi un recours à l'occasion duquel le requérant pourra, dans certains cas, être appelé à écrire de nouveau sa demande en présence du juge supérieur.

Ces dispositions sont explicites et n'exigent point actuellement de commentaires.

La capacité peut résulter de présomptions légales qui, telles qu'elles sont formulées, forment des preuves certaines de la connaissance de la lecture et de l'écriture. Un très grand nombre de citoyens seront donc dispensés de la preuve directe.

Ceux qui seront astreints à la fournir seront appelés à le faire par un procédé

simple, qui rend la fraude presque impossible, car la réalité et la sincérité des actes qui forment l'épreuve doivent être attestées par un notaire ou un juge de paix assisté de deux témoins. Il s'agit donc d'un acte authentique avec sa gravité, sa force probante et ses garanties.

Seront-ils nombreux les officiers ministériels et les magistrats qui, pour favoriser des fraudes électorales très faciles à constater, s'exposeront aux peines du faux en écriture authentique et publique ?

Et pour dévoiler le faux, il suffirait d'appeler devant la juridiction instituée par la loi ceux dont les déclarations paraîtraient douteuses ou seraient contestées, et de leur enjoindre de les reproduire dans les mêmes conditions, sans assistance et sans modèle.

§ 2.

En ce qui concerne la condition de pourvoir, au moyen de ses propres ressources, aux besoins de soi-même et de sa famille.

Pour régler la preuve de cette seconde condition comme pour la première, la loi devra indiquer d'abord toutes les catégories de citoyens qui, à raison de présomptions ou de signes caractérisant une certaine aisance sociale, doivent être considérés comme vivant de leurs propres ressources. Ces présomptions peuvent résulter de la fonction, de la profession, de la propriété, de l'impôt, de la possession de ses bases, etc.

Les citoyens auxquels aucune de ces présomptions ne s'applique, pourront être inscrits sur les listes électorales s'ils déclarent par écrit que, pendant les deux années qui ont précédé celle de la formation de ces listes, ils n'ont pas reçu de secours d'une institution publique ou d'une association privée de bienfaisance.

Les administrations communales qui seront chargées de la confection des listes électorales recevront ces déclarations.

Elles dresseront un état de toutes les personnes qui, en vertu des dispositions contenues soit dans le § 1, soit dans le présent paragraphe, auront réclamé leur inscription sur les listes électorales en déclarant n'avoir pas reçu de secours.

Cet état sera transmis, en exemplaires séparés, aux administrations de bienfaisance et aux présidents ou chefs des associations privées qui distribuent des secours aux habitants de la commune.

Les administrations de bienfaisance et les présidents ou chefs et les secrétaires des associations privées, sous leur responsabilité personnelle, vérifieront lesdits états.

S'ils contiennent les noms de personnes qui, ayant fait une fausse déclaration, y ont été indûment portées, ils les signaleront.

Dans le cas contraire, ils déclareront au pied de la liste qu'elle ne contient le nom d'aucune personne à laquelle des secours aient été fournis par l'établissement ou par l'association pendant les deux années qui ont précédé celle où la liste a été dressée.

Toute personne qui, ayant l'obligation légale de faire les déclarations indiquées ci-dessus, aura négligé de faire ces déclarations ou qui aura fait des déclarations inexactes, sera punie, pour chaque contravention, des peines que la loi électorale déterminera.

La loi établira également des peines qui seront prononcées contre quiconque aura réclamé son inscription sur la liste électorale par une fausse déclaration dissimulant des secours reçus pendant le délai fixé par la loi.

Il va de soi que, de même qu'aujourd'hui, l'action populaire permettrait à tous les électeurs de contester les inscriptions.

Les secours attribués en cas d'accident ou de maladie, de même que ceux consistant à assurer le bénéfice de l'instruction gratuite, ne formeraient pas obstacle à l'admission à l'électorat.

C'est encore dans la loi électorale, et non dans la Constitution, que ces dispositions devraient trouver place. Il serait donc superflu d'entrer en ce moment, à leur sujet, dans un examen détaillé.

On a objecté à ce système qu'il organiserait des vérifications vexatoires, une sorte d'inquisition.

Cette critique n'a aucun fondement. Pour s'en convaincre, il suffit de lire avec quelque attention les dispositions du projet. Aucune autre vérification n'est faite, que celles qui seront provoquées par les demandes d'inscription sur les listes électorales.

Si ceux qui ont requis leur inscription ont dit la vérité, ils ne s'exposent à aucun inconvénient, puisqu'ils ne sont pas assistés. S'ils ont menti pour acquérir par fraude un droit qui ne leur appartient pas, c'est bien le moins qu'on puisse le constater.

Quant aux associations qui distribuent des secours, en quoi un appel à leur témoignage, provoqué par les intéressés eux-mêmes, serait-il plus vexatoire ou plus inquisitorial en cette circonstance qu'il ne l'est lorsqu'il s'agit des autres faits si nombreux dont la preuve donne lieu aux enquêtes en matière électorale ⁽¹⁾?

(1) Le Rapporteur se borne à rappeler que la proposition de MM. Graux et consorts a été rejetée par la commission. Trois objections principales lui ont été opposées :

1° La faculté donnée aux bureaux de bienfaisance de faire et de défaire des électeurs en refusant ou en octroyant les secours;

2° L'obligation de recourir à des moyens inquisitoriaux pour s'assurer si les personnes inscrites ou qui réclament leur inscription sur les listes électorales n'ont pas été secourues par des associations charitables privées;

3° L'élimination en masse des ouvriers âgés et expérimentés. Est-il admissible qu'un jeune ouvrier de 25 ans, célibataire, soit électeur grâce à ce qu'il sache lire et écrire, et que son père, propriétaire du foyer familial, se voie refuser l'inscription sur les listes électorales sous prétexte qu'il a perdu l'habitude de l'écriture ?

« Bien des citoyens, dit M. Sabatier qui connaît la classe ouvrière, ne sachant plus lire et » écrire, en ayant perdu l'habitude, sont incontestablement aptes à exercer le droit électoral.

» L'extension du droit de suffrage est faite surtout pour donner satisfaction à la classe » ouvrière; de même que, dans la loi sur les conseils de prud'hommes du 29 août 1889, on a » supprimé la condition du savoir lire et écrire, parce qu'elle était de nature à écarter d'excel-

Proposition de M. Frère-Orban ⁽¹⁾.

Votre commission avait été saisie par M. Frère-Orban du texte suivant :

« Art. 47. — La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par tous les citoyens âgés de 25 ans qui possèdent les connaissances de l'instruction primaire.

» La loi électorale établit l'étendue et le programme des connaissances requises, la manière de les constater ainsi que les catégories de personnes qui sont présumées les posséder.

» Jusqu'à la mise en vigueur de cette loi, les dispositions qui, sous ce rapport, régissent actuellement les élections provinciales et communales, seront appliquées aux élections législatives.

» La loi électorale détermine les conditions de domicile ainsi que les cas d'exclusion ou de suspension du droit de vote.

» Les dispositions de la loi qui règle ces divers objets ne peuvent être établies ou modifiées qu'à la majorité des deux tiers des suffrages dans chacune des deux Chambres, les deux tiers des membres de ces assemblées étant présents.

» Dès la promulgation des nouveaux articles constitutionnels, seront inscrits sur la liste des électeurs généraux pour la Chambre des représentants, et maintenus définitivement en cette qualité, à moins qu'ils ne se trouvent dans un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par la loi électorale :

» 1° Tous les citoyens qui jouissent actuellement du droit de vote pour les élections générales, provinciales et communales ;

» 2° Ceux qui ont été rayés des listes électorales, par application de la loi du 9 août 1889, ou qui figureraient actuellement sur ces listes s'ils n'avaient pas été exemptés par cette loi de la contribution personnelle. »

Dans la pensée de son auteur, cette proposition avait un caractère

» lents éléments de la classe ouvrière, il ne faut pas imposer la condition de savoir lire et écrire
» au moment de l'inscription sur les listes électorales.

» C'est d'ailleurs trop vague, trop incertain, et c'est trop peu, si l'on veut exiger de l'électeur
» une véritable capacité intellectuelle au point de vue de l'instruction (*). »

Les résultats du recensement général de la population au 31 décembre 1890 sont d'ailleurs décisifs. La proportion d'illettrés (ne sachant pas lire et écrire) est de 17 %, parmi les hommes de 25 à 55 ans; elle est de 41 %, parmi ceux qui ont dépassé l'âge de 55 ans. La proportion des éliminés serait donc 2 1/2 fois plus forte parmi ceux qui ont fondé une famille, qui ont acquis l'expérience de la vie, que parmi les jeunes gens sans responsabilité!

(Note du Rapporteur.)

(*) Proposition relative à la revision de l'article 47 de la Constitution, n° 29, XVI.

(1) Voir l'Exposé des motifs de la proposition de revision de l'article 47 de la Constitution, n° 52, XXXIX.

transactionnel ; elle lui était inspirée, déclarait-il, par la conviction qu'aucun système présenté, pas plus celui qu'il avait lui-même mis antérieurement en avant que d'autres, n'était de nature à rallier la majorité nécessaire.

Voici les considérations principales qu'il faisait valoir :

Dans le système de la législation qui est actuellement en vigueur, l'aptitude à la fonction électorale se présume par le cens, ou se constate, en dehors de tout cens, par la formation de catégories de personnes qui y ont droit par leurs titres scientifiques, leurs diplômes et certificats d'études, les positions qu'elles occupent dans la société, les professions qu'elles exercent, les mandats électoraux et autres qui leur ont été conférés. Il y a place dans les énumérations qui sont faites et de nouvelles qui pourront l'être pour donner l'accès de l'urne à une multitude de citoyens comme à l'élite de nos classes ouvrières.

Enfin, les personnes qui ne se trouvent dans aucune de ces catégories ont la faculté de se présenter à un examen portant sur les éléments de l'instruction primaire.

Dans ces dernières années, l'assaut a été livré à l'examen par ceux qui veulent le suffrage universel. C'est une conséquence du but qu'ils poursuivent. Ils tiennent plus de compte de ce qu'ils croient être leur intérêt politique ou social que du devoir d'élever le peuple. Ils se réservent de le tenter après.

D'autres personnes, il est vrai, que le même mobile n'inspire pas, agissant, au contraire, dans une pensée bienveillante, ont aussi formulé des critiques à l'endroit de l'examen. Les unes, justes, et il serait facile d'y faire droit ; les autres confondant le questionnaire qu'il peut être utile d'émonder avec le programme même de l'examen ; enfin d'autres critiques, inadmissibles, résultent d'une erreur d'appréciation du but à atteindre.

Il faut d'abord savoir nettement ce que l'on veut. Nous voulons, quant à nous, le plus grand nombre possible d'électeurs aptes à remplir la fonction. Nous voulons que le nombre des incapables soit aussi restreint que possible, et nous attendons que l'on nous démontre qu'une telle prétention est contraire à la raison, à la justice et à l'intérêt public. Veut-on étendre le plus possible le nombre des électeurs quels qu'ils soient en rendant de plus en plus facile l'épreuve à subir ? En ce cas, il est inutile de s'ingénier à trouver les moyens de l'abaisser ; autant vaut la supprimer.

Dans l'ordre moral comme dans l'ordre politique, rien ou presque rien, c'est la même chose.

Veut-on, au contraire, laisser à l'examen un caractère sérieux, pour que l'on sache si celui qui le subit est en état de comprendre la pensée d'autrui, et d'exprimer la sienne, s'il possède les connaissances les plus indispensables pour remplir la mission qu'il s'agit de lui confier, on doit reconnaître alors que le programme — réserve faite du questionnaire — est loin de contenir des exigences déraisonnables et ne sert, comme nous n'avons cessé de le répéter, qu'à empêcher les trop ignorants de passer.

Sans insister sur les difficultés prétendues de l'examen, on a dénoncé des fraudes, des abus, des manigances auxquels il aurait donné lieu. On ne saurait contester qu'une institution de ce genre puisse prêter à des pratiques répréhensibles auxquelles il convient d'obvier; mais il est certain qu'elles n'ont jamais présenté qu'un caractère local et exceptionnel, et il est non moins certain que, pour étayer leur hostilité, ses adversaires ont inventé une série de procédés supposés usités, qu'il serait impossible d'appliquer, et des manœuvres auxquelles font obstacle les dispositions légales en vigueur, ce dont ils ne paraissent pas se douter. Et il y a ceci de remarquable, que jamais, semble-t-il, un seul pourvoi n'a été fait avec offre de preuve, jamais aucune réclamation officielle n'a été produite et constatée à raison des faits rapportés par la presse hostile aux examens, bien qu'ayant beaucoup de gravité et qu'ils eussent été accomplis en présence de témoins. La vérité est que, dans telle commune ou dans tel canton où les luttes électorales étaient ardentes et passionnées, où les partis avaient fait des efforts considérables pour amener au scrutin le plus grand nombre possible de leurs partisans, ceux qui ont succombé ont accusé leurs adversaires d'avoir triché au jeu.

Au surplus, tout ceci est affaire d'une loi électorale future avec beaucoup d'autres points encore, si les combinaisons suggérées sont acceptées, et si l'on insiste sur la base et le programme de l'examen, c'est qu'ils sont une des conditions fondamentales sans lesquelles ces combinaisons ne sauraient être réalisées.

Ce point étant supposé concédé dans les conditions indiquées, pourquoi ne supprimerait-on pas le cens? Ainsi viendrait à tomber l'obstacle à la revision et au remaniement des impôts directs.

L'abolition du cens serait une concession considérable, faite aux partisans du suffrage universel, et le texte constitutionnel nouveau se rapprocherait autant que possible de leur idéal d'aujourd'hui, en consacrant le droit de tous sur la base de l'instruction primaire.

Le parti socialiste serait désarmé; il ne lui resterait plus qu'un cri de ralliement : place à l'ignorance.

Le droit de suffrage serait conservé à tous ceux qui sont aujourd'hui électeurs. Cette mesure, qui ne serait inutile qu'avec le suffrage universel, s'imposerait dans tout autre système de suffrage étendu; elle serait si juste et si légitime en respectant des droits acquis, qu'elle ne paraît pas pouvoir être contestée, et elle est au surplus indispensable pour arriver à la solution poursuivie.

Il faudrait même réintégrer sur les listes les 17,000 ouvriers qui ont été rayés par l'effet de la loi du 9 août 1889, ou qui y auraient figuré s'ils n'avaient pas été exemptés de la contribution personnelle.

Le cens étant désormais supprimé, le corps des électeurs se recruterait par trois éléments : les personnes qui se trouveraient dans les catégories déterminées par la loi électorale; les porteurs de diplômes ou brevets obtenus à la suite d'études supérieures, moyennes ou primaires, notamment dans les concours des divisions supérieures des écoles primaires publiques ou privées et des écoles d'adultes; les porteurs de certificats de l'examen spécial.

Une nouvelle loi électorale serait à faire pour régler l'étendue et le pro-

gramme des connaissances requises, la manière de constater les catégories de personnes qui sont présumées les posséder, pour déterminer les cas d'exclusion ou de suspension du droit de vote pour cause d'indignité ou toute autre.

A raison de l'importance et du caractère vraiment constitutionnel des questions à résoudre, et pour donner des garanties aux minorités, cette loi ne devrait être établie ni pouvoir être modifiée qu'aux deux tiers des voix dans la Chambre et le Sénat, les deux tiers des membres des Chambres étant présents.

Cette loi, inévitable dans tous les systèmes, plus difficile, plus compliquée si elle devait prendre pour base les propositions qui nous ont été soumises, pourrait suspendre ou retarder indéfiniment l'application de la revision, laissant ainsi ouvertes toutes les questions, inconvénient grave dans les moments que nous traversons.

En adoptant le régime préconisé, on peut obvier à ce danger, puisque, reposant sur la législation en vigueur pour la province et la commune, il suffit de rendre celle-ci applicable aux élections générales, jusqu'à ce que la nouvelle loi soit votée, et de la sorte, la revision constitutionnelle sur ce point serait définitivement accomplie.

A cet exposé, il a été objecté, entre autres :

1° Qu'à part la période transitoire, c'est le principe de la capacité qui serait seul appliqué. Or, ce principe a contre lui la très grande majorité de la Chambre, qui se refuse à mesurer la capacité politique exclusivement d'après la connaissance des matières de l'enseignement primaire; la majorité ne concède la capacité constatée par l'examen qu'à titre purement transactionnel et moyennant l'adjonction d'autres bases;

2° Que ce qui a été critiqué dans le cens, ce ne sont nullement les garanties et les bases que le cens suppose, mais uniquement l'attribution du droit de suffrage à raison du payement de l'impôt;

3° Que le droit prétendument acquis des électeurs communaux n'existe pas, en fait, en ce qui concerne l'électorat général;

4° Qu'un tel système aurait pour conséquence inévitable un rajeunissement considérable, et partant dangereux, du corps électoral.

Le 28 janvier, le projet ayant pour base l'habitation fut adopté par la Commission. M. Frère-Orban fit remarquer que cette décision, excluant quant à présent tout autre système, ne permettait plus de statuer sur sa proposition; qu'elle devait être considérée comme retirée; mais qu'il était à prévoir, d'après les opinions exprimées, que le projet voté par la Commission ne réunirait pas à la Chambre la majorité requise des deux tiers et que, dès lors, sa proposition pourrait être mise en délibération. Il s'est réservé en conséquence de la reproduire au moment opportun.

Dans ces conditions, le moment ne semble pas venu de faire de cette proposition l'objet d'un examen approfondi. Nous nous bornons donc à insérer plus loin une note dans laquelle M. Frère-Orban expose les raisons qui lui font repousser le projet voté par la commission et préconiser le système servant de base à la proposition qu'il a provisoirement retirée.

Proposition adoptée par la commission (voir Annexe A).

Le rapport de la section centrale sur la proposition de revision des articles 47, 55 et 56 de la Constitution s'exprime (p. 88) dans les termes suivants :

« En fait, et dans les circonstances présentes, nous sommes d'avis que les garanties auxquelles la société a le droit de subordonner l'action électorale des citoyens *peuvent* être déterminées, — et que, pouvant l'être, elles doivent l'être, — de telle façon qu'elles soient susceptibles d'être fournies dans une juste mesure par tous les groupes sociaux, par toutes les classes dont se compose la nation. Toutes ces classes ont intérêt à la bonne gestion des affaires publiques; aucune d'elles ne doit donc être écartée de l'électorat ».

Tel est également l'avis de votre commission. C'est en s'inspirant, à la fois, de cette pensée et du désir de développer les institutions existantes de manière à y faire place aux éléments nouveaux appelés à participer à la vie politique de la nation, qu'elle a adopté le texte qu'elle soumet avec confiance à l'approbation des Chambres. (Annexe A.)

Au cens, c'est-à-dire à l'impôt direct prélevé en vertu d'une présomption d'aisance ou de fortune, la proposition substitue la base elle-même de la présomption; d'autre part, elle fait une large place à la capacité dont la loi de 1885 a introduit le principe dans notre législation électorale.

Il est évident qu'au point de vue des garanties que la société a le droit d'exiger de tout électeur, il importe peu que le droit de suffrage soit attribué à raison du paiement de l'impôt foncier plutôt qu'à raison de la propriété même de l'immeuble imposé; le même raisonnement s'applique, avec tout autant d'évidence, à l'occupation elle-même de la maison mise en regard de la contribution personnelle. L'honorable M. Bara l'a d'ailleurs démontré d'une manière lumineuse au cours de la discussion qui a précédé le vote de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières : « Qu'est-ce que la contribution » personnelle, disait-il? C'est un impôt prélevé sur l'habitation. On suppose » que celle-ci révèle une fortune déterminée; c'est une contribution perçue » à raison d'une *présomption de ressources révélée par l'habitation* ».

Ces quelques paroles de l'honorable Ministre d'État constituent, dans leur concision, un exposé des motifs complet de la proposition dont les Chambres sont saisies; si les multiples rouages de nos lois fiscales étaient mieux connus, votre rapporteur pourrait se dispenser d'y rien ajouter.

Quelques-uns adressent aux bases *propriété* et *habitation* le reproche de n'être qu'une forme déguisée du cens. Il y a là une étrange confusion. *Cens* et *valeur de l'habitation* sont deux modes différents de constatation d'un même fait : la présomption d'aisance révélée par l'occupation d'une maison déterminée. *L'habitation* est la constatation, la preuve *directe*, le *cens* est la constatation *indirecte*; comment, dès lors, celle-là pourrait-elle être le *déguisement* de celui-ci? C'est bien plutôt le contraire qui est vrai.

Voici d'ailleurs, à cet égard, l'appréciation autorisée de M. G. Jottrand⁽¹⁾ :

« On reproche à ce système (habitation) de n'être qu'un système censitaire déguisé.

» Si l'on appelle système censitaire, tout ce qui a pour but de subordonner l'exercice du droit de suffrage à la possession d'un certain degré de bien-être, on a raison; mais, pris dans ce sens, le système censitaire est une chose excellente. Et de nombreuses constitutions très démocratiques, qui excluent du droit de vote ceux qui ne peuvent suffire à leur propre subsistance ou à celle de leur famille sans l'aide de la bienfaisance, sont, à ce point de vue, des systèmes censitaires.

» Mais on a tort, absolument tort, si, par système censitaire, on entend le système belge actuel qui surbordonne la qualité de *citoyen actif*, comme le dit la Constitution de 1791, fondatrice de la souveraineté du peuple, au paiement personnel et direct d'une certaine classe d'impôts.

» Ce système est vicieux, parce qu'il établit un lien intime entre deux choses qui n'en doivent pas avoir, qui doivent, au contraire, se mouvoir indépendantes l'une de l'autre: le système fiscal et le système électoral. Il faut, en effet, que l'on puisse, en tout temps, remanier l'impôt sans être influencé, dans l'accomplissement de ces réformes financières, par la *crainte* ou le *désir* d'une réaction sur la composition du corps électoral. »

Cette dernière considération est décisive; ce qui achève de le démontrer, c'est l'attitude des partisans du cens eux-mêmes, réduits à recourir aux expédients les plus extraordinaires pour échapper aux conséquences du mal si justement signalé par M. Jottrand.

Les uns renoncent, pour l'avenir, au cens et à ses bases, et se bornent à demander l'inscription définitive, sur les listes électorales générales, des censitaires communaux actuels qui se verraient ainsi garantir, leur vie durant, un droit dont ils ne jouissaient pas jusqu'ici et qui serait refusé ultérieurement à tous les autres contribuables.

D'autres réclament l'inscription, dans le texte constitutionnel, d'une disposition aux termes de laquelle la législation fiscale ne pourrait être révisée qu'à la majorité des deux tiers des voix dans chacune des Chambres⁽²⁾, interdisant ainsi virtuellement au législateur de s'occuper des lois dont l'amélioration devrait être, au contraire, la principale et constante préoccupation des Chambres!

Et l'on aurait recours à ces moyens étonnants, dans le seul but d'échapper à la *simplification* résultant de ce que l'attribution du droit de vote dépendrait désormais de la présomption d'aisance elle-même, au lieu d'être rattachée à l'impôt perçu en vertu de cette même présomption! Il n'est pas croyable que l'on en vienne à cette extrémité dans un pays qui jouit d'un renom de bon sens devenu proverbial.

Que l'on ne soit pas d'un avis unanime quant à l'extension à donner au

⁽¹⁾ *Revue sociale et politique*, 1891, n° 5.

⁽²⁾ *Gazette de Liège*, n° des 18-19 février 1895.

corps électoral, cela se conçoit. Il y a là, la chose est évidente, matière à discussion. Que l'on discute donc les taux, qu'on en compare les effets à ceux du cens communal actuel, nul n'est en droit de le trouver mauvais.

Mais, dans l'intérêt du pays, unissons-nous tous pour substituer une base rationnelle, laissant au législateur toute liberté de se mouvoir, à une base défectueuse qui nous vaudrait certainement, dans l'avenir, de piètres lois fiscales et, probablement, une législation électorale plus défectueuse encore.

Deux remarques s'imposent encore dans cet ordre d'idées

La première, c'est que le régime du cens noue et maintient forcément entre le corps électoral et les associations politiques des rapports d'ordre financier qu'il est de l'intérêt de tous de voir disparaître. Ces abus se développeraïent singulièrement dans l'hypothèse d'un abaissement du cens. Il y a là une œuvre d'assainissement à accomplir, qui n'est pas l'un des côtés les moins intéressants de la réforme projetée.

La seconde remarque est d'ordre plus général. Une double tendance s'accuse partout nettement en matière fiscale et en matière électorale; dans ce dernier domaine, on vise de plus en plus à attribuer les droits politiques à tous ceux qui sont jugés capables de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille; en matière fiscale, au contraire, on cherche à exonérer de l'impôt direct, à dégrever tout au moins, ceux dont l'aisance ne dépasse pas notablement les limites de ce qui est jugé correspondre aux besoins de la famille. Qui n'aperçoit l'antinomie existant entre ces deux tendances, nous serions tenté de dire entre ces deux principes?

On marierait plus facilement l'eau et le feu qu'on ne combinerait une bonne loi électorale à tendances démocratiques sur la base du paiement de l'impôt direct.

L'*habitation* et la *propriété* n'empruntent à l'impôt direct que deux de ses bases. La patente, qui forme la troisième base, disparaît

Cela se conçoit aisément, puisque le taux de l'habitation peut être fixé assez bas pour conférer l'électorat à tout chef de ménage vraiment intéressant, et que, à de rares exceptions près, les métiers et professions soumis à la patente sont exercés par des personnes établies.

Le maintien de la patente serait d'ailleurs impossible, même sous le régime du cens réduit. Lorsque le cens est relativement élevé, le cumul des diverses bases se justifie. Quarante-deux francs de contributions, fussent-elles réparties entre trois bases, représentent dans le chef du contribuable une certaine situation. Mais quelle est la portée d'une patente de quelques francs? Elle est nulle. Souvent même elle n'est qu'un indice de fraude.

Le tableau E annexé au présent rapport montre que la patente, sous le régime du cens à 10 francs, consacrerait dans les vingt-neuf villes et communes de premier, de deuxième et de troisième rang, le suffrage universel des débitants de boissons.

Quel appât pour la multiplication des cabarets, dont on est unanime à vouloir réduire le nombre! Il ne doit pas être perdu de vue, en effet, que, même dans les villes, beaucoup de ces débits s'ouvrent dans des maisons non imposées à la contribution personnelle ou partiellement exemptées de cette contribution.

Dans les communes des trois derniers rangs, la situation serait tout aussi mauvaise; moyennant une patente de débitant de bière de 4, 5 ou 6 francs, il serait loisible à chacun de compléter, à concurrence de 10 francs, une cotisation personnelle insuffisante à procurer l'électorat ⁽¹⁾. On ne veut pas, et avec raison, de la prédominance exclusive, dans le corps électoral, de l'élément ouvrier; il serait peu logique dès lors de remettre l'hégémonie politique entre les mains des cabaretiers. Il ne s'agit point d'une question d'honorabilité personnelle ou professionnelle, mais d'un juste équilibre à maintenir entre les différents groupes composant le corps électoral.

C'est en vain que l'on objecterait que le régime de l'habitation doit entraîner les mêmes conséquences. Le prétendre serait une erreur absolue. Il y aurait moins de cabaretiers électeurs et nul en tout cas n'aurait un intérêt électoral quelconque à ouvrir un débit de boissons. Enfin, le corps électoral serait plus nombreux, ce qui amoindrirait la proportion d'électeurs débiteurs.

L'honorable M. Finet a fort bien compris l'impossibilité qu'il y aurait à attacher la capacité électorale au paiement d'une patente de quelques francs. Aussi, dans sa proposition relative à la revision de l'article 47, déposée le 1^{er} février dernier sur le bureau de la commission de revision du Sénat, propose-t-il de n'admettre à l'électorat que les citoyens payant à l'État 10 francs au moins de contributions directes, *patente non comprise*.

Capacité. — Le texte adopté par la commission attribue le droit de vote, de par la capacité, d'une part aux porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, et, d'autre part, à ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen portant sur la lecture, l'écriture et les notions élémentaires de l'arithmétique, du système des poids et mesures, de la géographie de la Belgique et des institutions du pays ⁽²⁾.

On a fait observer que les mots « enseignement supérieur » ne devraient pas être interprétés dans le sens étroit d'enseignement *universitaire*.

(1) Voici comment s'exprimait un membre de la Chambre au cours de la discussion de la loi de 1889 sur les habitations ouvrières :

« Dans l'état de notre organisation électorale, il est impossible de toucher à une loi d'impôt sans influencer à son tour le droit de vote.

» Je m'adresse à tous ceux qui s'occupent d'élections : pas un ne me démentira ! Que se passera-t-il ? Aux ouvriers qui vont être atteints dans leur droit électoral et que les comités électoraux désirent conserver sur les listes, on ira dire : Vous allez être exemptés de la contribution personnelle ; votre droit électoral va tomber ; vite, munissez-vous d'une patente.

» Nous ne sommes pas assez étrangers aux pratiques électorales pour ignorer ce qui se passe. Un morceau d'enseigne, une table et quelques verres suffisent pour créer des électeurs. »

(2) Antérieurement au dépôt de la proposition de M. le Ministre des Finances, M. Coremans avait déjà préconisé, en vue d'une entente avec l'opposition, l'adjonction de la base *capacité* aux bases *propriété* et *habitation*. La lecture, l'écriture et les quatre règles de l'arithmétique devaient constituer, dans la pensée de notre honorable collègue, les matières essentielles de l'examen qui conférerait l'électorat. Après avoir été discutée, cette proposition ne fut pas mise aux voix, son auteur l'ayant provisoirement retirée.

Devraient être considérés comme valables les diplômes délivrés par tout établissement fréquenté par des jeunes gens ayant fait des études moyennes du degré supérieur. Tels l'École militaire, l'École des mines de Mons, l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, etc.

La loi aurait à régler cette matière, mais dans les limites de la nouvelle disposition constitutionnelle qui veut qu'aucune distinction ne soit faite entre les établissements publics et privés.

Une brochure, parue récemment ⁽¹⁾, fait remarquer, non sans raison, que le vice de l'examen institué par la loi du 24 août 1883 est d'être une institution exclusivement politique.

Pourquoi ne créerait-on pas un diplôme d'instruction primaire que chacun pourrait acquérir à un *âge déterminé* et qui, indépendamment de la capacité électorale qu'il conférerait, pourrait rendre des services à la classe ouvrière et entrerait utilement dans nos mœurs? N'est-il pas évident que, dans des cas nombreux, un homme du peuple peut avoir intérêt à établir d'emblée, sans peine, qu'il possède les connaissances de l'enseignement primaire?

Il est probable que la création de ce certificat enlèverait à la longue, à l'examen, ce caractère d'usine à production intermittente, ne fonctionnant que dans la mesure des nécessités électorales, qui n'a pas peu contribué à le discréditer dans certaines régions.

Tous les autres diplômes, fait remarquer la brochure, se rattachent à l'enseignement à tous ses degrés; ils ont une portée générale; ils sont utiles directement; ils sont organisés en vue d'une valeur vraie dont les institutions politiques peuvent ensuite se saisir comme d'un fait établi. Le diplôme d'instruction primaire devrait être conçu dans les mêmes conditions.

Il peut ne pas être sans quelque intérêt de faire remarquer que le texte adopté par la commission se rapproche singulièrement des idées exposées, en 1882, dans un opuscule publié sous les auspices de la Ligue de l'enseignement.

L'auteur y établit, avec beaucoup de justesse, l'erreur de tout système qui tient compte de la fréquentation d'une école. Il faut, dit-il, qu'à *l'âge fixé* on constate la quantité d'instruction réellement possédée, sans s'enquérir de l'école qui l'a fournie. Il faut que l'examen soit organisé en dehors de la matière électorale, et se rattache uniquement à la matière de l'instruction publique.

Propriété. — Seraient électeurs, les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs. Le texte ajoute que le chef de famille profite de la propriété de sa femme et de ses enfants mineurs; cette disposition ne fait que confirmer l'état de choses existant actuellement.

De toutes les bases sur lesquelles il soit possible d'asseoir le droit électoral, la propriété est sans contredit la meilleure, celle qui fournit à la société les garanties les plus sûres, même quand il s'agit de la petite pro-

(1) *L'Avènement des ouvriers au droit électoral*. Bruxelles, J. Lebègue et C^e, 1893.

priété, de la propriété ouvrière ou de ce que nous serions tenté d'appeler la propriété *démocratisée*.

L'ouvrier, propriétaire de son habitation ou d'un petit patrimoine, a le respect de son bien, et il acquiert, en outre, le respect du bien des autres. Il naît en lui un sentiment nouveau, celui de la conservation.

Au point de vue moral, la propriété du foyer est d'une importance exceptionnelle. « Le foyer domestique, a dit Leplay, est la propriété par excellence et le centre permanent des intérêts de la famille. Une des plus fécondes traditions du continent européen est celle qui assure, en beaucoup de contrées, à chaque famille, riche ou pauvre, la propriété de son habitation. Les mœurs et les institutions qui conservent cette pratique salutaire favorisent, plus que tout le reste, la prospérité d'une nation. Même dans un ordre social relativement arriéré, elles donnent aux familles une dignité et une indépendance dont ne jouissent pas certains peuples qui, plus avancés sous d'autres rapports, ont adopté la fâcheuse habitude de prendre les habitations à loyer. »

L'Encyclique pontificale sur la condition des ouvriers fait ressortir, avec force, l'influence sociale de la propriété :

« Il importe que les lois favorisent l'esprit de propriété, le réveillent et le développent autant qu'il est possible dans les masses populaires...
 » Que l'on stimule l'industrielle activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol, et l'on verra peu à peu se combler l'abîme qui sépare l'opulence de la misère et s'opérer le rapprochement des deux classes. »

Le tableau des sociétés d'habitations ouvrières (Annexe C) montre quel rapide développement tend à prendre la petite propriété ouvrière, grâce à l'excellente organisation du crédit qu'a rendue possible le vote de la loi de 1889. On a pu dire justement qu'en Belgique, en ce qui concerne l'acquisition de la petite propriété, tout est fait. Une proposition de loi, récemment déposée, et qui tend à modifier le régime successoral des petits héritages, consolidera l'œuvre entamée, en lui procurant la stabilité que le régime légal en vigueur est impuissant à lui donner.

On peut se demander s'il n'y aurait pas lieu d'abaisser encore, dans une certaine mesure, la valeur des immeubles conférant l'électorat, du moins en ce qui concerne la propriété du foyer domestique.

Habitation.— Dans le système adopté par votre commission, l'aptitude électorale se reconnaît notamment à un certain degré d'aisance et d'indépendance révélé par l'importance de l'habitation : c'est, nous l'avons vu, une simple modalité du principe consacré par la législation électorale actuelle.

On s'est fait une arme contre l'habitation de ses taux forcément différentiels. Nous n'aurons aucune peine à établir l'inanité de ce grief, et à démontrer que le système de l'habitation, tel qu'il a été formulé par votre commission, a pour bases l'équité, la tradition et la nature même des choses.

« Serait-il possible, se demande M. Gustave Jottrand, d'adopter comme » condition de l'électorat l'occupation d'une habitation de même valeur dans » toute la Belgique? Evidemment non; car, à égalité de ressources, les » ménages ne consacrent pas, dans toutes les parties du pays, la même portion de leurs revenus à l'habitation. Cette portion est plus élevée dans les » villes que dans les campagnes (1) ».

Chacun de nous ayant pu se convaincre de la vérité de cette assertion, nous ne nous attarderons pas à démontrer ce que nul jusqu'ici n'a osé contester.

Plus intéressant à faire est l'historique des exemptions consacrées par la loi de 1822 sur la contribution personnelle, et des modifications que l'on a proposé d'y apporter en 1849.

Rappelons tout d'abord que le cens comprend deux éléments bien distincts : la *base* qui révèle la présomption d'aisance ou de fortune, l'*impôt* lui-même, lequel est prélevé à raison de cette présomption.

On sait que, depuis 1848, le cens a cessé, en Belgique, d'être différentiel quant à la *quotité* de l'impôt; ce qu'on ignore généralement, c'est qu'il n'a jamais cessé d'être différentiel quant aux *bases* mêmes de la contribution personnelle.

Or, l'*habitation* n'est autre chose que la *base* de la contribution personnelle substituée à l'impôt lui-même; cette *base* étant différentielle — comme nous l'établirons — sous le régime actuel du cens, pourquoi devrait-elle perdre ce caractère du moment où l'on y rattacherait directement le droit électoral? En d'autres termes, s'il est prouvé que la *valeur locative*, base du cens, est différentielle, et qu'il est juste qu'elle le soit, ne sera-t-il pas prouvé du même coup que le *revenu cadastral* doit, lui aussi, être différentiel?

On est fondé à taxer d'ignorance en matière fiscale ceux qui semblent considérer le taux différentiel de l'habitation comme une innovation réactionnaire; c'est, au contraire, l'uniformité du taux qui constituerait une innovation, la pire des innovations, puisqu'elle consacrerait une monstrueuse injustice.

La loi du 28 juin 1822 sur la contribution personnelle établit ce principe de justice, que l'occupant qui ne jouit pas d'une certaine aisance ne peut être soumis à l'impôt direct; en application de ce principe, elle édicte des exemptions graduées à raison de la population agglomérée des communes.

Voici en quels termes s'exprimait le Mémoire explicatif du projet de loi du 12 juillet 1821, fixant les bases des impositions du royaume des Pays-Bas :

« Il semble que l'habitant très peu aisé, qui supporte aussi sa part des impôts établis sur la consommation, ne peut raisonnablement être compris dans cette colisation (la contribution personnelle).

(1) *Revue sociale et politique*, 1891, n° 3.

» Par ce motif, on exempte les habitations dont la valeur locative annuelle est au-dessous de 20 florins (fr. 42,40), ainsi que celles qui se louent au-dessous de 60 cents (fr. 1.27) par semaine.

» On a établi une distinction entre les baux annuels et les baux hebdomadaires, pour mettre par là *plus de rapport* entre les exemptions dans les villes et dans les communes rurales.

» Ordinairement, les *loyers des maisons sont beaucoup plus chers dans les villes qu'à la campagne*. Dans les villes, on trouve plus d'occasions d'exercer son industrie, d'acquérir du gain, d'augmenter son revenu; mais, en revanche, l'artisan et le journalier y sont ordinairement de pire condition par rapport à leur habitation que ceux qui habitent le plat pays. C'est pour rétablir en cela une *espèce d'équilibre*, qu'on a étendu l'exemption pour les baux hebdomadaires à un prix de location plus élevé que pour les baux annuels, *attendu que les premiers ont fréquemment lieu dans les villes et rarement ou presque jamais dans les campagnes*. »

Relativement aux autres exemptions particulières (totales ou partielles) accordées par l'article 49 de la loi du 28 juin 1822, voici comment s'exprimait, dans la discussion, le directeur général Appelius :

« L'exemption des habitations au-dessous de 20 florins se trouve consacrée par la loi du 12 juillet 1821; elle tient à la conviction qu'il y a une certaine classe d'habitants pour lesquels toute contribution directe est presque impossible et dont la cotisation ne ferait qu'augmenter les embarras de l'administration et le nombre des cotes irrécouvrables.

» Si ce principe n'est pas contesté (il ne saurait l'être); s'il est vrai, d'un autre côté, que *le prix du loyer varie d'après les différentes communes* et, qu'en thèse générale, il est plus élevé à raison de leur population, il devient évident que *ce qu'on a dépeint comme exemption n'est autre chose qu'une application plus juste de la loi* ».

Bref, il résulte des exemptions inscrites aux articles 49 et 50 de la loi de 1822 ⁽¹⁾ que, dans les villes de plus de 75,000 habitants, une maison, pour

(1) ART. 49. Outre les exemptions stipulées, en conformité de la loi du 12 juillet 1821 (*Journal officiel*, n° 9), aux articles qui précèdent, il sera accordé, dans les communes dont la population des maisons agglomérées ou de l'enceinte de chaque ville, village ou hameau, serait de plus de 10,000 âmes, une exemption partielle de la contribution personnelle sur le pied suivant, savoir :

Dans les communes de 10,000 à 25,000 habitants :

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 42 40 c^e et plus, mais au-dessous de 55 francs, le montant total de la contribution d'après les deuxième, troisième et quatrième bases;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de

être imposée à concurrence de 10 francs et procurer l'électorat communal à l'occupant, doit avoir une valeur locative dépassant fr. 95 40 c^s, tandis qu'à

53 francs et plus, mais au-dessous de fr. 63 60 c^s, la moitié du montant de la contribution d'après les quatre premières bases.

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 63 60 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 74 20 c^s, un quart du montant de la contribution d'après les quatre premières bases.

Dans les communes de 25,000 à 50,000 habitants :

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 42.40 et plus, mais au-dessous de 53 francs, le montant total de la contribution d'après les quatre premières bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de 53 francs et plus, mais au-dessous de fr. 63.60, le montant total de la contribution d'après les deuxième, troisième et quatrième bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 63.50 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 74.20 c^s, la moitié de la contribution d'après les quatre premières bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 74.20 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 84.80 c^s, le quart de la contribution d'après les quatre premières bases.

Dans les communes de 50,000 à 75,000 habitants :

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 42 40 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 63.60 c^s, la totalité de la contribution d'après les quatre premières bases.

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 63 60 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 72 40 c^s, la totalité de la contribution d'après les deuxième, troisième et quatrième bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 74 20 c^s et plus, mais au dessous de fr. 84 80 c^s, la moitié du montant de la contribution d'après les quatre premières bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 84 80 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 95 40 c^s, le quart du montant de la contribution d'après les quatre premières bases.

Dans les communes au-dessus de 75,000 habitants :

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 42 40 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 63 60 c^s, le montant total de la contribution d'après les quatre premières bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment de la valeur locative annuelle de fr. 63 60 c^s et plus, mais au-dessous de fr. 84 80 c^s, la totalité de la contribution d'après les deuxième, troisième et quatrième bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 84 80 et plus, mais au-dessous de fr. 95.40, la moitié du montant de la contribution d'après les quatre premières bases ;

Pour ceux qui occupent une habitation ou un bâtiment d'une valeur locative annuelle de fr. 95.40 et plus, mais au-dessous de fr. 106, un quart du montant de la contribution d'après les quatre premières bases.

ART. 50 Les contribuables auxquels il est accordé une exemption partielle de la contribution personnelle, d'après les quatre premières bases, en conformité de l'article précédent, auront la faculté de se libérer par voie de rachat du restant de la contribution due.

Ce rachat est fixé dans ce cas à huit pour cent de la valeur locative brute, pour les contribuables qui auront obtenu remise de la moitié, et à douze pour cent de cette même valeur pour ceux à qui il aura été accordé remise d'un quart de ladite contribution.

la campagne une maison de 50 francs de valeur locative est imposée à plus de 10 francs pourvu qu'elle ait six portes et fenêtres ⁽¹⁾.

En 1849, M. Frère-Orban déposa un projet de loi modifiant la contribution personnelle. Son intention était-elle de réagir contre le principe de l'exemption différentielle inscrit dans la loi de 1822? Bien au contraire! Les exemptions existantes étaient, d'après lui, insuffisantes, il fallait les étendre au profit des villes et exempter totalement, dans les villes de 80,000 âmes et au-dessus, toutes les maisons d'une valeur locative inférieure à *cent francs*.

Voici comment s'exprimait l'Exposé des motifs ⁽²⁾ :

« Dans la loi de 1822, les exemptions ne sont accordées d'une manière générale que relativement aux quatre premières bases de l'impôt. Le principe est celui-ci : exemption totale, et sans distinction de commune, en faveur des habitants des maisons dont la valeur locative annuelle est inférieure à 20 florins ou à 60 cents la semaine; puis, exemption partielle, et graduée d'après la population des communes, en faveur des personnes dont les habitations ont une valeur supérieure à 20 florins sans dépasser 50 florins.

» Ce principe ne consacre pas une égalité de condition entre les contribuables; *les habitations d'une valeur locative de 40 francs, dans les villes de premier rang, ne peuvent être mises sur la même ligne que celles d'une valeur égale dans les communes rurales; l'exemption partielle pour les habitations d'une valeur supérieure dans les villes ne rétablit pas l'équilibre; par cela seul qu'elle est partielle, elle laisse peser sur l'habitant des villes une charge d'autant plus lourde pour lui, qu'il doit s'imposer un plus grand sacrifice pour se loger....*

» Il ne faut pas se dissimuler que *la portion du revenu affectée au loyer est relativement moins grande dans les communes rurales....*

⁽¹⁾ A Monsieur de Smet de Naeyer, Membre de la Chambre des représentants, à Bruxelles.

Gand, le 19 octobre 1892.

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après, pour la ville de Gand, d'une part, et pour les communes de l'arrondissement de Gand, d'autre part, la valeur locative la plus basse, permettant d'atteindre au cens de 10 francs, du chef des trois premières bases de la contribution personnelle.

Dans toutes les communes rurales de l'arrondissement, les maisons d'une valeur locative de fr. 42 40 c^t et plus sont imposées aux trois premières bases de la contribution personnelle et sont en grand nombre susceptibles de conférer, de ce chef, l'électorat à leurs occupants.

Pour la ville de Gand, il faut que la valeur locative atteigne au moins fr. 95 40 c^t. Au-dessous de ce chiffre, il est impossible que le montant de la contribution personnelle puisse s'élever à 10 francs.

Veuillez recevoir, etc., etc.

Le Directeur des contributions directes, douanes et accises,

(S.) G. VANDERSTICHELEN

⁽²⁾ Chambre des représentants, séance du 16 février 1849.

» Les grandes villes ne contiennent guère d'habitations d'une valeur locative annuelle inférieure à 42 francs, et ainsi l'exemption, telle qu'elle est accordée par la loi de 1822, devient pour ces localités une lettre morte, nonobstant les dispositions de l'article 49, puisque celles-ci ne mentionnent que des exemptions partielles. Le projet établit à cet égard une *parfaite égalité de conditions entre les localités diverses*, car, tout en maintenant pour les communes rurales le chiffre actuel, on propose de *l'élever graduellement et sans restriction aucune jusqu'à 100 francs* pour les villes les plus peuplées. Cette disposition aura pour conséquence de dégrever de toute taxe personnelle les habitants d'un nombre très considérable de maisons, car en ajoutant les exemptions nouvelles aux exemptions déjà consacrées, les habitants de 400,000 maisons à peu près, sur 700,000 que l'on compte en Belgique, seront entièrement affranchis de la contribution personnelle. »

(S.) FRÈRE-ORBAN.

Ainsi donc M. Frère-Orban, renchérissant sur l'œuvre des législateurs hollandais, estimait qu'une valeur locative de 100 francs est, dans une grande ville, l'équivalent de ce que représentent 40 francs de valeur locative à la campagne.

Et que l'on ne nous objecte pas une soi-disant confusion entre deux ordres d'idées distinctes : en 1822 et en 1849 il s'agissait de déterminer un même degré d'aisance relative chez l'habitant des villes et chez celui des campagnes ; c'est le même problème qui se pose en ce moment, et il est de toute évidence que les principes reconnus justes autrefois, et *qui n'ont pas cessé d'être appliqués depuis*, doivent encore être suivis aujourd'hui.

Dans les Pays-Bas et en Italie ce sont aussi des taux différentiels qui servent de base au droit électoral. En Hollande ces taux varient de 24 à 100 florins de valeur locative, c'est-à-dire dans le rapport de 1 à 4 ! En Italie ils vont de 150 à 400 liras, soit une proportion d'environ 1 à 3.

Résumons-nous : le taux différentiel s'impose, il est dans la logique des choses, notre législation fiscale le consacre, les législations étrangères l'ont adopté, et ceux qui ont, à l'exemple de M. Frère-Orban, cherché à améliorer nos lois fiscales, ont été, en même temps, amenés à en accentuer l'application.

Ceux qui le critiquent s'appuient presque toujours sur des erreurs de fait.

C'est ainsi que l'on ignore généralement que le revenu cadastral bâti comprend à la fois le revenu de la construction et celui du sol sur lequel elle est assise, déduction faite de l'estimation de la superficie *sur le pied des meilleures terres labourables*. Partout où le sol a une valeur dépassant celle d'un simple champ cultivé, ce supplément de valeur est donc compris dans la supputation du revenu cadastral bâti. Cette raison suffirait à elle seule à justifier le taux différentiel et la distinction entre les agglomérations et les parties non agglomérées.

L'honorable M. Frère-Orban ne se bornait pas, en 1849, à vouloir étendre considérablement l'application du principe si juste du taux différentiel ; il manifestait, en outre, l'intention de substituer à la valeur locative le revenu

cadastral, lequel serait ainsi devenu la base du droit électoral, absolument comme votre commission le propose aujourd'hui. Il justifiait cette modification par d'excellentes raisons que nous reproduisons et qui ont conservé toute leur actualité :

« La valeur locative des habitations, première base de la contribution personnelle, est établie d'après la déclaration des contribuables; cet élément de cotisation, on le conçoit, ne peut présenter cette uniformité si nécessaire quand il s'agit de faire contribuer aux charges publiques. Il est bien vrai que cette déclaration peut être rectifiée par une expertise contradictoire, mais on comprend la difficulté, ou pour mieux dire *l'impossibilité* d'arriver par ce moyen à des résultats satisfaisants. L'expérience l'a démontré.

» Lors même que l'expertise est demandée par le contribuable ou réclamée par l'administration, les résultats présentent dans les diverses localités et souvent dans les divers quartiers d'une même localité *des différences, des anomalies, des disparates choquantes*, que l'on ne peut éviter, quoi qu'on fasse, et qui sont la conséquence nécessaire d'opérations faites isolément, sans un centre commun d'action, sans un principe uniforme et invariable pour les guider.

» Aussi voit-on à cet égard des différences d'appréciation tellement considérables, qu'elles *dépassent parfois 100 p. c.*, et si l'on se rapporte ensuite au principe de l'article 4 de la loi budgétaire du 29 décembre 1831, qui a mis obstacle au redressement des erreurs commises, on comprendra à quel point la répartition actuelle laisse à désirer.

» La première base maintenue est celle de la valeur locative, mais au lieu de la livrer comme aujourd'hui à *l'inexpérience* et à *l'arbitraire*, on propose de la faire reposer sur des éléments *certain* et *invariables*, sur le *revenu cadastral*.

» La *valeur cadastrale* est établie d'après des règles *fixes, précises, générales*, suivies uniformément dans tout le royaume; les calculs sont assis sur une période de temps toujours la même, et, en la prenant pour point de départ, les *anomalies, les inégalités* choquantes que l'on remarque aujourd'hui disparaîtront pour ne plus se présenter.

» Sans doute, il est possible que le cadastre renferme quelque inexactitude, mais des imperfections de ce genre ne doivent avoir qu'une portée insignifiante par suite de la modération de la taxe, et eu égard surtout aux *disparates considérables*, résultat inévitable de la législation actuelle.

» Il est à remarquer, en outre, que *l'adoption de cette base présente l'avantage d'écarter le renouvellement des expertises* et de respecter ainsi le domicile des contribuables.

» Le projet substitue à une *appréciation arbitraire* de la valeur locative une appréciation basée sur des éléments certains et de nature à garantir l'égalité de la répartition. »

Nous concluons. Il n'y a de possibles que deux manières d'organiser l'électorat envisagé comme fonction sociale :

Ou classer les citoyens en électeurs et non-électeurs, suivant leur plus ou moins d'aptitude, ou généraliser le suffrage en le différenciant.

Ce classement et cette différenciation doivent reposer logiquement sur les trois grands intérêts, communs à tous les hommes, qui forment, en dehors de la religion et de la morale, les seules assises véritables de notre organisation sociale : la famille, la propriété, la science.

Le suffrage généralisé et différencié ne se comprend, étant données les institutions qui nous régissent et auxquelles nous sommes inébranlablement attachés, que sous la forme du vote plural. Celui-ci a d'autant moins de chance d'être admis et compris, qu'il ne saurait être question d'accorder simplement un double vote aux chefs de famille, comme quelques-uns l'ont proposé.

C'est donc le problème de la détermination des citoyens aptes à remplir la fonction électorale que nous avons à résoudre.

La solution que votre commission vous recommande est à la fois conservatrice et démocratique.

Conservatrice, parce qu'elle a pour base les trois grands intérêts sociaux que nous venons de nommer; démocratique, parce qu'elle facilite à tous l'accession à l'électorat. L'ouvrier sera électeur si son foyer lui appartient, ou s'il est logé dans des conditions qui révèlent un certain degré d'aisance, ou encore s'il fournit la preuve qu'il possède les connaissances de l'enseignement primaire.

Mais il ne suffit pas que la future législation électorale soit rationnellement conçue, il faut encore qu'elle respecte les lois de la justice et, dans des limites raisonnables, jusqu'à l'amour-propre des partis qui divisent le Parlement.

Il faut, en un mot, qu'on ne puisse dire d'elle qu'elle a été imposée aux divers partis par la volonté impérative et intransigeante d'un seul d'entre eux.

A ce point de vue encore, la solution à laquelle s'est arrêtée votre commission semble pouvoir se recommander au bienveillant accueil du Parlement.

Chacun se souvient des termes de la lettre du 20 mars 1891, adressée par M. le Ministre des Finances à M. le Président de la section centrale. M. Beernaert proposait d'asseoir le droit électorat sur l'habitation combinée avec l'occupation de la terre. Peu de temps après, la droite, convoquée spécialement, décidait, à la presque unanimité de ses membres, qu'il n'y avait pas lieu d'admettre la capacité comme l'une des bases du droit électorat futur.

Aujourd'hui, la majorité a renoncé à l'occupation de la terre, à laquelle on reprochait de favoriser la fraude; elle admet, en termes de transaction, la capacité qu'elle répudiait jadis; si bien que, si la proposition de la commission était votée, aucun parti n'aurait le droit de se proclamer victorieux. Tous, au contraire, pourraient se rendre le témoignage d'avoir collaboré à une œuvre de justice et d'équité.

Le Rapporteur,

DE SMET DE NAEYER.

Note de M. Frère-Orban.

1.

Deux courants d'idées, en apparence contraires, ont atteint le même but la suppression du cens. Les partisans du suffrage universel ont dirigé toutes leurs attaques contre le cens ayant pour base une certaine quotité d'impôt, qui était l'obstacle principal à la réalisation de leurs projets; des adversaires du suffrage universel ont répudié le même cens, à cause des fraudes électorales auxquelles il donne lieu, et parce qu'il ne permet pas une revision des impôts directs sans mettre en question les droits électoraux.

Le cens, fortement ébranlé des deux côtés à la fois, s'est trouvé d'autant plus affaibli que, devant être nécessairement abaissé, il ne présentait plus qu'à un degré moindre les garanties que ceux-là mêmes qui le défendent en principe croient y trouver au point de vue électoral.

Les deux antagonistes se séparaient au moment où, par leurs efforts communs, ils semblaient victorieux. Ceux qui étaient à la fois les adversaires du suffrage universel et du cens cherchaient à remplacer celui-ci par un équivalent, tout en faisant espérer beaucoup de leur système à ceux qui veulent surtout le plus grand nombre dans le corps électoral.

De là le projet de fonder le droit sur l'habitation d'une maison d'un certain revenu cadastral. On voulait substituer au cens, comme on le disait, « les bases du cens ».

Dès le premier exposé qui fut fait de ce plan, nous déclarâmes que nous n'écarterions, *a priori*, aucun système qui pût conduire à la revision constitutionnelle; mais que celui qui était indiqué d'une manière vague et générale ne pouvait être apprécié sans qu'il fût formulé; que l'on pourrait, sur pareilles bases, établir un suffrage restreint, un suffrage étendu et même le suffrage universel; qu'à première vue nous entrevoyions de grandes difficultés; qu'un même immeuble, situé à la ville ou à la campagne, dans une petite ville ou dans les faubourgs d'une grande ville, avait une valeur locative ou un revenu cadastral bien différents, et que l'on était, dès lors, exposé à se heurter à des difficultés qui feraient ajourner, si elles ne rendaient pas impossible, la revision. (Voyez le *Rapport de M. de Smet de Naeyer*, session 1890-91, n° 261.)

Ces considérations n'arrêtèrent point les promoteurs du système. Le programme qu'ils exposaient se formulait ainsi : fonder le droit électoral sur l'habitation et l'occupation d'un immeuble d'un certain revenu cadastral;

Créer ainsi un corps électoral de 600,000 électeurs.

Après avoir examiné le régime de l'électorat en divers pays, ils rejetaient le système des Pays-Bas parce que, outre l'habitation, il exigeait le paiement d'un impôt.

Ils estimaient qu'il fallait préférer ce qu'ils appelaient le système anglais : habitation sans paiement d'aucune taxe.

II

L'aliment habituel de nos polémiques, au moment où certains de nos organismes politiques sont remis en question, est de chercher à faire des emprunts aux législations étrangères pour réformer nos institutions. On invoque tour à tour l'exemple de l'Angleterre, des États-Unis ou de la Suisse, etc. Il semble que ce qui convient à ces pays doit nous convenir aussi. Il y a là un écueil à redouter. On ne se demande pas si le milieu social est le même, si l'objet que l'on a en vue et que l'on sépare de l'ensemble, ne fait pas partie d'institutions qui ont de l'harmonie entre elles et sont le résultat de mœurs, d'habitudes différentes des nôtres. Tel procédé pratiqué impunément dans un État républicain, peut être contraire au régime monarchique ou destructif même du régime représentatif dans l'ordre où notre Constitution l'organise.

On est aussi exposé à de grandes méprises dans l'appréciation des législations étrangères, surtout de celles qui ne sont pas de notre langue. Des erreurs à peine croyables ont été commises de la sorte par des écrivains et des publicistes des plus distingués. On peut en trouver des preuves en divers écrits et notamment dans l'étude d'un membre de l'Institut de France sur « l'usage et l'abus en matière de législation comparée ». (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, article de M. Léon Aucoc, 1892.)

Non seulement des erreurs de ce genre sont fréquentes et se perpétuent, mais pour les pays de race anglo-saxonne, il ne suffit pas de consulter les textes, il importe aussi de voir comment ils sont appliqués, et il arrive que l'on constate les plus singulières déviations.

L'examen auquel on s'est livré a démontré que, dans le cas particulier qui nous occupe, on s'est trompé en pensant que, en Angleterre, le droit électoral repose purement et simplement sur le fait de l'habitation sans payement de taxe. Il faut, au contraire, pour nous en tenir à cet élément principal et essentiel qui donne naissance au droit, il faut que la maison soit soumise à la taxe des pauvres et que celle-ci ait été acquittée par l'occupant ou payée à sa décharge dans les cas autorisés par la loi. Dans les villes — les bourgs, — l'occupant doit, en outre, avoir acquitté toutes les charges locales. On n'a rien découvert, au surplus, qui ressemble à un cens différentiel, selon que l'habitation est située à la ville ou à la campagne. La loi, d'autre part, refuse le droit électoral aux assistés.

Afin d'infirmar nos observations à ce sujet, on a fait appel au témoignage de Sir Charles Dilke qui a fourni certains renseignements intéressants sur la manière dont la loi serait appliquée. Il a cité l'exemple d'une « société d'habitations ouvrières », qui paye, par un chèque unique, la taxe de dix mille personnes habitant ses immeubles, ce qui ne prouve pas qu'il n'y a point de taxe, mais qu'elle existe, au contraire, et que le propriétaire la paye pour les occupants. Or, la loi autorise le payement lorsqu'il a lieu sans fraude. Il a cité un autre fait beaucoup plus extraordinaire, celui de quatre cent vingt-sept pensionnaires de l'hospice des vieillards de Chelsea.

« Ces quatre cent vingt-sept électeurs généraux, dit-il, figurant sur les

registres comme domiciliés dans le quartier A ou B ou C, parce qu'à l'hospice ils n'occupent qu'un lit séparé des lits voisins par une cloison, laquelle ne monte même pas jusqu'au plafond. Mais aux yeux de la loi (??), cela constitue une chambre.

» Ces électeurs sont soumis à un contrôle et à une discipline qui ressemble en partie à celle d'un hospice, en partie à celle d'un régiment. Ils peuvent être changés de quartier ou de lit d'un moment à l'autre, mais comme ils tiennent à leur droit électoral et que les autorités de l'hospice ne désirent pas les en priver, on ne les déplace plus une fois qu'ils sont inscrits. . . . Ce sont bien là des assistés électeurs et dont on ne peut pas prétendre qu'ils payent la taxe des pauvres. »

La loi cependant prive expressément les assistés du droit électoral.

Nous ne discutons pas; nous ne contredisons pas; le simple exposé suffit pour que chacun puisse apprécier. Si c'était là le régime que l'on voudrait nous recommander, il n'aurait guère de chance dans ce pays.

Certains enthousiastes chez nous l'exaltent néanmoins, et ils vont affirmer, de ville en ville, qu'ils ont réussi à désarmer les chartistes à la poursuite du suffrage universel. Ils oublient que les chartistes, après avoir soulevé dans le pays, durant de longues années, des troubles qui furent plus d'une fois l'objet de répressions sanglantes, après avoir fait dans les villes et jusque dans Londres les démonstrations les plus formidables, après avoir vainement essayé d'une grande procession pour porter au Parlement une pétition couverte, disait-on, de cinq millions de signatures — le referendum n'étant pas encore inventé, — tous les efforts des chartistes en faveur du suffrage universel furent vains, toutes leurs tentatives échouèrent et périrent enfin dans les dernières convulsions en 1848.

C'est en 1867 seulement que la réforme électorale, repoussant le suffrage universel, s'accomplit en Angleterre; c'est en 1884 seulement que cette réforme, presque exclusivement applicable aux villes (les bourgs), fut étendue aux comtés (les campagnes).

On voit ce qu'il y a d'exact dans l'assertion qui associe la réforme électorale au mouvement chartiste, comme dans cette autre assertion que cette réforme électorale, fondée sur l'habitation ou l'occupation, serait presque l'équivalent du suffrage universel, ce qui justifierait, pour les apôtres du régime anglais, les efforts qu'ils font afin de l'importer chez nous. Si étendu qu'il soit, il en est encore fort éloigné.

Le nombre des électeurs dans le Royaume-Uni est de six millions environ. Le suffrage universel donnerait onze millions d'électeurs.

A quelque point de vue que l'on se place, il est évident que l'on ne peut invoquer le droit anglais en faveur du système qui est proposé.

III.

En quoi consiste ce système qui a souvent et singulièrement varié dans sa formule depuis qu'il a vu le jour?

Il a pour caractère dominant l'établissement d'un cens différentiel, déterminé par un revenu cadastral différentiel, ou une valeur vénale obtenue par

un multiple de ce revenu cadastral, variant selon l'importance des localités et le mouvement de la propriété.

L'honorable M. de Smet de Naeyer peut, à bon droit, revendiquer la paternité des manifestations diverses de ce système dans les propositions que, depuis 1891, il a successivement présentées.

Il était sans doute d'accord avec M. le Ministre des Finances, qui avait mis en avant l'idée. Mais, dès l'origine, l'honorable Ministre avait émis l'opinion, qui ne cessa d'être fortement contestée, que le Gouvernement n'avait pas d'initiative à prendre au sujet de la revision. Il estimait que l'obligation incombait aux Chambres de chercher et de trouver les dispositions à substituer aux articles constitutionnels à reviser. De là la procédure suivie dans la section centrale de 1891; de là l'institution des commissions de la Chambre et du Sénat. Durant tout ce temps, l'organisation du système et sa défense furent l'œuvre à laquelle se dévoua M. de Smet de Naeyer avec un zèle et une ardeur dont nous avons tous été les témoins. Cependant, à la dernière heure, le 31 décembre dernier, M. le Ministre se décida à indiquer des textes de revision.

Mais, fidèle à son opinion première, il en fit un acte personnel, non un acte du Gouvernement. Il ne saisit point les Chambres de ses propositions par un arrêté revêtu de la signature royale, contresigné par le Ministre, mais par une simple lettre, comme membre de la Chambre. Il se rallia, dans la réalité, au projet de M. de Smet de Naeyer sur le point qui nous occupe en ce moment⁽¹⁾.

Quelque considération que mérite ce projet, ainsi que les travaux considérables auxquels s'est livré son auteur, quelque force qu'il tire de l'adhésion de M. le Ministre des Finances, il est impossible de l'élever à la hauteur d'un acte de Gouvernement, entraînant les mêmes obligations et les mêmes conséquences. Il faut donc l'apprécier selon son véritable caractère afin de ne point dénaturer le conflit qu'il pourrait susciter. Un ministre qui a engagé la signature royale et a pris la responsabilité de l'acte, a une toute autre position qu'un simple membre de la Chambre, fût-il ministre, qui signe une proposition en son nom personnel.

Examinons donc ce projet tranquillement, sans esprit de parti, et voyons s'il peut répondre aux nécessités de la situation.

Faire dériver de l'habitation, une présomption d'aptitude à l'électorat, n'a rien de contraire à la raison; mais nous venons d'indiquer le principe fondamental du projet: il a pour but d'établir un cens ou taux différentiel pour fonder néanmoins un même droit électoral.

On soutient que cela est conforme à la nature des choses, à la tradition, à l'équité, et que la proposition n'aurait point pour résultat, quoi qu'on dise, de favoriser les campagnes au détriment des villes.

On invoque en faveur de cette thèse l'opinion que j'ai émise à ce sujet il y aura bientôt un demi-siècle, en déclarant qu'avec notre système d'impôt « l'uniformité du cens ne serait pas juste ».

(¹) Le rapporteur ne peut admettre cette appréciation qui est en contradiction formelle avec les termes de la lettre adressée par M. le Ministre des finances, le 30 mars 1891, à M. le Président de la section centrale (Rapport de la section centrale, pp 25 et 26).

(Note du Rapporteur.)

J'aurais persévéré, ajoute-t-on, dans le même sentiment lorsque j'ai proposé, en 1849, un projet de loi de revision de la contribution personnelle, dans lequel je substituais la valeur cadastrale à la valeur locative, reconnaissant d'ailleurs, ce qui est de toute évidence, qu'une même maison, si elle est située à la ville ou à la campagne n'a pas la même valeur locative ou le même revenu cadastral.

La question de l'uniformité du cens était donc controversée il y a cinquante ans.

Les partisans de l'uniformité disaient que, s'il est incontestable que les valeurs servant de base à l'impôt sont différentielles, le tantième pour cent est le même à raison de l'une ou de l'autre valeur, et que, dès lors, l'uniformité du *droit électoral* ne peut être légitimement contestée. Inutile de faire remarquer que l'argument que l'on croit tirer de l'exposé des motifs de mon projet de 1849 est tout simplement le résultat d'une confusion d'idées. J'établissais les bases différentielles de l'impôt tout en maintenant le cens électoral uniforme. La question était résolue alors.

La discussion ardente qui avait eu lieu sur ce point entre les partis, il y a un demi-siècle, s'est terminée par un vote *unanime* des deux Chambres, abolissant le cens différentiel.

L'expérience a prononcé : les craintes des uns, les espérances des autres ont été trompées. L'uniformité du cens n'a point réduit l'influence des campagnes ; l'abaissement du cens l'a accrue, comme en témoignent les élections dans un grand nombre d'arrondissements, comme le prouve, pour un cens plus réduit encore, la composition de la plupart de nos conseils provinciaux.

Est-il d'une bonne politique, après une prescription cinquantenaire, de tenter une aussi étonnante réaction contre un principe universellement accepté depuis si longtemps ?

On a reculé devant une pareille mesure, il y a dix ans. A cette époque aussi, on a proposé de fonder le droit électoral sur l'habitation et on lui donnait comme base un revenu cadastral uniforme de 24 francs. On allait confiner au suffrage universel.

La droite entière, consacrant de nouveau la règle de l'uniformité du cens, repoussant toute distinction entre les villes et les campagnes, vota cette proposition à l'unanimité.

Comment expliquerait-on une mesure qui, aujourd'hui, serait directement contraire ?

En vain dit-on qu'elle ne rompt pas la situation actuelle entre les villes et les campagnes. A quoi bon alors vouloir l'imposer à tout prix lorsqu'elle soulève de divers côtés une si vive et si résolue opposition ? Est-ce là agir dans un esprit politique digne d'être approuvé ? On ne saurait d'ailleurs démontrer contre l'évidence que la population des campagnes étant beaucoup plus nombreuse que celle des villes et que les habitations étant en raison de l'importance des populations, il n'y aura pas d'autant plus d'électeurs dans les campagnes que le taux du revenu cadastral y sera plus abaissé que dans les villes. Il y aurait là, dans l'opinion publique, un vice d'origine que rien ne ferait disparaître. Les effets de l'application, qui ne sont pas douteux, le révè-

leraient, et, fussent-ils en partie dus à d'autres causes, on les ferait remonter à celle-là. En politique les choses ne sont pas toujours ce qu'elles sont réellement ; elles sont ce qu'elles paraissent être. L'objectif que l'on avait en vue — accroissement de l'influence des campagnes — n'était guère dissimulé d'ailleurs, puisque l'on proposait d'ajouter au revenu cadastral de l'habitation celui d'une terre exploitée qui y serait attenante. A cause des critiques fondées que soulevait ce projet, on y a substitué, sous prétexte de conciliation, la propriété d'une valeur de 2,000 francs, ce qui accroît, loin de réduire, les résultats espérés.

Est-ce que, dans les circonstances où nous sommes, on peut impunément semer de pareils germes de discrédit dans les esprits de ceux qui sont les moins disposés à favoriser des solutions extrêmes, et n'est-ce pas une impardonnable imprudence d'offrir de nouvelles armes à ceux qui marchent, *per fas et nefas*, à la conquête du suffrage universel ?

Dans l'espoir de rallier une fraction de l'opposition parlementaire à cet impolitique système, on offre un appât à ceux qui ont défendu et fait prévaloir le principe de la capacité.

La proposition primitive plaçait à côté du droit fondé sur l'habitation le droit résultant de diplômes ou certificats constatant des études supérieures, et passant à l'autre extrême sans combler les lacunes intermédiaires, on plaçait sur la même ligne le certificat constatant l'examen subi, à l'âge de la majorité, sur des matières qui pouvaient être réduites jusqu'au savoir lire, écrire et compter. La science, plus modeste entre les deux, ne devait pas être prise en considération : ou savant ou quasi-ignorant pour ne pas dire absolument ignorant, telle devait être l'étrange règle de la loi. Les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou les certificats constatant un cours complet d'humanités, avaient un brevet électoral ; les autres diplômes ou certificats devaient être sans valeur. Les porteurs fût-ce d'un diplôme obtenu à la sortie d'une école normale, devaient prouver par examen qu'ils savaient lire et écrire !

Les amis des auteurs de la proposition présentaient à ce sujet des observations qui eurent pour résultat deux amendements, l'un qui substituait au cours complet « d'humanités » un cours complet d'enseignement moyen du degré « supérieur », l'autre qui exigeait, dans le texte même de la Constitution, que l'examen portât sur les connaissances précises de l'instruction primaire.

Ces modifications qui n'étaient point sans signification, laissaient subsister, sauf la mention de quelques diplômes, l'exclusion absolue des dix-huit catégories de la loi de 1883, qui donnent accès au droit électoral. Deux ou trois à peine de ces catégories ont seules soulevé des critiques qu'il serait facile de faire cesser si elles sont reconnues fondées ; les autres ne se prêtent même pas à des objections raisonnables, et il suffit de les lire pour s'en convaincre. On dénie ainsi le droit électoral sans nécessité, sans utilité aucune et sans même en dire les motifs, à une foule de personnes évidemment très dignes de l'exercer, et par une contradiction avec les idées que l'on préconise, on comprend dans la proscription les titres qui confèrent la qualité d'électeur aux ouvriers et le plus souvent leur élite, tels que « les diplômes de capacité conférés aux élèves des écoles industrielles » ou les certificats de capacité

délivrés à la suite des concours organisés entre les élèves de la division supérieure des écoles primaires publiques ou privées, ou à ceux de la même division des écoles d'adultes, diplômes et certificats qui sont obtenus, en immense majorité, par des personnes appartenant aux classes laborieuses de la société.

Cette mutilation, inexplicable et inexpliquée, d'une loi qui est en vigueur depuis bientôt dix ans, et dont on annonce que l'on admet le principe, est présentée comme une mesure de conciliation ! Dans de pareilles conditions, nul ne saurait y voir une concession ; beaucoup ont cru y lire une dérision.

Si de ces considérations sur les côtés politiques du projet de loi, nous descendons à ses applications, il est aisé de reconnaître qu'elle soulève des difficultés de tout genre, qu'elle laisse une large place aux procès, une place non moins large à l'arbitraire, qu'elle ne saurait être mise en vigueur sans un cadastre spécial des maisons susceptibles de division, qui semble en réalité impraticable, qu'elle renferme tous les vices que l'on reproche au cens et n'a pas même le mérite de clore la question électorale, puisqu'un grand nombre de lois restent à faire pour organiser les principes posés.

Qu'est-ce que le principal occupant ? Dans nos villes, un marchand loue, dans une situation spéciale, une maison d'un prix élevé ; il a des magasins au rez-de-chaussée, il loge à la mansarde. Il sous-loue le reste de la maison par chambres ou par appartements ; est-il le principal occupant ? On pressent les fraudes et les contestations qui peuvent naître de là. Comment régler le mode d'établissement de la valeur des propriétés sur la base du revenu cadastral, sans intervention administrative pouvant avoir grande influence électorale ? De même pour la subdivision de la valeur des maisons divisément occupées ? A quelles manœuvres électorales ne peut servir la détermination des agglomérations qui feront varier le taux du revenu cadastral ? Comment toucher au revenu cadastral sans modifier le droit électoral ? C'est le même vice que l'on reproche au cens quand il s'agit de modifier les impôts directs ? On a cru échapper à l'objection en basant le droit sur la valeur des habitations au lieu de le faire sur le revenu cadastral. Or, cette valeur est déterminée par un multiple du revenu cadastral, et les effets d'un changement n'en subsisteront pas moins. Ils affecteront nécessairement les positions individuelles. On le prévoit pour un cas, celui où une maison passe d'une catégorie dans une autre, et que, par suite, sa valeur ne suffit pas à conférer le droit électoral ; on propose de le conserver à ceux qui en jouissaient antérieurement, à condition qu'ils continuent à occuper la même habitation. Le législateur exigerait donc, comme garantie, un certain cens, représenté par un revenu cadastral ou une valeur immobilière déterminée, et, si on le perd, on ne conservera pas moins le droit ! Une pareille règle eût paru bien singulière, appliquée au cens dérivant de l'impôt.

Quels seront les résultats de ces combinaisons ? Comment sera constitué le corps électoral, de quels éléments sera-t-il formé, à quel chiffre va-t-il s'élever ? C'est l'inconnu. On peut savoir combien il y a de maisons électorales, et il est rationnel d'admettre que l'on trouve dans chacune d'elles un citoyen majeur de 25 ans. C'est vraisemblable ; de ce chef le chiffre des des électeurs sera déjà notable. Mais que donneront les habitations divisées, non seulement les maisons, mais « les parties de maison d'une valeur à

déterminer par la loi ? » Il y faudra joindre le contingent résultant de la capacité, peu important de la manière dont on entend l'établir, et, en outre, le contingent très notable, au sujet duquel aucune indication n'est donnée, « des propriétaires d'immeubles d'une valeur de 2.000 francs au moins ». On n'applique plus ici la règle différentielle, quoique l'on sache que quelques ares de terrain à la ville peuvent valoir plus que des hectares à la campagne. Dans notre pays où la terre est très divisée, on trouvera à la campagne une multitude de propriétaires d'immeubles d'une valeur de 2.000 francs, peu ou point à la ville. En somme, on aura un corps électoral où la place sera largement réservée au nombre ignorant. Et il ne faut pas qu'il y ait d'équivoque : ce n'est pas le nombre qu'il faut condamner, c'est l'ignorance, c'est l'inaptitude à exercer le droit électoral.

Si c'est le nombre que l'on cherche, s'il est la justice et le droit ; s'il est omniscient et plus apte, que nulle sélection à faire dans le nombre, à résoudre les questions si ardues et si compliquées qu'impose le gouvernement d'un peuple, il n'y a pas à hésiter : il faut faire appel au suffrage universel. Mais si au contraire ce recours est redoutable, si l'on est résolu à s'en affranchir, pourquoi faire appel au nombre qui, pour n'être pas encore le nombre absolu, en rendrait l'avènement inévitable pour le lendemain, en produisant dès maintenant un ébranlement profond dans notre organisme politique, à commencer par nos institutions communales ?

Il paraît impossible de maintenir, et l'on ne saurait faire accepter à la majorité voulue une innovation qui soulève une si vive opposition et ne satisfait personne, si ce n'est ses auteurs. En effet, soumise à un vote dans le sein de la commission, après le rejet du suffrage universel et de quelques autres formules s'en rapprochant, elle ne fut accueillie par la majorité de ses membres qu'avec les réserves les plus expresses et comme un acte provisoire qui n'engageait pas.

Néanmoins, convaincu que l'on ne pouvait pas plus aboutir à un accord dans la commission que l'on n'y avait réussi dans la section centrale de 1891, je m'étais résolu à ne faire aucune proposition, ainsi que je l'avais déclaré à mes amis, attendant les débats publics pour me déterminer selon les circonstances.

Mais, dans le sein de la commission, on insista vivement auprès de moi pour m'engager à ne pas attendre jusque-là pour faire connaître mes vues, et comme j'objectais la décision qui venait d'être prise, on déclara expressément que l'on n'entendait pas faire du refus d'adhérer au principe de l'habitation une fin de non-recevoir contre toute autre proposition. On caractérisait ainsi, et de parti pris, les votes qui avaient été émis. Le Gouvernement, interrogé, répondit à son tour qu'il était dans les mêmes sentiments.

Dans ces conditions, je n'avais plus la liberté entière de garder mon attitude et, quelques jours après, je déférai au désir qui était exprimé.

IV.

Quelles sont les raisons fondamentales que l'on invoque pour justifier la proposition qui fait reposer le droit électoral sur l'habitation ?

Il y en a deux : la première, c'est que le cens tiré de l'impôt ne peut plus être maintenu ; qu'il prête à toutes sortes de fraudes, à une multitude de procès et rend impossible la revision de notre système d'impôts directs.

Telles furent les considérations qui furent souvent développées dans le sein de la commission par M. de Smet et M. le Ministre des Finances, pour expliquer la proposition fondée sur l'habitation.

On exagère peut-être les vices du cens ; mais il en est de réels ; et comme l'attaque véhémement venue d'un côté a fortifié singulièrement celle qui se produit ailleurs en s'appuyant cette fois sur l'opinion des ministres, on a créé une situation très difficile.

La seconde raison, c'est que l'habitation indique une certaine situation sociale qui permet d'attribuer à l'occupant le droit électoral.

Telles étaient les données du problème.

Dans ma pensée première, comme on le sait, ainsi que je l'ai exposé souvent depuis plus de dix ans, j'estimais que la revision devait se faire en plaçant à côté des électeurs du cens abaissé à dix francs, diverses catégories d'électeurs ayant un certain degré d'instruction, sans paiement d'aucun cens.

Je ne pouvais y persévérer, non seulement sans être accusé d'intransigeance, en présence de l'attitude d'une fraction de la droite et d'une partie de la gauche sur la question préalable du cens, mais sans m'exposer à présenter une combinaison qui ne pouvait plus, dès lors, devenir une solution.

Après mûre réflexion, j'arrivai à conclure que l'on pouvait, sans inconvénient, supprimer le cens et déclarer par une disposition constitutionnelle destinée à remplacer l'article 47, que « la Chambre des représentants se compose des députés élus directement, par tous les citoyens âgés de 25 ans qui possèdent les connaissances de l'instruction primaire ».

L'abolition du cens rendait sans objet, sous ce rapport, le projet de M. de Smet de Naeyer. Il perdait ce qui était indiqué, comme étant sa principale raison d'être.

L'abolition du cens consacrait, d'autre part, un article essentiel du programme de l'extrême gauche.

La formule n'admettait pas, il est vrai, le droit de suffrage des illettrés ; elle excluait de l'accès à l'urne des plus ignorants.

Mais on pouvait d'autant moins justement s'élever contre cette mesure, que naguère on admettait la revision sur la base de la loi de 1883, c'est-à-dire la capacité ajoutée au cens ; que, plus récemment, on déclarait solennellement que le droit de suffrage ne pouvait être conféré à ceux qui ne savaient ni lire ni écrire, et si l'on a renoncé à cette condition, c'est pour obtenir l'alliance des socialistes qui considèrent le suffrage dénué de toute garantie, comme plus favorable à leurs vues, ce qui n'est pas précisément un motif pour nous de se rallier à cette manière de voir.

Avant de s'y résoudre, il semble d'une prudence élémentaire d'attendre l'expérience qui se fait à nos portes du suffrage universel pur et simple, qui commence seulement à produire ses effets dans les communes.

La suppression du cens fait naître certaines appréhensions. Elle détruit, dit-on, la garantie qui résultait d'une certaine position sociale indiquée par l'impôt payé et la présomption qui en résultait d'une suffisante aptitude électorale. Nous ne discutons point cette opinion, sujette à sérieuse controverse

en présence du cens abaissé; nous constatons seulement que quelques-uns critiquent un recrutement électoral qui ne se ferait plus désormais que parmi ceux qui auraient un certain degré d'instruction, sans plus.

Il y a là une inadvertance qui inspire des craintes chimériques qu'une observation attentive doit nécessairement dissiper. On ne change absolument rien dans les conditions sociales en supprimant le cens. On cherche un autre signe à l'aide duquel on reconnaîtra ceux à qui l'on devra conférer l'électorat; mais que le titre soit l'impôt ou l'instruction, les mêmes personnes se retrouveront dans les situations et les carrières d'aujourd'hui. Avec le temps et la diffusion des lumières, on arrivera successivement à une extension du corps électoral, non périlleuse comme serait le suffrage universel, beaucoup meilleure que celle que produirait l'abaissement de plus en plus grand du cens.

C'est sur ces idées que repose le système qui est proposé.

Les électeurs qu'il doit produire ne sont pas sans feu ni lieu; ils sont bien évidemment, dans les habitations ou les parties de maison et même les chambres du projet de M. de Smet de Naeyer; ils offrent, à ce point de vue spécial, identiquement les mêmes garanties, et en plus celle résultant d'un certain degré d'instruction.

Il est donc manifeste que la seconde raison justificative de ce projet ne saurait pas plus se soutenir que la première, et qu'il serait inexcusable de courir les aventures auxquelles expose une innovation obscure, pleine d'incertitudes et de difficultés, dont il est impossible de prévoir les conséquences, qui ne résout rien et serait le point de départ de nouvelles et peut-être de dangereuses agitations.

Le principe de ma proposition semble à l'abri d'objections sérieuses, et il n'est guère possible de contester que sans avoir aucun des inconvénients qui résultent du système de l'habitation tel qu'il est présenté, il détruit les seules considérations que l'on puisse faire valoir en sa faveur.

Mais ce principe ne peut être appliqué immédiatement dans toute son étendue; il y faut du temps; il y aurait des bouleversements et de grandes inconnues si l'on voulait d'emblée substituer un régime à l'autre. Aussi des mesures transitoires sont indispensables; elles sont comprises dans la formule que je propose pour la revision de l'article 47, et permettront à l'évolution de s'accomplir d'une manière sûre et pacifique.

Il s'agit de faire des électeurs communaux actuels, qui ont fait leurs preuves, un corps électoral unique pour les élections générales, provinciales et communales.

Cette mesure ne laisse place ni au doute ni à l'insécurité. Nous savons ce qui est; nous savons les conséquences de l'acte. Si l'on dit qu'il y a une sorte d'illogisme à fonder le droit sur l'instruction et à le maintenir au profit de ceux qui ne la possèdent pas, le reproche nous touche peu; il s'inspire d'un rigorisme peu raisonnable, qui voudrait faire appliquer au passé ce qui n'est décrété dans toute son étendue que pour l'avenir. La législation en vigueur a reconnu leur aptitude électorale; on ne peut les destituer avec justice. Ces électeurs, à supposer, ce qui est loin d'être prouvé, qu'ils ne réunissent pas les conditions nouvelles, se retrouveraient dans le régime du suffrage universel, où ils seraient noyés, il est vrai; ils se retrouveraient si l'on

admettait le système de l'habitation ; pourquoi faudrait-il les exclure dans la combinaison transitoire qui est proposée ?

Mais, pour l'avenir, dira-t-on, les jeunes hommes porteurs de diplômes ou de certificats, vont seuls servir au recrutement du corps électoral. Ce n'est point précisément exact, puisqu'il faut tenir compte de ceux qui entrent au corps électoral par les catégories que la loi énumère. Au surplus, quel que soit le régime électoral, ce sont toujours les jeunes qui remplacent ceux qui vieillissent et disparaissent. C'est la loi naturelle. Il en était ainsi avant, il en sera ainsi après la loi. L'âge moyen des électeurs est, actuellement, de 40 ans environ, à ce que l'on assure ; il en sera de même dans la suite ; l'âge moyen s'élèvera même, puisque l'entrée dans le corps électoral, au lieu d'être, comme aujourd'hui, de 21 ans, serait désormais de 25 ans.

Mais l'alimentation du corps ne se faisant plus par les nouveaux censitaires, qui se développent avec l'accroissement de la population et de la richesse, mais à peu près uniquement par les éléments tirés de la capacité, quelques-uns ont pensé que le corps électoral, loin d'être étendu, serait réduit.

Le corps électoral communal est aujourd'hui de 534,000 électeurs ; ma proposition y ajoute 17,000 ouvriers, qui ont été rayés par une loi qui les a exemptés de la contribution personnelle, et, probablement, 3,000 qui n'ont pas été inscrits pour les mêmes causes ; le nombre des électeurs sera donc immédiatement de 554,000.

A combien monteront les extinctions annuelles ? Quelle est la loi de mortalité applicable à ce nombre ?

J'ai fait appel aux lumières d'hommes compétents, et il résulte de leurs calculs qu'il y aura environ 13,200 extinctions la première année, et que leur nombre ira diminuant d'année en année.

Il y a dans le système proposé trois sources d'alimentation : les catégories, les brevets obtenus dans les concours entre les écoles d'adultes et les divisions supérieures des écoles primaires ; enfin, l'examen électoral proprement dit.

Les concours qui n'étaient imposés qu'aux écoles communales sous la loi de 1879, ont été déclarés obligatoires par la loi de 1884, non seulement pour ces écoles, mais pour toutes les écoles soumises à l'inspection, *communales, adoptées et subsidées*.

M. le Ministre de l'Intérieur a constaté récemment devant la Chambre les bons effets et les résultats favorables de ces concours.

Il suffirait donc que de ces divers chefs il y eût un contingent d'environ 15,000 électeurs pour conserver intact le corps électoral.

Or, les concours et les examens seuls donnent actuellement près de 18,000 électeurs. Si l'on y ajoute ceux qui arrivent par les catégories, et que l'on ne peut estimer à moins de 2,500 à 3,000 annuellement, dont le nombre peut être accru encore si l'on élargit quelque peu les catégories, on voit que non seulement les extinctions sont couvertes, mais qu'il reste un excédent important, destiné à augmenter le corps électoral.

L'effet certain de la nouvelle législation serait d'ailleurs de provoquer un mouvement considérable en faveur de l'instruction qui serait désormais la base du droit, et l'on peut admettre, en considérant les faits accomplis, que le nombre des électeurs provenant des concours, des examens et des caté-

gories serait porté bientôt à vingt-cinq ou trente mille, de sorte que le corps électoral s'accroîtrait rapidement pour atteindre en peu d'années au moins le chiffre de neuf cent mille.

Ma proposition a un autre résultat d'une grande importance politique : elle clôt la discussion ; son application n'est point subordonnée à l'adoption d'une série de mesures législatives ou administratives qui tiendraient tout en suspens. La réforme peut fonctionner dès le lendemain du jour où elle aurait été décrétée.

Si je la recommande, c'est que j'estime en âme et conscience, après des recherches et l'examen, sans parti pris, des diverses combinaisons proposées, qu'elle offre la seule issue pour sortir d'une situation qui trouble et inquiète le pays. Elle s'inspire à la fois de l'esprit de conservation et de progrès. Sans ébranler dangereusement ce qui existe, elle prépare l'avenir. Je ne me plaindrai pas cependant, tant j'ai le sentiment de ma responsabilité, si l'on juge qu'une autre mesure, réunissant la majorité nécessaire, doive lui être préférée ; mais je ne saurais m'y associer si elle me paraissait de nature à compromettre l'intérêt public. Toutes les bonnes volontés doivent se réunir pour éviter un avortement qui ne pourrait que nuire à nos institutions.

On parle, comme d'un remède suprême, d'avoir recours à une dissolution.

Une dissolution ne serait pas une solution. Si elle était prononcée avant que les Chambres eussent statué, elle plongerait le pays dans une série d'agitations nouvelles. La procédure de la revision, telle qu'elle est tracée par l'article 131 de la Constitution, serait à recommencer.

Si la dissolution n'était prononcée que par suite du rejet des diverses propositions qui auraient été soumises aux Chambres, il en serait également ainsi, car celles-ci auraient épuisé leurs pouvoirs, elles auraient statué, et c'est aux Chambres nouvelles qu'il appartiendrait de déclarer s'il y a lieu à revision.

On ne peut envisager sans appréhensions de pareilles éventualités, et l'intérêt du pays commande d'empêcher qu'elles se réalisent.

FRÈRE-ORBAN.

La Commission, après avoir entendu, dans la séance du 28 février, la lecture du rapport, constate que celui-ci rend compte avec exactitude des décisions qu'elle a prises.

M. le Rapporteur déclare que les considérations développées dans ce rapport demeurent son œuvre personnelle.

Le Rapporteur,

DE SMET DE NAEYER.

Le Président,

DE LANISHEERE.

ANNEXES.



ANNEXE A.

ARTICLE 47 DE LA CONSTITUTION.

Texte actuel de la Constitution.

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut excéder 100 florins d'impôts directs, ni être au-dessous de 20 florins.

Texte proposé par la Commission.

Art. 47, § 1^{er}. — Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

§ 2. Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs. Le chef de famille profite de la propriété ou de la part de propriété de sa femme et de ses enfants mineurs ;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une maison ou partie de maison d'un minimum de valeur à déterminer par la loi, et qui ne pourra être :

Inférieur à 2,400 francs ni supérieur à 4,800 francs, si la maison fait partie d'une agglomération comprenant plus de 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,800 francs ni supérieur à 3,600 francs, si elle fait partie d'une agglomération comprenant de 5,000 à 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,200 francs ni supérieur à 2,400 francs dans les autres cas ;

Sans que la loi électorale puisse s'écarter de la proportionnalité ainsi établie entre ces trois catégories ;

3° Les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, sans distinction entre les établissements publics et privés ;

4° Ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen à régler par la loi et portant sur la lecture, l'écriture et les notions

Texte actuel de la Constitution.
—Texte proposé par la Commission.
—

élémentaires de l'arithmétique, du système des poids et mesures, de la géographie de la Belgique et des institutions du pays.

La loi règle le mode d'établissement de la valeur des propriétés et des habitations sur la base du revenu cadastral, la subdivision de la valeur pour les maisons divisément occupées et la détermination des agglomérations.

Lorsqu'une maison passe d'une catégorie dans une autre, et que, par suite, sa valeur ne suffit plus à conférer le droit électoral, celui-ci est maintenu à ceux des habitants de la maison qui en jouissaient antérieurement, aussi longtemps qu'ils continuent à occuper la même habitation

ANNEXE B.

**TABLERAU des votes émis par la Commission de la Chambre sur
les diverses propositions de revision relatives à l'article 47 de
la Constitution.**

Texte des propositions présentées.	Résolutions prises.
<i>Proposition présentée par MM. Janson, Feron, Houzeau de Lehaie, Thiriur, Warocqué et Coppée (1) :</i> La Chambre des représentants est élue par le suffrage universel direct. Sont électeurs tous citoyens, sauf les interdits, réunissant les conditions d'âge et de domicile déterminées par la loi électorale. Celle-ci énumère les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire. <i>Proposition présentée par M. Hanssens (2) :</i> La Chambre des représentants se compose des députés élus par le suffrage universel direct des citoyens qui réunissent les conditions d'âge et de domicile déterminées par la loi électorale. Celle-ci énumère les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité ou d'incapacité, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire. Elle ne peut subordonner l'exercice du droit électoral à des constatations préventives de la capacité dont la validité ou la nullité du bulletin de vote est à la fois le critérium et la sanction. <i>Proposition présentée par M. Nothomb (3) :</i> La Chambre des représentants est élue par le suffrage universel direct. Sont électeurs, sans condition de cens, Tous les Belges : 1° Agés de vingt-cinq ans accomplis; 2° Justifiant d'une résidence continue de trois ans dans la même localité, commune ou agglomération de communes. La loi électorale énumère les conditions accessoires de même que les causes d'indignité ou d'incapacité, soit définitives, soit temporaires. Néanmoins nulle modification, dérogation ou addition à la loi électorale ne peut être votée qu'à la majorité prévue au paragraphe 5 de l'article 151.	Rejetée par 16 voix contre 4 (Séance du 2 nov. 1892.) Rejetée à l'unanimité des 20 membres présents. (Séance du 2 nov. 1892.) Rejetée par 19 voix; 1 abstention. (Séance du 2 nov. 1892.)

(1) N° 12, IV.

(2) N° 25, XII.

(3) N° 21, VIII.

Texte des propositions présentées.

Résolutions prises.

Proposition présentée par M. Sabatier ⁽¹⁾ :

La Chambre des représentants se compose de députés élus par le suffrage universel direct.

Sont électeurs tous les Belges jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de 25 ans au moins au moment où les listes électorales seront dressées.

Toutefois, la loi électorale pourra subordonner l'exercice du droit électoral à certaines conditions de résidence et de capacité, et déterminer les causes d'indignité qui excluent le citoyen du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

La loi électorale étant une loi organique essentielle, aucune loi électorale ne sera promulguée que si elle a été votée par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers des votants, les deux tiers des membres étant, d'autre part, présents au vote.

Rejetée par 17 voix contre 3.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Proposition présentée par M. Helleputte ⁽²⁾ :

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de 35 ans accomplis, et par les citoyens âgés de 25 ans accomplis qui auront subi un examen à déterminer par la loi ou qui seront porteurs d'un diplôme de capacité qui en tienne lieu, délivré par un établissement d'instruction publique ou privé.

Les électeurs seront répartis, suivant la profession qu'ils exercent, en trois groupes correspondant au capital, au travail, aux professions libérales ou intellectuelles.

Les trois groupes d'électeurs votent dans des sections séparées et ont droit chacun au tiers des mandats à conférer.

Si le nombre des mandats n'est pas exactement divisible par trois, le premier mandat en sus appartiendra au premier groupe, le second au deuxième groupe.

S'il n'y a que deux mandats à conférer, le premier groupe en confère un, le deuxième et le troisième groupe, votant ensemble, en confèrent un également.

S'il n'y a qu'un seul mandat à conférer, les trois groupes concourent ensemble à l'élection.

Rejetée par 15 voix contre 5.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Proposition subsidiaire présentée par M. Feron ⁽³⁾ :

La Chambre des représentants est élue directement par les citoyens réunissant les conditions déterminées par la loi.

Rejetée par 16 voix contre 4.
(Séance du 3 nov. 1892.)

(¹) N° 29, XVI.

(²) N° 41, XXVIII.

(³) N° 59, XXVI.

Texte des propositions présentées.

Résolutions prises

Proposition présentée par M. Janson :

Proposition de M. Janson d'inscrire en tête de l'article 47 :

Le cens électoral est aboli.

Rejetée par 10 voix contre 4 et 6 abstentions.

(Séance du 3 nov. 1892.)

Proposition présentée par MM. de Smet de Naeyer, Fris, Delbeke, Melot, Ligy et Meeus (1) :

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis, auxquels la loi électorale reconnaît le droit de vote.

Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles inscrits au cadastre pour un revenu d'au moins cent francs;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une même maison ou une même partie de maison d'une valeur à déterminer par la loi électorale selon le chiffre de la population des communes.

Cette valeur ne peut être inférieure à 1,050 francs.

Pour les communes de plus de 20,000 habitants, elle doit être fixée au double de celle qui est établie pour les communes de moins de 5,000 habitants.

La loi prescrit les règles d'après lesquelles se calcule la valeur des maisons et des parties de maison; le revenu cadastral de la propriété bâtie sert de base à ces règles.

Le revenu cadastral du sol sur lequel la maison est élevée et celui de la terre attenante à la maison et exploitée par l'occupant de celle-ci peuvent, dans les limites prévues par la loi, être réunis au revenu cadastral de la propriété bâtie pour le calcul de la valeur.

Adoptée d'abord par 15 voix contre 6 et 1 abstention (séance du 3 nov. 1892) et remplacée ensuite par le texte de la proposition de M. Beernaert amendée par M. de Smet de Naeyer (séance du 28 janv. 1893.)

Proposition présentée par M. Beernaert (2) et amendée par M. de Smet de Naeyer (3) :

Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Adopté par 15 voix contre 6 (séance du 28 janvier 1893).

(1) N° 25, X.

(2) N° 46, XXXIII.

(3) N° 53, XL.

Texte des propositions présentées.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs. Le chef de famille profite de la propriété ou de la part de propriété de sa femme et de ses enfants mineurs ;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une maison ou partie de maison d'un minimum de valeur à déterminer par la loi, et qui ne pourra être :

Inférieur à 2,400 francs ni supérieur à 4,800 francs si la maison fait partie d'une agglomération comprenant plus de 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,800 francs ni supérieur à 3,600 francs si elle fait partie d'une agglomération comprenant de 3,000 à 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,200 francs ni supérieur à 2,400 francs dans les autres cas ;

Sans que la loi électorale puisse s'écarter de la proportionnalité ainsi établie entre ces trois catégories ;

3° Les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, sans distinction entre les établissements publics et privés ;

4° Ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen à régler par la loi et portant sur la lecture, l'écriture et les notions élémentaires de l'arithmétique, du système des poids et mesures, de la géographie de la Belgique et des institutions du pays.

La loi règle le mode d'établissement de la valeur des propriétés et des habitations sur la base du revenu cadastral, la subdivision de la valeur pour les maisons divisément occupées et la détermination des agglomérations.

Lorsqu'une maison passe d'une catégorie dans une autre, et que, par suite, sa valeur ne suffit plus à conférer le droit électoral, celui-ci est maintenu à ceux des habitants de la maison qui en jouissaient antérieurement, aussi longtemps qu'ils continuent à occuper la même habitation.

Résolutions prises.

La première phrase est rejetée par 7 voix contre 7 et 3 abstentions; la seconde est adoptée par 12 voix contre 5.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Dans sa séance du 24 février la Commission décide de transférer cette disposition à l'article 48.

Adopté par 13 voix contre 6.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Idem.

Adopté par 8 voix contre 6 et 5 abstentions.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Adopté par 8 voix contre 6 et 5 abstentions.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Adopté par 13 voix contre 6.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Idem.

Il est entendu que les dispositions réglant les conditions de l'électorat ne formeront qu'un seul article de la Constitution.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Texte des propositions présentées.

Résolutions prises.

Amendements proposés par M. Grosfils ⁽¹⁾ à la proposition présentée par M. Beernaert ⁽²⁾ :

(Art. 47.)

Les membres de la Chambre des représentants sont élus par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

Les catégories d'électeurs admises par la loi ne sont susceptibles ni de suppression ni de restriction.

L'exercice du droit de vote pourra toujours être étendu par la loi à de nouvelles catégories de citoyens.

Les citoyens investis du droit de vote ne peuvent plus en être privés, d'une manière définitive ou temporaire, que par décision de justice et seulement pour cause d'indignité.

(Art. 47^{bis}.)

La première loi électorale, faite en exécution de l'article précédent, attribuera le droit de vote, sous les conditions d'âge et de résidence fixées par ledit article, notamment :

- 1° A tous les citoyens mariés;
- 2° A tous les citoyens non mariés qui possèdent la connaissance de la lecture et de l'écriture.

La preuve de cette connaissance sera fournie suivant le mode déterminé par la loi

Seront dispensés de fournir cette preuve :

- a. Les citoyens porteurs d'un diplôme ou d'un brevet délivré par un établissement public ou privé d'enseignement supérieur ou normal;
- b. Les citoyens porteurs d'un certificat constatant qu'ils ont fait des études complètes dans un établissement public ou privé d'enseignement moyen, primaire, artistique ou professionnel;
- c. Les miliciens et les volontaires sortis honorablement de l'armée.

Proposition présentée par MM. Graux, Vanderkindere, Buis Huysmans et De Mot ⁽³⁾ :

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens réunissant les conditions déterminées par la loi électorale.

Rejetés par 15 voix contre 2 et 1 abstention.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Rejetés par 15 voix contre 2 et 1 abstention.

(Séance du 28 janv. 1893.)

Rejetée par 17 voix contre 1.
(Séance du 28 janv. 1893.)

(¹) N° 56, XLIII.

(²) N° 46, XXXIII.

(³) N° 50, XXXVII.

Texte des propositions présentées.**Résolutions prises .**

Cette loi n'admettra à faire partie du corps électoral que les citoyens sachant lire et écrire, qui sont en état de subvenir, au moyen de leurs propres ressources, à leur subsistance et à celle de leur famille.

Ces conditions seront constatées soit par preuves directes, soit par présomptions, selon les modes déterminés par la loi électorale.

Les dispositions de cette loi relatives à ces objets ainsi que les conditions d'âge et de domicile devront être votées à la majorité des deux tiers des suffrages.

Aucun vote ne pourra avoir lieu sur ces points si les deux tiers des membres de chacune des deux Chambres ne sont présents.

Ces dispositions pourront être abrogées ou modifiées par le pouvoir législatif délibérant dans les mêmes conditions.

La loi électorale énumère les catégories de citoyens qui sont exclus du corps électoral pour cause d'indignité.

ANNEXE C.

Sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale

N° d'ordre.	NOM.	SIÈGE.	DATE de FONDATION.	CAPITAL SOCIAL.	AVANCES effectuées par la Caisse générale d'épargne et de retraite au 31 déc. 1892.
----------------	------	--------	--------------------------	--------------------	--

I. SOCIÉTÉS ANONYMES.

A. Sociétés de crédit.

1	Saint-Éloy.	Morlanwelz	17 octobre 1890	100,000 »	22,500 »
2	Eigen Heerd is goud weerd	Gand	16 février 1891	125,000 »	100,000 »
3	Le Foyer de l'Ouvrier	Liège	16 juillet 1891	207,000 »	400,000 »
4	Le Crédit Namurois.	Namur	1 ^{er} août 1891.	225,000 »	155,000 »
5	Le Foyer Ouvrier Tournaisien	Tournai.	10 octobre 1891.	155,000 »	50,000 »
6	Le Foyer Ouvrier	Marcinelle	10 août 1891.	100,000 »	20,000 »
7	L'Ouvrier-Propriétaire.	Mons	15 novembre 1891	48,000 »	95,900 »
8	Société anonyme de prêts pour favoriser la construction d'habitations ouvrières	Etterbeek	19 novembre 1891	60,500 »	58,000 »
9	Le Crédit Ouvrier de l'arrondissement de Philippeville.	Walcourt	15 décembre 1891	50,000 »	134,200 »
10	Le Foyer de l'Ouvrier Borain	Mons.	8 décembre 1891	120,500 »	70,000 »
11	Société anonyme de Louvain pour favoriser l'acquisition de maisons pour la classe ouvrière	Louvain.	8 janvier 1892	200,000 »	50,000 »
12	L'Habitation de l'Ouvrier	Dinant	16 janvier 1892	50,000 »	22,500 »
13	Société anonyme de garantie pour favoriser la construction de maisons ouvrières dans l'arrondissement de Liège.	Liège	7 mars 1892.	227,000 »	202,775 56
14	La Maison Ouvrière.	Ath	10 mars 1892.	50,000 »	22,500 »
15	Le Crédit Ouvrier des cantons de Senefte et Fontaine-l'Évêque.	Luttre	15 mai 1892.	150,000 »	201,680 »
16	Rond den Heerd.	Courtrai.	19 mai 1892	47,000 »	21,150 »
17	De Mechelsche Werkmanswoning	Malines.	24 mai 1892	100,000 »	»
18	Eigen Heerd	Anvers	24 mai 1892	152,000 »	112,900 »
19	Le Crédit Ouvrier de l'arrondissement de Huy	Huy	5 juillet 1892	71,000 »	51,950 »
20	Le Foyer Ardennais	Bastogne	24 août 1892	25,000 »	»
21	Kempische Heerd	Turnhout	6 octobre 1892	56,000 »	»
22	Le Prévoyant Propriétaire.	Binche	12 octobre 1892	50,000 »	»
23	Le Crédit Ardennais.	Andenne	25 novembre 1892	72,000 »	»
24	Société anonyme de Crédit Ouvrier du canton de Gembloux.	Gembloux	3 décembre 1892	57,500 »	»
25	Crédit immobilier de l'ouvrier	Verviers.	10 janvier 1893	100,000 »	»
26	Werkmansvriend.	Vilvorde.	4 février 1893	50,000 »	»
TOTAUX.				2,588,500 »	1,787,055 56

d'épargne et de retraite. — Situation au 5 février 1893.

N° d'ordre.	NOM.	SIÈGE.	DATE de FONDATION.	CAPITAL SOCIAL.	AVANCES effectuées par la Caisse générale d'épargne et de retraite au 31 déc. 1892.
----------------	------	--------	--------------------------	--------------------	--

B. Sociétés de construction.

1	Société anonyme pour la construction d'habitations ouvrières	Alost	20 janvier 1891. . .	60,000 »	»
2	L'Union des cantons de Châtelet-Gosselies.	Châtelet.	4 juin 1891. . . .	111,000 »	115,000 »
3	Société anonyme des habitations ouvrières de Namur .	Namur	1 ^{er} août 1891. . . .	100,000 »	45,000 »
4	Brugsche naamlooze Maatschappij	Bruges	10 octobre 1891. . .	50,000 »	20,400 »
5	Société anonyme Montoise pour la construction, l'achat, la vente et la location d'habitations ouvrières	Mons	13 novembre 1891. .	95,000 »	»
6	Société anonyme pour la construction, l'achat, la vente et la location d'habitations ouvrières	Willebroeck	20 février 1892. . .	200,000 »	125,000 »
7	Le Foyer libéral Hutois	Huy	27 août 1892. . . .	100,000 »	45,000 »
8	L'Ouvrier-propriétaire	Stavelot	19 juillet 1892. . .	50,000 »	20,500 »
9	Rousselaarsche naamlooze Maatschappij voor het bouwen van werkmanswoningen	Roulers	16 août 1892. . . .	50,000 »	»
10	La Fraternité.	Tierlemont.	6 octobre 1892. . .	150,000 »	»
11	Société anonyme de Louvain pour la construction de maisons ouvrières	Louvain.	1 ^{er} août 1892. . . .	50,000 »	15,500 »
12	Société anonyme des habitations ouvrières.	Assche	26 novembre 1892. .	15,000 »	»
13	Société anonyme de Maeseyck pour la construction de maisons ouvrières	Maeseyck	27 novembre 1892. .	20,000 »	»
14	Eigen Huis	Boitsfort	3 février 1893. . .	10,000 »	»
TOTAUX.				1,059,000 »	384,400

II. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

A. Sociétés de crédit.

1	Le Foyer	Bruxelles	21 juin 1891. . . .	»	27,253 51
2	Samenwerkende Maatschappij « Eigen Heerd » . . .	Ypres	15 mai 1892. . . .	»	»
5	Société coopérative d'Ixelles pour la construction de maisons à bon marché	Ixelles	25 mai 1892. . . .	»	159,960 »
4	Société coopérative de Laeken pour la construction de maisons à bon marché.	Laeken	25 juillet 1892. . .	»	»
TOTAUX.				»	187,213 51

B. Sociétés de construction.

1	L'Immobilière namuroise	Namur	24 novembre 1877. .	»	14,700 »
2	Société coopérative d'épargne, de crédit et de construction.	Bruxelles	1 ^{er} novembre 1890. .	»	2,500 »
TOTAUX.				»	17,200 »

ANNEXE D.

Tableau indiquant pour les provinces de Limbourg, de Luxembourg et de Namur,
à la contribution personnelle de l'exercice 1891, au

COMMUNES.	PRINCIPAL DE LA CONTRIBUTION PERSONNELLE.			Total en principal.
	Valeur locative.	Portes et fenêtres.	Mobilier.	
BRUXELLES.	777,502 90	527,680 88	253,520 02	1,558,705 80
PROVINCE DE LIMBOURG.	75,249 60	117,705 50	54,410 79	235,365 89
Hasselt	14,426 95	16,479 80	5,448 77	56,355 52
St-Trond	10,280 55	13,640 "	4,591 54	28,511 69
Tongres	8,521 70	10,525 "	3,557 85	22,602 55
Autres communes de la province	40,020 60	77,062 70	21,012 85	158,096 15
PROVINCE DE LUXEMBOURG	56,947 05	96,002 31	40,821 54	193,770 70
Arlon	9,669 "	7,714 59	8,385 65	25,767 04
Bastogne	1,198 85	2,808 "	977 10	4,985 95
Marche	1,992 15	5,597 "	1,265 "	6,652 15
Neufchâteau	2,082 60	1,880 "	1,412 02	5,374 62
St-Hubert	952 60	1,887 "	591 65	5,431 25
Virton	1,728 15	2,616 "	1,546 40	5,690 55
Autres communes de la province	59,325 70	75,699 92	26,847 52	141,871 14
PROVINCE DE NAMUR	155,256 10	220,787 50	95,859 98	478,905 58
Namur	48,174 35	45,458 50	24,095 79	115,728 64
Dinant	7,684 55	9,519 "	4,476 60	21,480 15
Gembloux	2,971 70	4,455 "	1,815 70	9,240 40
Autres communes de la province	94,425 50	172,557 "	65,471 89	332,454 59

ainsi que pour quelques communes, la moyenne par maison imposée des cotisations profit de l'État, d'après les trois premières bases.

20 centimes extraordinaires au principal de l'impôt sur la valeur locative.	15 centimes additionnels ordinaires.	Total au profit de l'État.	Nombre D'ARTICLES. (Maisons imposées à la contribution personnelle.)	Moyenne de la contribution par maison. (Principal et addi- tionnels au profit de l'État.)	OBSERVATIONS.
155,500 58	250,805 02	1,925,010 .	18,507	104 02	
14,649 92	55,804 88	275,820 00	16,502	16 80	
2,885 59	5,455 55	44,604 24	1,541	29 .	
2,056 07	4,246 75	54,614 51	1,165	29 71	
1,704 54	5,590 58	27,697 25	1,051	26 86	
8,004 12	20,714 42	166,814 09	12,565	15 28	
11,589 41	29,065 60	251,225 71	16,582	14 50	
1,955 80	3,805 06	51,565 90	852	57 05	
259 77	747 59	5,971 51	280	21 55	
598 45	997 82	8,048 40	368	21 87	
416 52	806 19	6,597 55	257	27 84	
150 52	514 69	4,156 46	259	15 97	
545 65	855 58	6,889 76	515	22 01	
7,864 74	21,280 67	171,016 55	14,075	12 15	
50,651 22	4,597 68	514,152 48	29,175	17 62	
9,654 87	1,445 25	126,808 74	2,868	44 22	
1,556 91	250 54	25,247 60	887	26 21	
594 54	89 15	9,925 89	526	18 87	
18,885 10	2,852 76	554,172 25	24,894	14 25	

ANNEXE E.

Débitants de boissons (bières ou boissons alcooliques) inscrits aux rôles de patente à la date du 1^{er} mars 1892 dans les 29 communes de 1^{er}, de 2^{me} et de 3^{me} rang.

COMMUNES	RADIANS d'après le recensement décennal au 31 décembre 1890	NOMBRE DES DÉBITANTS (le droit de patente afferent à la 12 ^e classe, la dernière de celles qui leur sont assignées, est de a Principal, b 20 centimes addi- tionnels, c total au profit de l'Etat) (1).			NOMBRE D'ÉLECTEURS CENSITAIRES à 10 francs d'après les listes arrêtées en 1890			Rapport o/o entre le nombre des débiteurs de boissons paten- tes à raison de 10 francs ou plus, et le nombre des électeurs cen- sitaires communaux
		1 ^{er} rang	2 ^e rang	3 ^e rang	Communes de 1 ^{er} rang	Communes de 2 ^e rang	Communes de 3 ^e rang	
		a 10,60 b 2,12 c 12,72	a 9,54 b 1,91 c 11,45	a 8,48 b 1,70 c 10,18				
DE 1 ^{er} RANG.	Anvers	224,012	4,311	"	14,330	"	"	38 %
	Bruxelles	176,138	3,555	"	9,379	"	"	
	Gand	148,729	3,686	"	9,315	"	"	
	Liège	147,660	4,171	"	8,538	"	"	
	TOTAL . . .		13,725		41,580			
DE 2 ^{me} RANG.	Anderlecht	52,311	"	671	"	1,478	"	35 %
	Bruges	47,497	"	1,273	"	2,816	"	
	Courtrai	50,583	"	912	"	2,106	"	
	Ixelles	44,497	"	877	"	3,260	"	
	Louvain	40,624	"	1,268	"	3,106	"	
	Malines	51,014	"	950	"	3,773	"	
	Molenbeek-St-Jean .	48,725	"	1,052	"	2,158	"	
	Namur	50,087	"	399	"	1,835	"	
	Saint-Gilles	48,280	"	728	"	2,488	"	
	Schaerbeek	50,826	"	751	"	3,581	"	
	Seraing	33,495	"	667	"	1,217	"	
	Tournai	54,442	"	851	"	2,098	"	
	Veuvriers	48,907	"	840	"	2,508	"	
	TOTAL . . .		11,425		52,227			
DE 3 ^{me} RANG.	Alost	25,344	"	718	"	"	1,835	37 %
	Borgerhout	28,882	"	471	"	"	1,902	
	Charleroi	20,668	"	683	"	"	1,515	
	Gilly	20,449	"	555	"	"	1,272	
	Jumet	23,927	"	611	"	"	1,940	
	Laeken	25,289	"	580	"	"	1,245	
	Lierre	20,155	"	440	"	"	1,554	
	Mons	25,237	"	718	"	"	2,272	
	Ostende	24,608	"	713	"	"	1,564	
	Roulers	20,559	"	472	"	"	1,007	
	St-Josse-ten-Noode .	29,709	"	549	"	"	2,200	
	Saint Nicolas	28,250	"	735	"	"	1,631	
	TOTAL . . .			7,245			19,744	

(1) Droit de patente afferent à la 12^e classe du tarif B en vigueur (Loi du 23 janvier 1849)

Communes	Principal	20 c. additionnels	Total.
1 ^{er} rang 60,000 habitants et plus	10,60	2,12	12,72
2 ^e — 30,000 à 60,000 habitants	9,54	1,91	11,45
3 ^e — 20,000 à 30,000 —	8,48	1,70	10,18
4 ^e — 15,000 à 20,000 —	5,50	1,06	6,56
5 ^e — 10,000 à 15,000 —	1,24	0,85	3,09
6 ^e — moins de 10,000 —	3,40	0,68	4,08

Suivant les nos 386-39 du tableau 14 annexe à la loi du 21 mai 1819, les 13^e et 14^e classes sont assignées aux cabarettiers et détaillants de boissons qui ne les achètent eux-mêmes que par litrons ou autres petites mesures de même espèce, mais ces numéros reçoivent rarement leur application dans les communes des 3 premiers rangs.

ANNEXE F.

Population mâle

d'après le recensement général au 31 décembre 1890.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION MÂLE d'après le recensement du 31 décembre 1890.			Proportion p. %.		Désignation des chefs-lieux et communes principales.	Population mâle de ces chefs-lieux et communes principales
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.		
ANVERS . . .	Anvers	150,828	77,612	208,440	65	35	Anvers.	107,679
							Berchem	8,886
							Borgerhout	14,265
	Malines	54,646	46,480	81,126	45	55	Malines	24,820
							Lierre	9,817
	Turnhout	9,080	52,852	61,932	15	85	Turnhout.	9,080
	La province. .	174,554	176,944	551,498	50	50		174,554
BRABANT. . .							Bruxelles	81,539
							Anderlecht	15,835
							Etterbeek.	8,445
							Ixelles.	19,797
	Bruxelles	215,840	130,439	546,279	62	38	Laeken	12,458
							Molenbeek-St-Jean.	23,859
							St-Gilles	18,600
							St-Josse-t-Noode .	12,885
							Schaerbeek	22,644
	Louvain	27,515	84,242	111,755	25	75	Louvain	19,425
							Tirlemont.	8,090
	Nivelles	8,691	71,983	80,674	11	89	Nivelles	5,040
							Wavre	3,651
	La province. .	252,044	286,664	538,708	47	53		252,044

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION MALE d'après le recensement du 31 décembre 1890.			Proportion p. %.		Désignation des chefs-lieux et communes principales.	Population mâle de ces chefs-lieux et communes principales.
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes		
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	21,500	44,840	66,340	32	68	Bruges	21,500
	Courtrai	21,025	64,418	85,443	25	75	Courtrai	14,152
	Dixmude	1,770	25,441	25,211	7	93	Menin	6,895
	Furnes	4,058	12,974	17,032	24	76	Dixmude	1,770
	Ostende	11,875	19,618	31,493	38	62	Furnes	2,541
	Roulers	9,831	58,558	48,589	20	80	Nieuport	1,517
	Thielt	4,745	29,852	34,597	14	86	Ostende	11,875
	Ypres	15,042	45,537	58,579	22	78	Roulers	9,831
							Thielt	4,745
							Ypres	7,775
	La province . .	87,846	279,247	567,093	24	76	Poperinghe . . .	5,267
FLANDRE ORIENTALE.	Alost	21,102	61,585	82,687	26	74	Alost	12,602
	Audenarde . . .	11,488	40,146	51,634	22	78	Grammont	5,181
	Eecloo	5,702	26,274	31,976	18	82	Ninove	5,519
	Gand	81,827	88,665	173,492	49	51	Audenarde	5,080
	St-Nicolas . . .	25,411	51,113	74,524	31	69	Renaix	8,408
	Termonde . . .	4,766	54,250	58,996	8	92	Eecloo	5,702
							Gand	69,788
							Ledeberg	5,921
							Mont-St-Amand . .	4,931
							Gentbrugge . . .	4,187
HAINAUT.	Ath	4,906	42,218	47,124	10	90	St-Nicolas	15,621
	Charleroi	10,558	155,729	166,267	6	94	Lokeren	9,790
	Mons	11,562	102,185	113,545	10	90	Termonde	4,766
	Soignies	20,427	47,858	68,285	30	70		
	Thuin	7,674	49,858	57,532	15	87	Ath	4,906
	Tournai	25,855	55,705	77,558	31	69	Charleroi	10,558
							Mons	11,562
							Soignies	4,487
							La Louvière . . .	7,523
							Braine-le-Comte . .	4,431
	La province . .	78,740	451,551	530,291	15	85	Lessines	4,186
							Thuin	2,876
							Binche	4,798
							Tournai	17,044
							Leuze	2,747
							Péruwelz	4,042

PROVINCES	ARRONDISSE- MENTS.	POPULATION MALE d'après le recensement du 31 décembre 1890.			Proportion %.		Désignation des chefs-lieux et communes principales.	Population mâle de ces chefs-lieux et communes principales.
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.		
LIÈGE	Huy	6,934	40,907	47,841	14	86	Huy	6,934
							Liège	70,468
							Ans	3,378
							Grivegnée	5,231
	Liège	91,301	110,246	210,657	45	57	Bressoux	1,738
							Saint-Nicolas . . .	5,509
							Herstal	7,067
LIMBOURG . . .	Verviers	25,511	62,568	88,079	27	73	Verviers	25,511
	Waremme	1,650	31,568	33,018	5	95	Waremme	1,650
	La province. . .	123,486	255,889	379,375	55	67		123,486
	Hasselt	12,772	55,824	68,596	26	74	Hasselt	6,527
	Maeseyck	2,225	20,575	22,800	10	90	Saint-Trond	6,245
LUXEMBOURG . .	Tongres	4,009	38,442	42,451	9	91	Maeseyck	2,225
							Tongres	4,009
	La province. . .	19,006	94,841	113,847	17	83		19,006
	Arlon.	5,920	12,508	18,428	24	76	Arlon	5,920
	Bastogne	1,549	17,755	19,304	8	92	Bastogne	1,549
	Marche	2,627	19,872	22,499	12	88	Marche	1,660
NAMUR	Neufchâteau . .	990	26,185	27,175	4	96	Laroche	967
	Virton	1,165	20,670	21,835	5	95	Neufchâteau . . .	990
							Virton	1,165
	La province. . .	10,249	97,276	107,525	10	90		10,249
	Dinant	5,384	59,772	65,156	12	88	Dinant	5,341
	Namur	15,045	77,231	92,276	16	84	Ciney	2,045
Le royaume. . .	Philippeville . .	748	29,130	29,878	3	97	Namur	15,045
							Philippeville . . .	748
	La province. . .	21,175	146,155	167,330	13	87		21,175
Le royaume. . .		918,396	2,108,558	3,026,954	50	70		918,396

ÉLECTEURS COMMUNAUX CENSITAIRES

d'après les listes arrêtées en 1890.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	ÉLECTEURS			PROPORTION % des électeurs.		CHEFS-LIEUX et communes principales.	
		des chefs-lieux et communes principales	des autres communes.	Total.	des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	DÉSIGNATION.	Nombre d'électeurs.
ANVERS.	Anvers.	17,172	19,395	27,567	62	38	Anvers	14,330
							Borgerhout	1,902
							Berchem	940
	Malines	5,552	6,986	12,518	43	57	Malines	3,778
	Turnhout.	858	7,465	8,321	10	90	Lierre	1,554
BRABANT.							Turnhout	858
	LA PROVINCE . . .	25,562	24,844	48,206	48	52		
							Bruxelles.	9,379
							Anderlecht	1,478
							Etterbeek	1,006
							Ixelles	3,260
	Bruxelles	26,865	17,947	44,812	60	40	Laeken	1,245
							Molenbeek	2,138
							Saint-Gilles	2,488
							St-Josse-ten-Noode . . .	2,200
							Schaerbeek	3,581
	Louvain	4,170	10,020	14,190	29	71	Louvain	3,106
							Tirlemont	1,064
	Nivelles	1,764	9,789	11,553	15	85	Nivelles	1,054
							Wavre	710
	LA PROVINCE . . .	52,799	57,756	70,555	46	54		
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	2,816	5,890	8,706	52	68	Bruges	2,816
							Courtrai	2,106
	Courtrai	2,967	8,341	11,508	26	74	Menin	861
							Dixmude	587
	Dixmude	587	3,416	3,803	10	90	Furnes	506
							Nieuport.	281
	Furnes.	786	2,742	3,528	22	78	Ostende	1,564
	Ostende	1,564	2,662	4,026	34	66	Roulers	1,007
	Roulers	1,007	5,376	6,383	16	84	Thielt.	625
	Thielt.	625	3,756	4,559	14	86	Ypres.	1,501
							Poperinghe	240
	Ypres	1,541	6,076	7,617	20	80		
	LA PROVINCE . . .	11491	38,239	49,750	23	77		

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	ÉLECTEURS			PROPORTION % des électeurs.		CHEFS-LIEUX et communes principales.	
		des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	Total.	des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	DÉSIGNATION.	Nombre d'électeurs.
FLANDRE ORIENTALE.	Alost	2,949	8,540	11,849	26	74	Alost	1,833
							Grammont	634
							Ninove	482
	Audenarde	1,571	5,607	7,178	22	78	Audenarde	480
							Renaix	1,091
	Eecloo	644	3,763	4,407	15	85	Eecloo	644
							Gand	9,313
							Ledeberg	759
	Gand	10,877	12,352	23,909	47	53	Mont-Saint-Amand .	497
							Gentbrugge	308
HAINAUT.	Saint-Nicolas . . .	2,917	7,231	10,148	20	71	Saint-Nicolas . . .	1,631
							Lokeren	1,286
	Termonde	657	7,538	7,993	8	92	Termonde	657
	LA PROVINCE . . .	19,615	44,811	64,426	30	70		
	Ath	818	6,950	7,768	11	89	Ath	818
	Charleroi	1,515	22,420	25,935	6	94	Charleroi	1,515
	Mons	2,272	15,544	17,816	15	87	Mons	2,272
							Soignies	841
	Soignies	5,295	7,148	10,441	32	68	La Louvière	975
							Braine-le-Comte . .	851
LIÈGE.							Lessines	646
	Thuin	1,329	9,478	10,807	12	88	Thuin	525
							Binche	804
	Tournai	3,546	8,608	11,954	28	72	Tournai	2,098
							Leuze	545
							Péruwelz	705
	LA PROVINCE . . .	12,573	70,148	82,721	16	84		
	Huy	1,162	4,022	5,184	22	78	Huy	1,162
							Liège	8,558
							Ans	277
LIÈGE.	Liège	10,290	11,814	22,104	47	53	Grivegnée	413
							Bressoux	163
							Saint-Nicolas . . .	153
							Herstal	726
	Verviers	2,508	8,487	10,795	21	79	Verviers	2,508
	Waremme	270	3,839	4,109	7	93	Waremme	270
	LA PROVINCE . . .	14,050	28,162	42,192	33	67		

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	ÉLECTEURS			PROPORTION % des électeurs.		CHEFS-LIEUX et communes principales.	
		des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	Total.	des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	DÉSIGNATION.	Nombre d'électeurs.
LIMBOURG.	Hasselt	1,770	4,026	5,796	31	69	Hasselt	947
	Maeseyck	287	2,158	2,425	12	88	Saint-Trond	823
	Tongres	657	4,954	5,571	11	89	Maeseyck	287
							Tongres	657
	LA PROVINCE . .	2,694	11,098	13,792	20	80		
LUXEMBOURG.	Arlon	381	1,828	2,209	17	83	Arlon	381
	Bastogne	195	1,683	1,878	10	90	Bastogne	195
	Marche	525	1,946	2,271	14	86	Marche	237
	Neufchâteau . . .	156	3,338	3,494	4	96	Laroche	88
	Virton	212	3,201	3,413	6	94	Neufchâteau	156
NAMUR.	LA PROVINCE . .	1,269	11,996	13,265	10	90	Virton	212
	Dinant	1,047	5,099	6,146	17	83	Dinant	652
	Namur	1,855	10,652	12,505	15	85	Giney	415
	Philippeville . . .	121	5,053	5,154	2	98	Namur	1,855
	LA PROVINCE . .	3,021	20,784	25,805	13	87	Philippeville	121
	LE ROYAUME . .	120,854	287,838	408,692	50	70		

ANNEXE II.

STATISTIQUE
des maisons donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres
de la Section centrale.

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.	Nombre total des maisons de ces chefs-lieux et communes principales imposées à la contri- bution foncière au 1 ^{er} janv. 1891.	Nombre de ménages dans ces chefs-lieux et communes prin- cipales d'après le recensement général au 31 décemb ^r 1890.	
		NOMBRE.			PROPORTION %.				Chiffres absolus.	Proportion pour cent maisons.
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL. (1)	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes				
ANVERS.	Anvers	35,964	21,519	55,483	61	39	Anvers	27,508	51,521	187
							Berchem	2,274	2,705	119
							Borgerhout . . .	4,526	6,206	137
	Malines. . . .	9,610	12,580	21,990	44	56	Malines. . . .	9,152	10,805	118
							Lierre	3,886	4,063	105
	Turnhout	2,760	10,821	13,581	20	80	Turnhout	3,717	3,758	101
	LA PROVINCE. . .	46,334	44,720	91,054	51	49		51,155	79,056	154
BRABANT.							Bruxelles	18,759	49,682	265
							Anderlecht . . .	3,852	7,644	199
							Etterbeek	2,216	4,150	186
							Ixelles	6,290	12,635	201
	Bruxelles	51,835	29,195	81,028	64	56	Laeken	3,088	6,148	199
							Molenb -St-Jean .	5,152	12,545	244
							St-Gilles	4,762	10,895	239
							St-Josse-ten-N. .	4,146	9,200	222
							Schaerbeek . . .	7,081	13,721	194
	Louvain	8,563	16,544	24,707	34	66	Louvain	7,433	8,757	118
							Tirlemont. . . .	3,074	3,408	111
	Nivelles	2,918	18,480	21,598	14	86	Nivelles. . . .	1,956	2,511	128
							Wavre. . . .	1,647	1,685	102
		LA PROVINCE. . .	63,114	64,019	127,133	50	50		69,416	142,959

(1) Non compris : 1° pour les communes de moins de 5,000 habitants, les maisons d'un revenu cadastral inférieur à 50 francs.

2° — de 5,000 à 20,000 — — — — — 43 —
3° — de plus de 20,000 — — — — — 60 —

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.	Nombre total des maisons de ces chefs-lieux et communes principales imposées à la contri- bution foncière au 1 ^{er} janv. 1891.	Nombre de ménages dans ces chefs-lieux et communes prin- cipales d'après le recensement général au 31 décembre 1890.	
		NOMBRE.			PROPORTION %.				Chiffres absolus.	Proportion pour cent maisons.
		Chefs-lieux et communes principales	Autres communes	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales	Autres communes.				
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	0,422	13,924	20,546	52	68	Bruges	9,163	10,227	112
	Courtrai	5,442	17,050	32,472	24	76	Courtrai	6,591	6,576	97
	Dixmude	813	5,936	6,749	12	88	Menin	2,732	2,907	106
	Furnes	1,569	5,245	6,814	50	70	Dixmude	903	997	110
	Ostende	2,692	5,494	8,186	53	67	Furnes	1,156	1,389	120
	Roulers	2,050	9,524	11,574	18	82	Nieuport	608	825	136
	Thielt	1,079	7,049	8,128	15	87	Ostende	2,802	5,512	191
	Ypres	5,616	10,554	14,170	26	74	Roulers	3,041	4,101	104
							Thielt	2,127	2,026	95
							Ypres	3,108	3,720	120
							Poperinghe . . .	2,501	2,422	97
FLANDRE ORIENTALE.	LA PROVINCE . . .	23,485	72,556	96,039	24	76		35,722	40,502	113
							Alost	4,967	5,071	102
	Alost	5,584	12,605	18,187	51	69	Grammont	2,352	2,538	100
							Ninove	1,446	1,585	96
	Audenarde . . .	3,062	9,272	12,334	25	75	Audenarde . . .	1,056	1,290	122
	Eecloo	941	5,801	6,745	14	86	Renaix	3,581	3,428	96
							Eecloo	2,477	2,455	100
	Gand	27,211	24,096	51,307	55	47	Gand	30,041	56,114	120
							Ledeberg	2,776	2,840	102
	St-Nicolas . . .	4,952	15,108	18,060	27	73	Mont-St-Amand .	202	2,544	104
	Termonde . . .	1,426	11,697	15,125	11	89	Gentbrugge . . .	1,787	1,714	96
HAINAUT.	LA PROVINCE . . .	45,176	76,580	119,756	36	64	St-Nicolas . . .	6,048	5,757	95
							Lokeren	4,548	4,010	92
	Ath	1,459	12,742	14,201	10	90	Termonde . . .	1,760	1,949	111
	Charleroi . . .	2,839	51,914	54,755	5	95		64,851	70,675	109
	Mons	4,125	55,547	59,470	10	90	Ath	2,012	2,282	115
							Charleroi . . .	3,506	4,728	155
	Soignies . . .	6,863	16,895	23,758	29	71	Mons	5,377	6,490	121
							Soignies	2,142	2,164	101
	Thuin	2,677	19,819	22,496	12	88	La Louvière . .	2,996	3,252	109
							Braine-le-Comte .	1,918	2,062	107
	Tournai . . .	7,004	17,959	24,965	28	72	Lessines	1,917	1,851	95
HAINAUT.							Thuin	1,018	1,457	141
							Binche	2,200	2,229	101
							Tournai	5,404	7,870	146
							Leuze	1,451	1,466	102
						Péruwelz	2,169	2,110	97	

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS	MAISONS DONNANT DROIT A L'ELECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.	Nombre total des maisons de ces chefs-lieux et communes principales imposées à la contri- bution foncière au 1 ^{er} janv. 1891	Nombre de ménages dans ces chefs-lieux et communes prin- cipales d'après le recensement général au 31 décembre 1890.	
		NOMBRE.			PROPORTION %.				Chiffres absolus.	Proportion pour cent maisons.
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.				
LIÈGE.	Huy	2,292	8,343	10,635	22	78	Huy	2,758	5,220	117
	Liège	21,390	27,973	49,363	43	57	Liège	18,524	58,762	212
							Ans	1,304	1,636	118
							Grivegnée . . .	1,365	1,970	126
							Bressoux	623	855	137
							St-Nicolas . . .	1,072	1,309	122
	Verviers	4,112	15,547	19,659	21	79	Verviers	4,191	12,473	298
Waremmes . . .	437	5,362	5,799	8	92	Waremmes . . .	591	651	110	
LA PROVINCE.	28,231	57,225	85,456	33	67		53,085	63,951	193	
LIMBOURG.	Hasselt	5,572	6,436	10,008	36	64	Hasselt	2,560	2,652	112
	Maeseyck	613	3,460	4,073	15	85	St-Trond	2,229	2,537	114
	Tongres	1,149	6,994	8,143	14	86	Maeseyck	780	875	112
	LA PROVINCE.	5,534	16,890	22,224	24	76	Tongres	1,584	1,843	116
								6,953	7,905	114
LUXEMBOURG.	Arlon	914	3,249	4,163	22	78	Arlon	1,071	1,852	173
	Bastogne	376	2,469	2,845	13	87	Bastogne	505	705	140
	Marche	765	5,594	4,157	18	82	Marche	680	784	115
	Neufchâteau . .	275	5,650	5,925	5	95	Laroche	407	454	112
	Virton	350	5,688	6,038	5	95	Neufchâteau . .	596	497	126
	LA PROVINCE.	2,658	20,450	23,088	12	88	Virton	436	593	136
								5,495	4,885	140
NAMUR.	Dinant	1,958	11,175	13,133	15	85	Dinant	1,375	1,768	128
	Namur	2,964	24,424	27,388	11	89	Ciney	865	962	111
	Philippeville . .	265	11,412	11,677	2	98	Namur	5,527	6,624	199
	LA PROVINCE.	5,167	47,011	52,178	10	90	Philippeville . .	282	321	114
								5,849	9,675	165
LE ROYAUME.	242,462	554,107	796,569	30	70		502,572	457,407	151	

ANNEXE I.

Statistique des maisons donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres adoptés par la Commission de revision.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ELECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.
		Nombre.			Proportion p. o/o.		
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL. (¹)	Chefs-lieux et communes principales	Autres communes.	
ANVERS.	Anvers	55,249	19,357	52,006	65	37	Anvers. Berchem. Borgerhout.
	Malines. . . .	7,924	11,664	18,988	42	58	Malines. Lierre.
	Turnhout . . .	2,760	9,471	12,231	23	77	Turnhout.
	La province . .	45,953	39,892	85,825	52	48	
BRABANT.	Bruxelles . . .	50,515	25,385	75,896	67	33	Bruxelles. Anderlecht. Etterbeek. Ixelles. Laeken. Molenb.-St-Jean St-Gilles. St-Josse-ten- N. Schaerbeek
	Louvain	7,845	13,889	21,732	36	64	Louvain. Tirlemont
	Nivelles	2,918	14,720	17,658	17	83	Nivelles. Wavre.
	La province . .	61,274	53,992	115,266	55	47	

(¹) Non compris : 1° Pour les communes de moins de 5,000 hab., les maisons d'un revenu cadastral inférieur à 36 frs.

2° Id. de 5,000 à 20,000 id. id. id. à 42 frs.

3° Id. de plus de 20,000 id. id. id. à 72 frs.

(Ces taux sont en concordance avec ceux adoptés par la Commission pour la valeur des habitations.)

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.
		Nombre.			Proportion p. %.		
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	5,624	12,911	18,535	30	70	Bruges.
	Courtrai	4,949	14,440	19,589	26	74	Courtrai.
	Dixmude	768	5,055	6,423	12	88	Menin.
	Furnes	1,332	2,857	4,189	32	68	Dixmude.
	Ostende	2,659	5,679	8,538	52	68	Furnes.
	Roulers. . . .	1,685	8,408	10,093	17	85	Nieuport.
	Thielt	1,079	6,158	7,237	15	85	Ostende.
	Ypres	3,616	9,090	12,706	28	72	Roulers.
							Thielt.
	La province. .	21,712	65,198	86,910	25	75	Ypres.
FLANDRE ORIENTALE.							Poperinghe.
	Alost	5,074	9,756	14,830	54	66	Alost.
							Grammont.
	Audenarde. . .	5,062	7,755	10,817	28	72	Ninove.
	Eecloo	941	5,055	5,994	16	84	Audenarde.
							Renaix.
	Gand	25,929	20,862	44,791	53	47	Eecloo.
							Gand.
	St-Nicolas. . .	4,529	11,626	16,155	28	72	Ledeberg.
	Termonde. . .	1,526	10,805	12,129	11	89	Mont-St-Amand
HAINAUT.							Gentbrugge.
							St-Nicolas.
							Lokeren.
							Termonde.
	Ath	1,459	10,772	12,231	12	88	Ath.
	Charleroi . . .	2,839	48,826	51,665	5	95	Charleroi.
	Mons	5,949	55,207	57,156	11	89	Mons.
							Soignies.
	Soignies	6,865	15,595	22,258		69	La Louvière.
							Braine-le-Comte
HAINAUT.							Lessines.
	Thuin	2,677	17,938	20,615	15	87	Thuin.
							Binche.
	Tournai	6,883	14,726	21,609	52	68	Tournai.
							Leuze.
	La province. .	24,670	140,864	165,534	15	85	Peruwelz.

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.
		Nombre.			Proportion p %.		
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	
LIEGE.	Huy.	2,292	6,479	8,771	26	74	Huy. Liège. Aus.
	Liège	20,595	24,029	44,624	46	54	Grivegnée. Bressoux. St-Nicolas.
	Verviers	4,070	14,509	18,579	22	78	Herstal.
	Waremmé	391	4,122	4,513	9	91	Verviers. Waremmé
	La province . . .	27,548	48,959	76,287	56	64	
LIMBOURG.	Hasselt	3,572	4,911	8,485	42	58	Hasselt. St-Trond.
	Maeseyck	555	2,740	3,295	17	83	Maeseyck.
	Tongres	1,149	5,575	6,722	17	83	Tongres.
	La province. . . .	5,276	15,224	18,500	29	71	
	Arlon	914	2,671	3,585	25	75	Arlon
LUXEMBOURG.	Bastogne	555	1,876	2,251	16	84	Bastogne.
	Marche.	671	2,899	3,270	21	79	Marche. Laroche.
	Neufchâteau . . .	246	4,644	4,890	5	95	Neufchâteau.
	Virton	502	4,715	5,015	6	94	Virton.
	La province. . . .	2,488	16,505	18,991	13	87	
NAMUR.	Dinant	1,906	9,150	11,056	17	83	Dinant. Ciney.
	Namur.	2,886	20,850	25,716	12	88	Namur.
	Philippeville . . .	252	9,686	9,958	3	97	Philippeville.
	La province. . . .	5,044	59,666	44,710	11	89	
	Le royaume. . . .	230,606	484,155	714,759	32	68	

ANNEKE J.

Tableau indiquant, pour les chefs-lieux d'arrondissement administratif et pour quelques communes principales, le nombre des cotisations à la contribution personnelle de l'exercice 1892 du chef des parties de maison prises en location du propriétaire ou premier locataire non habitant, lesquelles, aux termes de l'article 8 de la loi du 28 juin 1822, sont considérées comme des habitations distinctes dont l'occupant principal est directement redevable de l'impôt.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	CHEFS-LIEUX et communes principales.	Nombre des cotisations s'élevant en principal et additionnels au profit de l'Etat à		TOTAL par Commune.	TOTAL par Arrondissement.	Observations.	
			moins de 10 francs.	10 francs et plus.				
ANVERS.	Anvers. . . .	Anvers.	282	1,905	2,187	2,318		
		Borgerhout.	8	95	103			
		Berchem.	5	25	28			
	Malines	Malines	28	7	35	35		
		Lierre.	"	"	"			
	Turnhout . . .	Turnhout	"	"	"			
	BRABANT.	Bruxelles. . . .	Bruxelles.	271	2,932	3,205		5,572
			Anderlecht	26	264	290		
			Etterbeek	5	24	27		
			Ixelles.	25	209	234		
Laeken			"	70	70			
Molenbeek-Saint-Jean.			48	565	415			
Saint-Gilles.			47	502	549			
Saint-Josse-ten-Noode			26	250	276			
Schaerbeek.		12	298	310				
Louvain		Louvain	"	"	"			
	Tirlemont	"	"	"				
Nivelles	Nivelles	"	"	"				
	Wavre.	"	"	"				
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges.	Bruges.	"	"	"			
	Courtrai	Courtrai.	"	"	"			
		Menin.	"	"	"			
					A Reporter.	7,725		

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	CHEFS-LIEUX et communes principales.	Nombre des cotisations s'élevant en principal et additionnels au profit de l'Etat à		TOTAL par	TOTAL par	Observations.
			moins de 10 francs.	10 francs et plus.	Commune.	Arrondissement.	
FLANDRE OCCIDENTALE (Suite).	Dixmude. . .	Dixmude.	"	"	Report.	7,725	
	Furnes. . . .	Furnes.	"	"	"	2	
		Nieuport.	2	"	2		
	Ostende . . .	Ostende	"	"	"	118	
	Roulers . . .	Roulers	"	"	"		
	Thielt	Thielt	"	"	"		
	Ypres	Ypres	91	27	118		
Poperinghe.		"	"	"			
FLANDRE ORIENTALE.	Alost	Alost	"	"	"	452	
		Grammont	"	"	"		
		Ninove.	"	"	"		
	Audenarde . .	Audenarde	28	424	452	119	
		Renaix.	"	"	"		
	Eecloo. . . .	Eecloo.	"	"	"		
	Gand	Gand	5	53	58		
		Ledeberg.	60	2	62		
		Mont-Saint-Amand . .	"	"	"		
	Saint-Nicolas.	Gentbrugge.	18	1	19		
Saint-Nicolas.		"	"	"			
HAINAUT.	Lokeren	"	"	"	8,461		
	Termonde . .	Termonde	"	"		"	
	Ath	Ath	"	"		"	
	Charleroi . .	Charleroi.	"	"		"	
	Mons	Mons	14	51	45	A Reporter.	

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	CHEFS-LIEUX et communes principales.	Nombre des cotisations s'élevant en principal et additionnels au profit de l'Etat à		TOTAL par Commune.	TOTAL par Arrondissement.	Observations.
			moins de 10 francs.	10 francs et plus.			
HAINAUT (suite).	Soignies. . .	Soignies	"	"	"	8,461	
		La Louvière.	"	"	"		
		Braine-le-Comte	"	"	"		
		Lessines	"	"	"		
	Thuin . . .	Thuin.	"	2	2	2	
		Binche	"	"	"		
	Tournai. . .	Tournai	"	18	18		
		Leuze	"	"	"		
		Péruwelz.	"	"	"	18	
	LIÈGE.	Huy	Huy	"	"	"	
Liège			254	656	910		
Liège		Aos	"	2	2	913	
		Grivegnée	"	"	"		
		Bressoux.	1	"	1		
		Saint-Nicolas	"	"	"		
Verviers. . .		Herstal	"	"	"	790	
		Verviers	155	655	790		
Waremmes. .		Waremmes	1	1	2	2	
LIMBOURG.		Hasselt . . .	Hasselt	2	14	16	30
	Saint-Trond.		3	11	14		
	Maeseyck . .	Maeseyck	"	2	2	2	
	Tongres . . .	Tongres	2	6	8	8	
LUXEMBOURG.	Arlon	Arlon	7	17	24	24	
	Bastogne . .	Bastogne.	1	3	4	4	
	Marche . . .	Marche	"	"	"		
		Laroche	"	"	"		
	Neufchâteau .	Neufchâteau.	"	"	"	6	
	Virton	Virton	1	5	6		
NAMUR.	Dinant	Dinant	"	1	1	1	
		Ciney.	"	"	"		
	Namur	Namur	29	79	108	108	
	Philippeville .	Philippeville.	"	"	"		
Le royaume.						10,369	

(82)

TABLE DES MATIÈRES.

RAPPORT.

	Pages.
Propositions tendant à généraliser le droit de suffrage	2
Proposition de MM. Ch. Graux, Vanderkindere, Buls, Huysmans et Demot	15
Note de M. Graux	14
Proposition de M. Frère-Orban	24
Proposition adoptée par la Commission	28
Note de M. Frère-Orban	40

ANNEXES.

A. — Texte de l'article 47 nouveau proposé par la Commission de la Chambre	54
B. — Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision relatives à l'article 47 de la Constitution	56
C. — Sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite	62
D. — Tableau indiquant la moyenne, par maison imposée, des cotisations à la contribution personnelle de l'exercice 1891, au profit de l'État	64
E. — Débitants de boissons inscrits aux rôles de patente, à la date du 1 ^{er} mars 1892, dans les 29 communes de 1 ^{er} , de 2 ^e et de 3 ^e rang	66
F. — Population mâle d'après le recensement général au 31 décembre 1890	67
G. — Électeurs communaux censitaires d'après les listes arrêtées en 1890	70
H. — Statistique des maisons donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres de la section centrale	73
I. — Statistique des maisons donnant droit à l'électorat d'après les chiffres adoptés par la Commission de revision	76
J. — Tableau indiquant, pour les chefs-lieux d'arrondissement administratif et pour quelques communes principales, le nombre des cotisations à la contribution personnelle du chef des <i>parties de maison</i> prises en location du propriétaire ou premier locataire <i>non habitant</i>	79

(1)

(ANNEXE AU N° 113, XLV.)

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

REVISION DE L'ARTICLE 47 DE LA CONSTITUTION.

Suite des annexes au rapport fait, au nom de la commission,
par M. DE SMET DE NAEYER. (Annexes K, L et M.)

ANNEXE K.

Extrait de la répartition des habitants mâles d'après leur âge

Recensement général de la population au 31 décembre 1880.

	Hommes âgés de :			
	21 ans et plus.	25 ans et plus.	30 ans et plus.	35 ans et plus.
	1,5	1,550,652	1,143,588	968,158
Nombre.	2			

	Hommes âgés de :				
	21 ans.	25 ans.	25 à 34 ans (dix années).	25 ans et plus.	55 ans et plus.
Sachant lire et écrire	58,954	55,516	291,894	910,033	211,127
Ne sachant pas lire et écrire. .	9,051	7,582	79,600	429,619	158,374
Proportion % des illettrés . . .	19	18	21	32	43

et d'après leur degré d'instruction rapporté à leur âge.

Recensement général de la population au 31 décembre 1890.

	Hommes âgés de :			
	21 ans et plus.	25 ans et plus.	30 ans et plus.	35 ans et plus.
Nombre.	1,668,446	1,448,146	1,217,202	1,012,148

	Hommes âgés de :				
	21 ans.	25 ans.	25 à 34 ans (dix années).	25 ans et plus.	35 ans et plus.
Sachant lire et écrire	48,975	41,330	362,630	1,056,060	230,549
Ne sachant pas lire et écrire. . .	8,149	7,465	75,368	502,086	160,631
Proportion % des illettrés . . .	14	15	17	27	41

ANNEXE L.

REVENU CADASTRAL. — ÉVALUATIONS CADASTRALES OÙ EXPERTISE PARCELLAIRE DES PROPRIÉTÉS BATIES. — VALEUR VÉNALE ET MULTIPLICATEUR. — REVENU CADASTRAL ET VALEUR VÉNALE ENVISAGÉS COMME BASES DE L'ÉLECTORAT.

I.

Revenu cadastral.

Le revenu cadastral est le revenu net imposable des propriétés bâties et non bâties, soumises à la contribution foncière établie par la loi du 3 frimaire an VII (23 novembre 1798).

Les articles 4, 5, 82 et 85 de cette loi sont ainsi conçus :

« ART. 4. — Le revenu imposable est le revenu net moyen, calculé sur un nombre d'années déterminé.

» ART. 5. — Le revenu net imposable des maisons et celui des fabriques, forges, moulins et autres usines sont tout ce qui reste au propriétaire déduction faite sur leur valeur locative⁽¹⁾, calculée sur un nombre d'années déterminé, de la somme nécessaire pour l'indemniser du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations.

» ART. 82. — Le revenu net imposable des maisons d'habitation, en quelque lieu qu'elles soient situées, soit que le propriétaire les occupe ou qu'il les fasse occuper par d'autres, à titre gratuit ou onéreux, sera déterminé d'après la valeur locative⁽¹⁾ calculée sur dix années, sous la déduction d'un quart de cette valeur locative⁽¹⁾, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparations.

» ART. 85. — Les bâtiments servant aux exploitations rurales, tels que granges, écuries, caves, celliers, pressoirs et autres, destinés soit à loger les bestiaux des fermes et métairies, ou à serrer les récoltes, ainsi que les cours desdites fermes ou métairies, ne seront soumis à la contribution foncière qu'à raison du terrain qu'ils enlèvent à la culture, évalué sur le pied des meilleures terres labourables de la commune. »

Ainsi, par exemple, une maison dont la valeur locative⁽¹⁾ est de 100 francs, a pour revenu cadastral 75 francs. Ce revenu représente donc les trois quarts de la valeur locative⁽¹⁾.

Telle est, en matière de contribution foncière, la distinction entre la valeur locative⁽¹⁾ et le revenu cadastral.

Et, en cette matière, les expressions *revenu net imposable*, *revenu cadastral*, *évaluation cadastrale*, *estimation cadastrale*, *valeur cadastrale*, ont la même signification et sont employées indifféremment pour indiquer le chiffre du *revenu net moyen imposable* des propriétés foncières.

⁽¹⁾ Prix de location.

II.

Evaluations cadastrales ou expertise parcellaire des propriétés bâties.

D'après les règlements, toute maison, bâtiment, fabrique, usine, magasin, en d'autres termes toute propriété bâtie, est évaluée, savoir : la *superficie*, sur le pied des meilleures terres labourables de la commune⁽¹⁾; l'*élévation*, d'après la valeur locative⁽²⁾, déduction faite de l'estimation de la superficie et, quant aux maisons, du quart de cette valeur locative⁽²⁾.

Et dans l'évaluation des maisons d'habitation, il n'est pas tenu compte des bâtiments ruraux qui en dépendent, dont la superficie seule est estimée au taux des meilleures terres labourables de la commune⁽¹⁾ (art 83 de la loi du 3 frimaire an VII). Ces bâtiments ne peuvent exercer d'influence sur cette évaluation.

Les simples ateliers établis dans des maisons dont la partie servant à l'habitation forme l'objet principal, ne sont pas considérés comme fabriques ou usines à évaluer séparément; la place qu'ils occupent est comprise dans l'évaluation de la maison.

Lors de la revision ordonnée par la loi du 10 octobre 1860, le revenu cadastral, ou revenu net imposable des propriétés bâties, a été établi sur la moyenne des baux passés pendant la période décennale de 1849 à 1858⁽³⁾.

(1) Cependant la superficie des propriétés bâties construites, depuis la confection du cadastre, sur des terrains déjà imposés, conserve son évaluation primitive, conformément au principe suivant lequel le classement des propriétés non bâties est immuable et ne peut être changé si ce n'est ensuite d'une revision générale du cadastre, décrétée par une loi.

(2) Prix de location.

(3) Pour apprécier le revenu net de ces propriétés, les agents du cadastre ont procédé à la ventilation des baux de maisons et d'usines revêtus de la formalité de l'enregistrement et de tous autres actes de même nature qu'ils ont pu se procurer dans chaque localité.

Les baux relatifs à des maisons ou à des usines louées sans autres dépendances qu'un jardin ou verger d'une contenance inférieure à 50 ares, ont seuls été admis.

Pour établir le revenu net des maisons, on a déduit du prix de location, d'abord le montant des évaluations cadastrales de la superficie et des terrains accessoires, et ensuite le quart de la somme restante, pour dépérissement, frais d'entretien et de réparations (art. 82 de la loi du 3 frimaire an VII).

En l'absence de baux, l'évaluation a été faite par voie de comparaison avec des propriétés analogues situées dans la même localité ou dans des localités voisines.

L'expertise parcellaire a été ainsi effectuée dans chaque commune par un contrôleur et un expert assistés d'un indicateur désigné par l'autorité locale.

Chaque propriétaire a reçu un bulletin indiquant le classement et les évaluations de chacune de ses parcelles.

Les pièces d'expertise de chaque commune ont été déposées à l'administration communale pendant un mois, pour être soumises à l'examen des propriétaires, qui ont été mis à même de se livrer à toutes les recherches et comparaisons nécessaires pour s'assurer si les propriétés étaient évaluées dans une juste proportion.

A l'expiration de ce délai, des agents de l'administration se sont rendus dans les communes pour y instruire les réclamations présentées contre le classement; ils ont entendu les propriétaires ou leurs représentants, et se sont livrés avec eux à toutes les investigations et comparai-

Depuis la revision, les évaluations cadastrales des maisons construites ultérieurement et de celles auxquelles il a été apporté des changements qui en ont augmenté ou diminué la valeur, sont établies, dans chaque commune, par comparaison avec le revenu attribué, lors de cette revision, aux propriétés de même nature et de même situation. Il y est procédé par le contrôleur des contributions assisté d'un indicateur-expert, délégué par le chef de l'administration communale.

En cas de réclamations par les propriétaires contre les évaluations, le directeur provincial des contributions directes soumet ces réclamations avec ses propositions à la décision du Gouverneur qui statue définitivement.

(Règlement pour la conservation du cadastre, approuvé par l'arrêté royal du 22 mars 1848, et remplacé par celui annexé à l'arrêté du 26 juillet 1877, *Moniteur*, n° 230.)

III.

Valeur vénale et multiplicateur.

La *valeur vénale* est la valeur moyenne, la valeur réalisable, celle qu'on obtiendrait généralement en vente publique, dans des conditions ordinaires.

C'est sur la *valeur vénale* des immeubles que se perçoivent, en règle, le droit d'enregistrement sur les donations entre vifs (L. 1^{er} juillet 1869, art. 1^{er}), ainsi que les droits de succession en ligne collatérale et de mutation par décès (L. 27 décembre 1817, art. 1^{er}), et c'est pour déterminer cette valeur que l'expertise peut être provoquée, lorsque l'évaluation ou le prix paraît inférieur

sons nécessaires pour arriver à la vérité en ce qui concerne l'objet de chaque réclamation. On a rédigé de cette opération des procès-verbaux expliquant la marche suivie, les avis et renseignements recueillis, ainsi que les comparaisons auxquelles on s'était livré; ces procès-verbaux énonçaient les conclusions des agents du cadastre sur chaque réclamation et les motifs qui les avaient guidés; ils ont été envoyés aux gouverneurs, ainsi que toutes les réclamations et les pièces de l'expertise, avec des rapports des inspecteurs du cadastre sur l'instruction des réclamations.

Les députations permanentes ont émis ensuite leur avis sur ces réclamations, et les gouverneurs ont statué.

Enfin, des commissions spéciales ont été appelées à se prononcer sur les résultats de la ventilation et de l'expertise parcellaire. Composées chacune d'un délégué par canton et d'un délégué par ville ou commune ayant donné lieu à une revision isolée, ces commissions ont reçu communication de toutes les pièces relatives à ces deux opérations, et ont pu ainsi émettre un avis et formuler les propositions qu'elles ont jugé convenir sur les observations et les réclamations des autorités communales et des propriétaires que chaque délégué avait reçu mission de présenter.

Les procès-verbaux des délibérations de ces commissions provinciales énonçaient leurs propositions et leurs conclusions motivées, sur lesquelles les inspecteurs du cadastre et les directeurs des contributions ont dû donner un avis également motivé.

En dernier lieu, les gouverneurs ont pris l'avis des députations permanentes sur les propositions des commissions, et, après avoir statué sur celles qui étaient relatives à l'expertise parcellaire, ils ont transmis au Ministre des Finances le travail des commissions, ainsi que tous les éléments qui s'y rapportent, en y joignant leurs observations. (Art. 5 de la loi du 10 octobre 1860.)

à « la valeur vénale, par comparaison avec les fonds voisins de même nature » (L. 22 frimaire an VII, art. 17; L. 17 décembre 1851, art. 19).

Aux termes de l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851, « le Gouverne-
» ment détermine périodiquement, à l'aide des ventes publiques enregistrées
» pendant les cinq dernières années au moins, et en diminuant le prix d'un
» dixième, le rapport moyen du revenu cadastral à la valeur vénale. Ce
» rapport est établi distinctement pour les propriétés bâties et pour les
» propriétés non bâties, soit par bureau de perception, soit par canton ou
» par commune. »

C'est ce rapport moyen qu'on désigne sous le nom de « multiplicateur ». Les héritiers peuvent le prendre pour base de l'évaluation des immeubles soumis au droit de succession en ligne directe (L. 17 décembre 1851, art. 3); il peut aussi être adopté comme base du droit d'enregistrement sur les donations d'immeubles en ligne directe (L. 1^{er} juillet 1869, art. 3).

Le capital imposable ainsi déterminé peut s'appeler *valeur vénale d'après le multiplicateur officiel*.

Le rapport moyen du revenu cadastral à la valeur vénale (multiplicateur officiel) a été déterminé successivement par les arrêtés royaux du 28 juillet 1852, du 25 juillet 1867 et du 15 septembre 1886. Le résultat des opérations de 1867 et de 1886 se trouve résumé dans l'annexe B du Rapport de la section centrale sur la revision des articles 47, 53 et 56 de la Constitution (n° 261, session de 1890-1891).

IV.

Revenu cadastral et valeur vénale envisagés comme bases de l'électorat.

Les évaluations cadastrales remontent à une date déjà éloignée; elles ont été établies, quant aux propriétés bâties, sur la moyenne des baux passés pendant la période décennale de 1849 à 1858.

Il s'ensuit que le revenu cadastral diffère, et parfois notablement, du revenu net actuel, et que ces différences elles-mêmes n'ont aucune corrélation entre elles selon qu'il s'agit de propriétés bâties ou de propriétés non bâties.

D'autre part, la richesse publique immobilière s'étant développée dans des conditions fort inégales, il en résulte, de province à province ou de région à région, des écarts parfois considérables dans le rapport du revenu cadastral au revenu réel et à la valeur vénale.

Le revenu cadastral, comme base absolue du droit électoral, entraînerait donc de nombreuses inexactitudes, et les diverses parties du pays se trouveraient très inégalement traitées.

Il s'ensuivrait encore que toute revision cadastrale aurait pour conséquence de nombreuses modifications des droits électoraux.

On échappe à ces divers inconvénients par la substitution de la valeur vénale au revenu imposable.

Mais, la valeur vénale réelle ne pourrait être déterminée relativement à chaque immeuble, sans des déclarations et des vérifications qui, par leur nature même, prêteraient à discussion, et qu'il convient par conséquent d'éviter.

La valeur devrait donc être légalement établie d'après des moyennes, comme en matière de droit de succession en ligne directe.

Et pour établir sûrement cette valeur légale, il suffira de faire le relevé des prix obtenus en vente publique pour chaque nature de biens, dans un ressort à déterminer, et d'en déduire, comme cela se fait aujourd'hui, le rapport moyen de ces prix au revenu cadastral des propriétés vendues. Pour chaque immeuble, la valeur vénale légale correspondra au revenu cadastral multiplié par le chiffre qui exprime ce rapport. Le rapport moyen ou multiplicateur resterait toujours approximativement exact, puisqu'il serait révisé tous les cinq ou tous les dix ans, d'après les faits de la période précédente.

Supposons que, dans un arrondissement ou dans une circonscription électorale quelconque, il ait été enregistré, pendant les cinq dernières années, deux mille ventes publiques de propriétés bâties : les revenus cadastraux seront totalisés, et le multiplicateur se trouvera établi par le rapport du total des revenus au total des prix de vente.

ANNEXE III.

CONTRIBUTION PERSONNELLE.

DÉBITEURS DE L'IMPÔT. — VALEUR LOCATIVE FISCALE.

I.

Débiteurs de l'impôt.

On croit utile de reproduire celles des dispositions principales de la loi du 28 juin 1822, complétée, quant à l'article 6, par l'article premier de la loi du 22 août 1883, qui établissent quels sont les débiteurs de la contribution personnelle.

Loi du 28 juin 1822. — ART. 6 (complété par l'article 1^{er} de la loi du 22 août 1883). — La contribution est due par tous ceux, propriétaires ou non, qui occupent des habitations et bâtiments.

Doivent être tenus pour principaux occupants :

A. Le père de famille, même quand ses fils majeurs habitent avec lui, à moins qu'il ne soit dénué de toute ressource ;

B. Les supérieurs ou directeurs de communautés pour les établissements qu'ils habitent, les directeurs d'établissements d'éducation ou instituteurs pour les locaux soumis à leur direction.

ART. 7. — L'individu occupant une maison, soit en propriété, soit autrement, qui en loue ou cède une partie des chambres ou appartements, devra la contribution pour la maison entière...

ART. 8. — Les parties ou quartiers de maison, les chambres et appartement d'habitation, qui seraient pris en location du propriétaire ou premier locataire, non habitant, seront considérés comme des habitations distinctes pour lesquelles la contribution sera due par l'occupant...

II.

Valeur locative fiscale.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 28 juin 1822, la valeur locative soumise à la contribution personnelle était la valeur locative brute de toutes habitations et bâtiments, réglée, suivant l'article 11 de cette loi, par comparaison

avec celle d'habitations et bâtiments de même catégorie, ou qui en approchait le plus dans la même commune.

Mais la loi budgétaire du 29 décembre 1831 accorde aux contribuables la faculté d'établir leur cotisation, en ce qui concerne la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier, par référence à celle de l'année précédente, sauf le cas où il aurait été fait à leurs bâtiments d'habitation des changements notables, et cette faculté, restreinte d'abord aux contribuables qui continuaient d'habiter la même maison, a été ensuite étendue, pour les deux premières bases, à ceux qui leur succédaient. Aussi, dans la pratique, les agents du fisc, en vue de maintenir l'égalité proportionnelle, ont permis aux autres contribuables de s'écarter de la valeur locative réelle, par la déclaration d'une valeur locative moyenne de beaucoup inférieure. Et dans le même but, la loi du 26 juillet 1879, article 5, a remplacé l'article 11 précité de la loi du 28 juin 1822 par la disposition suivante :

« La valeur locative brute des habitations et bâtiments est réglée par comparaison avec la valeur locative attribuée, par les expertises fiscales faites pendant les années 1872 à 1876, aux habitations et bâtiments de même catégorie ou qui en approchent le plus dans la même commune. »

C'est cette valeur locative, réduite dans une pensée d'adoucissement avant la loi du 26 juillet 1879, et réglée, depuis lors, conformément à cette loi, que l'on appelle, en matière de contribution personnelle, *valeur locative fiscale*, par opposition à la *valeur locative réelle*, c'est-à-dire au prix de loyer ou de location actuel.

Ces deux valeurs diffèrent dans des proportions considérables; de plus, comme les valeurs locatives fiscales n'ont jamais fait l'objet d'une revision générale, elles présentent des écarts considérables de province à province et même de commune à commune.

C'est ainsi qu'un relevé, relatif aux maisons expertisées en 1876 dans les communes chefs-lieux de contrôle des contributions directes, a fait ressortir le rapport moyen suivant entre la valeur locative *fiscale* et la valeur locative *réelle* présumée, dans les différentes provinces :

Anvers.	58	p. c. de la valeur locative réelle.
Brabant	48	id.
Flandre occidentale	63	id.
Flandre orientale	64	id.
Hainaut	37	id.
Liège	29	id.
Limbourg.	45	id.
Luxembourg.	40	id.
Namur	34	id.

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

XLV.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION, PAR M. DE SMET DE NAEYER.

ANNEXES.

	Pages.
<i>A.</i> Texte de l'article 47 nouveau proposé par la Commission de la Chambre.	2
<i>B.</i> Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revision relatives à l'article 47 de la Constitution	4
<i>C.</i> Sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite.	10
<i>D.</i> Tableau indiquant la moyenne, par maison imposée, des cotisations à la contribution personnelle de l'exercice 1891, au profit de l'État	12
<i>E.</i> Débitants de boissons inscrits aux rôles de patente, à la date du 1 ^{er} mars 1892, dans les 29 communes de 1 ^{er} , de 2 ^e et de 3 ^e rang.	14
<i>F.</i> Population mâle d'après le recensement général au 31 décembre 1890.	15
<i>G.</i> Électeurs communaux censitaires d'après les listes arrêtées en 1890	18
<i>H.</i> Statistique des maisons donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres de la section centrale.	21
<i>I.</i> Statistique des maisons donnant droit à l'électorat d'après les chiffres adoptés par la Commission de revision	24
<i>J.</i> Tableau indiquant, pour les chefs-lieux d'arrondissement administratif et pour quelques communes principales, le nombre des cotisations à la contribution personnelle du chef des <i>parties de maison</i> prises en location du propriétaire ou premier locataire <i>non habitant</i>	27

ANNEXE A.

ARTICLE 47 DE LA CONSTITUTION.

Texte actuel de la Constitution.

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut excéder 100 florins d'impôts directs, ni être au-dessous de 20 florins.

Texte proposé par la Commission.

ART. 47, § 1^{er}. — Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Le vote a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

§ 2. Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs. Le chef de famille profite de la propriété ou de la part de propriété de sa femme et de ses enfants mineurs ;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une maison ou partie de maison d'un minimum de valeur à déterminer par la loi, et qui ne pourra être :

Inférieur à 2,400 francs ni supérieur à 4,800 francs, si la maison fait partie d'une agglomération comprenant plus de 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,800 francs ni supérieur à 5,600 francs, si elle fait partie d'une agglomération comprenant de 5,000 à 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,200 francs ni supérieur à 2,400 francs dans les autres cas ;

Sans que la loi électorale puisse s'écarter de la proportionnalité ainsi établie entre ces trois catégories ;

3° Les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, sans distinction entre les établissements publics et privés ;

4° Ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen à régler par la loi et portant sur la lecture, l'écriture et les notions,

Texte actuel de la Constitution.

Texte proposé par la Commission.

élémentaires de l'arithmétique, du système des poids et mesures, de la géographie de la Belgique et des institutions du pays.

La loi règle le mode d'établissement de la valeur des propriétés et des habitations sur la base du revenu cadastral, la subdivision de la valeur pour les maisons divisément occupées et la détermination des agglomérations.

Lorsqu'une maison passe d'une catégorie dans une autre, et que, par suite, sa valeur ne suffit plus à conférer le droit électoral, celui-ci est maintenu à ceux des habitants de la maison qui en jouissaient antérieurement, aussi longtemps qu'ils continuent à occuper la même habitation.

**TABLEAU des votes émis par la Commission de la Chambre sur
les diverses propositions de revision relatives à l'article 47 de
la Constitution.**

Texte des propositions présentées.	Résolutions prises.
<i>Proposition présentée par MM. Janson, Feron, Houzeau de Lahaie, Thiriar, Warocqué et Coppée (1) :</i> La Chambre des représentants est élue par le suffrage universel direct. Sont électeurs tous citoyens, sauf les interdits, réunissant les conditions d'âge et de domicile déterminées par la loi électorale. Celle-ci énumère les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire. <i>Proposition présentée par M. Hanssens (2) :</i> La Chambre des représentants se compose des députés élus par le suffrage universel direct des citoyens qui réunissent les conditions d'âge et de domicile déterminées par la loi électorale. Celle-ci énumère les catégories de citoyens qui, pour cause d'indignité ou d'incapacité, sont exclus du corps électoral à titre définitif ou temporaire. Elle ne peut subordonner l'exercice du droit électoral à des constatations préventives de la capacité dont la validité ou la nullité du bulletin de vote est à la fois le critérium et la sanction. <i>Proposition présentée par M. Nothomb (3) :</i> La Chambre des représentants est élue par le suffrage universel direct. Sont électeurs, sans condition de cens, Tous les Belges : 1° Agés de vingt-cinq ans accomplis ; 2° Justifiant d'une résidence continue de trois ans dans la même localité, commune ou agglomération de communes. La loi électorale énumère les conditions accessoires de même que les causes d'indignité ou d'incapacité, soit définitives, soit temporaires. Néanmoins nulle modification, dérogation ou addition à la loi électorale ne peut être votée qu'à la majorité prévue au paragraphe 3 de l'article 131.	Rejetée par 16 voix contre 4. (Séance du 2 nov. 1892.) Rejetée à l'unanimité des 20 membres présents. (Séance du 2 nov. 1892.) Rejetée par 19 voix; 1 abstention. (Séance du 2 nov. 1892.)

(1) N° 12, IV.

(2) N° 25, XII.

(3) N° 21, VIII.

Texte des propositions présentées.

Résolutions prises.

Proposition présentée par M. Sabatier (1) :

La Chambre des représentants se compose de députés élus par le suffrage universel direct.

Sont électeurs tous les Belges jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de 23 ans au moins au moment où les listes électorales seront dressées.

Toutefois, la loi électorale pourra subordonner l'exercice du droit électoral à certaines conditions de résidence et de capacité, et déterminer les causes d'indignité qui excluent le citoyen du corps électoral à titre définitif ou temporaire.

La loi électorale étant une loi organique essentielle, aucune loi électorale ne sera promulguée que si elle a été votée par la Chambre des représentants à la majorité des deux tiers des votants, les deux tiers des membres étant, d'autre part, présents au vote.

Rejetée par 17 voix contre 3.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Proposition présentée par M. Helleputte (2) :

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de 55 ans accomplis, et par les citoyens âgés de 25 ans accomplis qui auront subi un examen à déterminer par la loi ou qui seront porteurs d'un diplôme de capacité qui en tienne lieu, délivré par un établissement d'instruction public ou privé.

Les électeurs seront répartis, suivant la profession qu'ils exercent, en trois groupes correspondant au capital, au travail, aux professions libérales ou intellectuelles.

Les trois groupes d'électeurs votent dans des sections séparées et ont droit chacun au tiers des mandats à conférer.

Si le nombre des mandats n'est pas exactement divisible par trois, le premier mandat en sus appartiendra au premier groupe, le second au deuxième groupe.

S'il n'y a que deux mandats à conférer, le premier groupe en confère un, le deuxième et le troisième groupe, votant ensemble, en confèrent un également.

S'il n'y a qu'un seul mandat à conférer, les trois groupes concourent ensemble à l'élection.

Rejetée par 15 voix contre 3.
(Séance du 2 nov. 1892.)

Proposition subsidiaire présentée par M. Feron (3) :

La Chambre des représentants est élue directement par les citoyens réunissant les conditions déterminées par la loi.

Rejetée par 16 voix contre 4.
(Séance du 3 nov. 1892.)

(1) N° 29, XVI.

(2) N° 41, XXVIII.

(3) N° 39, XXVI.

Texte des propositions présentées.

Résolutions prises.

Proposition présentée par M. Janson :

Proposition de M. Janson d'inscrire en tête de l'article 47 :

Le cens électoral est aboli.

Rejetée par 10 voix contre 4 et 6 abstentions.
(Séance du 3 nov. 1892.)

Proposition présentée par MM. de Smet de Naeyer, Fris, Delbeke, Melot, Ligy et Meeus (1) :

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis, auxquels la loi électorale reconnaît le droit de vote.

Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles inscrits au cadastre pour un revenu d'au moins cent francs;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une même maison ou une même partie de maison d'une valeur à déterminer par la loi électorale selon le chiffre de la population des communes.

Cette valeur ne peut être inférieure à 1,050 francs.

Pour les communes de plus de 20,000 habitants, elle doit être fixée au double de celle qui est établie pour les communes de moins de 5,000 habitants.

La loi prescrit les règles d'après lesquelles se calcule la valeur des maisons et des parties de maison; le revenu cadastral de la propriété bâtie sert de base à ces règles.

Le revenu cadastral du sol sur lequel la maison est élevée et celui de la terre attenante à la maison et exploitée par l'occupant de celle-ci peuvent, dans les limites prévues par la loi, être réunis au revenu cadastral de la propriété bâtie pour le calcul de la valeur.

Adoptée d'abord par 13 voix contre 6 et 1 abstention (séance du 3 nov. 1892) et remplacée ensuite par le texte de la proposition de M. Beernaert amendée par M. de Smet de Naeyer (séance du 28 janv. 1893.)

Proposition présentée par M. Beernaert (2) et amendée par M. de Smet de Naeyer (3) :

Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Adopté par 13 voix contre 6 (séance du 28 janvier 1893.)

(1) N° 23, X.

(2) N° 46, XXXIII.

(3) N° 55, XL.

Texte des propositions présentées.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

Peuvent seuls être admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs. Le chef de famille profite de la propriété ou de la part de propriété de sa femme et de ses enfants mineurs ;

2° Ceux qui habitent, depuis un an au moins, en qualité de principal occupant, une maison ou partie de maison d'un minimum de valeur à déterminer par la loi, et qui ne pourra être :

Inférieur à 2,400 francs ni supérieur à 4,800 francs si la maison fait partie d'une agglomération comprenant plus de 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,800 francs ni supérieur à 3,600 francs si elle fait partie d'une agglomération comprenant de 3,000 à 20,000 habitants ;

Inférieur à 1,200 francs ni supérieur à 2,400 francs dans les autres cas ;

Sans que la loi électorale puisse s'écarter de la proportionnalité ainsi établie entre ces trois catégories ;

3° Les porteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, sans distinction entre les établissements publics et privés ;

4° Ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen à régler par la loi et portant sur la lecture, l'écriture et les notions élémentaires de l'arithmétique, du système des poids et mesures, de la géographie de la Belgique et des institutions du pays.

La loi règle le mode d'établissement de la valeur des propriétés et des habitations sur la base du revenu cadastral, la subdivision de la valeur pour les maisons divisément occupées et la détermination des agglomérations.

Lorsqu'une maison passe d'une catégorie dans une autre, et que, par suite, sa valeur ne suffit plus à conférer le droit électoral, celui-ci est maintenu à ceux des habitants de la maison qui en jouissaient antérieurement, aussi longtemps qu'ils continuent à occuper la même habitation.

Résolutions prises.

La première phrase est rejetée par 7 voix contre 7 et 3 abstentions; la seconde est adoptée par 12 voix contre 5.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Adopté par 13 voix contre 6

(Séance du 28 janv. 1895.)

Idem.

Adopté par 8 voix contre 6 et 5 abstentions.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Adopté par 8 voix contre 6 et 5 abstentions.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Adopté par 13 voix contre 6.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Idem.

Il est entendu que les dispositions réglant les conditions de l'électorat ne formeront qu'un seul article de la Constitution.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Texte des propositions présentées.

Résolutions prises.

Amendements proposés par M. Grosfils ⁽¹⁾ à la proposition présentée par M. Beernaert ⁽²⁾ :

(Art. 47.)

Les membres de la Chambre des représentants sont élus par les citoyens âgés de 25 ans accomplis et domiciliés depuis un an au moins dans la même commune ou dans la même agglomération, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Le vote est obligatoire. Il a lieu à la commune, sauf les exceptions à déterminer par la loi.

Les catégories d'électeurs admises par la loi ne sont susceptibles ni de suppression ni de restriction.

L'exercice du droit de vote pourra toujours être étendu par la loi à de nouvelles catégories de citoyens.

Les citoyens investis du droit de vote ne peuvent plus en être privés, d'une manière définitive ou temporaire, que par décision de justice et seulement pour cause d'indignité.

(Art. 47^{bis}.)

La première loi électorale, faite en exécution de l'article précédent, attribuera le droit de vote, sous les conditions d'âge et de résidence fixées par ledit article, notamment :

1° A tous les citoyens mariés;

2° A tous les citoyens non mariés qui possèdent la connaissance de la lecture et de l'écriture.

La preuve de cette connaissance sera fournie suivant le mode déterminé par la loi

Seront dispensés de fournir cette preuve :

a. Les citoyens porteurs d'un diplôme ou d'un brevet délivré par un établissement public ou privé d'enseignement supérieur ou normal;

b. Les citoyens porteurs d'un certificat constatant qu'ils ont fait des études complètes dans un établissement public ou privé d'enseignement moyen, primaire, artistique ou professionnel;

c. Les miliciens et les volontaires sortis honorablement de l'armée.

Proposition présentée par MM. Graux, Vanderkindere, Buls Huysmans et De Mot ⁽³⁾ :

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens réunissant les conditions déterminées par la loi électorale.

Rejetés par 15 voix contre 2 et 1 abstention.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Rejetés par 15 voix contre 2 et 1 abstention.

(Séance du 28 janv. 1895.)

Rejetée par 17 voix contre 1.
(Séance du 28 janv. 1895.)

⁽¹⁾ N° 56, XLIII.

⁽²⁾ N° 46, XXXIII.

⁽³⁾ N° 50, XXXVII.

Texte des propositions présentées.

—

Cette loi n'admettra à faire partie du corps électoral que les citoyens sachant lire et écrire, qui sont en état de subvenir, au moyen de leurs propres ressources, à leur subsistance et à celle de leur famille.

Ces conditions seront constatées soit par preuves directes, soit par présomptions, selon les modes déterminés par la loi électorale.

Les dispositions de cette loi relatives à ces objets ainsi que les conditions d'âge et de domicile devront être votées à la majorité des deux tiers des suffrages.

Aucun vote ne pourra avoir lieu sur ces points si les deux tiers des membres de chacune des deux Chambres ne sont présents.

Ces dispositions pourront être abrogées ou modifiées par le pouvoir législatif délibérant dans les mêmes conditions.

La loi électorale énumère les catégories de citoyens qui sont exclus du corps électoral pour cause d'indignité.

Résolutions prises .

—

ANNEXE C.

Sociétés d'habitations ouvrières agréées par la Caisse générale

N° d'ordre.	NOM.	SIÈGE.	DATE de FONDATION.	CAPITAL SOCIAL.	AVANCES effectuées par la Caisse générale d'épargne et de retraite au 31 déc. 1892.
----------------	------	--------	--------------------------	--------------------	--

I. SOCIÉTÉS ANONYMES.

A. Sociétés de crédit.

1	Saint-Éloy	Morlanwelz	17 octobre 1890	100,000 »	22,500 »
2	Eigen Heerd is goud weerd	Gand	16 février 1891	125,000 »	100,000 »
3	Le Foyer de l'Ouvrier	Liège	16 juillet 1891	207,000 »	409,000 »
4	Le Crédit Namurois	Namur	1 ^{er} août 1891	225,000 »	155,000 »
5	Le Foyer Ouvrier Tournaisien	Tournai	10 octobre 1891	155,000 »	50,000 »
6	Le Foyer Ouvrier	Marcinelle	10 août 1891	100,000 »	20,000 »
7	L'Ouvrier-Propriétaire	Mons	15 novembre 1891	48,000 »	93,000 »
8	Société anonyme de prêts pour favoriser la construction d'habitations ouvrières	Etterbeek	19 novembre 1891	60,500 »	58,000 »
9	Le Crédit Ouvrier de l'arrondissement de Philippeville	Walcourt	15 décembre 1891	50,000 »	134,200 »
10	Le Foyer de l'Ouvrier Borain	Mons	8 décembre 1891	120,500 »	70,000 »
11	Société anonyme de Louvain pour favoriser l'acquisition de maisons pour la classe ouvrière	Louvain	8 janvier 1892	200,000 »	50,000 »
12	L'Habitation de l'Ouvrier	Dinant	16 janvier 1892	50,000 »	22,500 »
13	Société anonyme de garantie pour favoriser la construction de maisons ouvrières dans l'arrondissement de Liège	Liège	7 mars 1892	227,000 »	202,775 56
14	La Maison Ouvrière	Ath	10 mars 1892	50,000 »	22,500 »
15	Le Crédit Ouvrier des cantons de Senefte et Fontaine-l'Évêque	Luttre	15 mai 1892	150,000 »	201,680 »
16	Rond den Heerd	Courtrai	19 mai 1892	47,000 »	21,150 »
17	De Mechelsche Werkmanswoning	Malines	24 mai 1892	100,000 »	»
18	Eigen Heerd	Anvers	24 mai 1892	152,000 »	112,000 »
19	Le Crédit Ouvrier de l'arrondissement de Huy	Huy	5 juillet 1892	71,000 »	31,950 »
20	Le Foyer Ardennais	Bastogne	24 août 1892	25,000 »	»
21	Kempische Heerd	Turnhout	6 octobre 1892	50,000 »	»
22	Le Prévoyant Propriétaire	Bioche	12 octobre 1892	50,000 »	»
23	Le Crédit Ardennais	Andenne	25 novembre 1892	72,000 »	»
24	Société anonyme de Crédit Ouvrier du canton de Gembloux	Gembloux	3 décembre 1892	57,500 »	»
25	Crédit immobilier de l'ouvrier	Verviers	10 janvier 1893	100,000 »	»
26	Werkmansvriend	Vilvorde	4 février 1893	50,000 »	»
TOTAUX				2,588,500 »	1,787,055 56

d'épargne et de retraite. — Situation au 5 février 1893.

N° d'ordre.	NOM.	SIÈGE.	DATE de FONDATION.	CAPITAL SOCIAL.	AVANCES effectuées par la Caisse générale d'épargne et de retraite au 31 déc. 1892.
----------------	------	--------	--------------------------	--------------------	--

B. Sociétés de construction.

1	Société anonyme pour la construction d'habitations ouvrières	Alost.	20 janvier 1891 . .	60,000 »	»
2	L'Union des cantons de Châtelet-Gosselies.	Châtelet.	4 juin 1891. . .	111,000 »	115,000 »
3	Société anonyme des habitations ouvrières de Namur.	Namur	1 ^{er} août 1891. . .	100,000 »	45,000 »
4	Brugsche naamloze Maatschappij	Bruges	10 octobre 1891. .	50,000 »	20,400 »
5	Société anonyme Montoise pour la construction, l'achat, la vente et la location d'habitations ouvrières	Mons	15 novembre 1891. .	93,000 »	»
6	Société anonyme pour la construction, l'achat, la vente et la location d'habitations ouvrières	Willebroeck	20 février 1892. .	200,000 »	125,000 »
7	Le Foyer libéral Hutois	Huy	27 août 1892. . .	100,000 »	45,000 »
8	L'Ouvrier-propriétaire	Stavelot.	19 juillet 1892. . .	50,000 »	20,500 »
9	Rousselaarsche naamloze Maatschappij voor het bouwen van werkmanswoningen	Roulers.	16 août 1892. . .	50,000 »	»
10	La Fraternité.	Tirlemont.	6 octobre 1892. . .	150,000 »	»
11	Société anonyme de Louvain pour la construction de maisons ouvrières	Louvain.	1 ^{er} août 1892. . .	30,000 »	15,500 »
12	Société anonyme des habitations ouvrières.	Assche	26 novembre 1892. .	15,000 »	»
13	Société anonyme de Maeseyck pour la construction de maisons ouvrières	Maeseyck	27 novembre 1892. .	20,000 »	»
14	Eigen Huis	Boitsfort	5 février 1893. . .	10,000 »	»
TOTAUX.				1,059,000 »	584,100

II. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

A. Sociétés de crédit.

1	Le Foyer	Bruxelles	21 juin 1891. . .	»	27,253 51
2	Samenwerkende Maatschappij « Eigen Heerd »	Ypres	15 mai 1892. . .	»	»
3	Société coopérative d'Ixelles pour la construction de maisons à bon marché	Ixelles	25 mai 1892. . .	»	159,960 »
4	Société coopérative de Laeken pour la construction de maisons à bon marché.	Laeken.	25 juillet 1892. . .	»	»
TOTAUX.				»	187,213 51

B. Sociétés de construction.

1	L'Immobilière namuroise	Namur	24 novembre 1877 .	»	11,700 »
2	Société coopérative d'épargne, de crédit et de construction.	Bruxelles	1 ^{er} novembre 1890 .	»	2,500 »
TOTAUX.				»	17,200 »

ANNEXE D.

Tableau indiquant pour les provinces de Limbourg, de Luxembourg et de Namur,
à la contribution personnelle de l'exercice 1891, au

COMMUNES.	PRINCIPAL DE LA CONTRIBUTION PERSONNELLE.			Total en principal.
	Valeur locative.	Portes et fenêtres.	Mobilier.	
BRUXELLES.	777,502 90	527,680 88	233,520 02	1,538,703 80
PROVINCE DE LIMBOURG.	75,240 60	117,705 50	54,410 70	225,365 89
Hasselt	14,426 95	16,479 80	5,448 77	36,355 52
St-Trond	10,280 35	13,640 "	4,591 34	28,511 69
Tongres	8,521 70	10,523 "	3,557 85	22,602 55
Autres communes de la province	40,030 60	77,062 70	21,012 85	158,096 15
PROVINCE DE LUXEMBOURG	56,047 05	96,002 31	40,821 34	193,770 70
Arlon	9,660 "	7,714 39	8,383 65	25,767 04
Bastogne.	1,198 85	2,808 "	977 10	4,985 95
Marche	1,922 15	3,397 "	1,263 "	6,652 15
Neufchâteau.	2,082 60	1,880 "	1,412 02	5,374 62
St-Hubert	952 60	1,887 "	501 65	3,431 25
Virton.	1,728 15	2,616 "	1,546 40	5,690 55
Autres communes de la province	30,323 70	75,699 92	26,847 52	141,871 14
PROVINCE DE NAMUR	155,250 10	229,787 50	95,859 98	478,905 58
Namur	48,174 35	43,458 50	24,095 79	115,728 64
Dinant	7,684 55	9,319 "	4,476 60	21,480 15
Gembloux	2,971 70	4,455 "	1,815 70	9,240 40
Autres communes de la province	94,425 50	172,557 "	65,471 89	332,454 39

ainsi que pour quelques communes, la moyenne par maison imposée des cotisations profit de l'État, d'après les trois premières bases.

20 centimes extraordinaires au principal de l'impôt sur la valeur locative.	15 centimes additionnels ordinaires.	Total au profit de l'État.	Nombre D'ARTICLES. (Maisons imposées à la contribution personnelle.)	Moyenne de la contribution par maison. (Principal et addi- tionnels au profit de l'État.)	OBSERVATIONS.
155,500 58	250,805 62	1,025,010 •	18,507	104 02	
14,640 92	53,804 88	275,820 69	16,502	16 80	
2,885 59	5,453 55	44,694 24	1,541	29 •	
2,056 07	4,246 75	54,014 51	1,165	29 71	
1,704 54	5,390 58	27,697 25	1,051	26 86	
8,004 12	20,714 42	166,814 69	12,565	13 28	
11,589 41	29,065 60	254,225 71	16,582	14 30	
1,953 80	5,865 06	51,565 90	852	37 05	
259 77	747 59	5,971 51	280	21 33	
598 45	997 82	8,048 40	568	21 87	
416 52	806 19	6,597 55	257	27 84	
180 52	514 69	4,156 46	259	15 97	
545 65	855 58	6,889 76	515	22 01	
7,864 74	21,280 67	171,016 55	14,075	12 15	
50,651 22	4,597 68	514,152 48	29,175	17 62	
9,654 87	1,445 25	126,808 74	2,868	44 22	
1,556 91	250 54	25,247 60	887	26 21	
594 54	89 15	9,023 89	526	18 87	
18,885 10	2,852 76	354,172 25	24,894	14 25	

ANNEXE E.

Débitants de boissons (bières ou boissons alcooliques) inscrits aux rôles de patente à la date du 1^{er} mars 1892 dans les 29 communes de 1^{er}, de 2^{me} et de 3^{me} rang.

COMMUNES	HABITANTS d'après le recensement décennal au 31 décembre 1890.	NOMBRE DES DÉBITANTS. (Le droit de patente afférent à la 12 ^e classe, la dernière de celles qui leur sont assignées, est de : a. Principal; b. 20 centimes addition- nels; c. total au profit de l'Etat) (1).			NOMBRE D'ÉLECTEURS CENSITAIRES à 10 francs d'après les listes arrêtées en 1890.			Rapport o/o, entre le nombre des débiteurs de boissons pa- tés à raison de 10 francs ou plus, et le nombre des électeurs cen- sitaires communaux.
		1 ^{er} rang. a. 10,60 b. 2,12 c. 12,72	2 ^e rang. a. 9,54 b. 1,91 c. 11,45	3 ^e rang. a. 8,48 b. 1,70 c. 10,18	Communes de 1 ^{er} rang.	Communes de 2 ^e rang.	Communes de 3 ^e rang.	
DE 1 ^{er} RANG.	Anvers	224,012	4,311	»	14,330	»	»	
	Bruxelles	176,138	3,555	»	9,379	»	»	
	Gand	148,729	3,686	»	9,315	»	»	
	Liège	147,660	4,171	»	8,558	»	»	
	TOTAL . . .		15,725		41,580			38 %
DE 2 ^{me} RANG.	Anderlecht	32,311	»	671	»	1,478	»	
	Bruges	47,497	»	1,275	»	2,816	»	
	Courtrai	30,583	»	912	»	2,106	»	
	Ixelles	44,497	»	877	»	3,260	»	
	Louvain	40,624	»	1,268	»	3,106	»	
	Malines	51,014	»	950	»	3,778	»	
	Molenbeek-St-Jean	48,723	»	1,052	»	2,138	»	
	Namur	30,087	»	599	»	1,855	»	
	Saint-Gilles	48,289	»	728	»	2,488	»	
	Schaerbeek	50,826	»	751	»	3,581	»	
	Seraing	33,495	»	667	»	1,217	»	
	Tournai	34,442	»	851	»	2,098	»	
	Verviers	48,907	»	846	»	2,308	»	
	TOTAL . . .			11,425		32,227		35 %
DE 3 ^{me} RANG.	Alost	25,544	»	718	»	»	1,833	
	Borgerhout	28,882	»	471	»	»	1,902	
	Charleroi	20,668	»	685	»	»	1,515	
	Gilly	20,449	»	553	»	»	1,272	
	Jumet	23,927	»	611	»	»	1,949	
	Laeken	25,289	»	580	»	»	1,245	
	Lierre	20,133	»	440	»	»	1,554	
	Mons	25,257	»	718	»	»	2,272	
	Ostende	24,638	»	715	»	»	1,564	
	Roulers	20,559	»	472	»	»	1,007	
	S ^t -Josse-ten-Noode	29,709	»	549	»	»	2,200	
	Saint-Nicolas	28,250	»	735	»	»	1,631	
	TOTAL . . .			7,245			10,744	37 %

(1) Droit de patente afférent à la 12^e classe du tarif B en vigueur. (Loi du 22 janvier 1849.)

Communes.	Principal.	20 c. additionnels.	Total.
1 ^{er} rang 60,000 habitants et plus.	10,60	2,12	12,72
2 ^e — 30,000 à 60,000 habitants	9,54	1,91	11,45
3 ^e — 20,000 à 30,000 —	8,48	1,70	10,18
4 ^e — 15,000 à 20,000 —	5,30	1,06	6,36
5 ^e — 10,000 à 15,000 —	4,24	0,85	5,09
6 ^e — moins de 10,000 —	3,40	0,68	4,08

Suivant les nos 386-39 du tableau 14 annexé à la loi du 21 mai 1819, les 13^e et 14^e classes sont assignées aux cabaretiers et détaillants de boissons qui ne les achètent eux-mêmes que par litrons ou autres petites mesures de même espèce; mais ces numéros reçoivent rarement leur application dans les communes des 3 premiers rangs.

ANNEXE F.

Population mâle

d'après le recensement général au 31 décembre 1890.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION MÂLE d'après le recensement du 31 décembre 1890.			Proportion p. %.		Désignation des chefs-lieux et communes principales.	Population mâle de ces chefs-lieux et communes principales
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.		
ANVERS . . .	Anvers	130,828	77,612	208,440	65	35	Anvers.	107,679
							Berchem	8,886
							Borgerhout . . .	14,265
	Malines	54,646	46,480	81,126	45	55	Malines	24,899
							Lierre	9,817
	Turnhout . . .	9,080	52,852	61,932	15	85	Turnhout. . . .	9,080
	La province. .	174,554	176,944	551,498	50	50		174,554
BRABANT. . .							Bruxelles	81,550
							Anderslecht . . .	15,835
							Etterbeek. . . .	8,445
							Ixelles.	19,797
	Bruxelles . . .	215,840	130,430	546,270	62	38	Laeken	12,458
							Molenbeek-St-Jean.	25,839
							St-Gilles	18,600
							St-Josse-t-Noode .	12,885
							SchaerBeek . . .	22,644
	Louvain. . . .	27,513	84,242	111,755	25	75	Louvain	19,125
							Tirlemont. . . .	8,090
	Nivelles	8,691	71,985	80,674	11	89	Nivelles	5,040
							Wavre	3,651
	La province. .	252,044	286,664	538,708	47	53		252,044

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION MALE d'après le recensement du 31 décembre 1890.			Proportion p. ‰		Désignation des chefs-lieux et communes principales.	Population male de ces chefs-lieux et communes principales.
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.		
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	21,500	44,840	66,340	32	68	Bruges. . . .	21,500
	Courtrai. . . .	21,025	64,418	85,443	26	75	Courtrai. . . .	14,152
	Dixmude. . . .	1,770	23,441	25,211	7	93	Mexin. . . .	6,895
	Furnes	4,058	12,974	17,032	24	76	Dixmude. . . .	1,770
	Ostende	11,875	19,618	31,493	38	62	Furnes. . . .	2,541
	Roulers	9,831	38,558	48,389	20	80	Nieuport. . . .	1,517
	Thielt	4,745	29,852	34,597	14	86	Ostende. . . .	11,875
	Ypres	13,042	45,537	58,579	22	78	Roulers. . . .	9,831
	La province. .	87,846	279,247	367,093	24	76	Thielt. . . .	4,745
FLANDRE ORIENTALE.	Alost	21,102	61,585	82,687	26	74	Ypres. . . .	7,775
	Audenarde . . .	11,488	40,146	51,634	22	78	Poperinghe. . .	5,267
	Eecloo	5,702	26,274	31,976	18	82		
	Gand	84,827	88,665	173,492	49	51	Alost. . . .	12,602
	St-Nicolas . . .	23,411	51,113	74,524	31	69	Grammont. . . .	5,181
	Termonde . . .	4,766	54,250	58,996	8	92	Ninove. . . .	3,519
	La province . .	151,296	322,013	473,309	32	68	Audenarde. . .	3,080
							Renaix. . . .	8,408
							Eecloo. . . .	5,702
HAINAUT.	Ath	4,906	42,218	47,124	10	90	Gand. . . .	69,788
	Charleroi . . .	10,538	155,729	166,267	6	94	Ledeberg. . . .	5,921
	Mons	11,362	102,183	113,545	10	90	Mont-St-Amand. .	4,931
	Soignies	20,427	47,858	68,285	30	70	Gentbrugge. . .	4,187
	Thuin	7,674	49,858	57,532	13	87	St-Nicolas. . . .	13,621
	Tournai	23,833	53,705	77,538	31	69	Lokeren. . . .	9,790
	La province. .	78,740	451,551	530,291	15	85	Termonde. . . .	4,766

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	POPULATION MALE d'après le recensement du 31 décembre 1890.			Proportion %		Désignation des chefs-lieux et communes principales	Population mâle de ces chefs-lieux et communes principales
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	Total.	Chefs-lieux et communes principales	Autres communes		
LIÈGE	Huy	6,954	10,997	47,841	14	86	Huy	6,954
							Liège	70,468
							Ans.	3,378
	Liège	91,391	119,246	210,637	43	57	Grivegnée. . . .	5,231
							Bressoux	1,738
							Saint-Nicolas . .	3,509
							Herstal	7,067
LIMBOURG . . .	Verviers	23,511	62,568	85,879	27	73	Verviers	23,511
	Waremmes	1,650	51,368	53,018	5	95	Waremmes	1,650
	La province. . .	125,486	253,889	377,375	33	67		125,486
	Hasselt	12,772	35,624	48,396	26	74	Hasselt	6,527
							Saint-Trond . . .	6,245
LUXEMBOURG . .	Maeseyck	2,225	20,575	22,800	10	90	Maeseyck	2,225
	Tongres	4,009	58,442	42,451	9	91	Tongres	4,009
	La province. . .	19,006	94,841	113,847	17	83		19,006
	Arlon	3,920	12,508	16,428	24	76	Arlon	3,920
	Bastogne	1,549	17,735	19,282	8	92	Bastogne	1,549
NAMUR	Marche	2,627	19,872	22,499	12	88	Marche	1,660
							Laroche	967
	Neufchâteau . .	990	26,195	27,185	4	96	Neufchâteau . .	990
	Virton	1,165	20,670	21,835	5	95	Virton	1,165
	La province. . .	10,249	97,276	107,525	10	90		10,249
NAMUR	Dinant	5,384	59,772	45,156	12	88	Dinant	3,541
							Ciney	2,045
	Namur	15,045	77,251	92,274	16	84	Namur	15,045
	Philippeville . .	748	29,150	29,878	3	97	Philippeville . .	748
	La province. . .	21,175	146,153	167,328	13	87		21,175
Le royaume. . .		918,596	2,108,558	3,026,954	30	70		918,596

ÉLECTEURS COMMUNAUX CENSITAIRES

d'après les listes arrêtées en 1890.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	ÉLECTEURS			PROPORTION % des électeurs.		CHEFS-LIEUX et communes principales.	
		des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	Total.	des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	DÉSIGNATION.	Nombre d'électeurs.
ANVERS.	Anvers	17,172	10,595	27,567	62	38	Anvers	14,350
							Borgerhout	1,902
							Berchem	940
	Malines	5,552	6,986	12,538	45	57	Malines	5,778
	Turnhout	858	7,463	8,521	10	90	Lierre	1,354
							Turnhout	858
	LA PROVINCE	25,562	24,844	48,206	48	52		
BRABANT.							Bruxelles	9,379
							Anderlecht	1,478
							Etterbeek	1,096
							Ixelles	3,200
	Bruxelles	26,865	17,947	44,812	60	40	Laeken	1,245
							Molenbeek	2,138
							Saint-Gilles	2,488
							St-Josse-ten-Noode	2,200
							Schaerbeek	3,581
	Louvain	4,170	10,020	14,190	29	71	Louvain	5,106
							Tirlemont	1,064
	Nivelles	1,764	9,789	11,553	15	85	Nivelles	1,054
							Wavre	710
	LA PROVINCE	52,799	57,756	70,555	46	54		
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	2,816	5,890	8,706	52	68	Bruges	2,816
	Courtrai	2,907	8,541	11,508	26	74	Courtrai	2,103
							Menin	861
	Dixmude	587	5,416	5,803	10	90	Dixmude	587
							Furnes	505
	Furnes	786	2,742	5,528	22	78	Nieuport	281
	Ostende	1,564	2,662	4,026	54	66	Ostende	1,564
	Roulers	1,007	5,376	6,583	16	84	Roulers	1,007
	Thielt	625	5,756	4,359	14	86	Thielt	625
	Ypres	1,541	6,076	7,617	20	80	Ypres	1,501
							Poperinghe	240
	LA PROVINCE	114 91	38,230	49,730	23	77		

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	ÉLECTEURS			PROPORTION % des électeurs.		CHEFS-LIEUX et communes principales.	
		des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	Total.	des chefs lieux et communes principales.	des autres communes.	DÉSIGNATION.	Nombre d'électeurs.
FLANDRE ORIENTALE.	Alost	2,949	8,540	11,849	26	74	Alost	1,833
							Grammont	634
							Ninove	482
	Audenarde	1,571	5,607	7,178	22	78	Audenarde	480
							Renaix	1,091
	Eecloo	644	5,765	4,407	15	85	Eecloo	644
							Gand	9,313
	Gand	10,877	12,552	23,309	47	53	Ledeberg	750
							Mont-Saint-Amand . .	497
							Gentbrugge	508
	Saint-Nicolas . . .	2,017	7,251	10,148	29	71	Saint-Nicolas	1,651
HAINAUT.							Lokeren	1,286
	Termonde	657	7,558	7,995	8	92	Termonde	657
	LA PROVINCE . . .	19,615	44,811	64,426	50	70		
	Ath	818	6,950	7,768	11	89	Ath	818
	Charlero	1,515	22,420	23,935	6	94	Charleroi	1,515
	Mons	2,272	15,544	17,816	15	87	Mons	2,272
							Soignies	841
	Soignies	5,293	7,148	10,441	52	68	La Louvière	975
							Braine-le-Comte . . .	851
							Lessines	646
	Thuin	1,520	9,478	10,807	12	88	Thuin	525
LIÈGE.							Binche	804
	Tournai	5,546	8,608	11,954	28	72	Tournai	2,098
							Leuze	545
							Péruwelz	703
	LA PROVINCE . . .	12,573	70,148	82,721	16	84		
	Huy	1,162	4,022	5,184	22	78	Huy	1,162
							Liège	8,558
							Ans	277
	Liège	10,290	11,814	22,104	47	53	Grivegnéc	415
							Bressoux	163
							Saint-Nicolas	155
LIÈGE.							Herstal	726
	Verviers	2,508	8,487	10,795	21	79	Verviers	2,508
	Waremmes	270	3,859	4,109	7	93	Waremmes	270
	LA PROVINCE . . .	14,050	28,162	42,192	33	67		

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	ÉLECTEURS			PROPORTION % des électeurs.		CHEFS-LIEUX et communes principales.	
		des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	Total.	des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes.	DÉSIGNATION.	Nombre d'électeurs.
LIMBOURG.	Hasselt	1,770	4,026	5,796	31	69	Hasselt	947
							Saint-Trond	825
	Maeseyck	287	2,158	2,425	12	88	Maeseyck.	287
	Tongres	637	4,034	5,571	11	89	Tongres	637
	LA PROVINCE . .	2,694	11,098	13,792	20	80		
LUXEMBOURG.	Arlon	381	1,828	2,209	17	83	Arlon	381
	Bastogne	195	1,685	1,878	10	90	Bastogne.	195
	Marche	525	1,946	2,271	14	86	Marche	257
							Laroche	88
	Neufchâteau . . .	156	5,358	5,494	4	96	Neufchâteau	156
	Virton	212	5,201	5,413	6	94	Virton	212
	LA PROVINCE . .	1,269	11,996	15,265	10	90		
NAMUR.	Dinant.	1,047	5,099	6,146	17	83	Dinant.	632
							Ciney	415
	Namur.	1,853	10,652	12,505	15	85	Namur.	1,853
	Philippeville . . .	121	5,055	5,154	2	98	Philippeville	121
	LA PROVINCE . .	3,021	20,784	23,805	13	87		
	LE ROYAUME . .	120,854	287,858	408,692	30	70		

STATISTIQUE
des maisons donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres
de la Section centrale.

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.	Nombre total des maisons de ces chefs-lieux et communes principales imposées à la contri- bution foncière au 1 ^{er} janv. 1891.	Nombre de ménages dans ces chefs-lieux et communes prin- cipales d'après le recensement général au 31 décembre 1890.	
		NOMBRE.			PROPORTION %.				Chiffres abso'us.	Proportion pour cent maisons.
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL. (1)	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.				
ANVERS.	Anvers	35,064	21,519	55,483	61	39	Anvers	27,598	51,521	187
							Berchem	2,274	2,705	119
							Borgerhout . . .	4,526	6,206	137
	Malines	9,610	12,580	21,990	44	56	Malines	9,132	10,805	118
							Lierre	3,886	4,065	105
	Turnhout	2,760	10,821	15,581	20	80	Turnhout	3,717	3,758	101
	LA PROVINCE . .	46,354	44,720	91,054	51	49		51,135	79,056	154
BRABANT.							Bruxelles	18,759	49,682	265
							Anderlecht . . .	3,832	7,644	199
							Etterbeek	2,216	4,150	186
							Ixelles	6,290	12,635	201
	Bruxelles	51,853	29,195	81,028	64	36	Laeken	3,088	6,148	199
							Molenb-St-Jean .	5,152	12,545	244
							St-Gilles	4,762	10,895	229
							St-Josse-ten-N. .	4,146	9,200	222
							Schaerbeek . . .	7,981	15,721	194
	Louvain	8,565	16,544	24,707	54	66	Louvain	7,435	8,757	118
							Tirlemont	3,074	3,408	111
	Nivelles	2,918	18,480	21,598	14	86	Nivelles	1,956	2,511	128
							Wavre	1,647	1,685	102
	LA PROVINCE . .	63,114	64,919	127,155	50	50		69,416	142,959	206

(1) Non compris : 1° pour les communes de moins de 5,000 habitants, les maisons d'un revenu cadastral inférieur à 50 francs.

2°	—	de 5,000 à 20,000	—	—	—	42	—
3°	—	de plus de 20,000	—	—	—	60	—

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ELECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.	Nombre total des maisons de ces chefs-lieux et communes principales imposées à la contri- bution foncière au 1 ^{er} janv. 1891.	Nombre de ménages dans ces chefs-lieux et communes prin- cipales d'après le recensement général au 31 décembre 1890.		
		NOMBRE.			PROPORTION %.				Chiffres absolus.	Proportion pour cent maisons.	
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales	Autres communes					
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges . . .	6,422	15,924	20,546	32	68	Bruges . . .	9,163	10,227	112	
	Courtrai . . .	5,442	17,050	22,472	24	76	Courtrai . . .	6,591	6,376	97	
	Dixmude . . .	813	5,956	6,749	12	88	Menin . . .	2,752	2,907	106	
	Furnes . . .	1,569	3,245	4,614	30	70	Dixmude . . .	903	997	110	
	Ostende . . .	2,692	5,494	8,186	55	67	Furnes . . .	1,156	1,389	120	
	Roulers . . .	2,050	9,524	11,574	18	82	Nieuport . . .	608	825	136	
	Thielt . . .	1,079	7,049	8,128	15	87	Ostende . . .	2,892	5,512	191	
	Ypres . . .	5,616	10,554	14,170	26	74	Roulers . . .	3,941	4,101	104	
							Thielt . . .	2,127	2,026	95	
							Ypres . . .	3,108	3,720	120	
							Poperinghe . .	2,501	2,422	97	
		LA PROVINCE . .	25,483	72,556	96,039	24	76		55,722	40,502	113
FLANDRE ORIENTALE.							Alost . . .	4,967	5,071	102	
	Alost . . .	5,584	12,605	18,187	51	69	Grammont . .	2,352	2,558	100	
	Audecarde . .	5,062	3,272	12,354	25	75	Ninove . . .	1,446	1,585	96	
	Eecloo . . .	941	5,801	6,745	14	86	Audenarde . .	1,056	1,290	122	
							Renaix . . .	3,581	3,428	96	
	Gand . . .	27,211	24,096	51,507	55	47	Eecloo . . .	2,417	2,455	100	
							Gand . . .	30,041	36,114	120	
	St-Nicolas . .	4,952	15,108	18,060	27	73	Ledeberg . . .	2,776	2,840	102	
	Termonde . .	1,426	11,697	15,125	11	89	Mont-St-Amand .	2,263	2,544	104	
							Gentbrugge . .	1,787	1,714	96	
							St-Nicolas . .	6,048	5,757	95	
							Lokeren . . .	4,548	4,010	92	
	LA PROVINCE . .	43,176	76,589	119,756	56	64	Termonde . . .	1,760	1,949	111	
HAINAUT.								64,851	70,675	109	
	Ath . . .	1,459	12,742	14,201	10	90	Ath . . .	2,012	2,282	113	
	Charleroi . .	2,859	51,914	54,755	5	95	Charleroi . .	3,506	4,728	135	
	Mons . . .	4,123	55,547	59,470	10	90	Mons . . .	5,577	6,490	121	
							Soignies . . .	2,142	2,164	101	
	Soignies . . .	6,863	16,895	23,758	29	71	La Louvière . .	2,996	5,252	109	
							Braine-le-Comte.	1,918	2,062	107	
	Thuin . . .	2,677	19,819	22,496	12	88	Lessines . . .	1,917	1,851	95	
							Thuin . . .	1,018	1,437	141	
	Tournai . . .	7,004	17,959	24,963	28	72	Binche . . .	2,200	2,229	101	
							Tournai . . .	5,404	7,870	146	
							Leuze . . .	1,451	1,466	102	
							Péruwelz . . .	2,169	2,110	97	
		LA PROVINCE . .	24,965	154,676	179,641	14	86		52,090	57,921	118

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.	Nombre total des maisons de ces chefs-lieux et communes principales imposées à la contri- bution foncière au 1 ^{er} janv. 1891	Nombre de ménages dans ces chefs lieux et communes prin- cipales d'après le recensement général au 31 décembre 1890.							
		NOMBRE.			PROPORTION %.				Chiffres absolus.	Proportion pour cent maisons.						
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes										
LIÈGE.	Huy.	2,992	8,343	10,635	22	78	Huy.	2,758	5,220	117						
	Liège	21,590	27,975	40,563	43	57	Liège	18,524	58,762	212						
							Ans.	1,304	1,636	118						
							Grivegnée. . . .	1,565	1,970	126						
							Bressoux	623	855	137						
							St-Nicolas. . . .	1,072	1,509	122						
	Verviers	4,112	15,547	19,659	21	79	Herstal.	2,657	5,075	116						
	Waremme . . .	457	5,562	5,799	8	92	Verviers	4,191	12,475	298						
	LA PROVINCE.	28,251	57,225	85,456	35	67	Waremme . . .	591	651	110						
												35,085	63,951	193		
LIMBOURG.							Hasselt.	3,572	6,456	10,008	36	64	Hasselt.	2,560	2,652	112
													St-Trond	2,229	2,557	114
													Maeseyck	615	5,460	4,073
	Tongres	1,149	6,994	8,143	14	86							Tongres	1,584	1,845	116
LA PROVINCE.	5,354	16,890	22,224	24	76		6,955	7,905	114							
LUXEMBOURG.	Arlon	914	5,249	4,165	22	78	Arlon	1,071	1,852	173						
	Bastogne	576	2,469	2,845	15	87	Bastogne	505	705	140						
	Marche.	765	5,594	4,157	18	82	Marche.	680	784	115						
	Neufchâteau . .	275	5,650	5,905	5	95	Laroche	407	454	112						
	Virton	550	5,688	6,018	5	95	Neufchâteau . .	596	497	126						
	LA PROVINCE.	2,658	20,450	25,088	12	88	Virton	456	595	136						
												3,495	4,885	140		
NAMUR.							Dinant.	1,938	11,175	13,115	15	85	Dinant.	1,575	1,768	128
	Ciney	865	962	111												
	Namur.	2,964	24,424	27,588	11	89							Namur.	5,327	6,624	199
	Philippeville . .	265	11,412	11,677	2	98							Philippeville . .	282	321	114
	LA PROVINCE.	5,167	47,011	52,178	10	90		5,849	9,675	165						
LE ROYAUME.	242,462	554,107	796,569	30	70		302,572	457,407	151							

ANNEXE I.

Statistique des maisons donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres adoptés par la Commission de revision.

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.
		Nombre.			Proportion p. %.		
		Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	Total. (¹)	Chefs-lieux et communes principales	Autres communes.	
ANVERS.	Auvers	53,249	19,337	52,606	63	37	Anvers. Berchem. Borgerhout.
	Malines. . . .	7,924	11,064	18,988	42	58	Malines. Lierre.
	Turnhout . . .	2,760	9,471	12,231	25	77	Turnhout.
	La province . .	45,935	59,892	85,825	52	48	
BRABANT.	Bruxelles . . .	50,515	25,385	75,896	67	33	Bruxelles. Anderlecht. Etterbeek. Ixelles. Laeken. Molenb.-St-Jean St-Gilles. St-Josse-ten-N. Schaerbeek
	Louvain	7,843	13,889	21,732	56	64	Louvain. Tirlemont
	Nivelles	2,918	14,720	17,638	17	83	Nivelles. Wavre.
	La province . .	61,274	53,992	115,266	53	47	

(¹) Non compris : 1° Pour les communes de moins de 5,000 hab., les maisons d'un revenu cadastral inférieur à 36 frs.

2° Id. de 5,000 à 20,000 id. id. id. à 42 frs.

3° Id. de plus de 20,000 id. id. id. à 72 frs.

(Ces taux sont en concordance avec ceux adoptés par la Commission pour la valeur des habitations.)

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ÉLECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.
		Nombre			Proportion p %.		
		Chefs-lieux et communes principales	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges	5,624	12,911	18,535	30	70	Bruges.
	Courtrai	4,940	14,440	19,389	26	74	Courtrai.
	Dixmude	768	5,655	6,423	12	88	Menin.
	Furnes	1,352	2,857	4,189	32	68	Dixmude.
	Ostende	2,659	5,679	8,338	32	68	Furnes.
	Roulers	1,685	8,408	10,095	17	83	Nieuport.
	Thielt	1,079	6,158	7,237	15	85	Ostende.
	Ypres	3,616	9,090	12,706	28	72	Roulers.
							Thielt.
	La province. .	21,712	65,198	86,910	25	75	Ypres.
FLANDRE ORIENTALE.							Poperinghe.
	Alost	5,074	9,756	14,830	34	66	Alost.
	Audenarde. . .	3,062	7,755	10,817	28	72	Grammont.
	Eecloo	941	5,055	5,994	16	84	Ninove.
	Gand	25,929	20,862	44,791	55	47	Audenarde.
	St-Nicolas. . .	4,529	11,626	16,155	28	72	Renaix.
	Termonde. . .	1,526	10,805	12,129	11	89	Eecloo.
	La province. .	38,861	65,855	104,716	57	63	Gand.
							Ledeberg
							Mont-St-Amand
HAINAUT.	Ath	1,459	10,772	12,231	12	88	Gentbrugge.
	Charleroi . . .	2,859	48,826	51,685	5	95	St-Nicolas.
	Mons	3,949	53,207	57,156	11	89	Lokeren.
	Soignies	6,865	15,595	22,258		69	Termonde.
	Thuin	2,677	17,958	20,615	15	87	Soignies.
	Tournai	6,885	14,726	21,609	32	68	La Louvière.
	La province. .	24,670	140,864	165,534	15	85	Braine-le-Comte
							Lessines.
							Thuin.
							Binche.

PROVINCES.	ARRONDISSE- MENTS.	MAISONS DONNANT DROIT A L'ELECTORAT.					DÉSIGNATION des chefs-lieux et communes principales.
		Nombre.			Proportion p %.		
		Chefs-lieux et communes principales	Autres communes.	TOTAL.	Chefs-lieux et communes principales.	Autres communes.	
LIEGE	Huy.	2,292	6,479	8,771	26	74	Huy. Liège. Ans. Grivegnée. Bressoux. St-Nicolas. Herstal.
	Liège	20,595	24,029	44,624	46	54	Verviers. Waremm.
	Verviers	4,070	14,509	18,579	22	78	
	Waremm	391	4,122	4,513	9	91	
	La province. . .	27,548	48,959	76,287	36	64	
LIMBOURG.	Hasselt	3,572	4,911	8,483	42	58	Hasselt. St-Trond.
	Maeseyck	555	2,740	3,295	17	83	Maeseyck.
	Tongres	1,149	5,573	6,722	17	83	Tongres.
	La province. . .	5,276	13,224	18,500	29	71	
LUXEMBOURG.	Arlon	914	2,671	3,585	25	75	Arlon.
	Bastogne	555	1,876	2,231	16	84	Bastogne.
	Marche.	671	2,599	3,270	21	79	Marche. Laroche.
	Neufchâteau . .	246	4,644	4,890	5	95	Neufchâteau.
	Virton	502	4,713	5,015	6	94	Virton.
NAMUR.	La province. . .	2,488	16,505	18,991	13	87	
	Dinant	1,906	9,150	11,056	17	83	Dinant. Ciney.
	Namur.	2,886	20,830	23,716	12	88	Namur.
	Philippeville . .	252	9,686	9,938	3	97	Philippeville.
	La province. . .	5,044	39,666	44,710	11	89	
	Le royaume . . .	230,606	484,135	714,759	32	68	

ANNEXE J.

Tableau indiquant, pour les chefs-lieux d'arrondissement administratif et pour quelques communes principales, le nombre des cotisations à la contribution personnelle de l'exercice 1892 du chef des parties de maison prises en location du propriétaire ou premier locataire non habitant, lesquelles, aux termes de l'article 8 de la loi du 28 juin 1822, sont considérées comme des habitations distinctes dont l'occupant principal est directement redevable de l'impôt.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	CHEFS-LIEUX	Nombre des cotisations s'élevant en principal et additionnels au profit de l'Etat à		TOTAL	TOTAL	Observations.
		et communes principales.	moins de 10 francs.	10 francs et plus.	par Commune.	par Arrondissement.	
ANVERS.	Anvers.	Anvers.	282	1,905	2,187	2,318	
		Borgerhout.	8	95	105		
		Berchem.	5	23	28		
	Malines	Malines	28	7	35	35	
		Lierre.	"	"	"		
	Turnhout	Turnhout	"	"	"		
BRABANT.	Bruxelles.	Bruxelles.	271	2,932	3,203	5,372	
		Anderlecht	26	264	290		
		Etterbeek	5	24	27		
		Ixelles.	25	209	234		
		Laeken	"	70	70		
		Molenbeek-Saint-Jean.	48	565	413		
		Saint-Gilles.	47	502	549		
		Saint Josse-ten-Noode.	26	250	276		
		Schaerbeek.	12	298	310		
	Louvain	Louvain	"	"	"		
		Tirlemont	"	"	"		
	Nivelles	Nivelles	"	"	"		
		Wavre.	"	"	"		
FLANDRE OCCIDENTALE.	Bruges.	Bruges.	"	"	"		
	Courtrai.	Courtrai.	"	"	"		
		Menin.	"	"	"		
					A Reporter.	7,725	

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	CHEFS-LIEUX et communes principales.	Nombre des cotisations s'élevant en principal et additionnels au profit de l'Etat à		TOTAL par	TOTAL par	Observations.
			moins de 10 francs.	10 francs et plus.	Commune.	Arrondissement.	
FLANDRE OCCIDENTALE (Suite).	Dixmude. . .	Dixmude.	»	»	»	Report.	7,725
	Furnes. . . .	Furnes.	»	»	»	2	
		Nieuport.	2	»	2		
	Ostende . . .	Ostende	»	»	»	118	
	Roulers . . .	Roulers	»	»	»		
	Thielt	Thielt.	»	»	»		
	Ypres.	Ypres.	91	27	118		
		Poperinghe.	»	»	»		
	Alost	Alost	»	»	»	452	
		Grammont	»	»	»		
		Ninove.	»	»	»		
FLANDRE ORIENTALE.	Audenarde . .	Audenarde	28	424	452	119	
		Renaix.	»	»	»		
	Eecloo. . . .	Eecloo.	»	»	»	45	
	Gand	Gand	5	53	58		
		Leuvenberg.	60	2	62		
		Mont-Saint-Amand. .	»	»	»		
		Gentbrugge.	18	1	19		
	Saint-Nicolas.	Saint-Nicolas.	»	»	»		
		Lokeren	»	»	»		
	Termonde . .	Termonde	»	»	»	45	
HAINAUT.	Ath.	Ath.	»	»	»		
	Charleroi. . .	Charleroi.	»	»	»		
	Mons	Mons	14	31	45	45	
					A Reporter.	8,461	

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS.	CHEFS-LIEUX et communes principales.	Nombre des cotisations s'élevant en principal et additionnels au profit de l'Etat à		TOTAL	TOTAL	Observations.
			moins de 10 francs.	10 francs et plus.	par Commune.	par Arrondissement.	
HAINAUT (suite).	Soignies. . .	Soignies	"	"	"	8,461	
		La Louvière.	"	"	"		
		Braine-le-Comte . . .	"	"	"		
		Lessines	"	"	"		
	Thuin . . .	Thuin.	"	2	2	2	
		Binche	"	"	"		
	Tournai. . .	Tournai	"	18	18	18	
		Leuze.	"	"	"		
		Péruwelz.	"	"	"		
	LIÈGE.	Huy	Huy	"	"	"	
Liège.			254	656	910		
Liège		Ans	"	2	2		
		Grivegnée	"	"	"		
		Bressoux.	1	"	1		
		Saint-Nicolas	"	"	"		
		Herstal	"	"	"		
Verviers. . .		Verviers	155	655	790	790	
Waremme . .		Waremme	1	1	2	2	
LIMBOURG.		Hasselt . . .	Hasselt	2	14	16	30
	Saint-Trond.		3	11	14		
	Maeseyck . .	Maeseyck	"	2	2	2	
	Tongres . . .	Tongres	2	6	8	8	
LUXEMBOURG.	Arlon	Arlon.	7	17	24	24	
	Bastogne . .	Bastogne.	1	3	4	4	
	Marche . . .	Marche	"	"	"	6	
		Laroche	"	"	"		
	Neufchâteau .	Neufchâteau. . . .	"	"	"		
	Virton	Virton	1	5	6	6	
NAMUR.	Dinant . . .	Dinant	"	1	1	108	
		Ciney.	"	"	"		
	Namur	Namur	29	79	108		
	Philippeville .	Philippeville. . . .	"	"	"		
Le royaume. . .						10,369	

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTING VAN 24 FEBRUARI 1893.

XLV.

HERZIENING VAN ARTIKEL 47 DER GRONDWET (¹).

VERSLAG

UIT NAAM DER COMMISSIE (¹) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE SMET DE NAeyer.

MIJNE HEEREN,

Zal het kiesrecht algemeen gemaakt worden? Zal men er zich integendeel bij bepalen het uit te breiden op zulke wijze dat geene enkele klas der

- (¹) Verklaringen der Wetgevende macht, n° 3, I (*Staatsblad* van 23 en 24 Mei 1892, N° 144 en 145).
Regeling van proceduur, n° 19, II.
Lijst der leden van de Commissie, n° 20, III.
Voorstellen van verschillende Volksvertegenwoordigers, n° 12, IV.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 21, VIII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 23, X.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 25, XII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 29, XVI.
Programma en uitslagen van de examens der militiens. Statistiek van den staat van hun onderwijs; statistiek der onderofficieren, korporaals en soldaten die het leger verlieten met het getuigschrift van goed gedrag, n° 30, XVII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 31, XVIII.
Nota betreffende de werkmanswoningen, n° 32, XIX.
Voorstel tot herziening van artikelen 47 en 48, n° 33, XX.
Statistiek der mannelijke bevolking, naar ouderdom van 21 tot 40 jaar, n° 34, XXI.
Algemeene samenvatting der meerderjarige burgers met het oog op hun verblijf, n° 35, XXII.
Wetsontwerp houdende regeling van de kiesbevoegdheid voor de Tweede Kamer der Staten-Generaal en voor de Provinciale Staten in Nederland, n° 36, XXIII.
Statistiek der huizen die het kiesrecht geven, n° 37, XXIV.
Tabel waarin het getal kiezers aangegeven wordt die van de kiezerslijsten geschrapt werden tengevolge der vrijstelling aan de werkmanswoningen verleend, n° 38, XXV.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 39, XXVI.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 40, XXVII.
Amendementen aan het voorstel tot herziening van artikelen 47 en 48, n° 41, XXVIII.
Voorstellen betreffende de herziening der Grondwet, n° 46, XXXIII.
Statistiek der onderstandgenietende personen, n° 46, XXXIV.
Nota betreffende de voorstellen tot herziening, vervat in het stuk n° 46, XXXIII; n° 48, XXXV.
Aanmerkingen op de bedenkingen van den heer Verslaggever der middenafdeeling in antwoord op de nota der minderheid, in datum van den 7ⁿ September 1891, n° 49, XXXVI.
Voorstel betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 50, XXXVII.
Nota over de regeling der in de Grondwet te schrijven voorwaarden, n° 51, XXXVIII.
Voorstel tot herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 52, XXXIX.
Amendement aan het voorstel tot herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 53, XL.
Algemeene herhaling van de opgaaf per provincie en met het oog op de verblijfplaats der meerderjarige Belgische burgers, n° 54, XLI.
Tabel der stemmingen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan, tot 14 Januari 1893, n° 55, XLII.
Amendementen aan artikelen 47 en 47^{bis} der voorstellen betreffende de herziening van artikel 47 der Commissie, voorgesteld door den heer BEERNAERT, n° 56, XLIII.
Tabel der stemmingen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan, tot 30 Januari 1893, n° 57, XLIV.
(²) N° 20, III (buitengewone zitting van 1892).

bevolking uitgesloten worde, maar met de zorg om, door den billijken eisch van een minimum van bekwaamheid, de uitsluitende overheersching van het getal, het overwicht der minst verlichte klas op de andere klassen te verhinderen?

Ziedaar het vraagstuk van grondbeginsel dat het debat heeft overheerscht in den schoot uwer commissie tot Grondwetherziening, en dat zich noodlottig zal opdringen bij de eerstkomende beraadslagingen der Kamers.

Nochtans hebben wij, in de hiernavolgende ontleding der verschillende voorstellen welke aan de Commissie werden onderworpen, stelselmatig vermeden te herhalen wat tegen of voor het beginsel zelf van het algemeen-gemaakt stemrecht werd gezegd; wij hadden niets anders kunnen doen dan bewijsvoeringen herhalen, waaraan de tribune en de drukpers eene ruimschoots voldoende ruchtbaarheid hebben gegeven.

Voorstellen strekkende tot het algemeenmaken van het kiesrecht.

Met opzet bezigen wij de woorden : algemeen-gemaakt kiesrecht. Trouwens, niemand heeft in de Commissie, ten minste in theorie, het eenvoudig algemeen kiesrecht opgehemeld, dat is het gelijkmakend, niet ingericht stemrecht voor al de meerderjarigen van 21 jaar, het stelsel waarvan het eindpunt door den heer J. Volders, met eene duidelijkheid en eene openhartigheid die hem vereeren, werd aangeduid op het jongste werkerscongres te Namen : « Het doel der werkende klas, riep de hoofdsteller van *Le Peuple* » uit, is het bewind te veroveren en niet de belangen met elkaar te verzoenen. De eigenlijke wet van het socialisme moet zijn de *vrije uitoefening* » *der macht van het getal* te bewerken. Het algemeen kiesrecht is jong, maar » zoodra de massa er zich van weet te bedienen, zal het de meerderheid verwerven. »

Wat betreft den ouderdom en het verblijf, verzendt het voorstel van den heer Hanssens naar de kieswet; 't voorstel van den heer Nothomb eischt 25 jaar en drie jaar verblijf; dit van den heer Sabatier, 25 jaar en voorwaarden van verblijf door de kieswet te bepalen. (Bijlage B.)

De andere voorstanders van het algemeen-gemaakt kiesrecht hebben insgelijks het inzicht uitgedrukt zich niet onhandelbaar te toonen nopens de vraagstukken van ouderdom en verblijf. Hun doel, hebben zij verklaard, is gelijkheid — gelijkheid onder de mannelijke burgers — veeleer dan algemeenheid. Zij gingen eenen stap verder : overtuigde voorstanders van gelijkheid bij het toekennen van het kiesrecht, nemen zij zeker verschil aan in de uitoefening van dat recht, ten minste wat de verkiezingen voor den Senaat betreft.

Daarenboven zijn zij van oordeel dat de algemeenmaking van het kiesrecht verzacht zou worden door het opnemen, in onze wetgeving, van de Volksraadpleging en van het stelsel der streng evenredige vertegenwoordiging van de partijen.

Ziehier overigens hoe de *Réforme*, aan een behoudsgezind blad antwoordende, het herzieningsprogramma van de radicale linkerzijde samenvat :

» In ruiling voor de noodzakelijke, onvermijdelijke toegeving van het
 » algemeen stemrecht, bieden wij de Regeering behoudsgezinde waarborgen
 » van groot belang aan, die door de radicalen in geen enkel ander land
 » worden gegeven en waarvan wij, ten prijs van pogingen waarmede men
 » rekening zou mogen houden, het nut deden begrijpen aan diegenen onzer
 » vrienden die er eerst weinig toe geneegen waren : het koninklijk Referen-
 » dum en de Volksraadpleging, die het dubbel nut oplevert de misbruiken
 » van het parlementarisme te verbeteren en de katholieken te vrijwaren
 » tegen iedere inbreuk welke eene parlementaire meerderheid geneigd zou
 » kunnen wezen op hunne overtuiging te maken ; de evenredige vertegen-
 » woordiging, die iedere minderheid vrijwaart tegen vernietiging en in de
 » stadhuizen evenals in de Kamers de aanwezigheid verzekert van de beza-
 » digde en ervaren mannen van elke partij ; het behoud van den Senaat en
 » dezes herinrichting op den grondslag der vertegenwoordiging van de
 » belangen, gevraagd door alle uitstekende mannen der behoudsgezinde
 » partij en die, naar het schijnt, het ideaal zelf is der verstandige katholieken
 » evenals der socialisten van den « predikstoel (1) ».

Men kan in het oneindige redetwisten over de waarde dezer nieuwigheden, welke men (in 't Fransch) het « stelsel der drie R's » heeft genoemd.

Het is mogelijk zich zulke staatkundige instellingen, zulken maatschappelijke toestand in te beelden die de toepassing van elk harer rechtvaardigen zou. Maar voor 't oogenblik komen geene academische redetwisten te pas : men dient een zeer duidelijk begrip te hebben van de gevolgen die de invoering dezer drie hervormingen voor België's instellingen zou hebben, instellingen die gedurende meer dan zestig jaar den bloei der natie hebben verzekerd en welke tot hiertoe niemand openlijk dorst aanranden.

Wij leven onder eene grondwettige en parlementaire monarchie ; welnu, deze wijze van zijn van het vertegenwoordigend stelsel wordt — men schijnt het soms te vergeten — beheerd door bijzondere regels, welke men niet ongestraft zou kunnen overschrijden.

Het parlementair stelsel brengt eene inrichting-mede, bij middel waarvan het volk, door zijn kiezerskorps vertegenwoordigd, zich op een zeker getal afgevaardigden ontlast van de taak die het niet zelf kan verrichten ; het berust geheel en al — men heeft het in uitmuntende bewoordingen gezegd — op eene uitlezing, door de kiezers gedaan van hen die het best in staat zijn het volk te vertegenwoordigen en als eenen bond te vormen van het verstand tegen de getalsterkte der onvoldoend onderwezen en al te gemakkelijk te verleiden massa.

Gansch anders is het stelsel der rechtstreeksche wetgeving, waarvan het

(1) La *Réforme*, nummer van 15 Februari 1893.

Referendum en het recht tot volksinitiatief natuurlijke eigenschappen zijn, en welke Rousseau in zijn *Contrat social* afschiet als volgt : « De souvereiniteit mag niet vertegenwoordigd worden, om dezelfde reden waarom ze » niet vervreemd mag worden. De volksafgevaardigden mogen niets anders » zijn dan 's volks commissarissen. Iedere wet die door het volk niet werd » bekrachtigd, is nietig. »

Onder het parlementaire stelsel, zijn de Kamers een der factoren van de wetgevende macht. Doch hare rol bepaalt zich daarbij niet : zij oefenen ook eenen werkdadigen ofschoon onrechtstreekschen invloed uit op den geheelen gang der Regeering, op de werking van de uitvoerende macht.

Inderdaad, indien de Koning, naar den wensch der Grondwet, zijne ministers kiest en afstelt, zijn deze voor de Kamers verantwoordelijk. Feitelijk kan de Koning geene andere mannen roepen om deel uit te maken van het Kabinet, dan die welke door de meerderheid aangenomen zijn en dezer vertrouwen genieten. Aldus is de parlementaire meerderheid bekleed met een doelmatig toezicht over den gang der zaken, en 't is in dien zin dat men heeft kunnen zeggen dat onder eene grondwettelijke monarchie, aan het parlementair stelsel onderworpen, de Koning regeert maar niet bestuurt.

Uit voorgaande bedenkingen — waarvan de uiteenzetting in de huidige omstandigheden niet gansch ongepast scheen — blijkt zonneklaar dat de wetgevende verkiezing geen mandaat toekent in den strenggenomen zin van dat woord : 't is eene keus, zooals wij herinnerden in zitting van 4 Mei 1892, eene keus uitgebracht op den man welken men het meest geschikt acht om goed het ambt van wetgever waar te nemen ; 't is — ten minste het moet zijn — de keus van den man met gezond verstand, rechtvaardig, verlicht, vastberaden, vaderlandslievend, 't is te zeggen *bezield met het gevoel van 't gezamenlijk belang des volks*. Die man is aan den kiezer niet verbonden door eene overeenkomst, welke hem aan dezen ondergeschikt maakt : de kiezer duidt hem aan, maar 't is de wet die hem bekleedt met een gedeelte van het souverein ambt, *in 't belang van al zijne medeburgers*, welke ook hunne politieke denkwijze zij of de streek die zij bewonen ; 't is de wet die van hem een openbaar man maakt. Men mag van den man die in den raad der natie plaatsneemt zeggen dat *hij, als gekozene, door geene hoegenaamde overeenkomst verbonden is aan welk bijzonder belang ook ; hij is maar verbonden door den plicht aan het belang van het vaderland alleen*.

Dat zijn wel, onder het parlementair stelsel, het karakter, de aard der verkiezing, beschouwd uit het oogpunt van den band die den verkozene aan zijne kiezers hecht. Maar dat is als 't ware de subjectieve kant der zaak, en wij hebben ook tot plicht ze van den objectieven kant te onderzoeken.

Wat is, onder het parlementair stelsel, het doel van iedere wetgevende verkiezing? Moet men eenvoudig in de wetgevende Kamers de uitstekendste mannen uit het volk brengen, die welke in verschillend opzicht het best de veelvuldige strekkingen der openbare meening vertegenwoordigen? 't Ware eene erge dwaling de opvatting van het kiesvraagstuk in zulke enge greuzen te omsluiten. Ongetwijfeld is de louter vertegenwoordigende kant van groot gewicht, doch hij dient ondergeschikt te blijven aan het doeleinde zelf

der verkiezing, 't is te zeggen aan de samenstelling en aan de leiding eener Regeering.

Wat zoekt men bij de samenstelling eener Regeering? Eenen vastberaden wil, eene bepaalde richting ten einde eene doorgaande aanhoudende werking uit te oefenen. Tegenspraak, aarzeling, onvastheid van beslissingen, dat alles strijdt met de uitoefening van het Regeeringsambt.

Zeker is het natuurlijk en onvermijdelijk dat de lieden over het bestuur der Regeering verschillende en vaak tegenstrijdige begrippen hebben. Daaruit ontstaat de vorming der partijen. De groep die de meerderheid uitmaakt, stelt de mannen voor met het bestuur gelast. De partij die de minderheid uitmaakt, is de oppositie.

Het doel der oppositie is de meerderheid te verwerven en op hare beurt aan 't bewind te geraken. Haar eerste plicht is een regeeringsstelsel te hebben, het bekend te maken, het door alle eerlijke middelen aan te bevelen, en het te vergelijken met het stelsel dat wordt toegepast door de mannen die 't bewind in handen hebben : derhalve moet zij de daden der Regeering van dichtbij nagaan, om ze, zoo noodig, met openhartigheid en goede trouw af te keuren.

Dat is, men mag het zeggen, de voornaamste taak der minderheid; hare rol vervullende werkt zij mede om aan de Regeering hare goede richting te geven; ze doet de regeerenden op hunne hoede zijn, vestigt de aandacht op hunne fouten, en indien zij er in volharden, volgt zij hun wettiglijk op. Want het bewind is de prijs van den wedstrijd die tusschen de partijen voor de beste richting der Regeering is geopend.

Maar om hare zending te vervullen, is 't noodig dat de minderheid zelve zoo homogeen mogelijk zij, en terecht mag men beweren dat het uiteenloopen der leerstelsels en de verbrokkeling der parlementaire groepen even nadeelig werken op den invloed der minderheid als op dien der ministers die aan 't bewind zijn en der meerderheid waarop zij zich steunen.

Zijn dat inderdaad — en wij meenen ze nauwkeurig samengevat te hebben — de onontbeerlijke voorwaarden voor eene goede inrichting der openbare machten onder eene grondwettige en parlementaire monarchie, dan zal het ons voldoende wezen, om de verdiensten der voorgestelde nieuwigheden te beoordeelen, in korte woorden den invloed te doen kennen dien ze op de werking van het grondwettig raderwerk zouden hebben; 't is enkel aan de vruchten dat men de waarde van den boom erkent.

Het Volksreferendum. — Wij toonden het reeds aan, 't behoort tot den aard zelf van het parlementaire stelsel, dat de gekozenen van het kiezerskorps met vollen gezag bekleed worden.

Zij moeten, onder hunne verantwoordelijkheid, uitspraak doen over alles wat den Staat aanbelangt.

Zij hoeven niemand te raadplegen.

Dien toestand te willen wijzigen in den zin van het voorstel der heeren Feron, Lepoutre, Thiriar, Janson, Lambiotte en Richald, is, zooals onze collega, de heer Schollaert, in 't verslag over de herziening van artikel 26 der

Grondwet zeer wel zegt, de rechten der menigte willen uitbreiden en het overwicht van 't getal willen verzekeren zoowel op de wetgevende vergaderingen als op de uitvoerende macht.

De evenredige vertegenwoordiging. — Niemand betwist dat meer dan een raderwerk van onze politieke inrichting voor verbetering vatbaar is.

Het overwicht der groote arrondissementen — en met name de macht die een handvol kiezers van het arrondissement Brussel hebben om in den schoot der Kamer van Volksvertegenwoordigers zes-en-dertig stemmen te verplaatsen, — de hevigheid van den kiesstrijd in zekere districten, en de misbruiken waartoe ze aanleiding geeft; de politieke onverschilligheid welke zich meester maakt van de streken waar de minderheid wanhoopt de meerderheid te bekomen, de wederzijdsche overheersching der partijen welke overeenkomt met onze verdeeldheden van rassen; de wel eens overwegende invloed van weinig aanbevelenswaardige vlottende elementen; het gevaar eene minderheid, die in weerwil van hare belangrijkheid uit het Parlement gesloten blijft, te zien beproeven om bij middel van revolutionnaire kuiperijen iets te bekomen hetwelk zij van op de nationale tribune niet kan eischen, dat zijn buiten kijf voor de regelmatige werking onzer parlementaire instellingen, oorzaken van zwakheid die het noodig is te doen verdwijnen en waarvoor de toepassing, binnen redematige palen, van het beginsel der vertegenwoordiging der minderheden, een doelmatig hulpmiddel zou wezen.

Maar dat is de beteekenis niet van de zoogezegde toegeving die aan de behoudsgezinde partijen wordt gedaan. Ze wordt hun voorgesteld als een waarborg tegen de overheersching van 't getal, als het middel om, als 't ware, het algemeen stemrecht te bedwingen, om het met de werking der bestaande instellingen te doen overeenkomen. Welnu, in dat opzicht is de streng genomen evenredige vertegenwoordiging ondoelmatig en tevens gevaarlijk. Ondoelmatig, want het spreekt van zelf dat een stelsel van gelijkheid van kiesrecht, zelfs indien het door de vertegenwoordiging der minderheid getemperd werd, immer het recht van beslissing en van bevel aan de talrijkste bataljons zal geven; gevaarlijk, want de verbrokkeling der partijen, onvermijdelijk gevolg van het stelsel zooals het door de radicale linkerkant wordt aangeraden, zou op den duur het Parlement van allen gezag berooven en, met behulp van het algemeen stemrecht, de spijl der Regeering verplaatsen ten behoeve van de rechtstreeksche inmenging der menigte in het wetgevend domein.

De voorstanders van de streng genomen evenredige vertegenwoordiging geven zich zeer nauwkeurig rekenschap van de opwerping dat hun stelsel noodzakelijk de partijen zal verbrokkelen en vernietigen. Zij doen hun best om ze te weerleggen, maar dat gelukt hun niet tot hiertoe.

Twee manieren om de mandaten over de verschillende lijsten van candidaten te verdeelen, werden tot hiertoe uitgedacht: het stelsel der geforceerde breuken en dat van den gemeenen deeler, dit laatste beter gekend onder den naam van den uitvinder, den heer D'Hondt, hooglecraar te Gent. Het eerste stelsel werd onlangs in 't kanton Ticino beproefd; de ondervinding deed het voor goed veroordeelen. De aanhangers van de evenredige vertegen-

woordiging erkennen zelve dat het stelsel der geforceerde breuken vergemakkelijkt de verdeeling der partijen, het lokt ze zelfs uit; maar, verzekeren zij, 't zelfde kan niet worden gezegd van het stelsel D'Hondt: dit laatste, beweren zij, eischt eendracht, groepeerings. Zonder aarzelen erkennen wij dat het stelsel D'Hondt beter is dan dat der geforceerde breuken; gaarne geven wij toe dat eene partij, met die wijze om de zetels te begeben, er geen rechtstreeksch belang bij heeft zich te verdeelen. Doch 't is niet in die termen dat de quaestie moet gesteld worden. 't Is niet voldoende te bewijzen dat eene partij zich bij de verkiezingen verzwakt wanneer ze zich verdeelt, iets wat men reeds vermoedde, de quaestie is of de evenredige vertegenwoordiging, zooals de aanhangers van het stelsel D'Hondt ze begrijpen, wapens geeft aan de weinig kiesche politiciëns die minder bekommerd zijn om hunne partij te verzwakken, dan om de vooroordeelen, de driften en de conflicten van belangen die altijd in een kiezerskorps van eenige uitgebreidheid in kiem bestaan, in hun eigen belang te exploiteeren.

Het tijdschrift *la représentation proportionnelle* behelst dienaangaande bekentenissen welke het niet overbodig is hier aan te stippen.

Ziehier wat ze schrijft :

« Vele uitstekende geesten, behorende tot het Parlement, tot het leeraars korps, tot de drukpers, vreezen hoegenaamd niet onze politieke partijen in de war te brengen en te breken. 't Zijn de voorstanders van de vertegenwoordiging der belangen. In hunne ontwerpen bekommeren ze zich geenszins om wat men heet « onze oude historische partijen », en in hunne verschillende en veelkleurige plannen van vertegenwoordiging der maatschappelijke belangen, trekken ze zich de *verbrokkeling onzer politieke groepen* of de handhaving onzer eenige verdeeling in katholieken en liberalen hoegenaamd niet aan.

» Onder de voorstanders van de vertegenwoordiging der belangen, zijn er die het beste middel om tot hun doel te komen in de evenredige vertegenwoordiging zelve zien. Tot hiertoe is die hoop voorbarig. Zoolang het politieke vraagstuk den voorrang heeft en de partijen hare rol spelen, zal onze hervorming slechts de evenredige vertegenwoordiging der partijen zijn. Maar indien de vraagstukken van belangen, de economische en sociale vraagstukken vroeg of laat den voorrang bekomen, dan ja — doch die tijd is nog niet nabij — zal onze hervorming door eene langzame vervorming de evenredige vertegenwoordiging der belangen worden ⁽¹⁾.

En verder :

» Indien wij voorstanders waren van 't individualisme en van de verbrokkeling der partijen, zou de stemmig over een enkelen naam en bij eenvoudige

(1) *La représentation proportionnelle*, 12^e jaarg. Januari-Februari 1892, bl. 14.

meerderheid onze voorkeur bekomen : Zij is 't die in Italie en nog elders de gekende fraaie uitslagen kon geven voor de indeeling der politieke groepen⁽¹⁾.

Zonderlinge logica, waarlijk ! Aan hen die aan de evenredige vertegenwoordiging, wanneer ze zonder beperking, zonder maat wordt toegepast, verwijten dat ze den samenhang der partijen vernietigt, dat ze èn de meerderheid èn de minderheid met onmacht slaat en bijgevolg den geregelde gang van 't parlementaire stelsel onmogelijk maakt, antwoordt men enkel dat dezelfde noodlottige uitslagen bekomen zouden worden met de stemming op een enkelen naam of met de vertegenwoordiging der minderheden. Die vergelijking is inderdaad zeer juist ; maar in stede van den lof der evenredige vertegenwoordiging er in te vinden, beschouwen wij ze slechts als de veroordeeling der twee andere stelsels voor zooveel de toepassing er van wordt gemaakt op de wetgevende verkiezingen.

Deze weinige beschouwingen moeten niet aanzien worden als eene zelfs onrechtstreeksche critiek van de voorstellen der Regeering tot wijziging van den tekst van artikel 48 der Grondwet. 't Geldt hier immers vraagstukken welker oplossing volgens ons, zooals volgens de Regeering, door den gewonen wetgever moet geregeld worden. Onze premissen toonen overigens aan dat wij persoonlijk niet tegen eene meer redematige vertegenwoordiging der minderheid zijn en dat onze critieken slechts de toepassing bedoelen welke sommigen willen maken van dat beginsel zonder zich om de noodwendigheden van het parlementair regiem te bekommeren.

Indien men ons uitnoodigde om het terrein der critiek te verlaten en eene stellige oplossing voor te stellen, zouden wij de elementen er voor vinden in een voorstel vroeger gedaan door den betreurde heer Pirmez, wiens hooge bevoegdheid door de aanhangers der hervorming zeker niet zal geloofwaardig worden. Inderdaad, om al de voordeelen te verwezenlijken die wij hebben opgesomd, en tevens het zeer ernstig gevaar te weren waarop wij goed gevonden hebben de aandacht te vestigen, zou het voldoende zijn in de kieswet te bepalen dat men om gekozen te zijn, het derde der stemmen plus eene moet bekomen hebben. Er is schier geen arrondissement in 't land waar de minderheid in die voorwaarden niet kan hopen haar aandeel van de vertegenwoordiging te bekomen. Op eene voorwaarde echter, dat er in hare rangen eene betrekkelijke eendracht heersche. Zooals een overtuigd aanhanger der evenredige vertegenwoordiging zeer wel zegt : « Indien de » onderdeelen eener zelfde partij verbrokkeld blijven, indien zij er niet in » slagen wat eendracht in hare rangen te doen heerschen, indien zij ieder » van hare zijde worstelen, wat zou haar dan het recht geven om te willen » dat het *imperium*, het recht om te besturen en te bevelen, haar gegeven » worde? » ⁽²⁾

(1) *La représentation proportionnelle*, bl. 16.

(2) *Journal de Mons*, n° van 12-15 Februari 1893.

Met dat stelsel zou de verdeeling geschieden volgens den regel van den gemeenen verdeeler (stelsel D'Hondt), die toepasselijk is ook op de arrondissementen welke slechts twee afgevaardigden benoemen.

Geene enkele wijziging zou men mogen toebrengen aan de bestaande kiesdistricten, ten minste voor de Kamer; slechts negen zetels op honderd twee en-vijftig zouden aan de gevolgen der hervorming ontsnappen; dat is een hoeveelheid die men in de praktijk verwaarloozen kan.

De orde van voorrang der candidaten van iedere lijst zou op voorhand bepaald worden door de personen die hen voorstellen en die feitelijk de politieke vereenigingen vertegenwoordigen; het zijn eigenlijk deze laatste die over de candidaturen beslissen. Waarom zouden zij niet meester blijven van de orde waarin die candidaturen zouden voorgedragen zijn? Is 't niet noodig hier het Fransche spreekwoord toe te passen : *Qui peut le plus peut le moins?*

De gemengde stemmingen, de stemmingen van voorkeur zouden verdwijnen, want er zou geene reden meer voor bestaan. Zeker zou men niets minder moeten betreuren dan de veroordeeling der stemmingen of teekens van voorkeur; want, gezien onze kiesgewoonten, zouden die meest altijd slechts de prijs zijn van listen en kuiperijen.

Met een woord, in die voorwaarden zou de wijze van stemming en van opneming der stemmen nog eenvoudiger zijn dan onder het bestaande stelsel het geval is.

De voorstanders der volkomen evenredige vertegenwoordiging zullen ons beschuldigen, 't is zeker, dat wij het land willen dwingen om zich eeuwig te groepeeren in twee politieke partijen. Dat verwijt zou ongegrond zijn. Wij willen niemand dwingen; wij bepalen ons er bij degenen niet in de hand te werken die de homogeniteit der staatspartijen als iets kwaads beschouwen.

Heden wordt eene enkele partij in ieder arrondissement vertegenwoordigd. Met het aangeboden stelsel zouden de partij die de meerderheid heeft en de aanzienlijkste minderheid ieder haar aandeel van de vertegenwoordiging bekomen. Is dat geen vooruitgang, en hoe zou dat drie of zelfs vier partijen beletten nevens elkander in het land te bestaan, indien ze inderdaad aan machtige stroomen der openbare denkwijze beantwoorden?

De vertegenwoordiging der belangen. — Eene in schijn verleidelijke theorie moet in de laatste jaren eenig veld genomen hebben. — Het algemeen erkend nut der groepeeren van de belangen van huishoudkundigen aard, deed bij sommigen het denkbeeld opkomen om op dien zelfden grondslag het gebouw onzer staatkundige instellingen op te trekken.

De voorstanders van dat denkbeeld deinzen niet terug voor de practische moeilijkheden die de tegenwoordige voorwaarden van onzen maatschappelijken toestand opwerpen tegen de toepassing van het stelsel der vertegenwoordiging van de belangen. Op deze tegenwerping, welke men hun maakt, antwoorden zij : « dat eene goede kieswet juist het doelmatigste middel zou » wezen om de door iedereen gewenschte herinrichting te bespoedigen. Men » verzekere aan de beroepen een deel van vertegenwoordiging in de open-

» hare vergaderingen, dan zal men t' allen kant nieuwe inrichtingen zien
» verrijzen ⁽¹⁾.

Van eenen anderen kant brengen zij niet zonder behendigheid in dat het beginsel der voorgestane hervorming zijne wortelen heeft in oude nationale overleveringen, en dat het terzelfder tijd de ontkenning is van het dogma der gelijkheid van de stemming; in dat laatste opzicht werpt het, ten minste in schijn, eenen krachtdiadigen hinderpaal op tegen de misbruiken van het overwicht des getals, dat voortspruiten zou uit eene te groote uitbreiding van het kiezerskorps.

De verschillende formules betreffende de vertegenwoordiging der belangen berusten alle op eenen drievoudigen grondslag: de algemeenheid der vertegenwoordiging, hare gelijkheid niet *per hoofd* maar *per groep*, haar professionneel karakter. We zullen hier niets zeggen over de twee eerste punten van dat programma: ze zijn, onder verschillende vormen, het gezamenlijk doel van hen die zich met het vraagstuk der grondwetsherziening onledig houden. Allen, of bijna allen, betrachten een kiesstelsel waarin niemand de overhand doch waarin iedere klas haar wederzijds deel van invloed zou hebben. We zullen enkel trachten te bewijzen hoezeer het derde punt — het professionneel karakter der politieke vertegenwoordiging — onvereenigaar is met de werking onzer grondwettelijke instellingen.

We bevinden ons werkelijk tegenover eene nieuwe uiting van de zoozeer verspreide dwaling, volgens welke men, onder de generieke benaming van vertegenwoordigend stelsel, de meest verschillende staatkundige instellingen verwart. De vertegenwoordiging der belangen zou ons misschien goede raadgevende Kamers schenken, evenals het mogelijk zou wezen dat zij diensten bewees met het oog op de samenstelling der gemeenteraden in onze groote steden; maar buiten het Parlement zou zij, als onontbeerlijk toevoegsel, eene krachtig ingerichte macht eischen, in wier handen gansch de werking der regeering samengetrokken zou worden. Vagenoeg volstreekte macht van den vorst of onvoorwaardelijke volksregeering, dat zouden de bewoordingen zijn van het dilemma hetwelk weldra tegenover het land gesteld zou worden; moest de tweede dezer oplossingen de overhand behalen, dan zou de hoofdelijke stemming alras in de plaats der stemming per groep of per klas optreden; de lessen van 1789 dienen in dat opzicht niet uit het oog verloren te worden.

Overigens kunnen we niet beter doen dan het woord te verleen aan een overtuigd voorstander der hervorming. Ziehier zijn theoretisch vertoog van het stelsel der vertegenwoordiging van de belangen, in eene taal waarvan de duidelijkheid niets te wenschen laat:

« Het eigenlijk terrein der verkiezingen dat zijn niet de algemeene en
» gezamenlijke belangen van alle burgers, maar *de belangen eigen aan zekere*

(1) Voorstel betreffende de herziening van artikelen 47 en 48 der Grondwet. — Memorie van toelichting van den heer Helleputte, blz 4, n^o 55, XX.

» *klassen der samenleving*; niet de bijzondere belangen, maar de openbare
 » belangen der klassen van burgers; met een woord, het zijn de openbare
 » beroepsbelangen. 't Zijn dus ook die belangen welke, *volgens de tegenstel-*
 » *ling en de vijandigheid die tusschen hen kunnen bestaan*, de verschillende
 » kiesgroepen in 't leven moeten roepen ⁽¹⁾. »

't Is de huishoudkundige strijd, die de eenige bron wordt van het recht tot vertegenwoordiging in de Kamers.

Schrijver komt verschillende keeren terug op de grondgedachte van het stelsel, en wel in de volgende zinsnede :

« Wij beweren dat twee groepen van *rechtstreeks tegenstrijdige belangen*
 » eene *gelijke* vertegenwoordiging moeten hebben, welke ook wederzijdsch
 » hunne getalsterkte weze of de gewichtigheid der belangen die zij willen
 » doen vertegenwoordigen ⁽²⁾. »

Ziehier hoe schrijver de toepassing van het stelsel opvat :

« Om alle grondige maatschappelijke storing te voorkomen, zal het vol-
 » doende wezen aan de drie groote klassen van hoofdzakelijke belangen
 » (kapitaal, arbeid, vernuft) eene gelijke vertegenwoordiging in de wetge-
 » vende Kamers te verleenen. Daarbij bepaalt zich de taak der *Grondwet-*
 » *gevende Kamer*. Verondersteld dat de *wet* het getal leden der Kamer van
 » Volksvertegenwoordigers op twee honderd zestien bepale. Iedere der drie
 » groote klassen van de Natie, kapitalisten, werkerstand en vrije beroepen,
 » zal recht hebben op een derde der gansche vertegenwoordiging, dus op
 » twee-en-zeventig vertegenwoordigers. De latere groepeeringsen worden
 » aan 't *bijzonder initiatief* overgelaten; de wet teekent de ontstane nieuwe
 » groepeeringsen aan en zorgt er voor dat er eene volkomen gelijkheid blijve
 » bestaan onder de verschillende groepen van *rechtstreeks tegenovergestelde*
 » *belangen*. Indien wij veronderstellen dat de burgers, die de klas van het
 » kapitaal vormen, denken zich te moeten splitsen om afzonderlijk het onroe-
 » rend en het roerend kapitaal te doen vertegenwoordigen, dan zullen er
 » zes-en-dertig plaatsen aan iedere van beide groepen worden gegeven. Indien
 » de kiezers der klas van den onroerenden eigendom *denken eene tegenstel-*
 » *ling van belangen te vinden* tusschen den grooten en den kleinen eigendom,
 » dan zullen er achttien vertegenwoordigers gegeven worden aan de twee
 » nieuwe groepen, welke zij zouden wenschen te vormen. En zoo er eene
 » *tegenstelling van belangen kan ontstaan* tusschen den landelijken en den
 » stedelijken eigendom, dan zouden de kiezers van den grooten en van den
 » kleinen eigendom wederzijds aan ieder hunner de helft kunnen toekennen
 » van de vertegenwoordigers waarop zij recht hebben, dus negen plaatsen.

⁽¹⁾ *Les principes de la représentation nationale*, door F. B., blz. 14. Brussel, drukkerij Beequart-Arien, 1892.

⁽²⁾ *Ibid.*, op cit., blz. 24.

» De groep van den roerenden eigendom zou zich op hare beurt kunnen splitsen, bijvoorbeeld volgens de drievoudige toepassing van het roerend kapitaal op landbouw, nijverheid en koophandel. Iedere dier drie groepen zou zich kunnen onderverdeelen in groepen van den grooten en van den kleinen landbouw, van de groote en van de kleine nijverheid, van den groothandel en van den kleinhandel, onder elkander bij helft het getal plaatsen verdeelende, waarop zij recht hebben ⁽¹⁾ ».

En hij voegt er bij dat de taak der vertegenwoordigers van iedere groep zal wezen « *de belangen der gansche groep te verdedigen tegen de mededinging van de andere groepen en van het middenbestuur.* »

Dat is het bestendig conflict verheven tot een regeeringsbeginsel; dat is de klassenstrijd de spil onzer staatkundige inrichting geworden.

Niettemin besluit de schrijver met zekere argeloosheid dat « de gelijke verdeling der plaatsen onder de verschillende groepen van tegenovergestelde belangen volkomen ieders rechten en ieders rust waarborgt ⁽²⁾ ». De rust? misschien! Doch dat kan maar gebeuren op ééne voorwaarde, dat is dat een zoo zonderling samengesteld Parlement zonder macht of gezag weze, wat het land veroorloven zou zijne zaken te verrichten, zonder zich verder om de twisten zijner lasthebbers te bekreunen.

Overigens dient er opgemerkt te worden dat de rol, door den schrijver aan de vertegenwoordigers van iedere groep toegekend, is onophoudelijk te strijden, niet alleen tegen de vertegenwoordigers der andere groepen, maar ook tegen het middenbestuur zelf. De schrijver erkent dus stilzwijgenderwijs dat het beginsel van gezag niet meer zou berusten bij het parlement, maar buiten dat laatste, wat al onze vrees rechtvaardigt.

Betere ingeving had de heer Henri Lambert, in den belangwekkenden brief, door hem den 27ⁿ December laatstleden gezonden aan de *Indépendance belge* en waarvan wij hier een uittreksel laten volgen :

« Over het algemeen is men het eens om als volledig en redematig te beschouwen, de klasseering volgens welke de samenteving in drie klassen wordt verdeeld, ze beschouwende met het oog op hare stoffelijke, verstandelijke en zedelijke belangen, welke overigens de spil der staatskundige bedrijvigheid van iedere partij is.

» Deze drie klassen zijn :

» 1^o De *belangen van het kapitaal*, onder welke rubriek men de nijveraars, handelaars, grond- en roerende eigenaars van elken graad moet rangschikken;

» 2^o De *belangen van het werk*, dat is inzonderheid die van den arbeidenden stand;

» 3^o De *zedelijke en verstandelijke belangen*, dat is degene van alle burgers

⁽¹⁾ *Les principes de la représentation nationale*, blz. 21.

⁽²⁾ *Ibid.*, blz. 24.

zonder onderscheid, maar die meer bijzonderlijk degenen betreffen welke vrije beroepen uitoefenen, 't is te zeggen de magistraten, advocaten, ingenieurs, geneesheeren, geleerden, leeraars, kunstenaars, geestelijken, militairen, ambtenaars, enz.

» Die klasseering treft mij onmiddellijk hierdoor dat al de burgers, in eene van de drie klassen gerangschikt, insgelijks belangen hebben in eene van de beide andere en zelfs, bijna allen, in de twee andere; hebben zij er geene, dan zijn ze in elk geval in staat er nu of later te verwerven.

» Derhalve moet men beginnen met de stelsels te verwerpen die strekken om de natie op zulke wijze te rangschikken dat zij verschillende kiezerskorpsen met tegenovergestelde belangen uitmake. Die stelsels, waarschijnlijk in feite ontoepasselijk, bronnen van onrechtvaardigheid, zooals ik heb bewezen, zouden in elk geval het land niet kunnen voorzien van parlementairen die de noodige gezamenlijke begrippen en de eenheid van betrachtingen bezitten. Hunne toepassing zou overigens de officieële bekrachtiging wezen van dat *verderfelijk, valsch beginsel hetwelk vele lieden tot de meening leidt dat er tegenstrijdige maatschappelijke belangen bestaan; ware dat het geval, dan zou men onmogelijk op vredelievende wijze de maatschappelijke vraagstukken kunnen oplossen*. Ieder man die deze laatste in het oog houdt, bezielde met eenen edelmoedigen geest en zich op een breed genoeg standpunt plaatsende, moet tot dit besluit gekomen zijn: Er bestaan geene werkelijk tegenstrijdige belangen; er bestaan gelijklopende maatschappelijke belangen, *die wel is waar niet alle door eene zelfde bewijsvoering kunnen verdedigd worden, maar die alle voldoening kunnen vinden in dezelfde oplossingen* (1). »

Niemand zal de juistheid dezer bedenkingen ernstig betwisten; zij bewijzen hoe valsch en gevaarlijk in zijne toepassingen het beginsel is, krachtens hetwelk men in de staatkundige sfeer de groepeeringsen zou willen invoeren, die men met reden op huishoudkundig gebied tracht te verwezenlijken. De heer Lambert is van oordeel dat de klasseering moet gebeuren in het te verkiezen korps, niet in het kiezerskorps; wij denken dat het niet noodig is met dat doel zijne toevlucht te nemen tot de tamelijk ingewikkelde raderwerken die hij voorstelt; de belangen der werkende klas zullen genoeg gevrijwaard zijn wanneer deze eene gepaste vertegenwoordiging in het kiezerskorps zal hebben.

Nadat de verschillende formules van algemeen-gemaakt stemrecht achtereenvolgens verworpen waren (zie Bijlage B), werd het voorstel van den heer Helleputte, strekkende om de kiezers volgens hun beroep in drie verschillende groepen te splitsen, op zijne beurt in stemming gelegd en verworpen met 15 stemmen tegen 5; dat van de heeren Feron en medeleden,

(1) *Représentation des intérêts*, door Henri Lambert. — Drukkerij Duculot-Roulin, te Tamines.

tot hetzelfde doel strekkende, maar wat den Senaat alleen betrof, onderging hetzelfde lot; het werd met 11 stemmen tegen 2 verworpen.

Deze stemmingen bewijzen dat de theorie der beroepsgroepeerings van de kiezers weinig weerklink vond in den schoot uwer commissie. Maar buiten de Kamers worden er groote pogingen aangewend om de openbare meening over te halen tot die hervorming welke, moest zij gelukken, den ondergang onzer parlementaire instellingen zou bewerken. Dat is onze verschooning om zoo breedvoerig uitgeweid te hebben en over de onontbeerlijke voorwaarden tot de goede werking van het parlementair stelsel, en over de gevolgen van nieuwigheden, waaraan de stellige uitslag volgens ons, zou wezen het gezag der wetgevende Kamers te niet te doen en de spil van het gezag te verplaatsen.

Niet zonder eenige verwondering hoorde men eenen ondervoorzitter der Kamer op eene meeting de volgende verklaring afleggen :

« Volgens mij is het niet meer in beperkingen, aan het stemrecht opgelegd,
» dat men de oplossing van het vraagstuk moet zoeken, maar in een geheel
» van nieuwe instellingen die een tegenwicht voor het algemeen stemrecht
» zouden wezen en het tegen zichzelf zouden beschermen. Dat heeft het
» programma van 't vooruitstrevend Verbond betracht, een zeer gouverne-
» mentaal programma, waaraan ik, wat mij betreft, zonder aarzelen mijne
» goedkeuring hecht ».

De gouvernementeele strekkingen van het programma des vooruitstrevenden Bonds worden ons bekendgemaakt door de *Réforme*, in een artikel over de Italiaansche verkiezingen, den 12^{en} November laatstleden verschenen.

Na ons de verbrokkeling der politieke partijen in de Italiaansche Kamers afgeschetst te hebben, welke verbrokkeling grootendeels te wijten is aan de stemming over eenen enkelen naam, besluit de *Réforme* als volgt :

« In Italië schijnt men begrepen te hebben dat men om uit dien toestand
» te geraken, uit het parlementarisme moet gaan, een Engelsch-Fransch
» invoerartikel, dat in Italië slecht tehuis behoort. Den dag zelf der ver-
» kiezingen, gaf de *Secola* het teken der propaganda ten voordeele van het
» Zwitsers referendum, evenals hij de gewapende natie op het programma
» der strijdende democratie deed brengen. Men ziet dat de belgische radicale
» politiek navolgers vindt. »

Het parlementair stelsel ten onder brengen, ziedaar dus het gekend doel.
't Ware van belang te weten wat men in de plaats wil geven.

**Voorstel der heeren Graux, Vanderkindere, Buis, Huysmans
en Demot ⁽¹⁾.**

Artikel 47 der Grondwet zou opgesteld worden als volgt :

- » De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt samengesteld uit afge-
» vaardigden rechtstreeks verkozen door de burgers welke de voorwaarden
» in zich vereenigen door de kieswet bepaald.
- » Deze wet zal alleen toelaten om deel uit te maken van het kiezerskorps
» de burgers die, kunnende lezen en schrijven, in staat zijn door eigen mid-
» delen in hun onderhoud en dat van hun gezin te voorzien.
- » Die voorwaarden zullen vastgesteld worden, hetzij door rechtstreeksche
» bewijzen, hetzij door vermoedens, overeenkomstig de wijze door de kies-
» wet bepaald.
- » De bepalingen dezer wet op die punten betrekking hebbende, evenals
» de voorwaarden van onderdom en wettige woonplaats zullen moeten
» gestemd worden bij meerderheid van twee derden der stemmen.
- » Geene enkele stemming zal over deze punten mogen plaats hebben,
» indien de twee derden der leden van elke der twee Kamers niet aan-
» wezig zijn.
- » Deze bepalingen zullen kunnen worden afgeschaft of gewijzigd door
» de wetgevende macht, wanneer deze onder dezelfde voorwaarden beraad-
» slaagt.
- » De kieswet somt de soorten van burgers op die, uit hoofde van onwaar-
» digheid, buiten het kiezerskorps zijn gesloten. »

Ziehier de opsomming, ontleend aan den heer Graux zelf, van de door hem in de commissie ontwikkelde redenen tot staving van dat voorstel :

Nota van den heer Graux.

I.

Wanneer men het algemeen stemrecht ter zijde laat, bestaan er twee hoofdvoorwaarden waarvan men de deelneming der burgers aan de openbare zaken door het kiesrecht kan doen afhangen. Zekere graad van fortuin of ten minste van welstand en zekere graad van verstandelijke ontwikkeling of bekwaamheid.

De wet van 24 Augustus 1883 op het kiesrecht voor provincie en gemeente, alsmede de voorstellen, door den heer Minister van Financiën gedurende het laatste tijdvak der werkzaamheden van de commissie overgelegd, geven

(¹) Voorstel betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet, n^o 50, XXXVII.
Nota op de regeling der voorwaarden, n^o 51, XXXVIII, in de kieswet te schrijven.

de keus van de eene of de andere dier voorwaarden op als grondslag voor het kiesrecht.

Als men slechts eene van beiden eischt, wordt men er toe gebracht of den graad van welstand en den graad van bekwaamheid te hoog te bepalen opdat het kiesrecht in ruimere mate bereikbaar zou zijn voor de werkende klas, of die waarborgen denkbeeldig te maken, door ze te laag te doen dalen.

Men moet aannemen dat men in staat is om kiezer te worden, wanneer men de kennissen bezit die het programma van het volledig lager onderwijs uitmaken of wanneer men 10 frank rechtstreeksche belasting betaalt. Maar als men al degenen die niet bewijzen den eenen of anderen dezer titels te bezitten, van de stembus verwijderd houdt, dan maakt men het verwerven van het kiesrecht te moeilijk voor de werkende klassen.

Indien, van den anderen kant, in dien graad de voorwaarden van welstand en bekwaamheid beschouwd mogen worden als elkander in zekere mate vervangende, verliezen zij die eigenschap van gelijkwaardigheid wanneer men hun peil verlaagt.

Zal de man die door eigen schuld of door rampspoed verplicht is brood aan de liefdadigheid te vragen, in de kennis van lezen en schrijven de onafhankelijkheid terugvinden, die de ellende hem ontnemt? Zal hij die niet lezen kan, die geen begrip heeft van deze wijze van gemeenschap onder de menschen, zonder welke men zich zelfs niet het geringste denkbeeld over de eenvoudigste algemeene belangen kan vormen, geschikt worden om die belangen te beoordeelen, om de eenvoudige reden dat zijn dagloon voor zijne behoeften voldoende is?

Om aan het kiesstelsel een waar volkskarakter te geven, moet men dus zooveel mogelijk de voorwaarden van welstand en bekwaamheid verlagen, maar ze beide terzelfder tijd eischen; men moet het kiesrecht toekennen aan de burgers die, kunnende lezen en schrijven, in staat zijn bij middel hunner eigene middelen in hun bestaan en in dat van hun gezin te voorzien. Dat is eigenlijk het algemeen stemrecht, het kiesrecht voor allen bij uitsluiting van ongeletterden en behoeftigen.

II.

Men kan onmogelijk met volkomen nauwkeurigheid bepalen welk getal kiezers dat stelsel opleveren zou. Spijts herhaalde vragen, heeft de Regeering geene latere statistiek der ongeletterden geleverd, dan die welke zij aan de herzieningscommissie deed uitdeelen betreffende de door de openbare liefdadigheid ondersteunde behoeftigen en deze is gansch onvolledig.

Maar, steunende op de statistiek van 1880 en op den lateren staat van den graad van onderwijs der lotelingen, mag men de verhouding der mannelijke en meerderjarige burgers die niet kunnen lezen en schrijven, op nagenoeg 25 t. h. nemen.

De mannelijke en meerderjarige bevolking bedraagt in België thans 1,600,000 inwoners, waaronder 1,500,000 ten minste twee jaar verblijf hebben. (Stuk XLI, n^o 54 der herzieningscommissie.)

De uitsluitingen, voortkomende van uiterste onwetendheid, zouden dus ongeveer 375,000 bedragen indien men het kiesrecht verleende op den ouderdom van 21 jaar.

De mannelijke bevolking boven de 25 jaar bedraagt 1,400,000 inwoners in ronde cijfers, waaronder nagenoeg 1,300,000 ten minste twee jaar verblijf tellen. Indien men den ouderdom voor het kiesrecht bepaalde op 25 jaar, zouden er dus 325,000 ongeletterden uitgesloten worden.

De uitsluitingen, voortvloeiende uit behoefte, zouden waarschijnlijk in de meeste gevallen vermengd zijn met de eerstgemelde, want de ongeletterden zijn voor een zeer aanzienlijke evenredigheid in de klas der ondersteunden begrepen. Maar verondersteld dat er onder de mannelijke en meerderjarige burgers 5 t. h. ondersteunde personen zijn die kunnen lezen en schrijven, dan zouden de onwetendheid en de behoefte te zamen nagenoeg 30 t. h. der Belgische mannelijke en meerderjarige bevolking uit het kiezerskorps sluiten. Het kiesrecht zou kunnen toegekend worden aan 70 t. h. dier bevolking, indien de politieke meerderjarigheid bepaald werd op 21 jaar, en aan nagenoeg 900,000, indien zij maar verworven werd op den ouderdom van 25 jaar.

Deze cijfers zouden, wel is waar, in iedere veronderstelling nog in zekere mate verminderd worden, uit hoofde der oorzaken van onwaardigheid.

Eindelijk, men mag niet uit het oog verliezen dat de eenige statistiek der ongeletterden die wij bezitten, gesteund is op de niet nagegane aangiften der belanghebbenden en dat eene ernstige proefneming met de kennis van lezen en schrijven ongetwijfeld bewijzen zou dat een nog grooter getal burgers die kennis missen.

Hoe het zij, men mag veronderstellen dat het nieuw kiezerskorps, volgens de aangenomen voorwaarden van ouderdom en verblijf, zou bestaan uit nagenoeg 800,000 tot 900,000 kiezers.

De arbeidende klas zou ruimschoots vertegenwoordigd wezen. Zij zou het zijn door al de burgers die, behalve de gewone invloeden waaraan de menschelijke natuur blootstaat, den prikkel van den honger niet gevoelen. Zij zou het zijn door degenen wier geest eenige ontwikkeling verwierf en die, alvorens te stemmen, ten minste iets zouden kunnen lezen van hetgene geschreven wordt over de openbare belangen, de verkiezingen en de candidaten.

III.

De wensch om de voorstanders eener grootere uitbreiding van het kiesrecht tot een vergelijk te brengen, heeft de onderteekenaars van het voorstel genoopt de hinderpalen te verminderen die zich in de toekomst tegen deze uitbreiding verzetten, indien de voorwaarden tot het kiesrecht in de Grondwet vermeld werden.

Met dat doel ontnemen zij de regeling dier voorwaarden aan de grondwetgevende macht en vertrouwen ze toe aan de wetgevende macht.

Daar men nochtans de bron der openbare machten moet beschermen tegen

verrassingen van wege de partijen, en ze moet onttrekken aan de gevolgen der gewone veranderingen van de kiesstroomen, eischen zij dat, wat de wijziging der grondslagen van het kiesrecht betreft, 's lands wil uitgedrukt worde door eene indrukwekkende en zekere meerderheid.

Daarom stellen zij voor dat de bepalingen der kieswet betreffende de uitsluiting van ongeletterden en van burgers die niet in staat zijn door eigen middelen in hun onderhoud en dat van hun gezin te voorzien, evenals de bepalingen betreffende den ouderdom en het wettig woonverblijf door de Wetgeving maar zouden kunnen gewijzigd of afgeschaft worden met eene meerderheid van twee derden der uitgebrachte stemmen.

De Grondwet bevat reeds verschillende bepalingen, die in andere zaken dezen waarborg bepalen. Voor zekere ernstige maatregelen wil zij dat de Wetgeving uitspraak doe met de buitengewone meerderheid van twee derden. Dat is het doel van artikelen 61 en 62.

Tegen dat voorstel heeft men twee bedenkingen ingebracht : De eenen zegden dat het voor doel heeft artikel 131 der Grondwet te veranderen, de anderen beweren dat het strekt om artikel 38 te wijzigen en dat het, om de eene of andere dier redenen niet omtvankelijk is, vermits er over geene van beide bepalingen eene verklaring tot herziening werd gedaan.

Indien deze tegenwerpingen gegrond waren, zou men het moeten betreuren, want zij zouden een ernstig bestanddeel tot eene minnelijke schikking doen verdwijnen tegenover eene eenvoudige moeilijkheid van parlementaire proceduur. Men zou, niet door eene reden van grondbeginsel, maar door het weglaten eener formaliteit, veroordeeld zijn er van af te zien om de toekomstige kieshervormingen van de grondwettelijke bevoegdheid over te maken naar de wetgevende bevoegdheid; want aan eene gewone meerderheid het recht toekennen om de grondslagen van het kiesrecht te bepalen, dat zou een ernstig gevaar opleveren en het is onmogelijk dit gevaar niet te zien : men zou, niet alleen in de toekomst, aan eene meerderheid die wellicht uit slechts eene enkele stem zou kunnen bestaan, maar van nu af aan eene partij, met uitsluiting der andere, in strijd met den onlangs door het volk uitgedrukten wil, de overgrootste en uitsluitende macht toekennen om het nieuw kiesregiem te regelen.

Maar gelukkiglijk kan de reden tot nietontvankelijkheid, die men inbrengt tegen het opnemen in de Grondwet eener bepaling die, in een nieuw geval, eischt dat de Wetgeving beslisse bij meerderheid van twee derden der stemmen, zelfs niet aan het oppervlakkigste onderzoek weerstaan.

Deze bepaling brengt geene wijziging hoegenaamd toe aan artikel 131 der Grondwet, want dat artikel regelt de voorwaarden en vormen der grondwetsherzieningen, en de nieuwe bepaling heeft juist voor doel de latere wijzigingen van het kiesstelsel buiten de grondwettelijke orde te sluiten en ze te rangschikken onder de bevoegdheid der wetgevende macht. Indien zij gebeuren, de Grondwet geene hoegenaamde verandering ondergaande, zal artikel 131 er vreemd aan blijven; dus kan er geene spraak van zijn het te dien opzichte te wijzigen. Het was niet noodig tot zijne herziening te besluiten.

De tegenwerping, uit artikel 38 getrokken, is evenmin gegrond. Die bepa-

ling drukt eenen algemeenen regel uit, welken de grondwetgevers zoo weinig van zins waren volstrekt te maken, dat zij er herhaaldelijk zelf van afweken. Zij deden het door artikelen 61, 62 en 131 der Grondwet.

Waren die uitzonderingen opgesomd geworden in artikel 38, of hadde dat artikel ze aangekondigd of voorbehouden, haar een beperkend karakter gevende, dan zou men kunnen staande houden dat men, om er het getal van te vermeerderen, het artikel zelf opnieuw ter spraak hadde moeten brengen.

Maar dat is zou niet. De grondwetgevers hebben in artikel 38 eenen gewonen regel betreffende de stemming der wetten opgenomen; verre van aan die bepaling, onder welken vorm ook, de afwijkingen en uitzonderingen te verbinden die zij op dien regel wilden maken, hebben zij ze uitdrukkelijk verbonden met de bijzondere bepalingen welke handelen over punten die, in hunne oogen, ze noodzakelijk maakten.

Om in de Grondwet eene nieuwe uitzondering op den regel van artikel 38 te brengen, was het dus niet dat artikel hetwelk men aan herziening moest onderwerpen, maar wel dit hetwelk het voorwerp bevatte waarop de nieuwe uitzondering toepasselijk moest wezen. 't is te zeggen artikel 47, dat handelt over de voorwaarden tot het kiesrecht. Met andere woorden, om niet af te wijken van de door het Congres aangenomen regeling, moest men, wat betreft de toekomstige wijzigingen aan het stemrecht toe te brengen, handelen zooals het Congres zelf had gehandeld, wat betreft de aanduiding van 's Konings opvolger (artikel 61) de noodige machtiging voor den Koning om hoofd van eenen anderen Staat te kunnen worden (artikel 62), en eindelijk de herziening der Grondwet (artikel 131).

Men vraagt zich af hoe het mogelijk is geweest te beweren dat men, om de voorgestelde bepaling in het nieuw artikel 47 te schrijven, de herziening van artikel 38 moest vragen, ofschoon het blijkbaar was dat er aan dat artikel geene letter te veranderen viel, en hadde men bij toeval verklaard dat het herzien moest worden, men hadde het in zijnen nieuwen tekst woord voor woord moeten behouden.

Indien men thans eenige verandering wilde toebrengen aan de voorwaarden van meerderheid, door artikelen 61, 62 of 131 bepaald, is het dan niet duidelijk dat men enkel die artikelen aan herziening zou moeten onderwerpen en ware het niet ongerijmd naar aanleiding daarvan de herziening van artikel 38 te vragen?

Waarom zou het anders gesteld zijn wanneer er spraak is van wijziging der meerderheid, vereischt voor de stemming van allen anderen maatregel betreffende een bijzonder en uitzonderlijk punt?

De grondwetgevers hebben de uitzonderingen van den regel gescheiden; deze blijft ongeschonden bestaan, hetzij men die uitzonderingen door onderscheidene bepalingen vermeerdere of vermindere. Dus kan er, om aan de uitzonderingen te raken, geene spraak van zijn den regel zelf aan herziening te onderwerpen.

IV.

De uitsluiting van ongeletterde en onderstandgenietende personen is gesteund op redenen die zich met zooveel kracht opdringen dat zij die ze

bestreden veel minder redenen van grondbeginsel dan moeilijkheden van toepassing aanvoerden.

Wel is waar heeft men gezegd dat armoede geen schande is, evenmin als onwetendheid het is; dat geen van beide dus oorzaken van verval kunnen wezen; en dat het onrechtvaardig is rechten aan burgers te ontnemen uit hoofde van ellende of omdat de samenleving het ongelijk had hun geen lager onderwijs te geven.

Deze tegenwerping, welke gegrond zou wezen indien men hen onwaardig wilde maken, is onbegrijpelijk wanneer men er zich bij bepaalt in hen een gemis van geschiktheid tot het uitoefenen van staatkundige rechten vast te stellen. Armoede en onwetendheid zijn ongetwijfeld geene vlekken, maar met het oog op de deelneming aan de openbare zaken, zijn het gebreken. Men is niet verachtelijk, al is men doof of blind; men boezemt medelijden en geene minachting in; men mag aan de samenleving onderstand en als 't mogelijk is geneesmiddelen vragen, maar niet vergen rechten uit te oefenen of eene zending te vervullen waarvoor het gebruik van 't gezicht en 't gehoor wordt vereischt.

Welke ook de oorzaak der stoffelijke of verstandelijke behoefteigheid weze, zelfs al had zij verantwoordelijke bewerkers, men zou deze laatsten mogen afkeuren, veroordeelen; doch het is onmogelijk zonder waanzin, uit medelijden of ten titel van herstelling, aan de ongelukkigen die daaraan lijden, het gebruik toe te kennen van staatkundige rechten, die zij onbekwaam zijn uit te oefenen.

Overigens geldt het hier noch verval, noch berooving van rechten. Er bestaan geene volstrekte rechten. 't Begrip van het recht wordt gewijzigd volgens de tijden, plaatsen, rassen, menschen. Met het kiesrecht is het gesteld als met alle andere rechten. Maatschappelijke rechtvaardigheid bestaat niet daarin dat men op alle personen, op welken sport der menschelijke ladder zij ook mogen staan, het afgetrokken begrip toepasse van een ideaal recht, voor allen gelijk. Het bestaat hierin dat men, op een gegeven oogenblik harmonie tot stand bringe, 't is te zeggen een zoo nauwkeurig mogelijk verband tusschen den zedelijken en stoffelijken toestand van een volk en de stellige wetten die bestemd zijn om het te beheeren. Men zou geene menschen, die natuurlijk en maatschappelijk onbekwaam zijn om ze uit te oefenen, van politieke rechten kunnen berooven, want zij bezitten er geene.

De voorstanders van algemeen stemrecht brengen ook in tegen degenen die het kiesrecht afhankelijk willen maken van de kennis van lezen en schrijven, dat die voorwaarde, eertijds geëischt van de kiezers voor het vormen der werkrechtersraden, door eene onlangs gestemde wet werd afschaft en niet vereischt wordt voor de verkiezing der raden van nijverheid en arbeid. Dat is, zeggen zij, eene dubbele erkenning van het algemeen stemrecht.

Ongetwijfeld, en deze erkenning is billijk voor de verkiezing van rechters en scheidsrechters geroepen om betwistingen bij te leggen of moeilijkheden

tusschen werkgevers en arbeiders te vereffenen, feiten van werk, van arbeid, vraagstukken van loon te beoordeelen, reglementen voor werkplaatsen te onderzoeken of toe te passen. In deze zaken, die de dagelijksche belangen van den werkman betreffen, die van zijn ambacht afhangen, is zijne bevoegdheid onbetwisbaar; zij is persoonlijk en kan de kennis van lezen en schrijven missen. Zij ontstaat en vergroot iederen dag bij de dadelijke aanraking van het midden waarin hij leeft.

Doch daarvan is het niet dat er spraak is in politieke verkiezingen. Wat men daar bespreekt, wat men daar beslist, zijn vraagstukken betreffende de werking der machten, de algemeene Staatswetten, het huishoudkundig stelsel, de betrekkingen der burgerlijke macht en der eerediensten, het beheer der openbare penningen, het heffen of afschaffen van belastingen, de inrichting van 't leger en van 's lands verdediging, twintig andere even algemeene en even ernstige vraagstukken; daar beoordeelt men het karakter en de verdiensten der candidaten, welke 't meerendeel der kiezers slechts van verre hebben gezien, als zij ze zelfs wel gezien hebben. En men beweert dat het, om zich over dergelijke onderwerpen in te lichten, niet noodig is te kunnen lezen!

De vurigste verdedigers der ongeletterden hebben hunne ongeneesbare zwakheid op het terrein der grondbeginselen gevoeld. Zij hebben zich vastgeklampt aan de moeilijkheden der toepassing.

Ieder stelsel, wat het ook weze, dat bestemd is om onwetendheid en behoefte vast te stellen, wordt noodzakelijk veroordeeld: Men zal bewijzen dat het aanleiding geeft tot bedrog. Men zal bewijzen dat er in België geene bestuurders, rechters, ministerieële ambtenaars, geene burgers meer zijn die genoeg eerlijkheid bezitten om, onder welke vorm ook, met welke waarborgen men ook kan uitdenken, de kiesbekwaamheid te kunnen onderzoeken zonder tot ontelbare misbruiken aanleiding te geven.

Mogelijk bedrog, ziedaar de gewone tegenwerping der voorstanders van algemeen stemrecht. Zij stellen het niet eene gelijke volharding tegen ieder stelsel dat het hunne niet is. Cijns, bewoning, bekwaamheid, uitsluiting van ongeletterde en onderstandgenietende personen, worden uit dien hoofde gelijkelyk afgekeurd. Algemeen stemrecht alleen kan volgens hen de zuiverheid der kieszeden vrijwaren.

Voor de voorstanders van cijns, bewoning of bekwaamheid, is deze tegenwerping, indien zij er gebruik van maken tegen hen die de uitsluiting van ongeleerden en ondersteunden voorstellen, een te zwak wapen dan dat zij er zich ongerust over hoeven te maken. Op dat gebied hebben eerstgemelden, die trefbaarder zijn dan laatstgenoemden, minder aan te vallen dan zich te verdedigen.

Zoo men aannemen moest dat bij het samenstellen der kiescolleges, een stelsel gegrond op bekwaamheid en onafhankelijkheid meer aan bedrog blootstelt dan het algemeen stemrecht, omdat het een toezicht oplegt en een onderzoek waarvan het algemeen stemrecht zich ontslaat, zou men daaruit moeten afleiden dat het algemeen stemrecht de voorkeur moet hebben? — Welke zonderlinge redeneering! Om te beletten dat eenige onwetenden,

eenige behoeftigen ongerechtigd in het kiezerskorps sluipen, spijs hinderpalen en toezicht, zou men die hinderpalen moeten verbrijzelen, dat toezicht afschaffen en de massa der onwetenden en behoeftigen in het kiezerskorps moeten opnemen! Ware dat niet in het water springen, uit vrees voor eenige regendroppels?

De kiesstrikken, waaraan ongeletterden weerloos overgeleverd zijn, het juk hetwelk de ellende aan de behoeftigen oplegt zijn ergere kwalen dan de mogelijkheid van eenige dwalingen bij het onderzoek der titels tot kiesrecht. Indien het bedrog niet meer bestaat in het onderzoek van het recht omdat men het recht niet meer onderzoekt, dringt het door tot de stembus, verspreidt er zich welig in den vorm van bedrog en omkooping.

De keus der onderzoekers, de openbaarmaking, de strafbekrachtingen kunnen in ruime mate de kuiperijen beletten of beteugelen die beproefd worden om de vorming van het kiezerskorps te vervalschen, terwijl die waarborgen, vooral onder het stelsel van algemeen stemrecht, bijna altijd machteloos zijn om in verworven meerderheden het getal gefopten en dat der betaalde stemmen te bepalen.

V.

Het artikel der Grondwet betreffende het kiesrecht laat aan de kieswet over de middelen van bewijs te bepalen, die aangewend moeten worden om vast te stellen dat een burger kan lezen en schrijven en dat hij niet ondersteund wordt. Dus moet daarover niets in den tekst der Grondwet worden vermeld.

Nochtans is het nuttig voorgekomen met zekere juistheid aan te duiden wat de kieswet in dat opzicht zou kunnen bevatten.

De voorgestelde voorwaarden van bewijs schenen den onderteekenaars van het voorstel uiterst eenvoudig en doelmatig. Vindt men iets beters, dan kan men ze aanvullen, ze desnoods veranderen. De Grondwet zou in dat opzicht hoegenaamd geenen hinderpaal bevatten, want zij zou eenvoudig zeggen : « Die voorwaarden (voorwaarden tot het stemrecht) zullen vast- » gesteld worden hetzij door rechtstreeksche bewijzen, hetzij bij vermoeden, » volgens de wijze door de kieswet bepaald. »

Ziehier de wijzen welke men voorstelt in deze wet te vermelden.

§ I.

Wat betreft de voorwaarde der kennis van lezen en schrijven.

Moeten verondersteld worden te kunnen lezen en schrijven en, bij gevolg, vrijgesteld worden van elk bewijs dienaangaande, al de burgers die vervullen of vervuld hebben een ambt of bediening waarbij de kennis van lezen en schrijven geëischt werd en al degenen die diplomas hebben ver-

worven of getuigschriften van hoogere, middelbare of lagere studiën, welke die kennis in zich sluiten.

De wet moet al die klassen van burgers opnemen.

Zij die in geene enkele daarvan begrepen zijn, zullen worden toegelaten rechtstreeks te bewijzen dat zij kunnen lezen en schrijven, door zelve, zonder hulp en zonder model, hunne aanvraag van inschrijving op de kiezerslijsten op te stellen.

Geen enkel ander bewijs zal worden toegelaten.

De vraag om inschrijving zal door hen geschreven worden in tegenwoordigheid van een openbaar ambtenaar (bij voorbeeld den vrederechter of een der notarissen van het kanton), bijgestaan door twee getuigen.

Er zal akte worden opgemaakt van het opstel en de nederlegging der vraag in de wettelijke voorwaarden.

Elke beambte of openbaar ambtenaar welke bij de ontvangst dier akte eene valsheid zal hebben begaan, zal, in de gevallen voorzien bij artikelen 194 en 195 van het strafwetboek, gestraft worden met de straffen in die artikelen bepaald.

De andere personen die eene valsheid zullen hebben begaan bij het opstellen van de vraag om inschrijving op de kiezerslijsten of die van zulk eene valsheid gebruik zullen hebben gemaakt, zullen gestraft worden met de straffen bepaald door artikelen 196 en 197 van hetzelfde wetboek.

De aanvraag om inschrijving op de kiezerslijsten zal moeten behelzen :

- 1^o De namen, 't beroep en de wettige woonplaats des aanvragers;
- 2^o De opgave van zijnen ouderdom;
- 3^o De duur van zijn verblijf in de gemeente waar hij zijn domicilie heeft;
- 4^o Het voorwerp van zijne aanvraag, met opgave van het kiescollegie waarvan hij deel wenscht uit te maken;
- 5^o Indien hij niet valt onder de toepassing van een der vermoedens, in den eersten regel van paragraaf II vastgesteld, de verklaring dat hij gedurende de twee laatste jaren geen onderstand heeft genoten van een openbaar bestuur of een bijzonder genootschap van weldadigheid;
- 6^o De bevestiging dat het verzoek eigenhandig is geschreven zonder hulp en zonder model.

Het verzoekschrift zal gedateerd en ondertekend worden door den aanvrager.

Deze mag, om het op te stellen, den tekst raadplegen van de kieswet die hem door den openbaren ambtenaar zal worden voorgelegd.

Hij zal geen enkel ander stuk tot hulp mogen nemen.

De aanvragen zullen worden overgemaakt aan de wettige overheden, welke door de wet met het nazicht ervan zullen gelast zijn.

Dit nazicht zal omringd worden door de noodige waarborgen om er de onpartijdigheid van te verzekeren. Er zal een beroep worden ingesteld waarbij de aanvrager, in sommige gevallen, kan geroepen worden opnieuw zijne vraag te schrijven in tegenwoordigheid van den hooger en rechter.

Deze bepalingen zijn uitdrukkelijk en eischen thans geene commentaren.

De bekwaamheid kan voortspruiten uit wettelijke vermoedens die, zooals zij uitgedrukt zijn, stellige bewijzen der kennis van lezen en schrijven uitmaken. Dus zullen een groot getal burgers ontslagen zijn van het rechtstreeksch bewijs.

Zij die verplicht zullen zijn het te leveren, zullen verzocht worden het te doen op eene eenvoudige wijze, die 't bedrog nagenoeg onmogelijk maakt, want de wezenlijkheid en oprechtheid der akten die de proef uitmaken moeten bevestigd worden door eenen notaris of vrederechter, bijgestaan door twee getuigen.

Zal men vele notarissen en magistraten aantreffen die, om kiesbedrog te bevorderen dat zeer gemakkelijk kan ontdekt worden, zich zullen blootstellen aan de straffen van valsheid in rechtsgeldig en openbaar gechrift?

En om de vervalsching bekend te maken, ware 't voldoende diegenen voor de bij de wet ingestelde rechtbank te dagen, wier aangiften twijfelachtig zouden schijnen of betwist worden, en ze te verplichten ze in dezelfde voorwaarden, zonder bijstand en zonder model te herhalen

§ 2.

Betreffende de voorwaarde om, door eigen middelen, te voorzien in de behoeften van zich zelve en van zijn gezin.

Ten einde het bewijs te regelen van deze tweede voorwaarde, evenals voor de eerste, zal de wet eerst moeten aanwijzen al de klassen van burgers die, uit hoofde van vermoedens of van kenteekens die een zekeren maatschappelijken welstand aanduiden, beschouwd moeten worden als door eigene middelen bestaande. Die vermoedens kunnen spruiten uit het ambt, het beroep, den eigendom, den cijs, het bezit van de grondslagen daarvan, enz.

De burgers, waarop geene dier vermoedens toepasselijk is kunnen op de kiezerslijsten worden ingeschreven, wanneer zij schriftelijk verklaren dat, gedurende de twee jaren die aan het opmaken dier lijsten voorafgingen, zij geen onderstand genoten van een openbaar gesticht of bijzonder genootschap van weldadigheid.

De gemeentebesturen, die gelast zijn met het opmaken der kiezerslijsten, zullen deze verklaringen ontvangen.

Zij zullen eenen staat opmaken van al de personen die, krachtens de bepalingen vervat, hetzij paragraaf I, hetzij in deze paragraaf, hunne inschrijving hebben gevraagd op de kiezerslijsten, verklarende dat zij geen onderstand hebben genoten.

Die staat zal, in afzonderlijke exemplaren, worden overgemaakt aan de besturen van weldadigheid en aan de voorzitters of hoofden der bijzondere genootschappen die hulp uitreiken aan de inwoners der gemeenten.

De besturen van weldadigheid en de voorzitters of hoofden en de secretarissen der bijzondere genootschappen zullen van genoemde staten, onder hunne persoonlijke verantwoordelijkheid, de echtheid onderzoeken.

Indien zij de namen bevatten van personen, die, eene valsche verklaring gedaan hebbende, er ten onrechte op zijn gebracht, dan zullen zij die aanwijzen.

In het tegenovergestelde geval, zullen zij onderaan de lijst verklaren dat deze niet den naam bevat van een enkel persoon aan welken door het geslacht of het genootschap onderstand werd verleend, gedurende de twee jaren voorafgaande aan het jaar waarin de lijst werd opgemaakt.

Elke persoon die wettig verplicht was de hierboven aangeduide verklaringen te doen, en die verzuimd zal hebben ze te doen of ze onnauwkeurig zal hebben gedaan, zal, voor iedere overtreding, gestraft worden met de straffen welke de kieswet zal bepalen.

De wet zal ook straffen vaststellen die zullen worden uitgesproken tegen eenieder die zijne inschrijving op de kiezerslijst zal hebben gevraagd door eene valsche verklaring waarbij hij onderstand verheelde, door hem genoten in het tijdsverloop door de wet bepaald.

Het spreekt van zelf, dat, evens als nu, de volksactie aan al de kiezers zou toelaten de inschrijvingen te betwisten.

De onderstand, verleend in geval van ongeluk of ziekte evenals de onderstand waarbij het genot van kosteloos onderwijs wordt verleend, zouden geen hinderpaal zijn voor de toelating tot het kiesrecht.

't Is nogmaals in de kieswet, en niet in de Grondwet, dat deze bepalingen dienen opgenomen te worden. 't Ware dus overbodig ze voor 't oogenblik omstandig te onderzoeken.

Tegen dat stelsel heeft men ingebracht dat het aanleiding zou geven tot kwellende onderzoeken, tot een soort inquisitie.

Deze critiek is hoegenaamd niet gegrond. Om zich daarvan te overtuigen is het voldoende met eenige aandacht de bepalingen van het ontwerp te lezen. Er wordt geen ander onderzoek gedaan dan hetgene wordt uitgelokt door de vragen tot inschrijving op de kiezerslijsten.

Hebben degenen die hunne inschrijving vragen, de waarheid gezegd, dan stellen zij zich aan geen bezwaar hoegenaamd bloot, vermits zij geenen onderstand genieten. Hebben zij gelogen, om bedriegelijk een recht te verwerven dat hun niet toekomt, dan is 't wel het minste dat men het kunne vaststellen.

Wat betreft de vereenigingen die onderstand schenken, hoe zou een beroep op hunne getuigenis, uitgelokt door de belanghebbenden zelven, meer kwellend of inquisitieachtig wezen in deze omstandigheid, dan het is wanneer het de andere zoo talrijke feiten betreft, waarvan 't bewijs aanleiding geeft tot onderzoek in kieszaken ⁽¹⁾?

(¹) De Verslaggever bepaalt er zich bij te herinneren dat het voorstel der heeren Graux en medeleden door de commissie werd verworpen. Men bracht er drie hoofdbezwaren tegen in :

1^o De vrijheid, aan de weldadigheidsbureelen gelaten om kiezers te maken en af te schaffen, door het weigeren of toekennen van onderstand;

2^o De verplichting om inquisitie-middelen te gebruiken, ten einde er zich van te verzekeren

Voorstel van den heer Frère-Orban (1).

De heer Frère-Orban had aan uwe commissie den volgende tekst onderworpen :

« ART. 47. — De Kamer van Volksvertegenwoordigers bestaat uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door alle burgers die 25 jaar oud zijn en de kennis van het lager onderwijs bezitten.

» De kieswet bepaalt de uitgestrektheid en 't programma der vereischte kennis, de wijze om ze te erkennen alsook de klassen van personen die verondersteld worden ze te bezitten.

» In afwachting dat die wet van kracht zij, zullen de bepalingen die, in dat opzicht, de provinciale en de gemeenteverkiezingen tegenwoordig regelen, op de wetgevende verkiezingen toegepast worden.

» De kieswet bepaalt de voorwaarden van woonplaats alsook de gevallen waarin het stemrecht ontzegd of geschorst wordt.

» De bepalingen der wet die deze verschillende punten regelt, mogen noch gestemd noch gewijzigd worden dan bij meerderheid van de twee derden der stemmen in iedere der twee Kamers, de twee derden van de leden dier vergaderingen aanwezig zijnde.

» Zoodra de nieuwe artikelen der Grondwet afgekondigd zijn, zullen op de lijst der algemeene kiezers voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden gebracht en bepaald in die hoedanigheid worden behouden, ten ware ze zich bevonden in een der gevallen van uitsluiting of opschorsing bij de kieswet voorzien :

of personen die op de kiezerslijsten ingeschreven zijn of hunne inschrijving vragen, niet ondersteund werden door bijzondere liefdadigheidsvereenigingen ;

5° De afwijzing in massa van oude en ervaren arbeiders. Is het aannemelijk dat een jonge werkman van 25 jaar, ongehuwd, kiezer zij omdat hij kan lezen en schrijven, en dat men aan zijnen vader, eigenaar van den familiehaard, de inschrijving op de kiezerslijsten weigere, onder voorwendsel dat hij de gewoonte van schrijven heeft verloren ?

« Vele burgers, zegt de heer Sabatier, die de werkende klas kent, kunnen niet meer lezen » en schrijven, omdat zij de gewoonte verloren hebben, en toch zijn zij onbetwistbaar in staat » om het kiesrecht uit te oefenen.

» De uitbreiding van het stemrecht gebeurt vooral om de werkende klas voldoening te geven ; » evenals men in de wet van 29 Augustus 1889 op de werkrechtscraden de voorwaarde van » lezen en schrijven heeft afgeschaft, omdat zij van aard was uitmuntende bestanddeelen der » werkende klas uit te sluiten, mag men de voorwaarde van lezen en schrijven niet opdringen » op 't oogenblik der inschrijving op de kiezerslijsten.

» 't Is overigens te oppervlakkig, te onzeker en 't is te weinig, indien men van den kiezer » eene wezenlijke bekwaamheid wil eischen, wat het onderwijs betreft (*). »

De uitslagen der algemeene volkstelling op 31 December 1890 zijn overigens afdoende. De verhouding aan ongeletterden (die niet kunnen lezen en schrijven) bedraagt 17 % onder de mannen van 25 tot 55 jaar; zij beloopt 41 % onder degene die den ouderdom van 55 jaar voorbij zijn. De evenredigheid der uitgeslotenen zou dus 2 1/2 maal grooter zijn onder diegenen welke eene familie hebben gesticht, die levenservaring hebben opgedaan, dan onder de jonge lieden zonder verantwoordelijkheid!

(Nota van den Verslaggever.)

(*) Voorstel betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 29, XVI.

(1) Zie Mémoire van toelichting van het voorstel tot herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 52, XXXIX.

» 1^o Alle burgers die heden het stemrecht voor de algemeene, de provinciale en de gemeenteverkiezingen genieten;

2^o Degenen die van de kiezerslijsten zijn geschrapt, bij toepassing der wet van 8 Augustus 1889 of die heden op die lijsten zouden staan indien men ze bij die wet niet van de personeele belasting had ontslagen. »

De bewerker van dat voorstel dacht dat het karakter droeg eener minnelijke schikking; het werd hem, zoo verklaarde hij, ingegeven door de overtuiging dat geen enkel aangeboden stelsel, evenmin dat, hetwelk hij vroeger had aangeboden als andere, van aard zou zijn om de vereischte meerderheid te bekomen.

Ziehier de voornaamste beschouwingen welke hij deed gelden :

Met het stelsel van wetgeving dat heden van kracht is, wordt de bekwaamheid om kiezer te worden verondersteld door den cijns of ze wordt, buiten allen cijns, vastgesteld door de vorming van klassen van personen die er recht op hebben door hunne wetenschappelijke titels, hunne diploma's, hunne getuigschriften van gedane studiën, hunnen maatschappelijken stand, de betrekkingen die zij bekleeden, de kies- en andere mandaten die men hun heeft toevertrouwd. In de gedane opsommingen en in de nieuwe welke men nog kan doen, is er plaats om een aantal burgers evenals de beste onzer verklieden tot de stembus te roepen

De personen, eindelijk, die tot geene dier klassen behooren, mogen zich aanbieden om over de kennis van het lager onderwijs een examen af te leggen.

Sedert eenige jaren wordt het examen door de voorstanders van het algemeen stemrecht aangevallen. 't Is het gevolg van het doel dat zij betrachten. Zij letten meer op hetgeen zij meenen hun politiek of maatschappelijk belang te zijn dan op den plicht om het volk op te leiden. Zij behouden zich voor zulks later te beproeven.

Wel is waar hebben ook andere personen, die niet dezelfde drijfveer hebben, het examen afgekeurd, dit met eene welwillende bedoeling. Sommige hunner critieken zijn billijk en die zou men gemakkelijk kunnen inwilligen; de andere verwarren de vragenlijst, die het nuttig kon zijn te zuiveren, met het programma zelf van 't examen; andere critieken, eindelijk, die niet aannemelijk zijn, zijn het gevolg eener verkeerde waardeering van het te bereiken doel.

Eerst en vooral moet men weten wat men wil. Wij, wij willen dat er zoo veel kiezers mogelijk in staat zijn hun ambt te vervullen. Wij willen dat het getal der onbekwamen zoo beperkt mogelijk zij, en wij wachten dat men ons bewijze dat zulke aanmatiging niet zou overeenkomen met het gezond verstand, de rechtvaardigheid en het openbaar belang. Wil men het getal kiezers, welke zij ook zijn, zooveel mogelijk uitbreiden, door het examen meer en meer te vergemakkelijken? In dat geval is 't niet noodig naar middelen te zoeken om het te vergemakkelijken; men kan het even goed afschaffen.

In de zedelijke evenals in de politieke orde is niets of bijna niets hetzelfde.

Wil men het examen integendeel een ernstig karakter doen behouden, opdat men wete of de candidaat die het ondergaat in staat is het denkbeeld van iemand anders te begrijpen en het zijne uit te drukken, of hij de onontbeerlijkste kennis bezit om de zending te vervullen welke men hem wil toevertrouwen, dan moet men erkennen dat het programma — de vragenlijst voorbehouden blijvende — op verre na geene onredelijke eischen bevat en slechts dient, zooals wij onophoudelijk zegden, om de al te onwetenden te beletten kiezer te worden.

Zonder op de gewaande moeilijkheden van het examen aan te dringen, heeft men geklaagd over bedrog, misbruiken, kuiperijen waartoe het aanleiding zou gegeven hebben. 't Valt niet te betwisten dat eene instelling van dien aard aanleiding kan geven tot laakbare practijken welke men zou moeten vermijden; maar zeker is 't dat ze nooit dan een plaatselijk en uitzonderlijk karakter hadden, en niet minder zeker dat de tegenstrevers van het examen, om hunne vijandige gevoelens te steunen, eene reeks veronderstelde misbruiken, welke het onmogelijk zou zijn te plegen hebben uitgedacht, alsook kuiperijen die door de van kracht zijnde wetsbepalingen voorkomen worden, iets wat zij niet schijnen te vermoeden. En 't is opmerkerswaardig, dunkt mij, dat nooit iemand in beroep is gekomen, voorstellende de bewijzen te leveren, dat er nooit eene officiële klacht is ingediend of ontvangen, over feiten die door de drukpers welke tegen het examen is, waren aangehaald, hoewel de feiten zeer ernstig waren en in de tegenwoordigheid van getuigen waren gepleegd. De waarheid is dat er in deze of die gemeente of in dit of dat kanton waar de kiesstrijd hevig en verbitterd was, waar de partijen aanzienlijke pogingen hadden gedaan om het grootst mogelijk getal harer vrienden naar de stembus te lokken, de overwonnenen hunne tegenstrevers van bedrog hebben beschuldigd.

Dit alles gaat overigens eene latere kieswet aan evenals nog vele andere punten, indien de aanbevolen regelingen worden aanvaard, en, zoo men op den grondslag en 't programma van 't examen aandringt, dan is 't omdat ze eene der bijzonderste voorwaarden zijn zonder welke die regelingen niet kunnen verwezenlijkt worden.

Dit punt verondersteld in de aangeduide voorwaarden toegestaan te zijn, waarom dan den kiescijns niet afgeschaft? Zoo zou de hinderpaal voor de herziening en voor de heromwerking der rechtstreeksche belastingen verdwijnen.

De afschaffing van den cijns zou eene aanzienlijke toegeving zijn aan de voorstanders van het algemeen stemrecht, en de nieuwe tekst der Grondwet zou zooveel mogelijk hun tegenwoordig ideaal nabijkomen, door het recht van allen te bekrachtigen met het lager onderwijs tot grondslag.

De socialistische partij zou ontwapend zijn; ze zou slechts een ordewoord overhouden: plaats voor de onwetenden!

Het kiesrecht zou behouden worden aan allen die heden kiezer zijn. Die maatregel, welke slechts met het algemen stemrecht nutteloos zou worden, zou met ieder ander stelsel van uitgebreid stemrecht onontbeerlijk zijn; hij zou zoo rechtvaardig en zoo wettig zijn mits de verworven rechten te eerbie-

digen, dat hij niet betwist schijnt te kunnen worden; hij is overigens onontbeerlijk om tot de betrachte oplossing te geraken.

Men zou zelfs op de kiezerslijsten moeten terugbrengen de 17,000 werklie-den die er uit kracht der wet van 9 Augustus 1889 van geschrapt werden, of die er op zouden gestaan hebben indien men ze niet van de personeele belasting had ontslagen.

De cijns voortaan afgeschaft zijnde, zouden de kiezers uit drie elementen bestaan : de personen zich bevindende in eene der klassen die door de kieswet worden aangeduid; de houders van diploma's of brevetten na hogere middelbare of lagere studiën verworven, onder andere in de prijskam-pen der hogere afdeelingen van de openbare of vrije lagere of aduultenscho-len; de houders van getuigschriften van het bijzonder examen.

Er zou eene nieuwe kieswet moeten gemaakt worden om de uitgebreid-heid en 't programma der vereischte kennis, de wijze om de klassen van per-sonen, die verondersteld worden ze te bezitten, te kunnen onderscheiden, om de gevallen van uitsluiting of opschorsing van het stemrecht wegens onwaar-digheid of andere redenen te bepalen.

Uit hoofde van de belangrijkheid en het inderdaad grondwettig karakter der op te lossen vraagstukken en ten einde aan de minderheden waarborgen te geven, zou die wet maar moeten aangenomen of mogen gewijzigd worden met de twee derden der stemmen in de Kamer en den Senaat, de twee derden der leden der Kamers aanwezig zijnde.

Die wet, in alle stelsels onvermijdelijk, moeilijker en ingewikkelder indien ze de voorstellen die ons gedaan zijn tot grondslag moest hebben, zou de toepassing der herziening onbepaald kunnen opschorsen of doen vertragen, alzoo alle vraagstukken onbeslist latende, wat in de oogenblikken die wij beleven een ernstig bezwaar zou zijn.

Het voorgesteld regiem aanvaardende, kan dat gevaar geweerd worden, vermits het, de wetsbepalingen welke voor de provincie en de gemeente van kracht zijn, tot grondslag hebbende, voldoende is die bepalingen toe te passen op de algemeene verkiezingen tot dat de nieuwe wet gestemd zij, en op die manier zou de herziening der Grondwet in dat opzicht verwezenlijkt zijn.

Daar heeft men onder andere tegen opgeworpen :

1° Dat, de overgangperiode uitgezonderd, het beginsel der bekwaamheid alleen zou toegepast zijn, doch dat beginsel wordt verworpen door de over-groote meerderheid der Kamer, welke weigert de politieke bekwaamheid uitsluitend naar de kennis der leervakken van het lager onderwijs te beoor-deelen; de meerderheid stemt in de bekwaamheid, door een examen bewezen, maar toe uit geest van verzoening en mits de aanneming van nog andere grondslagen;

2° Dat hetgeen aan den kiescijns wordt verweten niet de waarborgen en de grondslagen zijn welke de cijns laat veronderstellen, maar uitsluitend de toekenning van het stemrecht uit hoofde van het betalen der belasting;

3° Dat het zoogenaamd verworven recht der gemeentekiezers in feite niet bestaat ten opzichte van het algemeen stemrecht;

4^o Dat zulk stelsel eene aanzienlijke, dus gevaarlijke verjonging van het kiezerkorps onvermijdelijk zou hebben.

Den 28ⁿ Januari werd het ontwerp dat de bewoning tot grondslag heeft, door de commissie gestemd. De heer Frère-Orban deed opmerken dat die beslissing welke voorloopig ieder ander stelsel uitsloot, niet meer toeliet over zijn voorstel te stemmen; dat het als ingetrokken moest beschouwd worden; doch dat het volgens de uitgedrukte meeningen te voorzien was dat het door de commissie aangenomen ontwerp in de Kamer de vereischte meerderheid van de twee derden der stemmen niet bekomen zou en dat zijn voorstel bijgevolg zou kunnen onderzocht worden. Hij behield zich derhalve voor het op tijd en stond opnieuw aan te bieden.

In die voorwaarden schijnt het oogenblik niet gekomen om dat wetvoorstel grondig te onderzoeken. Wij bepalen er ons dus bij verder eene nota mede te deelen waarin de heer Frère-Orban de redenen verklaart welke hem nopens het ontwerp dat door de commissie is gestemd te bestrijden en het stelsel aan te raden dat aan zijn voorloopig ingetrokken voorstel tot grondslag dient.

Voorstel aangenomen door de commissie (zie bijlage A).

Het verslag der middenafdeeling over het voorstel tot herziening van artikelen 47, 53 en 56 der Grondwet drukt zich (bl 88) uit als volgt :

« In feite, en in de tegenwoordige omstandigheden, zijn wij van gevoelen dat de waarborgen welke de samenleving het recht heeft voor het toekennen van het stemrecht van de burgers te eischen, *kunnen* bepaald worden — en vermits zij het kunnen, moeten zij het worden — op zulke wijze dat ze van aard zijn om in eene billijke maat geleverd worden door alle sociale groepen, door al de standen waaruit de natie bestaat. Al die standen hebben bij het goed beheer der openbare zaken belang; geene enkele moet dus buiten het kiesrecht worden gesloten. »

Zoo denkt ook uwe commissie. 't Is met die gedachte en tevens met den wensch om de bestaande instellingen derwijze te ontwikkelen dat er plaats in wordt verleend aan de nieuwe elementen die geroepen zijn om deel te nemen aan het politiek leven der natie, dat ze den tekst heeft gestemd dien ze met vertrouwen aan de goedkeuring der Kamers onderwerpt. (Bijlage A.)

Den cijns, dit is de directe belasting, geheven uit kracht van een vermoeden van welstand of fortuin, vervangt het voorstel door den grondslag zelf van 't vermoeden; van den anderen kant ruimt het eene groote plaats in aan de bekwaamheid welke beginsel bij de wet van 1883 in onze kieswetten is ingevoerd.

't Spreekt van zelf dat, met het oog op de waarborgen die de samenleving het recht heeft van iederen kiezer te eischen, het van gering belang is dat

het kiesrecht verleend worde wegens de betaling der grondbelasting liever dan wegens den eigendom zelf van het belaste goed. Dezelfde redeneering is met even veel grond toe te passen op de bewoning zelve van het huis vergeleken met de personeele belasting. Dat werd overigens klaar en duidelijk bewezen door den achtbaren heer Bara in de discussie welke de wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen voorafging: Wat is, zegde hij, de personeele belasting? Eene belasting op de bewoning. Men veronderstelt dat deze van een bepaald fortuin getuigt; 't is eene belasting welke geheven wordt uit kracht van een *vermoeden van inkomsten dat door de bewoning wordt bekend gemaakt*.

Die weinige woorden van den achtbaren Minister van Staat zijn in hunne beknoptheid eene volledige memorie van toelichting des voorstels waarover de Kamers te oordeelen hebben; indien het ingewikkeld raderwerk onzer fiscuswetten beter gekend was, zou uw verslaggever er niets bij te voegen hebben.

Sommigen doen aan de grondslagen *eigendom* en *bewoning* het verwijt dat ze niets zijn dan een bedekte vorm van den cijns. Zonderlinge verwarring! *Cijns* en *waarde der woning* zijn twee verschillende manieren om een zelfde feit vast te stellen: het vermoeden van welvaart door de bewoning van een gegeven huis geopenbaard. De *bewoning* is de *rechtstreeksche* vaststelling, het *rechtstreeksch* bewijs; de *cijns* is de *onrechtstreeksche* vaststelling. Hoe zou deze bijgevolg *bedektelijk* hetzelfde als de andere zijn?

't Is veeleer het tegenovergestelde dat waar is.

Ziehier overigens hoe een bevoegd man, de heer G. Jottrand, de zaak beschouwt ⁽¹⁾:

« Men verwijt aan dat stelsel (de bewoning) slechts een bedekt cijnsstelsel te zijn.

» Indien men cijnsstelsel heet alles wat dient om de uitoefening van het stemrecht te doen afhangen van een zekeren welstand, dan heeft men gelijk maar, in dien zin genomen, is het cijnsstelsel iets uitmuntends. En vele zeer democratische grondwetten die het stemrecht onthouden aan hen die in hunne eigene behoeften of in die van hun gezin niet kunnen voorzien, zonder door de weldadigheid te worden bijgestaan, zijn in dat opzicht cijnsstelsels.

» Maar men heeft ongelijk, volstrekt ongelijk, indien men door cijnsstelsel verstaat het tegenwoordig belgisch stelsel hetwelk de hoedanigheid van *stemgerechtigd burger* zooals de Grondwet van 1791, die de volkssouvereiniteit heeft uitgeroepen, maar verleent aan hen die persoonlijk en rechtstreeks eene zekere klas van belastingen betalen.

» Dat stelsel is gebrekkig, want het vereenigt twee dingen die niet moeten vereenigd worden, die integendeel onafhankelijk van elkander moeten blijven: het fiscaal en het kiesstelsel. 't Is inderdaad noodig te allen tijde de belasting te kunnen omwerken zonder dat men bij de verwezenlijking dier

(1) *Revue sociale et politique*, 1891, n^o 5.

financieele hervormingen hoeft te *vreezen* of te *wenschen* dat ze invloed zou kunnen oefenen op de samenstelling van het kiezerskorps. »

Deze laatste beschouwing is afdoende; wat zulks overigens nog bewijst is de houding der voorstanders van den cijns zelven, die verplicht zijn zich van de meest buitengewone kunstmiddeltjes te bedienen om de gevolgen te ontgaan van het kwaad waarop de heer Joltrand met zooveel reden de aandacht inroept.

De eenen zien, voor de toekomst, af van den cijns en zijne grondslagen en vragen slechts dat men op de algemeene kiezerslijsten de tegenwoordige cijnskiezers voor de gemeente behoude, die alzoo, hun leven lang, een recht zouden behouden dat zij tot hertoe niet genoten en dat later aan alle andere schatplichtigen zou geweigerd worden.

Anderen vragen dat er in de Gron.lwet eene bepaling zou opgenomen worden luidens welke de fiscuswetten slechts met eene meerderheid van de tweederden der stemmen in iedere der Kamers zou mogen herzien worden⁽¹⁾, alzoo aan den wetgever stilzwijgend verbiedende zich bezig te houden met wetten welker verbetering integendeel het vorwerp zou moeten zijn van de eerste en gedurige bezorgdheid der Kamers!

En men zou zich van zulke bevreemdende middelen bedienen met geen ander doel dan om te ontsnappen aan de *vereenvoudiging* welke hieruit zou voortspuiten dat de toekenning van het stemrecht voortaan van 't vermoeden zelf van welstand zou afhangen, in en niet meer van de belasting, uit kracht van dat zelfde vermoeden geheven! 't Tis niet om te gelooven dat men tot zulk uiterst middel gedwongen zij in een land hetwelk om zijn gezond verstand bekend is.

Dat men niet eenparig van hetzelfde gevoelen zij over de uitbreiding aan het kiezerskorps te geven, is begrijpelijk. 't Is klaar dat men zulks kan bespreken. Men bespreke dus de grondslagen, men vergelijke er de uitwerkselen van met die van den tegenwoordigen gemeentecijns, niemand heeft het recht zulks af te keuren.

Maar in 't belang des lands moeten wij de handen in elkander slaan om een redematigen grondslag, den wetgever alle vrijheid latende om zich te bewegen, aan te nemen in vervanging van eenen gebrekkigen grondslag die ons zekerlijk in de toekomst slechte fiscuswetten en, waarschijnlijke, nog slechtere kieswetten zou geven.

Nog een paar bemerkingen in dien zin

De eerste is dat het cijnsstelsel tusschen het kiezerskorps en de politieke verrenigingen noodzakelijke betrekkingen aanknoopt van financieelen aard die het in 't belang van allen is te doen verdwijnen. Die misbruiken zouden zonderling toenemen indien de kiescijns werd verlaagd. Er is daar een werk van gezondmaking te vervullen, hetwelk geen van de minst belangrijke zijden der ontworpen hervorming is.

De tweede opmerking is van een meer algemeen aard. Eene dubbele strek-

⁽¹⁾ *Gazette de Liège*, n^o van 18-19 Februari 1893.

king ontwaart men alom duidelijk ten aanzien der fiskale en der kieszaken ; op dat laatste domein streeft men er meer en meer naar, de politieke rechten te verleenen aan allen die verondersteld worden in hunne eigene behoeften en in die van hun gezin te voorzien. Wie bemerkt niet de strijdigheid tusschen die twee strekkingen, wij zouden bijna zeggen tusschen die twee beginselen ?

Men zou gemakkelijker vuur en water doen overeenkomen dan eene goede democratische kieswet te vervaardigen met de betaling der directe belasting tot grondslag.

De *bewoning* en de *eigendom* ontleenen aan de rechtstreeksche belasting slechts twee haren grondslagen. Het patent, de derde grondslag, verdwijnt.

Dat is licht te begrijpen, vermits de grondslag der bewoning laag genoeg kan gesteld worden om het stemrecht te geven aan ieder familiehoofd hetwelk inderdaad belangstelling verdient, en dat de ambachten en beroepen die patent betalen, op weinige uitzonderingen na door gezeten burgers worden uitgeoefend.

Het behoud van 't patent ware overigens onmogelijk, zelfs met het stelsel van den verminderden kiescijns. Wanneer de cijns betrekkelijk hoog is, wordt de bijeenvoeging der verschillende grondslagen gewettigd. Twee-en-veertig frank belasting, zelfs over drie grondslagen verdeeld, vertegenwoordigen een zekeren welstand bij den man die ze betaalt. Maar wat beteekent een patent van enkele franken ? Niets. Meermaals is 't zelfs een bewijs van bedrog.

De tabel *E*, die bij dit verslag is gevoegd, toont aan dat het patent, onder het regiem van den kiescijns aan 10 frank in de negen-en-twintig steden van den eersten, den tweeden en den derden rang het algemeen stemrecht der drankslijters zou bekrachtigen.

Welk lokaas voor de vermenigvuldiging der herbergen, welker getal wij allen nochtans willen verminderen ! Men vergete inderdaad niet dat, zelfs in de steden, vele herbergen geopend worden in huizen die de personeele belasting in 't geheel of gedeeltelijk niet betalen.

In de gemeenten der drie laatste rangen zou de toestand al even slecht zijn ; mits een patent van bierslijten van 4, 5 of 6 frank, zou iedereen eene personeele belasting onvoldoende om het kiesrecht te verschaffen tot 10 frank kunnen aanvullen (1). Men wil niet, en terecht, dat het arbeidersselement in

(1) Ziehier hoe een lid der Kamer in het debat over de wet van 1889 op de arbeiderswoningen zich uitdrukte :

« In den toestand onzer kiesinrichting is 't niet mogelijk aan eene belastingswet te raken » zonder ook aan het kiesrecht te raken.

« Ik wend mij tot al wie zich bezig houdt met verkiezingen : niemand zal mij logenstraffen !
 » Wat zal er gebeuren ? Aan de werklieden die gaan getroffen worden in hun kiesrecht en die
 » de kiescomiteiten op de lijsten wenschen te behouden, zal men zeggen : « Men gaat u ont-
 » slaan van de personeele belasting, uw kiesrecht gaat ophouden, neemt, spoedig een
 » patent ! »

« Wij zijn niet vreemd genoeg aan de verkiezingspraktijken om niet te weten wat er omgaat.
 » Een stuk uithangbord, eene tafel en eenige glazen zijn voldoende om het kiesrecht te
 » geven. »

het kiezerskorps een uitsluitend overwicht bekome; derhalve zou het weinig logisch zijn het politiek overwicht aan de herbergiers toe te vertrouwen. Dat is hier geene zaak van persoonlijke of professionneele achtbaarheid, maar van een billijk evenwicht hetwelk tusschen de verschillende groepen van het kiezerskorps moet worden behouden.

Tevergeefs zou men opwerpen dat het regiem der bewoning dezelfde gevolgen moet hebben. Zoo iets te beweren ware een volkomen dwaling. Er zouden minder kiezers zijn die herberg houden, en in elk geval zou niemand er eenig belang bij hebben een drankwinkel te openen om kiezer te worden. Het kiezerskorps eindelijk zou talrijker wezen, wat de verhouding der stemgerechtigde herbergiers verminderen zou.

De achtbare heer Finet heeft zeer wel begrepen dat het niet mogelijk zou zijn de kiesbevoegdheid van een patent van enkele franken te doen afhangen. Ook vraagt hij in zijn voorstel betrekkelijk de herziening van art. 47, welk voorstel den 1ⁿ Februari laatstleden op het bureel van de senatoriale herzieningscommissie is neergelegd, slechts het kiesrecht te verleen aan burgers die ten minste 10 fr. rechtstreeks aan den Staat betalen, *het patent niet inbegrepen*.

Bekwaamheid. — De tekst dien de Commissie heeft gestemd kent het kiesrecht wegens bekwaamheid van eenen kant toe aan de honders van een diploma van het hooger onderwijs of van een bekrachtigd getuigschrift van bijwoning eens volledigen leergangs van het middelbaar onderwijs van den hoogsten graad, en van den anderen kant aan hen die, na hunne meerderjarigheid, met goed gevolg een examen onderstaan over het lezen, het schrijven en de eerste beginselen der rekenkunde, van 't stelsel van maten en gewichten, van de aardrijkskunde van België en van 's lands instellingen (1).

Men heeft doen opmerken dat de woorden « hooger onderwijs » niet zouden behooren verstaan te worden in den zin van *hoogeschoolonderwijs*.

Zouden als geldig moeten beschouwd worden, de diploma's afgeleverd door om 't even welk gesticht, bezocht wordende door jongelingen die hunne middelbare studiën van den hoogsten graad hebben gedaan. Zulke gestichten zijn de militaire School, de School der Mijnen van Bergen; het Hooger Handelsinstituut van Antwerpen, enz.

De wet zou dat te regelen hebben, doch in den zin der nieuwe grondwettige bepaling die wil dat er tusschen openbare en private gestichten geen onderscheid worde gemaakt.

Een onlangs verschenen vlugschrift (2) doet, niet zonder reden, opmerken

(1) Voordat den heer Minister van Financiën zijn voorstel deed, had reeds den Heer Coremans, om tot eene zekere verstandhouding met de minderheid te geraken, voorgesteld den grondslag *bekwaamheid* bij de grondslagen *eigendom* en *bewoning* te voegen. Het lezen, het schrijven en de vier regels der rekenkunde moesten, in de bedoeling van onzen achtbaren collega, de bijzonderste vakken zijn van 't examen om kiezer te worden. Dat voorstel, na discussie, werd niet in stemming gelegd, omdat de heer Coremans het verloopig had ingetrokken.

(2) *L'avènement des ouvriers au droit électoral*, Bruxelles, J. Lebègue et C^{ie}. 1895.

dat het examen, ingesteld bij de wet van den 24 Augustus 1883, dit gebrek heeft eene uitsluitend politieke instelling te zijn.

Waarom zou men geen diploma van lager onderwijs in 't leven roepen, een diploma dat iedereen, op een *bepaalden leeftijd*, zou kunnen verwerven, en dat, buiten de kiesbekwaamheid welke het geven zou, dienstig aan den arbeiderstand zou kunnen wezen, en met nut in onze zeden dringen zou? Is 't niet klaar dat een man des volks er in vele gevallen belang bij hebben kan aanstonds, zonder moeite, te bewijzen dat hij een lager onderwijs heeft genoten?

't Is waarschijnlijk dat de invoering van zulk getuigschrift van lieverlede aan 't examen dat karakter zou ontnemen van eene fabriek met tusschenpoozende voortbrenging welke slechts werkt om in de behoeften der partijen met het oog op de verkiezingen te voorzien, wat niet weinig heeft bijgedragen om het examen in zekere streken, alle achting te doen verliezen.

Alle andere diploma's, zegt het vlugschrift, betreffen het onderwijs van alle graden, en hebben eene algemeene beteekenis; ze zijn rechsreeks nuttig, ze zijn ingericht om eene oprechte waarde te hebben waarvan de politieke instellingen zich vervolgens kunnen bedienen als van een bewezen feit. Het diploma van het lager onderwijs zou in dezelfde voorwaarden moeten opgevat worden.

Misschien is 't niet van een zeker belang ontbloot te doen opmerken dat de tekst dien de commissie heeft aangenomen veel gelijkenis heeft met de denkbeelden, uiteengezet in een boekje, dat onder de bescherming van den Onderrichtsbond ten jare 1882 is verschenen.

De schrijver toont met veel juistheid het verkeerde van ieder stelsel aan hetwelk met het bezoeken eener school rekening houdt. 't Is noodig, zegt hij, dat men, *op den bepaalden leeftijd*, de wezenlijk bezeten hoeveelheid onderwijs kunne vaststellen, zonder zich te bekommeren om de school die dat onderwijs bezorgd heeft. Het examen moet anders dan met het oog op het stemrecht worden ingericht en mag enkel over het lager onderwijs geschieden.

Eigendom. — Zouden het kiesrecht genieten de eigenaars van vaste goederen hebbende een waarde van 2000 frank ten minste. De tekst voegt er bij dat het familiehoofd het eigendom zijner vrouw en zijner onmondige kinderen mag meerekenen; die bepaling bekrachtigt slechts wat thans ook bestaat.

Van al de grondslagen waarop het mogelijk is het kiesrecht te vestigen, is de eigendom buiten kijf de beste, degene die aan de samenleving de veiligste waarborgen geeft, zelfs wanneer het den kleinen eigendom betreft, den eigendom van arbeiders of wat wij geneigd zouden zijn den *gedemocratiseerden* eigendom te heeten.

Wanneer de arbeider eigenaar is van zijne woning of van een klein erfgoed, dan eerbiedigt hij zijn goed en leert hij bovendien het goed van anderen eerbiedigen. Dan ontstaat in hem een nieuw gevoel, de behoudsgezindheid.

In een zedelijk opzicht levert de eigendom van den haard een uitzonderlijk belang op. « De huiselijke haard, heeft Leplay gezegd, is de eigendom bij uitnemendheid en het bestendig middenpunt van de belangen des gezins. Eene der vruchtbaarste overleveringen van 't Europeesch vasteland is die, welke, in vele streken, aan ieder gezin, arm of rijk, den eigendom zijner woning verzekert. De zeden en de instellingen welke die heilzame practijk behouden, begunstigen, meer dan al het overige, de welvaart eener natie. Zelfs in eene betrekkelijk verachterde maatschappelijke orde, geven zij aan de familiën eene waardigheid en eene onafhankelijkheid welke niet genoten worden door zekere volkeren die, hoewel in andere opzichten meer gevorderd, de bedroevende gewoonte hebben aangenomen de woningen te huren. »

De pauselijke Encycliek over den toestand der arbeiders doet den maatschappelijken invloed des eigendoms met kracht uitschijnen :

« 't Is noodig dat de wetten den geest van eigendom begunstigen, hem » wakker schudden en in de volksmassa's zooveel mogelijk ontwikkelen...

» Men prikkele de bedrijvigheid des volks aan door het vooruitzicht eener » deelneming aan den eigendom des bodems, en allengs zal men den afgrond » die weelde van ellende scheidt zien verdwijnen, en de twee standen tot » elkander zien komen.

De statistiek der maatschappijen voor werkmanswoningen (Bijlage G) bewijst welke spoedige ontwikkeling de kleine werkmanseigendom schijnt te willen nemen, dank zij de uitmuntende inrichting van 't krediet welke de stemming der wet van 1889 mogelijk heeft gemaakt. Met reden heeft men kunnen zeggen dat er in België voor de verwerving van kleine eigendommen, alles is gedaan. Een onlangs aangeboden wetsvoorstel strekkende om het regiem der kleine erfenissen te veranderen, zal het begonnen werk versterken, door het de duurzaamheid te geven welke het met het bestande regiem niet bekomen kan.

Men mag zich afvragen of 't niet goed ware de waarde der vaste goederen het kiesrecht gevende, nog in zekeren mate te verlagen, ten minste wat den eigendom van den huiselijken haard betreft.

Bewoning. — In het stelsel dat door uwe commissie is aangenomen, wordt de kiesbevoegdheid onder andere erkend aan een zekeren graad van welstand en onafhankelijkheid die door de belangrijkheid der wonig wordt bewezen : 't is, wij zagen het reeds, een eenvoudige modaliteit van 't beginsel hetwelk door de bestaande kieswet erkend wordt.

Men heeft een wapen tegen de bewoning gevonden in hare noodzakelijke veranderlijke grondslagen. Het zal ons geene de minste moeite kosten de ongegrondheid dier grief aan te toonen, en te bewijzen dat het bewoningstelsel, zooals het door uwe commissie is uitgedrukt de billijkheid, de overlevering en den aard zelf der zaak tot grondslag heeft.

« Zou 't mogelijk zijn, vraagt de heer Gustave Jottrand zich af, als voor- » waarde voor het kiesrecht aan te nemen het betrekken eener woning van

» dezelfde waarde voor geheel België? Klaarblijkelijk neen; want, zelfs indien
 » zij de zelfde middelen hebben, besteden de huishoudens niet, in alle streken
 » des lands, het zelfde gedeelte van hun inkomen aan hunne woning. Dat
 » gedeelte is grooter in de steden dan op het platte land ⁽¹⁾ ».

Vermits ieder onzer zich kan overtuigen van de waarheid dezer bewering zullen wij onzen tijd niet verliezen om te bewijzen wat niemand tot hiertoe heeft durven betwisten.

Van meer belang is het de geschiedenis te verhalen van de vrijstellingen welke de wet van 1822 op de personele belasting heeft bekrachtigd, en van de wijzigingen welke men in 1849 voorstelde er aan toe te brengen.

Herinneren wij eerst en vooral dat de cijns uit twee goed onderscheiden bestanddeelen bestaat: den *grondslag* die een vermoeden is van welstand of fortuin, de *belasting* zelve, welke geheven wordt ten gevolge van dat vermoeden.

Men weet dat de cijns in België sedert 1848 niet veranderlijk meer is wat de *quotitiet* der belasting betreft; maar algemeen weet men niet dat hij nooit opgehouden heeft veranderlijk te zijn, wat de *grondslagen* zelve der personeele belasting betreft.

Welnu, de *bewoning* is niets anders dan de *grondslag* der personeele belasting die de belasting zelve vervangt; vermits die *grondslag* — zooals wij zullen bewijzen — onder het tegenwoordig regiem van den cijns veranderlijk is, waarom zou hij dat karakter moeten verliezen zoodra men er het kiesrecht rechtstreeks aan verbindt? Met anderen woorden, indien 't bewezen is dat de *huurwaarde*, grondslag van den cijns, veranderlijk is en dat het zoo volgens recht en billijkheid moet zijn, zal het dan tevens ook niet bewezen zijn dat ook het *kadastraal inkomen* veranderlijk moet zijn?

Men heeft het recht te zeggen dat zij niets van fiskale zaken kennen, degenen die den veranderlijken grondslag der bewoning als eene reactionnaire nieuwigheid beschouwen; 't is integendeel de eenvormigheid der grondslagen welke een nieuwigheid, de slechtste der nieuwigheden zou zijn, vermits ze een monsterachtig onrecht zou bekrachtigen.

De wet van 28 Juni 1822 op de personeele belasting stelt dit beginsel van rechtvaardigheid dat de bewoner die niet een zekeren graad van welstand geniet de directe belasting niet moet betalen; dat beginsel toepassende, beveelt zij vrijstellingen, volgens de dichtheid van bevolking der gemeenten, in graden afgedeeld.

Ziehier in welke bewoordingen de memorie van toelichting van het wetsontwerp van 21 Juli 1821, tot het bepalen der belastingen in het koninkrijk der Nederlanden, zich uitdrukte:

« Het schijnt dat de zeer weinig bemiddelde inwoner die ook zijn aandeel in de verbruiksbelastingen betaalt, niet redelijk in die cotisatie (de personeele belasting) mag begrepen worden.

» Daarom stelt men de woningen vrij welker huurwaarde jaarlijks geene 20 gulden (fr. 42.40) beloopt, alsook die welke minder dan 60 cent (fr. 1.27) per week aan huur betalen.

(1) *Revue sociale et politique*, 1891, n° 8.

» Men heeft een onderscheid gemaakt tusschen de jaarlijksche en de wekelijksche huurbedels, ten einde alzoo de vrijstelling in de steden met die in de plattelandsgemeenten *beter te doen overeenkomen*.

» Gewoonlijk is de huishuur veel duurder in de steden dan op het platteland. In de steden vindt men meer gelegenheid zijne nijverheid uit te oefenen, geld te winnen, zijn inkomen te vergrooten, maar de ambachtsman, de daglooner bevinden er zich integendeel voor de huisvesting in slechtere voorwaarden dan zij die het platteland bewonen. Juist om in dat opzicht een soort *evenwicht* te herstellen, heeft men de vrijstelling voor de wekelijksche huur uitgebreid tot een hooger bedrag dan voor de huur per jaar, omdat de eerste in de steden zeer dikwijls en op den buiten zelden of schier nooit voorkomen. »

Aangaande de andere bijzondere vrijstellingen (totale of gedeeltelijke) die bij artikel 49 der wet van 28 Juni 1822 worden verleend, drukte de directeur generaal Appellius zich in de beraadslaging uit als volgt :

« De vrijstelling der woningen van minder van 20 gulden wordt gehuldigd door de wet van 12 Juli 1821; ze is te wijten aan de overtuiging dat er eene zekere klas inwoners is voor wie alle rechtstreeksche belasting bijna onmogelijk is en wier cotisatie de verlegenheid des bestuurs alsook de oninbare posten enkel zou vermeerderen.

» Indien dat beginsel niet betwist wordt (en dat kan het ook niet); indien het van den anderen kant waar is dat de huurprijs volgens de verschillende gemeenten verandert en dat, in 't algemeen gesproken, hij hooger is volgens het bedrag harer bevolking, dan wordt het zonneklaar dat *hetgeen men heeft afgeschilderd als vrijstelling, slechts eene juistere toepassing is van de wet.* »

Met een woord, uit de vrijstellingen bij artikelen 49 en 50 der wet van 1822 ⁽¹⁾ bepaald blijkt dat, in steden van meer dan 75,000 inwoners, een

(¹) ART. 49. — Behalve de vrijstellingen, overeenkomstig de wet van 12 Juli 1821 (*Staatsblad* n^o 9) bij de voorgaande artikelen bepaald, zal in de gemeenten welker bevolking der aaneengebouwde huizen of binnen de omheining van iedere stad, van ieder dorp of gehucht, meer dan 10,000 inwoners beloopten zou, eene gedeeltelijke vrijstelling worden verleend op den volgende voet, te weten :

In de gemeenten van 10,000 tot 25,000 inwoners :

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 42-40 en meer, maar minder dan 55 frank, het gansch bedrag der belasting volgens den tweeden, derden en vierden grondslag;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van 55 fr. en meer, maar beneden fr. 65-60, de helft van 't bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 65-60 en meer, doch beneden fr. 74-20, een vierde van 't bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

In de gemeenten van 25,000 tot 50,000 inwoners :

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van

huis, om eene belasting van 10 fr. te betalen en aan den bewoner het kiesrecht voor de gemeente te geven, eene huurwaarde moet hebben van meer dan fr. 95-40, terwijl op den buiten een huis van 50 frank huurwaarde meer dan 10 frank betaalt indien het zes deuren en vensters heeft ⁽¹⁾.

fr. 42-40 en meer, doch beneden 55 fr. het gansch bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van 55 fr. en meer, doch beneden fr. 65-60, het gansch bedrag der belasting volgens den tweeden, derden en vierden grondslag;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 65-50 en meer, doch beneden fr. 47-20, de helft der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 74-20 en meer, doch beneden fr. 84-80, het vierde der belasting volgens de vier eerste grondslagen.

In de gemeenten van 50,000 tot 75,000 inwoners :

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 42-20 en meer, doch beneden fr. 65-60, de gansche belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 65-60 en meer, doch beneden fr. 72-40, de gansche belasting volgens den tweeden, derden en vierden grondslag;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 74-20 en meer, doch beneden fr. 84-80, de helft van 't bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 84-80 en meer, doch beneden fr. 95-40, het vierde van 't bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

In de gemeenten van meer dan 75,000 inwoners :

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 42-20 en meer, doch beneden fr. 65-60, het gansch bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 65-60 en meer, doch beneden fr. 84-80, het gansch bedrag der belasting volgens den tweeden, derden en vierden grondslag;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 84-80 en meer, doch beneden fr. 95-40, de helft van 't bedrag der belasting volgens de vier eerste grondslagen;

Voor hen die eene woning of een gebouw bewonen van eene jaarlijksche huurwaarde van fr. 95-40 en meer, doch beneden fr. 106, een vierde van 't bedrag der belasting volgens de vier grondslagen;

Art. 50. — De schatplichtigen wien volgens de vier grondslagen overeenkomstig het voorgaande artikel eene gedeeltelijke vrijstelling van de personeele belasting wordt verleend, mogen het overige der verschuldigde belasting afkopen.

De afkoop wordt in dat geval bepaald op acht t. h. van de nieuwe huurwaarde, voor de schatplichtigen die vrijstelling hebben bekomen van de helft, en op twaalf t. h. dier zelfde waarde voor hen die vrijstelling hebben bekomen van het vierde der belasting.

⁽¹⁾ Den heere de Smet de Naeyer, lid der Kamer van Volksvertegenwoordigers te Brussel.

Gent, 19 October 1892.

Mijnheer de Volksvertegenwoordiger,

Ik heb de eer u hieronder mede te deelen voor de stad Gent van den eenen kant, en voor de gemeenten van het arrondissement Gent, van den anderen kant, de laagste huurwaarde met

In 1849 hooft de heer Frère-Orban een wetsontwerp aan houdende wijziging van de personeele belasting. Wilde hij opkomen tegen 't beginsel der differentiale vrijstelling hetwelk in de wet van 1822 is geschreven? Integendeel! De bestaande vrijstellingen waren ontoereikend, volgens hem; 't was noodig ze uit te breiden ten behoeve der steden, en men moest in de steden van 80,000 inwoners en meer, alle huizen ter huurwaarde van beneden de 100 frank van de belasting vrijstellen.

Zich hier hoe de memorie van toelichting zich uitdrukte (¹):

« In de wet van 1822 worden de vrijstellingen in 't algemeen maar verleend betrekkelijk de vier eerste grondslagen der belasting. Het beginsel is dit: geheele vrijstelling, en zonder onderscheid van gemeente ten voordeele van de inwoners der huizen welker huurwaarde jaarlijks beneden de 20 gulden of 60 cent per week is; vervolgens, gedeeltelijke en volgens de bevolking der gemeente gegradueerde vrijstelling ten behoeve der personen wier woningen eene waarde van meer dan 20 gulden hebben zonder de 50 gulden te overtreffen.

» Dat beginsel bekrachtigt geene gelijkheid van stand tusschen de schatplichtigen; *de woningen met eene huurwaarde van 40 frank in de steden van den eersten rang, kunnen niet op dezelfde lijn worden geplaatst als die met gelijke waarde in de landelijke gemeenten; de gedeeltelijke vrijstellingen voor de woningen met eene hoogere waarde in de steden herstelt het evenwicht niet; juist omdat ze gedeeltelijk is doet ze op den inwoner der steden een last drukken die des te zwaarder voor hem is daar hij zich eene grootere geldopoffering moet getroosten om een onderkomen te vinden...*

» Men ontveinze zich niet dat *het gedeelte des inkomens hetwelk aan de huurwaarde besteed wordt in de landelijke gemeenten betrekkelijk geringer is.*

» In de groote steden vindt men weinige woningen met eene jaarlijksche huurwaarde van minder dan 42 frank, en zoo wordt de vrijstelling zooals ze bij de wet van 1822 verleend is voor die steden eene doode letter. niettegenstaande de bepalingen van artikel 49, vermits deze slechts spreken van gedeeltelijke vrijstellingen. Het ontwerp bepaalt in dat opzicht een *volkomen gelijkheid van voorwaarden tusschen de verschillende gemeenten; want, schoon het tegenwoordig cijfer voor de landelijke gemeenten behoudende, stelt men voor het trapswijs en zonder de minste voorbehouding op 100 frank te brengen voor de volkrijkste steden.* Die bepaling zal voor gevolg hebben

welke het mogelijk is den cijns van 10 frank uithoofde van den tweeden, derden en vierden grondslag der personeele belasting te bereiken.

In alle plattelandsgemeenten van het arrondissement zijn de huizen van eene huurwaarde van fr 42-40 en meer, belast volgens de drie eerste grondslagen der personeele belasting en kunnen in groot getal uit dien hoofde het kiesrecht geven aan hen die ze bewonen.

Voor de stad Gent moet de huurwaarde ten minste fr. 95-40 bereiken. Onder dat cijfer is 't niet mogelijk dat het bedrag der belasting 10 fr bereikt.

Gelief, enz.

De Bestuurder der directe belastingen, douanen en accijnsen,
(Ondert.) G. VANDER STICHELEN.

(¹) Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 16 Februari 1849.

de inwoners van een zeer aanzienlijk getal huizen vrij te stellen van de belasting, want als men de nieuwe vrijstellingen bij de reeds toegestane vrijstellingen voegt, zullen de inwoners van nagenoeg 400,000 huizen op de 700,000 die men in België telt, van de personeele belasting geheel en al vrij worden gesteld. »

» (Ondert.) *Frère-Orban.* »

Dus drukt de heer Frère-Orban, verder gaande dan de Nederlandsche welgevers, het gevoel uit dat eene huurwaarde van 100 frank in eene groote stad evenveel is als eene huurwaarde van 40 frank op den buiten

En men werpe ons niet tegen dat er eene zoogezegde verwarring bestaat tusschen twee verschillende soorten van denkbeelden : in 1822 en 1849 was het er om te doen een zelfden graad van betrekkelijken welstand bij den stedeling en den bewoner van 't platte land te bepalen ; 't is hetzelfde vraagstuk hetwelk op dit oogenblik wordt gesteld, en 't is zonneklaar dat de beginselen die men eertijds als rechvaardig erkende, en *die sedert nooit ophielden toegepast te worden*, heden nog moeten worden gevolgd.

In de Nederlanden en in Italië zijn de grondslagen van het kiesrecht ook differentiaal. In Nederland gaan ze van 24 tot 100 gulden huurwaarde, dit is van 1 tot 4 ! In Italië gaan ze van 150 tot 400 lire, of van 1 tot 3.

Met een woord, de veranderlijke grondslag is onvermijdelijk, hij is logisch, onze fiscuswetten bekrachtigen hem, andere landen hebben hem in hunne wetten aangenomen, en zij die, naar 't voorbeeld van den heer Frère-Orban onze fiscuswetten hebben trachten te verbeteren, waren tevens verplicht de toepassing er van uit te breiden.

Zij die den veranderlijken grondslag bestrijden, steunen schier altijd op dwalingen van feite.

Zoo weet schier niemand dat het kadastraal inkomen van bebouwde eigendommen en het inkomen van 't gebouw en dat van den bodem begrijpt waarop het gebouw zich verheft, na aftrek van de schatting der oppervlakte *op den voet van de beste labeurlanden*. Overal waar de bodem eene waarde heeft grooter dan die van een eenvoudig bebouwd land, wordt die meerdere waarde dus begrepen in de berekening van het kadastraal inkomen der bebouwde eigendommen. Deze reden alleen ware voldoende om den veranderlijken grondslag en het onderscheid tusschen agglomeratiën en verspreide gemeenten te wettigen.

De achtbare heer Frère-Orban bepaalde er zich in 1849 niet bij de toepassing van het zoo juist beginsel van den veranderlijken grondslag aanzienlijk te willen uitbreiden ; hij liet daarenboven het voornemen blijken om de huurwaarde te vervangen door het kadastraal inkomen, hetwe'k alzoo de grondslag van het kiesrecht zou geworden zijn, juist zooals uwe commissie het heden voorstelt. Hij verklaarde die wijziging door uitmuntende redenen die wij hier overdrukken en die nog altijd waar zijn :

« De huurwaarde der woningen, eerste grondslag der personeele belasting, wordt bepaald volgens de aangifte der schatplichtigen ; dat element van aanslag kan, men begrijpt het, die eenvormigheid niet opleveren, welke zoo

noodzakelijk is als 't er om te doen is tot de openbare lasten te doen bijdragen. Wel is waar dat die aangifte door eene contradictorische schatting kan verbeterd worden, doch men begrijpt de moeilijkheid, of, betergezegd, de *onmogelijkheid* om door dat middel tot bevredigende uitslagen te geraken. De ondervindig bewijst het.

» Zelfs indien de schatting wordt gevraagd door den schatplichtige of geëischt door het bestuur, bieden de uitslagen in de onderscheidene gemeenten en meermaals in de onderscheidene wijken eener zelfde gemeente *verschillen, strijdigheden, aanstootelijke ongerijmdheden* aan, die men, wat men ook doe, niet vermijden kan en die het noodzakelijk gevolg zijn van afzonderlijk gedane verrichtingen zonder een gemeen centrum van werking, zonder een eenvormig en onveranderlijk beginsel als leiddraad.

» Ook bemerkt men dienaangaande zulke groote verschillen van waardeering dat ze *wel eens 100 t. h. overtreffen*, en als men zich vervolgens houdt aan 't beginsel van artikel 4 der begrootingswet van 29 December 1831, hetwelk de verbetering der begane dwalingen onmogelijk maakt, zal men begrijpen hoeveel de tegenwoordige verdeeling te wenschen laat.

» De eerste grondslag die behouden wordt is die der huurwaarde, maar in stede van hem zooals thans over te leveren aan *onervarenheid en willekeur*, stelt men voor hem te vestigen op *zekere en onveranderlijke* elementen, het *kadastraal inkomen*.

» De *kadastrale waarde* wordt bepaald volgens *vaste, juiste, algemeene* regels, die eenvormig worden gevolgd in 't gansche rijk; de berekeningen zijn gedaan naar eene periode die altijd dezelfde is, en als men deze tot uitgangspunt neemt, zullen de aanstootelijke *strijdigheden en ongelijkheden* welke men heden bemerkt, voor goed ophouden.

» Ongetwijfeld kan 't gebeuren dat er in 't kadaster de eene of andere onnauwkeurigheid voorkomt, maar dergelijke onvolmaaktheden moeten slechts weinig beteekenen, daar de taxé gematigd is en vooral met het oog op de *aanzienlijke ongerijmdheden*, die het onvermijdelijk gevolg van de tegenwoordige wet zijn.

» Het verdient verder opmerking dat de *aanneming van dezen grondslag het voordeel oplevert de vernieuwing der schattingen te voorkomen* en alzoo de woning der schatplichtigen te eerbiedigen.

» Het ontwerp vervangt eene *willekeurige waardeering* der huurwaarde door eene waardeering, gegrond op vertrouwbare elementen, die van aard zijn om de gelijkheid der verdeeling te waarborgen. »

Wij besluiten. Er bestaan slechts twee manieren om het kiesrecht, als maatschappelijke bediening beschouwd, in te richten :

Of wel de burgers verdeelen in kiezers en niet-kiezers, volgens hunne grootere of mindere bekwaamheid, of het stemrecht algemeen maken mits veranderlijke voorwaarden.

De verdeeling en die differentiatie moeten logisch berusten op de drie groote belangen welke allen menschen gemeen zijn, welke, buiten den godsdienst en de zedenleer, de eenige ware grondvesten onzer maatschappelijke inrichting zijn : het gezin, de eigendom, de wetenschap.

Het stemrecht, algemeen en veranderlijk gemaakt, is, met de instellingen waaronder wij leven en waaraan wij onwrikbaar zijn gehecht, maar te begrijpen onder den vorm van meervoudige stemming. Deze heeft des te minder kans om aangenomen en begrepen te worden, dat er niet aan te denken valt aan de familiehoofden eenvoudig twee stemmen toe te kennen, zooals door sommigen is voorgesteld.

't Is dus het vraagstuk van de bepaling der burgers die bekwaam zijn om de bediening van kiezer waar te nemen, hetwelk wij op te lossen hebben.

De oplossing die uwe commissie u aanbeveelt is behoudend en tevens democratisch.

Behoudend, omdat zij de drie zoo even opgesomde maatschappelijke belangen tot grondslag heeft; democratisch, omdat ze aan iedereen toelaat kiezer te worden. De werkman zal kiezer zijn, indien hij een eigen haard bezit of dat hij gehuisvest is in voorwaarden die van een zekeren graad van welstand getuigen, of ook als hij bewijst dat hij een lager onderwijs heeft genoten.

Maar 't is niet genoeg dat de toekomstige wetgeving redematig worden opgevat, ze moet de wetten der rechtvaardigheid, en zelfs, redelijker wijze, de eigenliefde eerbiedigen der partijen die het Parlement verdeelen.

't Is noodig, met één woord, dat men er niet van zeggen kunne dat de gebiedende en halsstarrige wil eener enkele partij ze aan de verschillende andere heeft opgedrongen.

Ook in dat opzicht schijnt de oplossing, waarvoor uwe commissie zich verklaarde, zich aan het welwillend onthaal van het Parlement te bevelen.

Iedereen herinnert zich nog de bewoordingen van den brief dien de heer Minister van Financiën in dato van den 20^{en} Maart 1891 aan den heer Voorzitter der middenafdeeling schreef. De heer Beernaert stelde voor het kiesrecht te vestigen op de bewoning en tevens op de occupatie van den grond. Kort nadien besloot de rechterzijde, die daartoe opzettelijk was bijeengeroepen, met bijna eenparige stemmen, dat er geene reden bestond om de bekwaamheid te nemen als een der grondslagen van het lateré kiesrecht.

Heden laat de meerderheid de occupatie van den bodem varen, omdat men dat stelsel beschuldigde dat het 't bedrog begunstigde; ze neemt, uit geest van verzoening, de bekwaamheid aan hoewel ze die eerst bestreed; dus zou, indien het voorstel der commissie werd gestemd, geene enkele partij het recht hebben zich de overwinning toe te eigenen. Allen zouden zich zelven integendeel de getuigenis kunnen geven dat zij bijgedragen hebben tot een werk van rechtvaardigheid en van billijkheid.

De Verslaggever,
DE SMET DE NAEYER.

Nota van den heer Frère-Orban

I

Twee, in sohijn strijdige, stroomingen van gedachten hebben hetzelfde doel bereikt : de afschaffing van den cijns. De voorstanders van algemeen stemrecht hebben al hunne aanvallen gericht tegen den cijns, gegrond op zeker bedrag aan belasting, welke cijns de voornaamste hinderpaal was voor de verwezenlijking hunner ontwerpen ; tegenstanders van algemeen stemrecht hebben den cijns veroordeeld, uithoofde van het kiesbedrog waartoe hij aanleiding geeft en omdat hij geene herziening der rechtstreeksche belastingen toelaat, zonder het kiesrecht ter spraak te brengen.

De cijns, erg aangevallen langs twee kanten te gelijk, was des te meer verzwakt daar hij, noodzakelijk verlaagd moettende worden, nog slechts in eenen minderen graad de waarborgen opleverde, welke diegenen zelve die hem in grondbeginsel verdedigen, denken er in te vinden met het oog op de verkiezingen.

De twee tegenstrevers scheidden zich op 't oogenblik dat zij, door hunne vereenigde pogingen, schenen te zegepralen. Zij die tegelijker tijd tegen het algemeen stemrecht en den cijns waren, trachten dezen door eene evenwaarde te vervangen, tevens veel van hun stelstel latende hopen door degenen die vooral het grootste getal in het kiezerskorps willen.

Daaruit ontstond het ontwerp om het recht te gronden op het bewonen van een huis met zeker kadastraal inkomen. Men wilde, zoo zegde men, den cijns vervangen door « de grondslagen van den cijns ».

Reeds bij de eerste uiteenzetting van dat plan, verklaarden wij dat we *à priori* geen stelsel hoegenaamd zouden verwerpen hetwelk tot de grondwetsherziening zou kunnen leiden; maar dat ditgene hetwelk op eene onduidelijke en algemeene wijze werd aangeduid, niet beoordeeld kan worden zonder dat het in eene formule was uitgedrukt, dat men op dergelijke grondslagen een beperkt, een uitgebreid, ja zelfs het algemeen stemrecht kon vestigen; dat wij, bij eene eerste beschouwing, groote moeilijkheden voorzagen; dat een zelfde onroerend eigendom, in stad of ten plattelande, in een klein stadje of in de voorgeborchten van eene groote stad gelegen, eene gansch verschillende huurwaarde of een zeer verschillend kadastraal inkomen had, en men er dus aan blootstond op bezwaren te stooten die de herziening verdagen, zooniet onmogelijk maken zouden. (Zie *Verslag van den heer de Smet de Nayer*, zittijd 1890-91, n^o 261.)

Deze bedenkingen weerhielden de voorstanders van het stelsel niet. Het door hen uiteengezette programma luidde : het kiesrecht steunen op het bewonen en inbezithouden van een onroerend goed met zeker kadastraal inkomen ;

Aldus een korps van 600,000 kiezers tot stand brengen.

Na de kiesstelsels van verschillende landen onderzocht te hebben, verwierpen zij het Nederlandsch stelsel, omdat het, behalve de bewoning, het betalen eener belasting eischt.

Zij meenden de voorkeur te moeten geven aan wat zij het Engelsch stelsel noemden : bewoning zonder het betalen van welke belasting hoegenaamd.

II.

De gewone kost onzer polemieken, op 't oogenblik dat zekere onzer staatkundige inrichtingen opnieuw ter spraak worden gebracht, is te trachten aan vreemde wetten te ontleenen om onze instellingen te hervormen. Beurteijings roept men het voorbeeld in van Engeland, de Vereenigde Staten of Zwitserland, enz. Het schijnt dat wat voor die landen goed is, insgelijks voor ons goed moet wezen. Daar licht eene vreeslijke klip. Men vraagt zich niet af of het maatschappelijk midden hetzelfde is, of het doel dat men beoogt en dat men van het geheel scheidt, geen deel uitmaakt van instellingen die onder elkaar overeenstemmen en het gevolg zijn van gansch andere zeden en gewoonten dan de onze. Een stelsel, dat zonder gevaar wordt toegepast in eenen republikeinschen Staat, kan in strijd wezen met het monarchiek stelsel of zelfs het vertegenwoordigend stelsel, in de orde waarin onze Grondwet het inricht, vernietigen.

Aldus is men blootgesteld aan groote vergissingen in het beoordeelen van vreemde wetten, vooral wanneer deze niet in de Fransche taal zijn opgesteld. Aldus werden nauwelijks geloofbare dwalingen begaan door de uitstekendste schrijvers. Daarvan kan men bewijzen aantreffen in verschillende werken, met name in de studie van een lid van het *Institut de France* voor « 't gebruik en 't misbruik in zake van vergelijkende wetgeving ». (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, artikel van den heer Léon Ancoc, 1892)

Niet alleen komen dwalingen van dien aard menigmaal voor en blijven ze voortbestaan, maar voor landen van angelsaksich ras is het niet voldoende de teksten te raadplegen, men moet ook zien hoe zij toegepast worden, en 't gebeurt dat men de zonderlingste afwijkingen aantreft.

Het onderzoek, waartoe men is overgegaan, heeft bewezen dat in 't bijzonder geval waarmee wij ons bezighouden, men zich heeft vergist toen men dacht dat in Engeland het kiesrecht eenvoudig berust op het feit der bewoning, zonder het betalen van belasting. Integendeel moet, — om ons te houden aan dat voornaamste en hoofdzakelijk bestanddeel dat aanleiding geeft tot het recht, — het huis aan de armenbelasting onderworpen en moet deze betaald zijn door den *bewoner*, of te zijner ontlasting betaald in de door de wet veroorloofde gevallen. In de steden, — de boroughs, — moet de bewoner daarenboven al de plaatselijke lasten betaald hebben. Overigens heeft men niets ontdekt dat gelijk aan eenen veranderlijken cijns, hetzij de woning gelegen is in stad of buiten. Van den anderen kant weigert de wet het kiesrecht aan onderstandgenietende personen.

Ten einde onze bevestigingen te dien opzichte te verijdelen, heeft men de getuigenis ingeroepen van Sir Charles Dilke, die zekere belangrijke inrichtingen gaf over de wijze waarop de wet zou toegepast worden. Als voorbeeld haalde hij eene « maatschappij voor werkmanswoningen » aan, die met eene eenige cheque de belasting van tien duizend personen betaalt, welke hare eigendommen bewonen, wat niet bewijst dat er geene belasting bestaat, maar

wel dat zij integendeel werkelijk bestaat en dat de eigenaar ze voor de bewoners betaalt. Welnu, de wet laat de betaling toe, wanneer zij zonder bedrog gebeurt. Hij haalde een ander, veel buitengewoner feit aan, en wel dit van vier honderd zeven-en-twintig kostgangers uit het oudmannenhuis te Chelsea.

« Die vier honderd zeven-en-twintig algemeene kiezers zegt hij, staan op de registers als metterwoon gevestigd zijnde in de wijk A of B of C, omdat zij in het gesticht niets anders hebben dan een bed. van de naburige bedden gescheiden door een beschot, dat zelfs niet tot aan de zoldering reikt. Maar volgens de wet (??), is dat eene kamer.

» Die kiezers zijn onderworpen aan een toezicht en eene tucht die gedeeltelijk gelijken aan die van een godshuis, gedeeltelijk aan die van een regiment. Men mag ze ieder oogenblik van wijk of van bed veranderen, maar vermits zij aan hun kiesrecht houden en de overheden van 't godshuis niet wenschen ze er van te berooven, verplaatst men ze niet meer, eens dat zij ingeschreven zijn. . . . Dat zijn toch wel onderstandgenietende kiezers en van hen mag men niet zeggen dat zij de armenbelasting betalen. »

Nochtans berooft de wet de ondersteunden uitdrukkelijk van 't kiesrecht.

Wij beraadslagen niet; wij weerleggen niet; de eenvoudige uiteenzetting is voldoende om een ieder te laten oordeelen. Ware dit het stelsel dat men ons aanbevelen wil, in ons land zou het weinig kans hebben om aangenomen te worden.

Niettemin hemelen zekere geestdriftigen in ons land het op, en van stad tot stad gaan zij bevestigen dat het er in geslaagd is de charlisten, die het algemeen stemrecht nastreven. te ontwapenen. Zij vergeten dat, na jaren lang in het land onlusten gestookt te hebben, welke meer dan eens bloedig werden beteugeld, na in de steden en tot in Londen de verschrikkelijkste volksbeloeningen gedaan te hebben, na te vergeefs eene groote processie beproefd te hebben om aan het Parlement een verzoekschrift te dragen dat, zegde men, met vijf millioen handteekeningen was bekleed — vermits de volksraadpleging nog niet was uitgevonden — al de inspanningen der charlisten ten voordeele van algemeen kiesrecht vruchteloos bleven, al hunne pogingen schipbreuk leden en zij ten slotte omkwamen in de laatste stuip-trekkingen in 1848.

Eerst in 1867 werd in Engeland de keshervorming verwezenlijkt, die het algemeen stemrecht verwierp; eerst in 1864 werd deze hervorming, bijna uitsluitend toepasselijk op de steden (boroughs). uitgestrekt tot de counties (het platteland).

Men ziet hoe nauwkeurig de bewering is dat de keshervorming gepaard ging met de beweging der chartisten, alsmede deze andere bewering als zou deze keshervorming, gegrond op bewoning of inbezithouding, nagenoeg hetzelfde zijn als algemeen stemrecht, iets wat, voor de apostelen van het Engelsch stelsel. de pogingen zou rechtvaardigen die zij aanwenden om het ten onzent in te voeren. Hoe uitgebreid ook, toch is het daar nog verre van verwijderd.

Het getal kiezers bedraagt in het Vereenigd Koninkrijk nagenoeg zes millioen. Het algemeen stemrecht zou elf millioen kiezers geven.

Op welk standpunt men zich ook plaatse, stellig is 't dat men het Engelsch recht niet kan inroepen ten voordeele van het aangeboden stelsel.

III.

Waarin bestaat dat stelsel, hetwelk in zijne formule dikwijls en op zonderlinge wijze veranderde sedert het ontstond?

Voor hoofdkarakter heeft het de instelling van eenen veranderlijken cijns, bepaalt door een veranderlijk kadastraal inkomen, of eene koopwaarde, verkregen door eene vermenigvuldiging van dat kadastraal inkomen, verschillende volgens de belangrijkheid der plaatsen en de beweging van den eigendom.

Met reden mag de achtbare heer de Smet de Naeyer het vaderschap eischen van de verschillende uitingen van dat stelsel, in de voorstellen die hij sedert 1891 achtereenvolgens overlegde.

Ongetwijfeld was hij het eens met den heer Minister van Financiën, die het denkbeeld had vooruitgezet. Maar van in 't begin drukte de achtbare Minister de sedert steeds sterk betwiste meening uit dat de Regeering in zake van herziening geene voorstellen moest doen. Hij was van oordeel dat de Kamers verplicht waren de bepalingen te zoeken en te vinden die in de plaats moesten komen van de grondwetsartikelen die men zou herzien. Daaruit volgde de proceduur, in de middenafdeeling van 1891 gevolgd, alsmede de uitstelling der commissiën van Kamer en Senaat. Gedurende al dien tijd waren de inrichting van het stelsel en dezès verdediging de arbeid waaraan de heer de Smet de Naeyer zich toewijdde met eenen ijver en eene vurigheid waarvan wij allen getuigen waren. Nochtans, op 't laatste oogenblik, den 31ⁿ December laatsleden, besloot de heer Minister er toe zekere teksten aan te duiden die herzien zouden worden.

Doch getrouw aan zijne eerste zienswijze, was het van zijnentwege eene persoonlijke, geene regeeringsdaad. Hij onderwierp zijne voorstellen niet aan de Kamer bij middel van een besluit, bekleed met 's Konings handteekening en medeondertekend door den Minister, maar wel bij middel van eenen eenvoudigen brief en als eenvoudig lid der Kamer. Hij sloot zich werkelijk aan bij het ontwerp van den heer de Smet de Naeyer, over het punt waarmee wij ons thans onledig houden (*).

Welke overweging dat ontwerp, alsmede den aanzienlijken arbeid dien het zijnen voorsteller heeft gekost, ook moge verdienen, welke kracht hij ook putte uit de toetreding van den heer Minister van Financiën, men kan daar onmogelijk de waarde eener regeeringsdaad aan toekennen, eene daad die dezelfde verplichtingen en dezelfde gevolgen zou meebrengen. Dus moet men ze beoordeelen naar haren wezenlijken aard, ten einde den aard niet te verdraaien van het geschil dat zij zou kunnen doen oprijzen. Een Minister,

(*) De verslaggever kan dit oordeel niet aannemen, want het is uitdrukkelijk in strijd met de bewoordingen van den brief, den 30ⁿ Maart 1891 door den heer Minister van Financiën gezonden aan den heer Voorzitter der middenafdeeling. (Verslag der middenafdeeling, blz. 25 en 26.)

(Nota van den Verslaggever.)

die 's Konings handteekening verpandde en op zich de verantwoordelijkheid nam van de daad, verkeert in eenen gansch anderen toestand dan een eenvoudig lid der Kamer, al ware 't zelf een Minister, die uit persoonlijken naam een voorstel onderteekent.

Laat ons dus dat ontwerp met bezadigdheid, zonder partijgeest onderzoeken en zien of het aan de behoeften van den toestand beantwoorden kan.

Het strijdt geenszins tegen de rede, een vermoeden van kiesbekwaamheid af te leiden uit de bewoning; doch daareven hebben wij het grondbeginsel van het ontwerp aangeduid : het strekt om eenen veranderlijken cijns of grondslag te bepalen om niettemin een zelfde kiesrecht tot stand te brengen.

Men beweert dat dit overeenkomt met den aard der zaken, de overlevering, de billijkheid, en dat het voorstel, wat men er ook van zegge, niet voor gevolg zou hebben de buitengemeenten ten koste der steden te bevoordeelen.

Tot staving dezer bewering roept men het gevoel in, door mij nagenoeg eene halve eeuw geleden vooruitgezet, toen ik verklaarde dat met ons stelsel van belasting « een gelijke cijns niet rechtvaardig zou wezen ».

Ik zou, voegt men er bij, van datzelfde gevoel uitgegaan zijn, toen ik in 1849 een wetsontwerp tot herziening der personeele belasting indiende, in welk ontwerp ik de huurwaarde door de kadastrale waarde verving, overigens erkennende, — wat zonneklaar is — dat een zelfde huis, gelegen in stad of buiten, niet dezelfde huur- of kadastrale waarde heeft.

Dus werd reeds vijftig jaar geleden de eenvormige cijns verschillend beoordeeld.

De voorstanders van eenvormigheid zegden dat, zoo het onbetwistbaar is dat de waarde, die tot grondslag der belasting dient, veranderlijk is, het zooveelste ten honderd voor de eene of andere waarde gelijk is en dat van dan af de eenvormigheid van het *kiesrecht* niet billijk betwist kan worden. Onnoodig te doen opmerken dat de bewijsvoering, die men meent te vinden in de memorie van toelichting mijns ontwerps van 1849, eenvoudig 't gevolg is eener verwarring van denkbeelden. Ik stelde de veranderlijke grondslagen der belasting vast, maar behield eenen gelijken kiescijns. Dan was het vraagstuk opgelost.

De levendige bespreking die daarover, na eene halve eeuw geleden, tusschen de partijen werd gevoerd, liep uit op eene *eenparige* stemming in beide Kamers, waarbij de veranderlijke cijns werd afgeschaft.

De ondervinding heeft uitspraak gedaan : de vrees der eenen, de hoop der anderen werd verijdd. De gelijke cijns heeft den invloed van het platteland niet verminderd ; de verlaging van den cijns heeft hem vermeerderd, zooals, voor eenen nog kleineren cijns, blijkt uit de samenstelling van 't meerendeel onzer provinciale raden.

Is het goede politiek, na eene verjaring van eene halve eeuw, eene zoo verbazende terugwerking te beproeven tegen een sedert zoo lang algemeen aangenomen beginsel?

Tien jaar geleden, deinsde men voor dergelijken maatregel terug. Toen ook stelde men voor het kiesrecht op de bewoning te steunen en tot grond-

slag gaf men het een gelijk kadastraal inkomen van 24 frank. Men kwam het algemeen stemrecht nabij.

De gansche rechterzijde, andermaal den regel van den gelijken cijns huldigende en ieder onderscheid tusschen steden en platteland verwerpende, stemde eenparig dat voorstel.

Hoe zou men eenen maatregel uitleggen die thans geheel tegenovergesteld zou wezen?

Te vergeefs zegt men dat hij den tegenwoordigen toestand tusschen steden en platteland niet verbreekt. Waarom het dan ten allen prijze willen opdringen, wanneer het 't allen kaut eene zoo hevige en vastberaden tegenkanting verwekt? Is dat handelen in eenen goedkeurenswaardigen politieken geest? Men zou overigens, tegen de klaarblijkelijkheid in, niet kunnen bewijzen dat, de buitenbevolking veel talrijker zijnde dan de stedelijke en de woningen in verhouding staande tot de aanzienlijkheid der bevolking, er niet des te meer kiezers ten plattelande zullen wezen naarmate de grondslag van 't kadastraal inkomen er lager is dan in de steden. Voor de openbare meening zou daarin een erfgebrek liggen, hetwelk niets zou kunnen wegnemen. De niet twijfelachtige gevolgen der toepassing zouden dat gebrek doen uitkomen, en al waren zij gedeeltelijk aan andere oorzaken te wijten, men zou ze toch aan deze eenige oorzaak toeschrijven. In de politiek zijn de dingen niet steeds wat zij in de werkelijkheid zijn; ze zijn wat zij schijnen te wezen. Het beoogde doel — vermeerdering van den plattelandschen invloed — werd overigens niet verborgen, vermits men voorstelde bij het kadastraal inkomen der woning dit van het er bij behoorend gebruikte land te voegen. Uit hoofde der gegronde critiek welke dat ontwerp verwekte, verving men het, onder voorwendsel van verzoening, door een eigendom van 2,000 frank waarde, wat de gehoopte uitslagen vermeerderd, wel verre van ze te verminderen.

Mag men, gezien de omstandigheden waarin wij verkeeren, ongestraft dergelijke kiemen van mistrouwen strooien in de gemoederen van hen die het minst geneigd zijn uiterste maatregelen in de hand te werken, en ware 't geene onvergeeflijke onvoorzichtigheid nieuwe wapens te leveren aan hen die *per fas et nefas* het algemeen stemrecht willen veroveren?

Met de hoop een gedeelte der andersdenkende partij in de Kamers te overhalen, werpt men een lokaas toe aan hen die 't beginsel der bekwaamheid verdedigden en deden zegevieren.

Het oorspronkelijk voorstel plaatste, naast het op de bewoning gegrond recht, het recht voortvloeiende uit diploma's of getuigschriften van hoogere studiën, en tot het andere uiterste overgaande, zonder de leemten aan te vullen, die tusschen beide voorkwamen, plaatste men op dezelfde lijn het getuigschrift van het, bij de meerderjarigheid, afgelegd examen over vakken welke konden verminderd worden tot lezen, schrijven en rekenen. De tusschen beide liggende nederiger wetenschap moest niet in aanmerking komen of geleerd of nagenoeg, om niet te zeggen, gansch onwetend, dat moest de zonderlinge regel der wet zijn. De houders van een diploma van hooger onderwijs of van getuigschriften betreffende eenen volledig gevolgden leer-gang van humaniora, hadden een kiesbrevet; de andere diploma's of getuig-

schriften moesten zonder waarde blijven. Zij zelfs die, na eene normaalschool verlaten te hebben, een diploma bezaten, moesten door een examen bewijzen dat zij konden lezen en schrijven!

De vrienden der voorstellers brachten daarover bedenkingen in 't midden, die aanleiding gaven tot twee amendementen, waarvan het een den volledige leergang van « humanoria » verving door eenen volledige leergang van middelbaar onderwijs van den « hooger » graad, en waarvan het andere eischte dat men in den tekst zelven der Grondwet bepalen zou dat het examen zou loopen over de nauwkeurige kennis der vakken van het lager onderwijs.

Deze wijzigingen die niet zonder beteekenis waren, lieten, behoudens de vermelding van enkele diploma's, de geheele uitsluiting van de achttien kiesrechtgevende klassen der wet van 1885 bestaan. Nauwelijks twee of drie dier klassen hebben aanleiding gegeven tot critieken die men gemakkelijk zou doen ophouden indien ze bevonden worden gegrond te zijn; de andere klassen laten zelfs geene redelijke opwerpingen toe, en 't is voldoende ze te lezen om er overtuigd van te zijn. Men weigert alzoo, zonder noodzakelijkheid, zonder eenig nut en zonder zelfs te zeggen waarom, het kiesrecht aan eene menigte menschen die zekerlijk zeer waardig zijn het uit te oefenen, en door eene tegenstrijdigheid met de denkbeelden die men voorstaat, verwerpt men ook de titels die aan de arbeiders en meest altijd aan de beste hunner het kiesrecht geven, bij voorbeeld, « de diploma's van bekwaamheid afgeleverd aan de leerlingen der nijverheidsscholen » of de getuigschriften van bekwaamheid, verleend ten gevolge van de prijskampen onder de leerlingen van de hogere afdelingen der openbare of bijzondere lagere scholen, diploma's en getuigschriften die in overgroote meerderheid door personen uit de arbeidende klassen der samenleving bekomen worden.

Die onverklaarbare en onverklaarde verminking eener wet die sedert bijna tien jaar van kracht is en welker beginsel men zegt aan te nemen, wordt voorgesteld als een maatregel van verzoening! In zulke voorwaarden zou niemand er eene toegeving in kunnen zien; velen hebben gemeend dat het spotternij was.

Indien wij, na deze beschouwingen over de politieke zijden van het wetsontwerp, tot hare toepassingen afdalen, erkent men gemakkelijk dat het allerlei moeilijkheden verwekt, dat het ruimschoots aanleiding zal geven tot processen en niet minder tot willekeur, dat het niet van kracht zou kunnen worden zonder een afzonderlijk kadaster van de huizen die het mogelijk is te verdeelen, wat waarlijk niet uitvoerbaar schijnt, dat het al de gebreken medebrengt die men aan den cijns verwijt en dat hetzels de verdienste niet heeft de kiesquaestie te sluiten, vermits er nog een groot aantal wetten te maken zijn om de gestelde beginselen te regelen.

De voornaamste bewoner, wat is dat? In onze steden huurt een koopman, in eene bijzondere gesteldheid, een huis dat hij duur betaalt. Gelijkvloers heeft hij magazijnen, zelf bewoont hij dakkamers. Het overige verhuurt hij per kamer of per kwartier; is hij de voornaamste bewoner? Men wordt aanstonds gewaar tot welk bedrog, tot welke betwistingen dat aanleiding kan geven. Hoe zal men de wijze regelen om de waarde der eigendommen

volgens het kadastraal inkomen te bepalen, zonder de tusschenkomst van het bestuur 't welk alzoo een grooten invloed op de verkiezingen zou kunnen hebben? En hoe zal men de waarde bepalen van ieder kwartier in de huizen die door verschillende menschen worden bewoond? Tot welke kieskuiperijen kan de bepaling der agglomeratiën niet dienen welke den grondslag van het kadastraal inkomen zullen wijzigen? Hoe aan het kadastraal inkomen geraakt zonder het kiesrecht te wijzigen? 't Is hetzelfde gebrek hetwelk verweten wordt aan den cijns wanneer het zake is de directe belastingen te wijzigen! Men heeft gedacht de tegenwerping te ontgaan door de waarde der woningen in plaats van het kadastraal inkomen tot grondslag aan het recht te geven. Maar die waarde wordt bepaald door een veelvoud van het kadastraal inkomen, en de gevolgen eener verandering zullen daarom niettemin bestaan. Ze zullen noodzakelijk de persoonlijke toestanden treffen. Men voorziet zulks voor een geval, namelijk wanneer een huis van eene klas tot eene andere overgaat en dat zijne waarde derhalve niet meer voldoende is om het stemrecht te geven; men stelt voor dat recht te behouden aan hen die het vroeger genoten, op voorwaarde dat ze dezelfde woning blijven betrekken. De wetgever zou dus, als waarborg, een zekeren cijns eischen, vertegenwoordigd door een kadastraal inkomen of eene bepaalde onroerende waarde, en als men den cijns verliest, zal men niettemin het recht behouden! Een dergelijke regel zou vrij zonderling hebben geschenen indien men hem op den kiescijns voortspruitende uit de belasting had toegepast?

Welke uitslagen zullen deze bepalingen geven? Hoe zal het kiezerskorps worden samengesteld, uit welke elementen zal het gevormd worden, welk cijfer zal het beloozen? « Men weet het niet. Men kan weten hoeveel huizen er zijn die het kiesrecht zullen geven, en 't is aan te nemen dat men in ieder van die huizen eenen burger zal vinden die 23 jaar oud is. Dat is waarschijnlijk; uit dien hoofde zal het getal kiezers reeds aanzienlijk zijn. Maar wat zullen de verdeelde woningen geven, niet slechts de huizen, maar « de gedeelten van huizen, eene waarde hebbende die door de wet moet bepaald worden? » Men zal er moeten bijvoegen het aandeel geleverd door de bekwaamheid, welk aandeel niet aanzienlijk zal zijn gezien de wijze waarop men het wil bepalen, en bovendien het zeer groot aandeel — nopens hetwelk geene de minste aanduiding wordt gegeven — der eigenaars van vaste goederen ter waarde van minstens 2,000 fr. » Hier past men den differentialen regel niet meer toe, schoon men weet dat eenige ares grond in de stad meer waarde kunnen hebben dan hectares buiten. In ons land waar de eigendommen zeer verbrokkeld zijn zal men ten platte lande vele eigenaars aantreffen van goederen die eene waarde van 2,000 fr. vertegenwoordigen, doch weinige of geene in de stad. Met één woord, men zal een kiezerskorps bekomen waarin eene groote plaats aan het onwetend getal zal ingeruimd zijn. En er mag hier geene dubbelzinnigheid bestaan: niet het getal moet veroordeeld worden, maar wel de onwetendheid, de onbekwaamheid om het kiesrecht uit te oefenen.

Indien men 't getal betracht, indien het getal de rechtvaardigheid en het recht is; indien het alwetend en bekwaam is dan om 't even welke keus in 't getal de doen, om de zoo moeilijke en lastige vraagstukken op te lossen

die het bestuur eener natie vereischt, dan valt er niet te aarzelen : men doe een beroep op het algemeen stemrecht. Maar indien dat beroep integendeel te duchten is, indien men besloten is zich er van los te maken, waarom dan een beroep gedaan op 't getal, hetwelk, schoon nog niet het volstrekt getal zijnde, de optreding ervan voor den volgenden dag onvermijdelijk maken zou, door onze politieke inrichting te beginnen met onze gemeentelijke instellingen, reeds nu diep te schokken?

Mij dunkt dat het niet mogelijk is, en men zou er de noodige meerderheid niet voor bekomen, eene nieuwigheid te handhaven die zooveel tegenkanting ontmoet en, behalve hen die ze voorstellen, niemand bevredigt. Inderdaad, toen ze na de verwerping van 't algemeen stemrecht en van eenige andere formules van dien aard in den schoot der commissie ook aan eene stemming onderworpen werd, heeft de meerderheid der leden ze maar aangenomen mits de stelligste voorbehoudingen en als eene voorloopige akte die tot niets verbond.

Niettemin was ik, overtuigd zijnde dat men het zoomin in den schoot der commissie eens zou worden als men het in den schoot der middenafdeeling in 1891 eens was geworden, vastbesloten geen voorstel te doen, zooals ik aan mijne vrienden verklaard had, maar de openbare debatten af te wachten om alsdan volgens de omstandigheden mij te regelen.

Maar in den schoot der commissie drong men levendig bij mij aan opdat ik zoolang niet zou wachten om mijne inzichten mede te deelen, en daar ik de genomen beslissing opwierp, verklaarde men uitdrukkelijk dat men de weigering om 't beginsel der bewoning aan te nemen niet zou inroepen om ieder ander voorstel te verwerpen. Men kenschelste alzoo, en met opzet, de uitgebrachte stemmingsen. De regeering, ondervraagd, antwoordde op hare beurt dat het ook haar gevoelen was.

In die voorwaarden had ik de volle vrijheid niet meer mijne houding te bewaren, en eenige dagen later gaf ik toe aan den wensch dien men had uitgedrukt.

IV.

Welke zijn de hoofdreden die men inroept om het voorstel te wettigen hetwelk de bewoning tot grondslag aan het stemrecht geeft?

Daar zijn er twee : de eerste, dat de cijns bekomen door de belasting, niet kan behouden worden; dat hij tot allerlei bedrog, tot vele processen aanleiding geeft en dat hij de herziening van ons stelsel van directe belastingen onmogelijk maakt.

Ziedaar de beschouwingen welke meermaals in den schoot der commissie ontwikkeld werden door den heer de Smet en den heer Minister van Financiën, om het voorstel dat op de bewoning gegrond is te verklaren.

Men overdrijft misschien de gebreken van den cijns, doch enkele bestaan inderdaad; en daar de hevige aanval van de eene zijde komende, ook den aanval van de andere zijde, dezen keer op het gevoelen der Ministers gesteund, veel heviger deed worden, heeft men een zeer moeilijken toestand verwekt.

De tweede reden is dat de bewoning een zekeren maatschappelijken toestand aanduidt, die toelaat den bewoner het kiesrecht te verleen.

Ziedaar de opgaven van het vraagstuk.

Aanvankelijk was ik van gevoelen, zooals men weet, en ik heb het sedert meer dan tien jaar dikwijls gezegd, dat de herziening moest geschieden door naast de kiezers die het stemrecht aan den verlaagden cijns van 10 frank verschuldigd zijn, verscheidene klassen kiezers te plaatsen die een zekeren graad van geleerdheid genietende, geenen cijns hoegenaamd te betalen hebben.

Ik kon daarin niet volharden, niet alleen zonder van halsstarrigheid te worden beschuldigd, gezien de houding van een deel der rechterzijde en van een deel der linkerzijde tegenover de voorafgaande quaestie van den cijns, maar ook zonder gevaar te loopen een plan aan te bieden dat, van dan af, geene oplossing meer zou kunnen worden.

Na rijpe overweging kwam ik tot de conclusie dat men zonder bezwaar den cijns kon afschaffen en door eene grondwettige bepaling, bestemd om art. 47 te vervangen verklaren dat « de Kamer van Volksverlegenvoordigers bestaat uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door alle burgers die, 25 jaar oud zijnde, het lager onderwijs hebben genoten ».

De afschaffing van den kiescijns maakte het ontwerp van den heer de Smet de Naeyer in dat opzicht overbodig. Het verloor hetgeen was aangeduid als zijne voornaamste reden van bestaan.

De afschaffing van den cijns bekrachtigde anderzijds een der voornaamste artikelen van 't programma der uiterste linkerzijde.

Wel is waar erkende de formule het stemrecht der ongeletterden niet; het liet de onwetenden tot de stembus niet toe.

Maar men kon dien maatregel met des te minder recht bestrijden, daar men eertijds de herziening op den grondslag der wet van 1883, dit is de bekwaamheid nevens den cijns, aanvaardde; daar men, nog later, plechtig verklaarde dat het stemrecht niet mocht verleend worden aan hen die lezen noch schrijven kunnen, en indien men van die voorwaarde heeft afgezien dan is 't om de medewerking te bekomen van de socialisten die het stemrecht zonder den minsten waarborg als voordeeliger voor hunne inzichten beschouwen, wat juist voor ons geene beweegreden is om die zienswijze toe te treden.

Alvorens er toe te besluiten, schijnt het dat de voorzichtigheid eischt naar de uitslagen te wachten van de proefneming die aan onze grenzen met het eenvoudig algemeen stemrecht wordt gedaan hetwelk zijn uitwerksel in de gemeenten maar begint te krijgen.

De afschaffing van den cijns verwekt zekere vrees. Ze vernietigt, zegt men, den waarborg die voortvloeyde uit eenen zekeren maatschappelijken toestand, aangeduid door de betaalde belasting en het vermoeden eener voldoende kiesbekwaamheid dat er uitvolgde. Dat gevoelen, hetwelk ernstig kan betwist worden, willen wij niet onderzoeken nu de cijns verlaagd wordt; wij stellen enkel vast dat sommigen eene werving der kiezers beknipten welke voortaan nog slechts zou geschieden onder degenen die een zeker onderwijs genoten hebben, zonder meer

Er bestaat hier eene onoplettendheid welke eene ingebeeldde vrees ingeeft, die door eene aandachtige beschouwing moet verdwijnen. Men verandert volstrekt niets aan de maatschappelijke voorwaarden wanneer men den eijns afschaft. Men zoekt een ander kenteeken bij middel van hetwelk men degenen erkennen zal wien het stemrecht moet toegekend worden; maar of de titel de belasting zij dan wel het onderwijs, dezelfde personen zullen zich weer in dezelfde toestanden en betrekkingen bevinden als thans. Met den tijd en de verspreiding der kennis zal men achtereenvolgens het kiezerskorps kunnen uitbreiden, en dat zou niet gevaarlijk zijn zooals het algemeen stemrecht, maar 't zou veel beter wezen dan de gedurige vermindering van den kiescijns.

Van die denkbeelden gaat het stelsel uit dat wordt voorgesteld.

De kiezers die het moet geven zijn niet zonder eigen haard; ze bevinden zich buiten kijf in de woningen of gedeelten van huizen en zelfs in de Kamers van 't ontwerp des heeren de Smet de Naeyer; ze bieden in dat afzonderlijk opzicht juist dezelfde waarborgen en bovendien den waarborg van een zekeren graad van geleerdheid aan.

't Is dus klaar dat de tweede beweegreden om dat ontwerp te wettigen al niet ernstiger zou zijn dan de eerste, en dat het onverstaaenbaar zou wezen de gevaren te trotseeren waaraan eene duistere nieuwigheid blootstelt, vol onzekerheid en moeilijkheden, waarvan het niet mogelijk is de gevolgen te voorzien, die niets oplost en die het uitgangspunt zou zijn van nieuwe en misschien gevaarvolle woelingen.

Het beginsel van mijn voorstel schijnt niet ernstig te kunnen tegengesproken worden en 't is schier onmogelijk te betwisten dat het, zonder een der bezwaren van het bewoningstelsel zooals dit is aangeboden, op te leveren, de enkele beschouwingen omverwerpt die men in zijn voordeel inroepen kan.

Maar dat beginsel kan niet onmiddellijk worden toegepast in zijne volle uitgestrektheid; er is tijd daartoe noodig; en zouden storingen en onverwachte gebeurtenissen volgen, indien men het eene stelsel eensklaps door het andere wilde vervangen. Daarom is het noodig overgangsmaatregelen te nemen; deze zijn begrepen in de formule welke ik voorstel voor de herziening van art. 47, en zullen toelaten de evolutie met zekerheid en op vreedzame manier tot een goed einde te brengen.

't Is zaak met de tegenwoordige gemeentekiezers, die hunne bewijzen hebben gegeven, een eenig kiezerskorps saam te stellen voor de algemeen, provinciale en gemeenteverkiezingen.

Die maatregel laat geene plaats over voor twijfel en onveiligheid. Wij weten hetgeen is, wij weten de gevolgen der akte. Als men zegt dat het niet zeer redematig is het onderwijs tot grondslag aan het stemrecht te geven en het te behouden ten bate van hen die 't niet bezitten, treft dat verwijt ons weinig; het is ingegeven door een redelijk rigorisme hetwelk op het verleden iets zou willen toepassen dat in al zijne uitgestrektheid maar uitgevaardigd wordt voor de toekomst. De bestaande wetten hebben hunne kiesbevoegdheid erkend, men kan hen daarvan naar recht niet berooven. Die kiezers, in de veronderstelling — wat verre van bewezen is — dat ze aan de nieuwe voorwaarden niet beantwoorden, zou men terugvinden in het regiem van het

algemeen stemrecht, waar ze wel is waar in de massa verloren zouden zijn, men zou ze terugvinden indien men het bewoningstelsel aannam; waarom zou men ze dan uitsluiten van de overgangsregeling welke is voorgesteld?

Maar, zal men zeggen, in de toekomst zullen de jongelingen die diploma's of getuigschiften bezitten, de eenige zijn om kiezer te worden. Dat is niet nauwkeurig juist, vermits men ook rekening moet houden met hen die kiezer worden omdat zij behooren tot de klassen welke de wet opsomt. Wat het kiesregiem overigens ook zij, immer zijn 't jongelingen die degenen vervangen die oud worden of verdwijnen. 't Is de wet der natuur. Dat was zoo vóór de wet, dat zal zoo na de wet zijn. De gemiddelde ouderdom der kiezers is heden ongeveer 40 jaar, zegt men; later zal dat ook zoo zijn; zelfs zal de gemiddelde ouderdom nog hooger worden, vermits men niet meer zoo-als thans kiezer zou worden op zijn 21^e, maar op zijn 25^e jaar.

Maar de werving van 't kiezerkorps niet meer geschiedende bij middel van nieuwe cijnsbetalenden, die zich ontwikkelen met de toeneming der bevolking en van den rijkdom, doch nagenoeg uitsluitend bij middel der elementen getrokken uit de bekwaamheid, hebben sommigen gedacht dat het kiezerskorps, verre van vermeerderd, verminderd zou worden.

Er zijn heden 554.000 gemeentekiezers; mijn voorstel vermeerderd hun getal met 17,000 die geschrapt zijn door een wet welke hen van de personeele belasting heeft vrijgesteld, en waarschijnlijk 3,000 die om dezelfde redenen op de kiezerslijsten niet zijn gebracht; het getal kiezers zal dus onmiddellijk 554,000 zijn.

Hoeveel zullen er jaarlijks verdwijnen? Welke wet der sterfte is op dat getal toepasselijk?

Ik heb bevoegde mannen geraadpleegd, en uit hunne berekeningen blijkt dat er het eerste jaar 15,200 kiezers ongeveer zullen verdwijnen, en dat hun getal van jaar tot jaar zal afnemen.

In het opgeworpen stelsel zijn er drie bronnen van aanvulling: de klassen, de brevetten in de prijskampen tusschen adultenscholen en de hogere afdeelingen van de lagere scholen bekomen, en het eigenlijk gezegd kies-examen.

De prijskampen die onder de wet van 1879 maar verplichtend waren voor de gemeentescholen, zijn door de wet van 1884 verplichtend gemaakt, niet alleen voor die scholen, maar voor alle scholen die onder schoolopzicht staan *gemeente-, aangenomen en tegemoet gekomen scholen*.

De heer Minister van Binnenlandsche Zaken heeft onlangs in de Kamer gezegd dat de uitslagen dier prijskampen gunstig waren.

't Ware dus voldoende dat er uit dien hoofde ongeveer 15,000 kiezers bijkwamen, om het kiezerskorps te behouden zooals het is.

Welnu, de prijskampen en 'de examens geven tegenwoordig bij de 18,000 kiezers. Als men er bijvoegt degenen die door de verschillende klassen geleverd worden, en die men kan schatten op 2,500 of 3,000 per jaar ten minste, en wier getal nog kan vermeerderd worden indien men de klassen eenigszins uitbreidt, dan ziet men dat de verdwijningen niet alleen vergoed worden, maar dat er een belangrijk overschot blijft om het kiezerskorps te vergrooten.

Het onbetwistbaar gevolg der nieuwe wet zou overigens zijn eene aanzienlijke beweging uit te lokken ten voordeele van het onderwijs hetwelk voortaan de grondslag van het recht zou worden, en men kan aannemen, als men de feiten nagaat, dat het getal kiezers door de prijskampen, de examens en de klassen geleverd, spoedig zou klimmen tot vijf-en-twintig of dertig duizend, zoodat het kiezerskorps ras zou toenemen om in weinige jaren tot ten minste negen honderd duizend te klimmen.

Mijn voorstel heeft een anderen uitslag van eene groote politieke waarde : het doet alle discussie ophouden ; zijne toepassing hangt niet af van de aanneming eener gansche reeks wetsbepalingen en bestuursmaatregelen die alles onafgedaan zouden laten. De hervorming kan in werking treden den dag na hare uitvaardiging.

Ik beveel ze aan omdat ik in mijne ziel en geweten, na de verschillende voorstellen zonder voorgenomenheid onderzocht te hebben, tot de overtuiging ben gekomen dat ze het eenig middel is om uit een toestand te geraken die het land verontrust. Ze gaat uit van een behoudend en levens vooruitstrevend denkbeeld. Zonder op gevaarlijke wijs te schokken hetgeen bestaat, bereidt mijn voorstel de toekomst voor. Nochtans zal ik mij niet beklagen, zoozeer ben ik van mijne verantwoordelijkheid overtuigd, indien men oordeelt dat eene andere maatregel, de noodige meerderheid kunnende bekomen, de voorkeur verdient ; maar ik zou me met dezen niet kunnen vereenigen indien hij mij van aard scheen om 't openbaar belang in gevaar te brengen. Alle menschen van goeden wil moeten elkander de hand geven om eene mislukking te voorkomen die aan onze instellingen enkel kwaad zou kunnen doen.

Er wordt gesproken van eene ontbinding als uiterst middel.

Een ontbinding zoo geene oplossing zijn. Indien ze werd uitgesproken voordat de Kamers uitspraak hadden gedaan, zou ze het land in allerlei nieuwe woelingen dompelen. De proceduur der herziening, zooals ze bij artikel 151 der Grondwet wordt voorgeschreven, zou moeten herbeginnen.

Indien de ontbinding slechts werd uitgesproken tengevolge van de verwerping der verschillende voorstellen die aan de Kamers onderworpen zijn, zou de uitslag dezelfde zijn, want de Kamers zouden hare macht uitgeput hebben, ze zouden uitspraak gedaan hebben, en de nieuwe Kamers zouden te beslissen hebben of het noodig is tot de herziening over te gaan.

Men kan de gebeurlijkheid van zou iets niet zonder schrik onder 't oog zien, en 't belang des lands gebied ons te beletten dat ze zich verwezenlijke.

FRÈRE-ORBAN.

De Commissie, na in hare zitting van 28^e Februari de lezing van 't verslag te hebben gehoord, stelt vast dat het nauwkeurig de genomen beslissingen weergeeft.

De heer Verslaggever verklaart dat de beschouwingen in zijn verslag ontwikkeld, zijn persoonlijk werk blijven.

De Verslaggever,
DE SMET DE NAEYER.

De Voorzitter,
DE LANTSHEERE.

BIJLAGEN.



BILAGE A.

ARTICLE 47 DER GRONDWET.

Tegenwoordige tekst der Grondwet.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers bestaat uit afgevaardigden, rechtstreeks verkozen door de burgers die den door de kieswet bepaalden cijns betalen, welke cijns niet meer mag bedragen dan 100 gulden rechtstreeksche belastingen noch min dan 20 gulden.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

De afgevaardigden bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks verkozen door de burgers die den ouderdom van 25 jaar bereikt hebben, sedert ten minste één jaar, hun wettig woonverblijf hebben in dezelfde gemeente of in denzelfden omkring (*agglomération*), en wien de kiesinrichting het stemrecht toekent.

§ 2. Kunnen alleen worden toegelaten om deel uit te maken van het kiezerskorps :

1° De eigenaars van onroerende goederen van eene waarde van minstens 2,000 frank. Aan het hoofd des gezins komt de eigendom of het deel van eigendom van zijne vrouw en zijne minderjarige kinderen ten goede;

2° Zij die, gedurende minstens één jaar, in hoedanigheid van voornaamsten bewoner, een huis of een gedeelte van een huis bewonen van eene minima-waarde door de wet te bepalen en welke niet zal mogen zijn :

Beneden de 2,400 frank en boven de 4,800 frank, indien het huis deel uitmaakt van eenen omkring (*agglomération*) bevattende meer dan 20,000 inwoners;

Beneden de 1,800 frank en boven de 5,600 frank, indien het huis deel uitmaakt van enen omkring (*agglomération*) bevattende van 5,000 tot 20,000 inwoners;

Beneden de 1,200 frank en boven de 2,400 frank in de andere gevallen;

Zonder dat de kieswet moge afwijken van de aldus vastgestelde verhouding tusschen deze drie klassen ;

3° De houders van een diploma van hooger onderwijs of van een bekrachtigd getuigschrift van bijwoning van eenen volledigen leergang van middelbaar onderwijs van den hooger grad, zonder onderscheid tusschen de openbare en bijzondere onderwijsgeslachten;

4° Zij die, meerderjarig zijnde, met goed gevolg en door de wet te regelen examen afleggen, omvattende het lezen, het schrijven en de

Tegenwoordige tekst der Grondwet.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

eerste beginselen van de rekenkunde, van het stelsel van maten en gewichten, van de aardrijkskunde van België en van de instellingen des lands.

De wet regelt de wijze van vaststelling der waarde van de eigendommen en van de woningen naar den grondslag van het kadastraal inkomen, de onderverdeeling der waarde voor de bij gedeelten bewoonde huizen en de bepaling der omkringen (*agglomérations*).

Wanneer een huis van eene klas tot eene andere overgaat en dat, dientengevolge, zijne waarde niet meer voldoende is om het kiesrecht te verleen, wordt dit recht behouden aan die bewoners van het huis welke het eertijds genoten, zoolang zij hetzelfde huis blijven bewoonen.

BIJLAGE B.

*TABEL der stemmingen door de Commissie der Kamer uitgebracht
over de verschillende voorstellen tot herziening van artikel 47
der Grondwet.*

Tekst der gedane voorstellen en gestelde vragen.

Genomen beslissingen

ART. 47.

*Voorstel gedaan door de heeren Janson, Feron, Houzeau
de Lehaie, Thiriar, Warocqué en Coppée ⁽¹⁾ :*

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt verkozen volgens het rechtstreeksch algemeen stemrecht.

Zijn kiezer, alle burgers (uitgezonderd degenen wien hunne rechten ontzegd zijn) die de voorwaarden bezitten van ouderdom en domicilie door de kieswet bepaald.

Deze wet somt de klassen van burgers op die, wegens onwaardigheid, voor altijd of tijdelijk uit het kiezerskorps zijn gesloten.

Voorstel gedaan door den heer Hanssens ⁽²⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden gekozen volgens 't rechtstreeksch algemeen stemrecht der burgers die de voorwaarden van ouderdom en domicilie, door de kieswet bepaald, vereenigen.

De kieswet duidt de klassen van burgers aan die, wegens onwaardigheid, buiten het kiezerskorps gesloten zijn, hetzij bestendig of tijdelijk.

Zij mag de uitoefening van het kiesrecht niet afhankelijk maken van de voorbehoudende vaststelling der bekwaamheid waarvan de geldigheid of de onwaarde van het stembriefje tegelijk de toets en de bekrachtiging is.

Voorstel gedaan door den heer Nothomb ⁽³⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt volgens het rechtstreeksch algemeen stemrecht verkozen.

Zijn kiezer, zonder voorwaarde van eijns :

Alle Belgen :

1^o Die den ouderdom van ten volle vijf-en-twintig jaar bereikt hebben;

2^o Die 't bewijs leveren van een onafgebroken verblijf van drie jaar in dezelfde plaats, gemeente of vereeniging van gemeenten.

De kieswet bepaalt de bijkomende voorwaarden alsook de redenen van onwaardigheid of onbekwaamheid, hetzij bestendige of tijdelijke.

Niettemin zal alle wijziging of bijvoeging, aan de kieswet toegebracht, evenals elke afwijking van die wet maar mogen gestemd worden bij de meerderheid voorzien in paragraaf 5 van artikel 131.

Verworpen met 16 stemmen tegen 4.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

Bij eenparigheid der 20 aanwezige leden verworpen.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

Verworpen met 19 stemmen; 1 onthouding.

(Zitting van 2 Nov. 1892.)

(¹) N^o 12, IV.

(²) N^o 25, XII.

(³) N^o 21, VIII.

Tekst der gedane voorstellen en gestelde vragen**Genomen beslissingen.***Voorstel gedaan door den heer Sabatier (1):*

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt samengesteld uit afgevaardigden verkozen volgens het rechtstreeksch algemeen stemrecht.

Zijn kiezer alle Belgen die hunne burgerlijke en politieke rechten genieten en minstens 25 jaar oud zijn op het oogenblik dat de kiezerslijsten opgemaakt zullen worden.

De kieswet zal echter de uitoefening van het kiesrecht kunnen ondergeschikt maken aan zekere voorwaarden van verblijf en bekwaamheid en de redenen van onwaardigheid bepalen welke den burger buiten het kiezerskorps sluiten, hetzij bestendig of tijdelijk.

Daar de kieswet eene hoofdzakelijk organieke wet is, zal geene enkele kieswet worden uitgevaardigd die niet gestemd is geworden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers bij meerderheid van de twee derden der stemmende leden, daarenboven de twee derden der leden bij de stemming aanwezig zijnde.

Voorstel gedaan door den heer Helleputte (2):

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door de burgers die den ouderdom van ten volle 35 jaar bereikt hebben en door de burgers die den ouderdom van ten volle 25 jaar bereikt hebbende, een door de wet te bepalen examen zullen hebben afgelegd of houder zullen zijn van een diploma van bekwaamheid dat daarvoor in de plaats komt, en afgeleverd is door een openbaar of privaat gesticht van onderwijs.

De kiezers zullen, volgens het door hen uitgeoefend beroep, verdeeld worden in drie groepen beantwoordende aan 't kapitaal, den arbeid, de vrije of verstandelijke beroepen.

De drie groepen kiezers stemmen in afzonderlijke afdeelingen en hebben ieder recht op het derde van de te verleenen mandaten.

Indien 't getal mandaten niet juist verdeelbaar is door drie, dan zal het eerste mandaat daarenboven aan de eerste groep toekomen, het tweede aan de tweede groep.

Zijn er slechts twee mandaten te verleenen, dan verleent de eerste groep er één; de tweede en derde groep, te zamen stemmende, verleenen er insgelijks één.

Moet er slechts één mandaat gegeven worden, dan nemen de drie groepen te zamen aan de verkiezing deel.

Bijkomend voorstel des heeren Feron (3):

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt rechtstreeks verkozen door de burgers die de door de wet gestelde voorwaarden in zich vereenigen.

Verworpen met 17 stemmen tegen 5.

(Zitting van 2 Nov. 1892)

Verworpen met 15 stemmen tegen 3

(Zitting van 2 Nov. 1892)

Verworpen met 16 stemmen tegen 4.

(Zitting van 3 Nov. 1892.)

(1) N^o 29, XVI.

(2) N^o 41, XXVIII.

(3) N^o 39, XXVI.

Tekst der gedane voorstellen en gestelde vragen.

Genomen beslissingen.

Voorstel gedaan door den heer Janson :

Voorstel van den heer Janson om aan 't hoofd van art. 47 te verklaren :

De kiescijns is afgeschaft.

Voorstel gedaan door de heeren de Smet de Naeyer, Fris, Delbeke, Melot, Ligny en Meeus ⁽¹⁾ :

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door de burgers die ten volle den ouderdom van vijf-en-twintig jaar bereikt hebben en aan welke de kieswet het stemrecht toekent.

Worden alleen toegelaten om deel uit te maken van het kiezerskorps :

1^o De eigenaars van onroerende goederen in 't kadaster aangeduid voor een inkomen van ten minste honderd frank ;

2^o Zij die, sedert ten minste één jaar, in de hoedanigheid van voornaamsten bewoner, een zelfde huis bewonen of een zelfde gedeelte van een huis welks waarde, volgens het cijfer van de bevolking der gemeenten, door de kieswet zal bepaald worden.

Die waarde mag niet beneden de 1,050 frank zijn.

Voor de gemeenten die meer dan 20,000 inwoners tellen, moet zij bepaald worden op het dubbele van de waarde aangenomen voor de gemeenten van min dan 5,000 inwoners.

De regels, volgens welke men de waarde der huizen en der gedeelten van een huis berekent, worden door de wet voorgeschreven ; het kadastraal inkomen van den bebouwden eigendom dient tot grondslag aan die regels.

Het kadastraal inkomen van den grond waarop het huis gebouwd is, evenals dat van het land dat grenst aan het huis en door dezès bewoner gebruikt wordt, mogen, binnen de door de wet voorziene grenzen, tot berekening der waarde, bij het kadastraal inkomen van den bebouwden eigendom gevoegd worden.

Wijzigingen voorgesteld door den heer de Smet de Naeyer ⁽²⁾ aan het voorstel van den heer Beernaert ⁽³⁾ :

De afgevaardigden bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks verkozen door de burgers die ten volle 25 jaar oud zijn, sedert minstens één jaar gevestigd zijn in dezelfde gemeente of in denzelfden omkring (*agglomération*) en wien de kieswet het stemrecht toekent.

Verworpen met 10 stemmen tegen 4 en 6 onthoudingen.
(Zitting van 3 Nov. 1892.)

Eerst aangenomen met 15 stemmen tegen 6 en 1 onthouding (zitting van 3 Nov. 1892), en nadien vervangen door den tekst van het voorstel des heeren Beernaert, gewijzigd door den heer de Smet de Naeyer (zitting van 28 Jan. 1893).

Aangenomen met 13 stemmen tegen 6.
(Zitting van 18 Jan. 1893.)

(¹) N^o 23, X.

(²) N^o 46, XXXIII.

(³) N^o 53, XI.

Tekst der gedane voorstellen en gestelde vragen.**Genomen beslissingen.**

De stemming is verplichtend. Zij geschiedt in de gemeente, behalve de uitzonderingen door de wet te bepalen.

De eerste volzin wordt verworpen met 7 stemmen tegen 7 en 3 onthoudingen; de tweede volzin wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 5.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

Kunnen alleen toegelaten worden om deel uit te maken van het kiezerskorps :

Aangenomen met 13 stemmen tegen 6.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

1° De eigenaars van onroerende goederen die eene waarde van minstens 2,000 frank. Aan het hoofd des gezins komt de eigendom of het deel van eigendom van zijne vrouw en zijne minderjarige kinderen ten goede;

Idem.

2° Zij die, sedert ten minste één jaar, in hoedanigheid van voornaamsten bewoner, een huis of een gedeelte van een huis bewonen van eene door de wet te bepalen waarde; deze mag niet zijn :

Beneden de 2,400 frank en boven de 4,800 frank indien het huis deel uitmaakt van eenen omkring (*agglomération*) bevattende meer dan 20,000 inwoners;

Beneden de 4,800 frank en boven de 5,600 frank, indien het huis deel uitmaakt van eenen omkring (*agglomération*) bevattende van 5,000 tot 20,000 inwoners;

Beneden de 4,200 frank en boven de 2,400 frank in de andere gevallen;

Zonder dat de kieswet moge afwijken van de aldus vastgestelde verhouding tusschen deze drie klassen;

Aangenomen met 8 stemmen tegen 6 en 5 onthoudingen.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

3° De houders van een diploma van hooger onderwijs of van een bekrachtigd getuigschrift van bijwoning van eenen volledige leergang van middelbaar onderwijs van den hooger grad, zonder onderscheid tusschen de openbare en bijzondere onderwijsgeslachten;

Aangenomen met 8 stemmen tegen 6 en 5 onthoudingen.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

4° Zij die, meerderjarig zijnde, met goed gevolg een door de wet te regelen examen afleggen, omvattende het lezen, het schrijven en de eerste beginselen van de rekenkunde, van het stelsel van maten en gewichten, van de aardrijkskunde van België en van de instellingen des lands.

Aangenomen met 15 stemmen tegen 6.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

De wet regelt de wijze van vaststelling der waarde van de eigendommen en van de woningen naar den grondslag van het kadastraal inkomen, de onderverdeeling der waarde voor de bij gedeelten bewoonde huizen en de bepaling der omkringen (*agglomérations*).

Idem

Wanneer een huis van eene klasse tot eene andere overgaat en dat, diensgevolge, zijne waarde niet meer voldoende is om het kiesrecht te verleenen, wordt dit recht behouden aan die bewoners van het huis welke het certijds genoten, zoolang zij hetzelfde huis blijven bewonen.

Er wordt verstaan dat de bepalingen die de voorwaarden tot het kiesrecht regelen maar een enkel artikel der Grondwet zullen uitmaken.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

Tekst der gedane voorstellen en gestelde vragen

Genomen beslissingen.

*Amendementen van den heer Grosfils ⁽¹⁾ aan het voorstel
des heeren Beernaert ⁽²⁾:*

Art. 47.

De leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers worden verkozen door de burgers die den vollen ouderdom van 25 jaar bereikt hebben, sedert ten minste een jaar hun wettig woonverblijf hebben in dezelfde gemeente of denzelfden omkring (*agglomération*), en wien de kieswet het stemrecht toekent.

De stemming is verplichtend. Ze geschiedt in de gemeente, behalve de uitzonderingen, te bepalen door de wet.

De klassen van kiezers welke door de wet zijn erkend, mogen noch afgeschaft noch beperkt worden.

De uitoefening van het stemrecht zal door de wet immer tot nieuwe klassen van burgers mogen uitgebreid worden.

De burgers wien het kiesrecht is toegekend, mogen er noch voor goed noch tijdelijk van beroofd worden, tenzij bij rechterlijke beslissing en enkel om redenen van onwaardigheid.

Art. 47^{bis}.

De eerste kieswet, in uitvoering van het vorig artikel gemaakt, zal, mits de voorwaarden van ouderdom en verblijf bij dat artikel bepaald, het stemrecht met name toekennen aan :

1^o Alle gehuwde burgers;

2^o Alle ongehuwde burgers die kunnen lezen en schrijven;

Het bewijs dier kennis zal geleverd worden op de wijze welke de wet bepaalt.

Zijn niet gehouden dat bewijs te leveren :

a. De burgers die een diploma of een brevet bezitten afgeleverd door een openbaar of vrij gesticht van hooger of normaal onderwijs;

b. De burgers die een getuigschrift bezitten bewijzende dat zij volledige studiën hebben gedaan in een openbaar of privaat gesticht van middelbaar, lager, kunst- of beroepsonderwijs;

c. De miliciens en de vrijwilligers die het leger een vol hebben verlaten.

*Voorstel gedaan door de heeren Graux, Vanderkindere,
Buls, Huysmans en De Mot ⁽³⁾ :*

De Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt samengesteld uit afgevaardigden rechtstreeks verkozen door de burgers welke de voorwaarden in zich vereenigen door de kieswet bepaald.

Verworpen met 15 stemmen
tegen 2 en 1 onthouding.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

Verworpen met 15 stemmen
tegen 2 en 1 onthouding.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

Verworpen met 17 stemmen
tegen 1.
(Zitting van 28 Jan. 1893.)

⁽¹⁾ N^o 56, XLIII.

⁽²⁾ N^o 46, XXXIII.

⁽³⁾ N^o 50, XXXVII.

Tekst der gedane voorstellen en gestelde vragen.**Genomen beslissingen.**

Deze wet zal alleen toelaten om deel uit te maken van het kiezerskorps de burgers die, kunnende lezen en schrijven, in staat zijn door eigen middelen in hun onderhoud en dat van hun gezin te voorzien.

Die voorwaarden zullen vastgesteld worden, hetzij door rechtstreeksche bewijzen, hetzij door vermoedens, overeenkomstig de wijze door de kieswet bepaald.

De bepalingen dezer wet op die punten betrekking hebbende, evenals de voorwaarden van ouderdom en wettige woonplaats zullen moeten gestemd worden bij meerderheid van de twee derden der stemmen.

Geene enkele stemming zal over deze punten mogen plaats hebben, indien de twee derden der leden van elke der twee Kamers niet aanwezig zijn.

Deze bepalingen zullen kunnen worden afgeschaft of gewijzigd door de wetgevende macht, wanneer deze onder dezelfde voorwaarden beraadslaagt.

De kieswet somt de soorten van burgers op die, uit hoofde van onwaardigheid, buiten het kiezerskorps zijn gesloten.

BIJLAGE C.

Maatschappijen voor arbeiderswoningen die door de Algemeene

VOLGNUMMER.	NAAM.	ZETEL.	DATUM der STICHTING.	MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL.	VERSCHOTTEN door de algemeene spaar- en lijfrentkas gedaan op 31 Dec. 1892.

I. NAAMLooZE VENNOOTSCHAPPEN.

A. Kredietverenigingen.

1	Saint-Éloy	Morlanwelz	17 October 1890.	100,000	22,500	»
2	Eigen Heerd is goud weerd	Gent	16 Februari 1891	125,000	109,000	»
3	Le Foyer de l'Ouvrier	Luik	16 Juli 1891	207,000	409,000	»
4	Le Crédit Namurois	Namen	1 ^{er} Augustus 1891	225,000	155,000	»
5	Le Foyer Ouvrier Tournaisien	Doornik	10 October 1891	135,000	50,000	»
6	Le Foyer Ouvrier	Marcinelle	10 Augustus 1891	100,000	20,000	»
7	L'Ouvrier-Propriétaire	Bergen	15 November 1891	48,000	95,900	»
8	Société anonyme de prêts pour favoriser la construction d'habitations ouvrières	Etterbeek	19 November 1891	60,500	58,000	»
9	Le Crédit Ouvrier de l'arrondissement de Philippeville	Walcourt	15 Décembre 1891	50,000	154,200	»
10	Le Foyer de l'Ouvrier Borain	Bergen	8 Décembre 1891	120,500	70,000	»
11	Société anonyme de Louvain pour favoriser l'acquisition de maisons pour la classe ouvrière	Leuven	8 Januari 1892	200,000	50,000	»
12	L'Habitation de l'Ouvrier	Dinant	16 Januari 1892	50,000	22,500	»
13	Société anonyme de garantie pour favoriser la construction de maisons ouvrières dans l'arrondissement de Liège	Luik	7 Maart 1892	227,000	202,775	56
14	La Maison Ouvrière	Aath	10 Maart 1892	50,000	22,500	»
15	Le Crédit Ouvrier des cantons de Seneffe et Fontaine-l'Évêque	Luttre	15 Mei 1892	150,000	201,680	»
16	Rond den Heerd	Kortrijk	19 Mei 1892	47,000	21,150	»
17	De Mechelsche Werkmanswoning	Mechelen	24 Mei 1892	100,000	»	»
18	Eigen Heerd	Antwerpen	24 Mei 1892	152,000	112,900	»
19	Le Crédit Ouvrier de l'arrondissement de Huy	Hoei	5 Juli 1892	71,000	51,950	»
20	Le Foyer Ardennais	Bastenaken	24 Augustus 1892	25,000	»	»
21	Kempische Heerd	Turnhout	6 October 1892	56,000	»	»
22	Le Prévoyant Propriétaire	Binche	12 October 1892	50,000	»	»
23	Le Crédit Ardennais	Andenne	25 November 1892	72,000	»	»
24	Société anonyme de Crédit Ouvrier du canton de Gembloux	Gemblois	5 December 1892	57,500	»	»
25	Crédit immobilier de l'Ouvrier	Verviers	10 Januari 1893	100,000	»	»
26	Werkmansvriend	Vilvorden	4 Februari 1893	50,000	»	»
TOTALEN				2,588,500	1,787,055	56

spaar- en lijfrentkas zijn erkend. — Toestand op 5 Februari 1893.

VOLGNUMMER.	NAAM.	ZETEL.	DATUM der STICHTING.	MAATSCHAPPELIJK KAPITAAL.	VERSCHOTTEN door de algemeene spaar- en lijfrentkas gedaan op 31 Dec. 1892.
-------------	-------	--------	----------------------------	------------------------------	--

B. Bouwmaatschappijen.

1	Société anonyme pour la construction d'habitations ouvrières	Aalst	20 Januari 1891. . .	60,000 "	"
2	L'Union des cantons de Châtelet-Gosselies.	Châtelet.	4 Juni 1891. . .	111,000 "	115,000 "
3	Société anonyme des habitations ouvrières de Namur.	Namen	1 ^{er} Augustus 1891 .	100,000 "	45,000 "
4	Brugsche naamlooze Maatschappij	Brugge	10 October 1891. .	50,000 "	20,400 "
5	Société anonyme Montoise pour la construction, l'achat, la vente et la location d'habitations ouvrières	Bergen	15 November 1891 .	95,000 "	"
6	Société anonyme pour la construction, l'achat, la vente et la location d'habitations ouvrières	Willebroek	20 Februari 1892 .	200,000 "	125,000 "
7	Le Foyer libéral Hutois	Hoei.	27 Augustus 1892 .	100,000 "	45,000 "
8	L'Ouvrier-propriétaire	Stavelot	19 Juli 1892. . .	50,000 "	20,500 "
9	Rousselaarsche naamlooze Maatschappij voor het bouwen van werkmanswoningen	Roeselare	16 Augustus 1892 .	50,000 "	"
10	La Fraternité	Thienen	6 October 1892. .	150,000 "	"
11	Société anonyme de Louvain pour la construction de maisons ouvrières	Leuven	1 ^{er} Augustus 1892 .	50,000 "	15,500 "
12	Société anonyme des habitations ouvrières	Assche	26 November 1892 .	15,000 "	"
13	Société anonyme de Maeseyck pour la construction de maisons ouvrières	Maaseik	27 November 1892 .	20,000 "	"
14	Eigen Huis	Boschvoorde	3 Februari 1893 .	10,000 "	"
TOTALEN . . .				1,059,000 "	584,400 "

II. SAMENWERKENDE MAATSCHAPPIJEN.

A. Kredietverenigingen.

1	Le Foyer	Brussel	21 Juni 1891. . .	"	27,253 51
2	Samenwerkende Maatschappij « Eigen Heerd »	Ieperen.	15 Mei 1892. . .	"	"
3	Société coopérative d'Ixelles pour la construction de maisons à bon marché	Elsene	25 Mei 1892. . .	"	159,960 "
4	Société coopérative de Laeken pour la construction de maisons à bon marché.	Laken	25 Juli 1892. . .	"	"
TOTALEN . . .				"	187,213 51

B. Bouwmaatschappijen.

1	L'Immobilière namuroise	Namen	24 November 1877 .	"	14,700 "
2	Société coopérative d'épargne, de crédit et de construction.	Brussel	1 ^{er} November 1890 .	"	2,500 "
TOTALEN . . .				"	17,200 "

BIJLAGE D.

Tabel aanduidende voor de provinciën Limburg, Luxemburg en Namen alsmede in de personeele belasting voor het dienstjaar 1894,

GEMEENTEN.	HOOFDOM DER PERSONEELE BELASTING.			Totaal der hoofden.
	Huurwaarde.	Deuren en vensters.	Mobilair.	
BRUSSEL	777,502 90	527,680 88	255,520 02	1,558,705 80
PROVINCIE LIMBURG	75,249 60	117,705 50	54,410 70	225,365 80
Hasselt	14,426 95	16,479 80	5,448 77	36,355 52
St-Truiden	10,280 55	15,640 "	4,591 54	28,511 60
Tongeren	8,521 70	10,525 "	5,557 83	22,602 53
Andere gemeenten der provincie	40,020 60	77,062 70	21,012 85	158,096 15
PROVINCIE LUXEMBURG	56,947 05	96,002 51	40,821 54	193,770 70
Aarlen	9,669 "	7,714 59	8,385 65	25,767 04
Bastenaken	1,198 85	2,808 "	977 10	4,985 05
Marche	1,992 15	5,597 "	1,263 "	6,652 15
Neufchâteau	2,082 60	1,880 "	1,412 02	5,374 62
St-Hubert	952 60	1,887 "	591 65	3,431 25
Virtou	1,728 15	2,616 "	1,546 40	5,890 55
Andere gemeenten der provincie	59,525 70	75,699 92	26,847 52	141,871 14
PROVINCIE NAMEN	155,256 10	229,787 50	95,859 98	478,905 58
Namen	48,174 55	45,458 50	24,095 79	115,728 64
Dinant	7,684 55	9,519 "	4,476 60	21,480 15
Gembloers	2,971 70	4,455 "	1,815 70	9,240 40
Andere gemeenten der provincie	94,425 50	172,557 "	65,471 89	332,454 59

voor eenige gemeenten, het gemiddeld cijfer per huis, van het te dragen aandeel ter voordeele van den Staat, volgens de drie eerste grondslagen.

20 opcentimen op de hoofdsom der belasting op de huurwaarde.	15 gewone opcentimen.	Totaal ter voordeele van den Staat.	Getal ARTIKELEN (Huizen die de per- soneele belasting betalen.)	Gemiddeld cijfer der • personeele belasting per huis. (Hoofdsom en opcentimen ten voordeele van den Staat.)	OPMERKINGEN.
155,500 58	250,805 62	1,925,010 •	18,507	104 02	
14,649 92	55,804 88	273,820 60	16,502	16 80	
2,885 59	5,453 53	44,694 24	1,541	29 •	
2,056 07	4,246 75	34,614 51	1,165	29 71	
1,704 54	5,390 58	27,697 25	1,051	26 86	
8,004 12	20,714 42	166,814 60	12,565	15 28	
11,589 41	29,065 60	254,225 71	16,582	14 50	
1,953 80	5,865 06	51,565 90	852	57 05	
259 77	747 59	5,971 51	280	21 53	
598 45	997 82	8,048 40	568	21 87	
416 52	806 19	6,597 55	257	27 84	
180 52	514 60	4,156 46	250	15 97	
545 65	855 58	6,880 76	515	22 01	
7,864 74	21,280 67	171,016 55	14,075	12 15	
50,651 22	4,597 68	514,152 48	29,175	17 62	
9,654 87	1,445 25	126,808 74	2,868	44 22	
1,556 91	250 54	25,247 60	887	26 21	
594 54	89 15	9,925 89	526	18 87	
18,885 10	2,852 76	554,172 25	24,894	14 25	

BIJLAGE E.

Drankslijters (bieren en sterke dranken) op de patentrollen ingeschreven den 1^{en} Maart 1892 in de 29 gemeenten van den 1^{en}, 2^{en} en 3^{en} rang.

GEMEENTEN	INWONERS volgens de tienjarige telling op 31 Decemb. 1890.	GETAL SLIJTERS. (Het patentrecht voor de 12 ^e klas delants die hun is aangewezen, is : a. Hoofdsom; b. 20 opeentiemen; c. totaal ten voordeele van den Staat) (1).			GETAL CIJNSKIEZERS van 10 frank volgens de lijsten die in 1890 zijn opgemaakt.			Verhouding % tusschen het getal drankslijters die een patent betalen van 10 frank of meer en 't getal cijnskiezers voor de gemeente.
		1 ^e rang.	2 ^e rang.	3 ^e rang.	Gemeenten van den 1 ^e rang.	Gemeenten van den 2 ^e rang.	Gemeenten van den 3 ^e rang.	
		a. 10,60 b. 2,12 c. 12,72	a. 9,54 b. 1,91 c. 11,45	a. 8,48 b. 1,70 c. 10,18				
VAN DEN 1 ^e RANG.	Antwerpen	224,012	4,511	"	14,550	"	"	58 %
	Brussel	176,158	5,555	"	9,579	"	"	
	Gent	148,729	5,686	"	9,515	"	"	
	Luik	147,660	4,171	"	8,558	"	"	
	TOTAAL		15,725		41,580			
VAN DEN 2 ^e RANG.	Anderlecht	52,511	"	671	"	1,478	"	55 %
	Brugge	47,497	"	1,275	"	2,816	"	
	Kortrijk	50,585	"	912	"	2,106	"	
	Elsene	44,497	"	877	"	5,260	"	
	Leuven	40,624	"	1,268	"	5,106	"	
	Mechelen	51,014	"	950	"	5,778	"	
	Molenbeek-St-Jan	48,725	"	1,052	"	2,158	"	
	Namen	50,087	"	599	"	1,855	"	
	Sint-Gillis	48,280	"	728	"	2,488	"	
	Schaarbeek	50,826	"	751	"	5,581	"	
	Seraing	55,495	"	667	"	1,217	"	
	Doornik	54,442	"	851	"	2,098	"	
	Verviers	48,907	"	846	"	2,508	"	
	TOTAAL		11,425		52,227			
VAN DEN 3 ^e RANG.	Aalst	25,544	"	718	"	"	1,855	57 %
	Borgerhout	28,882	"	471	"	"	1,902	
	Charleroi	20,668	"	685	"	"	1,515	
	Gilly	20,449	"	555	"	"	1,272	
	Jumet	25,927	"	611	"	"	1,949	
	Laken	25,289	"	580	"	"	1,245	
	Lierre	20,155	"	440	"	"	1,554	
	Bergen	25,257	"	718	"	"	2,272	
	Oostende	24,648	"	715	"	"	1,564	
	Roeselaere	20,559	"	472	"	"	1,007	
	St-Joost-ten-Oode	29,709	"	549	"	"	2,200	
	Sint-Nikolaas	28,250	"	755	"	"	1,651	
	TOTAAL			7,245			19,744	

(1) Patentrecht der 12^e klas van het van kracht zijnde tarief B (Wet van 22 Januari 1849.)

Gemeenten.	Hoofdsom.	20 opeentiemen.	Totaal.
1 ^e rang 60,000 inwoners en meer	10,60	2,12	12,72
2 ^e — 50,000 à 60,000 inwoners	9,54	1,91	11,45
3 ^e — 20,000 à 50,000 —	8,48	1,70	10,18
4 ^e — 15,000 à 20,000 —	5,50	1,06	6,56
5 ^e — 10,000 à 15,000 —	4,24	0,88	5,00
6 ^e — min dan 10,000 —	3,40	0,68	4,08

Volgens de n^o 336-39 der bij de wet van 21 Mei 1819 gevoegde tabel, worden de 13^e en de 14^e klas toegekend aan de herbergiers en drankslijters die zelf hunne dranken maar inkoopten met den litron of andere maatjes van dien aard; maar die nummers ontvangen zelden hunne toepassing in de gemeenten van de drie eerste rangen.

BIJLAGE F.

Mannelijke bevolking.

volgens de algemeene volkstelling van 31 december 1890.

PROVINCIE.	ARRONDISSE- MENTEN.	MANNELIJKE BEVOLKING volgens de volkstelling van 31 december 1890.			Verhouding %.		Aanduiding der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	Mannelijke bevolking dier hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.
		Hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten	TOTAAL.	Hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten		
ANTWERPEN	Antwerpen . . .	150,828	77,612	208,440	63	37	Antwerpen . . .	107,679
							Berchem . . .	8,886
							Borgerhout . . .	14,263
	Mechelen . . .	34,646	46,480	81,126	45	55	Mechelen . . .	24,829
							Lier . . .	9,817
	Turnhout . . .	9,080	52,852	61,932	15	85	Turnhout . . .	9,080
	De provincie . .	174,554	176,944	551,498	50	50		174,554
BRABANT.							Brussel . . .	81,539
							Anderlecht . . .	15,835
							Etterbeek . . .	8,445
							Elsene . . .	19,797
	Brussel . . .	215,840	150,459	346,279	62	38	Laken . . .	12,458
							Molenbeek-St-Jan .	25,859
							St-Gillis . . .	18,600
							St-Joost-ten-Oode .	12,885
							Schaarbeek . . .	22,644
	Leuven . . .	27,513	84,242	111,755	25	75	Leuven . . .	19,425
							Thienen . . .	8,090
	Nijvel . . .	8,691	71,983	80,674	11	89	Nijvel . . .	5,040
							Wavre . . .	3,651
	De provincie . .	252,044	286,864	538,708	47	53		252,044

PROVINCIE.	ARRONDISSE- MENTEN.	MANNELIJKE BEVOLKING volgens de volkstelling van 31 december 1890.			Verhouding %.		Aanduiding der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	Mannelijke bevolking dier hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.
		Hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten.	TOTAAL.	Hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten.		
WEST- VLAANDEREN.	Brugge	21,500	44,849	66,349	52	68	Brugge	21,500
	Kortrijk	21,025	64,418	85,443	25	75	Kortrijk	14,132
	Diksmuide	1,770	25,441	25,211	7	93	Neenen	6,893
	Veurne	4,058	12,974	17,032	24	76	Diksmuide	1,770
	Oostende	11,875	19,618	31,493	38	62	Veurne	2,541
	Roeselare	9,851	38,558	48,389	20	80	Nieuwpoort	1,517
	Thielt	4,745	29,852	34,597	14	86	Oostende	11,875
	Ieperen	15,042	45,557	58,579	22	78	Roeselare	9,851
	De provincie . .	87,846	279,247	367,093	24	76	Thielt	4,745
OOST- VLAANDEREN.	Aalst	21,102	61,585	82,687	26	74	Ieperen	7,775
	Oudenaarde . . .	11,488	40,146	51,634	22	78	Poperingen	5,267
	Eekloo	5,702	26,274	31,976	18	82	Aalst	12,602
	Gent	84,827	88,665	173,492	49	51	Geeraardsbergen . .	5,181
	St-Nikolaas . . .	25,411	51,115	74,524	31	69	Ninove	3,519
	Dendermonde . .	4,766	54,250	58,996	8	92	Oudenaarde	3,080
	De provincie . .	151,296	322,015	473,309	32	68	Ronse	8,408
	Aath	4,906	42,218	47,124	10	90	Eekloo	5,702
	Charleroi	10,558	155,729	166,267	6	94	Gent	69,788
	Bergen	11,562	102,185	113,545	10	90	Ledeberg	5,921
HENEGOUW.	Zinnik	20,427	47,858	68,285	30	70	St-Amandsberg . .	4,951
	Thuin	7,674	49,858	57,532	13	87	Gentbrugge	4,187
	Doornik	25,833	55,705	77,538	31	69	St-Nikolaas	15,621
	De provincie . .	78,740	451,551	530,291	15	85	Lokeren	9,790
	Aath	4,906	42,218	47,124	10	90	Dendermonde . .	4,766
	Charleroi	10,558	155,729	166,267	6	94	Aath	4,906
	Bergen	11,562	102,185	113,545	10	90	Charleroi	10,558
	Zinnik	20,427	47,858	68,285	30	70	Bergen	11,562
	Thuin	7,674	49,858	57,532	13	87	Zinnik	4,487

PROVINCIE.	ARRONDISSE- MENTEN.	MANNELIJKE BEVOLKING volgens de volkstelling van 31 december 1890.			Verhouding %		Aanduiding der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	Mannelijke bevolking dier hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.
		Hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten.	TOTAAL	Hoofdplaat- sen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten.		
LUIK	Hoel	6,954	40,907	47,841	14	86	Hoel	6,954
	Luik	91,391	119,246	210,637	43	57	Luik	70,468
	Verviers	23,511	62,568	85,879	27	73	Ans.	3,378
	Borchworm	1,650	31,368	33,018	5	95	Grivegnée	5,231
	De provincie	123,486	255,889	377,375	33	67	Bressoux	1,738
LINBURG	Hasselt	12,772	35,824	48,596	26	74	St-Nikolaas	3,509
	Maaseik	2,225	20,575	22,800	10	90	Herstal	7,067
	Tongeren	4,009	38,442	42,451	9	91	Verviers	23,511
	De provincie	19,006	94,841	113,847	17	83	Borchworm	1,650
								123,486
LUXEMBURG	Aarlen	3,920	12,508	16,428	24	76	Hasselt	6,527
	Bastenaken	1,549	17,753	19,282	8	92	Sint-Truiden	6,245
	Marche	2,627	19,872	22,499	12	88	Maaseik	2,225
	Neufchâteau	990	26,483	27,485	4	96	Tongeren	4,009
	Virton	1,165	20,670	21,855	5	95	De provincie	19,006
NAMEN	Dinant	5,584	59,772	65,356	12	88	Aarlen	3,920
	Namen	15,043	77,231	92,274	16	84	Bastenaken	1,549
	Philippeville	748	29,150	29,898	3	97	Marche	1,660
	De provincie	21,175	146,155	167,338	13	87	Laroche	96
							Neufchâteau	990
Het rijk		918,396	2,108,558	3,026,954	50	70	Virton	1,165
								10,249
								3,541
								2,043
								15,043
								748
								21,175
								918,396

CIJNSKIEZERS VOOR DE GEMEENTE

volgens de lijsten van 1890.

PROVINCIE.	BESTUURSARRON- DISSEMENTEN.	KIEZERS			VERHOUDING ^o / _o der kiezers.		HOOFDPLAATSEN en bijzonderste gemeenten.	
		in de hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	in de andere gemeenten.	Totaal.	in de hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	in de andere gemeenten.	AANDUIDING.	Totaal kiezers.
ANTWERPEN.	Antwerpen	17,172	19,595	27,567	62	38	Antwerpen	14,350
							Borgerhout	1,902
							Berchem	940
	Mechelen	5,532	6,986	12,518	43	57	Mechelen	3,778
	Turnhout	858	7,465	8,321	10	90	Lier	1,554
BRABANT.	De PROVINCIE . . .	23,562	24,844	48,206	48	52	Turnhout	858
							Brussel	9,379
							Anderlecht	1,478
							Etterbeek	1,096
							Eisene	3,260
	Brussel	26,865	17,947	44,812	60	40	Laken	1,245
							Molenbeek	2,158
							Sint-Gillis	2,488
							St-Joost-ten-Oode . .	2,900
							Schaarbeek	3,581
WEST-VLAANDEREN.	Leuven	4,170	10,020	14,190	29	71	Leuven	3,106
							Thienen	1,064
	Nijvel	1,764	9,789	11,553	15	85	Nijvel	1,054
	De PROVINCIE . . .	32,799	37,756	70,555	46	54	Wavre	710
							Brugge	2,816
	Brugge	2,816	5,890	8,706	32	68	Kortrijk	2,106
	Kortrijk	2,967	8,341	11,308	26	74	Meenen	861
	Diksmuide	387	3,416	3,803	10	90	Diksmuide	587
	Veurne	786	2,742	3,528	22	78	Veurne	505
	Oostende	1,364	2,662	4,026	34	66	Nieuwpoort	281
	Roeselaere	1,007	5,376	6,383	16	84	Oostende	1,364
	Thielt	623	3,756	4,379	14	86	Roeselaere	1,007
	Ieperen	1,541	6,076	7,617	20	80	Thielt	623
							Ieperen	1,501
	De PROVINCIE . . .	11,491	38,239	49,730	25	77	Poperingen	240

PROVINCIE.	BESTUURSARRON- DISSEMENTEN.	KIEZERS			VERHOUDING % der kiezers.		HOOFDPLAATSEN en bijzonderste gemeenten.	
		in de hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	in de andere gemeenten.	Totaal.	in de hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	in de andere gemeenten.	AANDUIDING.	Totaal kiezers.
OOST-VLAANDEREN.	Aalst	2,940	8,540	11,849	26	74	Aalst	1,833
							Geraardsbergen . .	634
							Ninove	482
	Oudenaarde . . .	1,571	5,607	7,178	22	78	Oudenaarde	480
							Ronse	1,091
	Eekloo	644	5,765	4,407	15	85	Eekloo	644
							Gent	9,513
	Gent	10,877	12,332	25,209	47	55	Ledeberg	759
							Sint-Amands-berg .	497
	Sint-Nikolaas . .	2,917	7,251	10,148	29	71	Gentbrugge	308
HENEGOUW.							Sint-Nikolaas . . .	1,631
	Dendermonde . .	657	7,358	7,995	8	92	Lokeren	1,286
							Dendermonde . . .	657
	DE PROVINCIE . .	19,615	44,811	64,426	50	70		
	Aath	818	6,950	7,768	11	89	Aath	818
	Charleroi	1,515	22,420	25,935	6	94	Charleroi	1,51
	Bergen	2,272	15,544	17,816	15	87	Bergen	2,272
							Zinnik	841
	Zinnik	5,295	7,148	10,441	52	68	La Louvière	975
							'S Gravenbrakel . .	851
LUIK.							Lessen	646
	Thuin	1,529	9,478	10,807	12	88	Thuin	525
							Binche	804
	Doornik	5,546	8,608	11,954	28	72	Doornik	2,098
							Leuze	545
	DE PROVINCIE . .	12,575	70,148	82,721	16	84	Péruwelz	705
	Hoei	1,162	4,022	5,184	22	78	Hoei	1,162
							Luik	8,558
	Luik	10,200	11,814	22,104	47	55	Ans	277
							Grivegnée	415
							Bressoux	163
	Verviers	2,508	8,487	10,795	21	79	Saint-Nicolas . . .	155
	Borchworm	270	3,859	4,109	7	95	Herstal	726
							Verviers	2,508
	DE PROVINCIE . .	14,050	28,162	42,112	55	67	Borchworm	270

PROVINCIE	BESTUURSARRON- DISSEMENTEN.	KIEZERS			VERHOUDING % der kiezers.		HOOFDPLAATSEN en bijzondere gemeenten.	
		in de hoofdplaatsen en bijzondere gemeenten.	in de andere gemeenten.	Totaal.	in de hoofdplaatsen en bijzondere gemeenten.	in de andere gemeenten.	AANDUIDING.	Totaal kiezers.
LIMBURG.	Hasselt	1,770	4,026	5,796	51	69	Hasselt	917
	Maaseyck	287	2,138	2,425	12	88	Sint-Truiden	823
	Tongeren	637	4,034	5,571	11	89	Maaseik	287
	DE PROVINCIE	2,694	11,098	13,792	20	80	Tongeren	637
LUXEMBURG.	Aarlen	581	1,828	2,209	17	83	Aarlen	581
	Bastenaken	195	1,683	1,878	10	90	Bastenaken	195
	Marche	525	1,946	2,271	14	86	Marche	237
	Neufchâteau	156	5,338	5,494	4	96	Laroche	88
	Virton	212	5,201	5,413	6	94	Neufchâteau	156
	DE PROVINCIE	1,269	11,996	13,265	10	90	Virton	212
NAMEN.	Dinant	1,047	5,099	6,146	17	85	Dinant	652
	Namen	1,853	10,652	12,505	15	85	Ciney	415
	Philippeville	121	5,053	5,154	2	98	Nameu	1,855
	DE PROVINCIE	3,021	20,784	23,805	15	87	Philippeville	121
	HET RIJK	120,834	287,858	408,692	50	70		

STATISTIEK

der huizen die het kiesrecht geven volgens de cijfers
der Middenafdeeling.

PROVINCIE.	ARRONDISSE- MENTEN.	HUIZEN HET STEMRECHT GEVENDE.					AANDUIDING der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	Totaal getal der huizen dier hoofd- plaatsen en bij- zonderste gemeenten die den 1 ^{en} Januari 1891 de grond- belasting betaalden.	Getal huishoudens in die hoofdplaatsen en bijzonderste gemeen- ten volgens de alge- meene telling van 31 December 1890	
		GETAL.			VERHOUDING %.				Volstrekte cijfers.	Verhouding tot honderd huizen.
		Hoofd- plaatsen en bij- zonderste gemeenten	Andere gemeenten.	TOTAAL. (¹)	Hoofd- plaatsen en bij- zonderste gemeenten.	Andere gemeenten.				
ANTWERPEN.	Antwerpen . . .	33,964	21,519	55,483	61	39	Antwerpen . . .	27,598	51,521	187
							Berchem . . .	2,274	2,705	119
							Borgerhout . . .	4,526	6,206	157
	Mechelen . . .	9,610	12,380	21,990	44	56	Mechelen . . .	9,152	10,805	118
							Lier . . .	3,886	4,063	105
	Turnhout . . .	2,760	10,821	13,581	20	80	Turnhout . . .	3,717	3,738	101
	DE PROVINCIE. . .	46,334	44,720	91,054	51	49		51,135	79,036	154
BRABANT.							Brussel. . . .	18,759	49,632	265
							Anderlecht . . .	5,852	7,644	199
							Etterbeek . . .	2,216	4,150	186
							Elsene	6,290	12,635	201
	Brussel. . . .	51,853	29,195	81,028	64	36	Laken	3,088	6,148	199
							Molenbeek. . .	5,152	12,545	244
							Sint-Gillis. . .	4,762	10,895	229
							St-Joost-ten-Oude	4,146	9,200	222
							Schaarbeek . .	7,081	13,721	194
	Leuven. . . .	8,563	16,344	24,707	54	66	Leuven	7,453	8,757	118
							Thienen	3,074	3,408	111
	Nijvel	2,918	18,480	21,398	14	86	Nijvel	1,956	2,511	128
							Wavre	1,647	1,685	102
	DE PROVINCIE. . .	63,114	64,010	127,153	50	50		69,416	142,959	266

(1) Niet inbegrepen : 1^o voor de gemeenten beneden de 3,000 zielen, de huizen met een kadastraal inkomen van min dan 50 frank.

2 ^o	—	van 3,000 tot 20,000	—	—	—	42	—
3 ^o	—	van meer dan 20,000	—	—	—	60	—

PROVINCIES.	ARRONDISSE- MENTEN.	HUIZEN HET STEMRECHT GEVENDE					AANDUIDING der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.	Totaal getal der huizen dier hoofd- plaatsen en bij- zonderste gemeenten die den 1 ^{en} Januari 1891 de grond- belasting betaalden.	Getal huishoudens in die hoofdplaatsen en bijzonderste gemeen- ten volgens de alge- meene telling van 31 December 1890.	
		GETAL.			VERHOUDING %.				Volstrekte cijfers.	Verhouding tot honderd huizen.
		Hoofd- plaatsen en bij- zonderste gemeenten.	Andere gemeenten.	TOTAAL.	Hoofd- plaatsen en bij- zonderste gemeenten.	Andere gemeenten.				
WEST-VLAANDEREN.	Brugge . . .	6,422	15,924	20,546	32	68	Brugge . . .	9,165	10,327	112
	Kortrijk . . .	5,442	17,050	22,472	24	76	Kortrijk . . .	6,591	6,576	97
	Diksmuide. . .	815	5,956	6,749	12	88	Meenen . . .	2,752	2,907	106
	Veurne. . . .	1,569	5,245	4,614	30	70	Diksmuide. . .	905	997	110
	Oostende . . .	2,692	5,494	8,186	55	67	Veurne	1,156	1,389	120
	Roeselare . . .	2,050	9,524	11,574	18	82	Nieuwpoort . .	608	825	136
	Thielt	1,079	7,040	8,128	15	87	Oostende . . .	2,832	5,512	191
	Ieperen	5,616	10,554	14,170	26	74	Roeselare . . .	3,941	4,101	104
	DE PROVINCIE. . .	25,485	72,556	96,059	24	76	Thielt	2,127	2,026	95
							Ieperen	5,108	5,720	120
							Poperinghe . .	2,501	2,422	97
	OOST-VLAANDEREN.	Aalst	5,584	12,605	18,187	31	69	Aalst	4,967	5,071
Oudenaarde . .		5,062	9,272	12,534	25	75	Geeraardsbergen	2,552	2,558	100
Eekloo.		941	5,804	6,745	14	86	Ninove	1,446	1,585	96
Gent		27,211	24,096	51,507	55	47	Oudenaarde . .	1,056	1,290	122
St-Nikolaas . .		4,952	15,108	18,060	27	75	Ronse	3,581	3,428	96
Dendermonde .		1,426	11,697	15,125	11	89	Eekloo	2,427	2,455	100
DE PROVINCIE. . .		43,176	76,580	119,756	36	64	Gent.	30,041	50,114	120
							Ledeberg	2,776	2,840	102
							St-Amandsberg .	262	2,544	104
							Gentbrugge . .	1,787	1,714	96
							Sint-Nikolaas . .	6,048	5,757	95
							Lokeren	4,348	4,010	92
							Dendermonde. .	1,760	1,949	111
HENEGOUW.	Aath	1,459	12,742	14,201	10	90		64,851	70,675	109
	Charleroi . . .	2,859	51,914	54,755	5	95	Aath	2,012	2,282	115
	Bergen.	4,125	35,547	39,470	10	90	Charleroi . . .	3,506	4,728	155
	Zinnik	6,865	16,895	23,758	29	71	Bergen.	5,577	6,400	121
	Thuin	2,677	19,819	22,496	12	88	Zinnik	2,142	2,164	101
	Doornik	7,004	17,959	24,965	28	72	La Louvière . .	2,996	5,252	109
							's Gravenbrakel .	1,918	2,062	107
							Lessen	1,917	1,831	95
							Thuin	1,018	1,437	141
							Binche	2,200	2,229	101
							Doornik	5,404	7,870	146
							Leuze	1,451	1,466	102
	DE PROVINCIE. . .	24,965	154,676	179,641	14	86	Péruwelz	2,169	2,110	97
								52,090	57,921	118

BIJLAGE I.

**Statistiek der huizen die het stemrecht geven, volgens de cijfers
aangenomen door de Commissie van herziening.**

PROVINCIEËN.	ARRONDISSE- MENTEN	HUIZEN HET STEMRECHT GEVENDE.					AANDUIDING der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.
		Getal.			Verhouding %.		
		Hoofd- plaatsen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten	TOTAAL. (¹)	Hoofd- plaatsen. en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten.	
ANTWERPEN.	Antwerpen . .	55,249	19,557	52,606	63	37	Antwerpen. Berchem. Borgerhout.
	Meehelen . .	7,924	11,064	18,988	42	58	Meehelen. Lier.
	Turnhout . . .	2,760	9,471	12,251	23	77	Turnhout.
	De provincie. .	45,935	39,892	85,825	52	48	
BRABANT.	Brussel. . . .	50,515	25,585	75,896	67	33	Brussel. Anderlecht. Etterbeek. Elsene. Laken. Molenb.-St-Jan. St-Gilles. St-Joost-ten-O. Schaerbeek
	Leuven. . . .	7,845	15,889	21,732	56	64	Leuven. Thienen
	Nijvel	2,918	14,720	17,638	17	85	Nijvel. Wavre.
	De provincie. .	61,274	55,992	115,266	55	47	

(¹) Niet inbegrepen :

- 1^o Voor gemeenten beneden 5,000 zielen, de huizen met een kadastraal inkomen van min dan 56 frank.
 2^o — van 5,000 tot 20,000 — — — — — 42 —
 3^o — van meer dan 20,000 — — — — — 72 —

(Die cijfers komen overeen met die welke de Commissie heeft aangenomen voor de waarde der woningen.)

PROVINCIE	ARRONDISSE- MENTEN.	HUIZEN HET KIESRECHT GEVENDE.					AANDUIDING der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.
		Getal.			Verhouding %.		
		Hoofd- plaatsen en bijzonderste gemeente.	Andere gemeenten	TOTAAL.	Hoofd- plaatsen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten	
WEST-VLAANDEREN.	Brugge. . . .	5,624	12,911	18,535	30	70	Brugge.
	Kortrijk . . .	4,949	14,440	19,389	26	74	Kortrijk.
	Diksmuide. . .	768	5,655	6,423	12	88	Neenen.
	Veurne. . . .	1,332	2,857	4,189	32	68	Diksmuide.
	Oostende . . .	2,659	5,679	8,338	32	68	Veurne.
	Roeselare . . .	1,685	8,408	10,093	17	83	Nieuwpoort.
	Thielt	1,079	6,158	7,237	15	85	Oostende.
	Ieperen. . . .	3,616	9,090	12,706	28	72	Roeselare.
De provincie. .	21,719	65,198	86,910	25	75	Thielt.	
OOST-VLAANDEREN.	Aalst	5,074	9,756	14,830	34	66	Ieperen.
	Oudenaarde . .	3,062	7,753	10,817	28	72	Poperinge.
	Eekloo	941	5,053	5,994	16	84	Aalst.
	Gent	25,929	20,862	44,791	53	47	Geeraardsbergen
	St-Nicolaas . .	4,529	11,626	16,155	28	72	Ninove.
	Dendermonde. .	1,526	10,805	12,129	11	89	Oudenaarde.
	De provincie. .	58,861	65,855	104,716	37	63	Ronse.
	Aath. . . .	1,459	10,772	12,231	12	88	Eekloo.
Charleroi . . .	2,859	48,826	51,685	5	95	Gent.	
Bergen. . . .	3,949	33,207	37,156	11	89	Ledeberg.	
Zinnik	6,863	15,395	22,258		69	St-Amandsberg.	
Thuin	2,677	17,958	20,615	13	87	Gentbrugge.	
Doornik	6,883	14,726	21,609	32	68	St-Nicolaas	
De provincie. .	24,670	140,864	165,534	15	85	Lokeren.	
HENEGOUW.							Dendermonde.
							Aath.
							Charleroi.
							Bergen.
							Zinnik.
							La Louvière.
							's Gravenbrakel
							Lessen.
							Thuin.
							Binche.
							Doornik.
							Leuze.
							Peruwelz.

PROVINCIEËN,	ARRONDISSE- MENTEN.	HUIZEN MET KIESRECHT GEVENDE.					AANDUIDING der hoofdplaatsen en bijzonderste gemeenten.
		Getal.			Verhouding %.		
		Hoofd- plaatsen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten.	TOTAAL.	Hoofd- plaatsen en bijzonderste gemeenten.	Andere gemeenten	
LUIK.	Hoei	2,292	6,479	8,771	26	74	Hoei.
	Luik	20,595	24,020	44,624	46	54	Luik.
	Verviers . . .	4,070	14,509	18,579	22	78	Ans.
	Borchworm . .	391	4,122	4,513	9	91	Grivegnée.
	De provincie. .	27,548	48,959	76,287	36	64	Bressoux.
LIMBURG.	Hasselt	3,572	4,911	8,483	42	58	St-Nicolas.
	Maeseik	555	2,740	3,295	17	83	Herstal.
	Tongeren . . .	1,149	5,575	6,722	17	83	Verviers.
	De provincie. .	5,276	15,224	18,500	29	71	Borchworm.
	Aarlen	914	2,671	3,585	25	75	Hasselt.
LUXEMBURG.	Bastenaken . .	355	1,876	2,231	16	84	St-Truiden.
	Marche	671	2,599	3,270	21	79	Maeseik.
	Neufchâteau . .	246	4,644	4,890	5	95	Tongeren.
	Virton	302	4,715	5,015	6	94	
	De provincie. .	2,488	16,503	18,991	13	87	
NAMEN.	Dinant	1,906	9,150	11,056	17	83	Aarlen.
	Namen	2,886	20,850	23,716	12	88	Bastenaken.
	Philippeville . .	252	9,686	9,938	3	97	Marche.
	De provincie. .	5,044	59,666	44,710	11	89	Laroche.
	Het rijk. . . .	250,606	484,153	714,759	32	68	Neufchâteau.

BIJLAGE J.

Tabel aanduidende, voor de hoofdplaatsen van bestuursarrondissementen en voor eenige aanzienlijke gemeenten, het getal aangeslagenen voor de personeele belasting van het dienstjaar 1892 wegens gedeelten van huizen die gehuurd zijn van den niet inwonenden eigenaar of eersten huurder, welke, luidens artikel 8 der wet van 28 juni 1822, als afzonderlijke woningen worden beschouwd welker bijzonderste huurder de belasting rechtstreeks verschuldigd is.

PROVIN- CIEN.	ARRONDISSE- MENTEN.	HOOFDPLAATSSEN en bijzonderste gemeenten.	Getal aanslagen be- loopende in hoofd- som en opcentiemen ten profijte van den Staat		TOTAAL	TOTAAL	Opmerkingen.
			min dan 10 frank.	10 frank en meer.	per Gemeente.	per Arrondisse- ment.	
ANTWERPEN.	Antwerpen. .	Antwerpen.	282	1,005	2,187	2,318	
		Borgerhout.	8	95	105		
		Berchem.	5	25	28		
	Mechelen. . .	Mechelen.	28	7	35	35	
		Lier.	"	"	"		
Turnhout . .	Turnhout	"	"	"			
BRABANT.	Brussel. . . .	Brussel	271	2,952	5,205	5,372	
		Anderlecht	26	264	290		
		Etterbeek	3	24	27		
		Elsene	25	209	254		
		Laken	"	70	70		
		Molenbeek-Sint-Jan .	48	505	415		
		Sint-Gillis	47	502	549		
		Sint-Joost-ten-Oode .	26	250	276		
		Schaarbeek	12	298	310		
	Leuven	Leuven	"	"	"		
		Thienen	"	"	"		
	Nijvel	Nijvel	"	"	"		
		Wavre	"	"	"		
WEST-VLAANDEREN.	Brugge	Brugge	"	"	"		
	Kortrijk	Kortrijk	"	"	"		
		Meenen	"	"	"		
					Overtedragen	7,725	

PROVIN- CIEN.	ARRONDISSE- MENTEN.	HOOFDPLAATSEN en bijzonderste gemeenten	Getal aanslagen be- loopende in hoofd- som en opcentiemen ten profijte van den Staat		TOTAAL per Gemeente.	TOTAAL per Arrondisse- ment.	Opmerkingen.	
			min dan 10 frank.	10 frank en meer.				
WEST-VLAANDEREN (Vervolg).	Diksmuide . .	Diksmuide	"	"	Overgedragen	7,725		
	Veurne . . .	Veurne	"	"	"	2		
		Nieuwpoort.	2	"	2			
	Oostende. . .	Oostende.	"	"	"	118		
	Roeselare . .	Roeselare	"	"	"			
	Thielt	Thielt	"	"	"			
	Ieperen . . .	Ieperen	91	27	118			
		Poperinge	"	"	"			
	OOST-VLAANDEREN.	Aalst	Aalst	"	"	"		
			Geeraardsbergen . .	"	"	"		
Ninove.			"	"	"			
Oudenaarde .		Oudenaarde	28	424	452	452		
		Ronse	"	"	"			
Eekloo. . . .		Eekloo.	"	"	"	119		
Gent		Gent.	5	55	58			
		Ledeberg.	60	2	62			
		Sint-Amandsberg . .	"	"	"			
		Gentbrugge.	18	1	19			
Sint-Nikolaas.		Sint-Nikolaas. . . .	"	"	"			
		Lokeren	"	"	"			
Dendermonde.		Dendermonde. . . .	"	"	"			
HENEGOUW.	Aath	Aath	"	"	"	45		
	Charleroi. . .	Charleroi.	"	"	"			
	Bergen	Bergen.	14	31	45			
		Overgedragen			8,461			

PROVIN- CIEN.	ARRONDISSE- MENTEN.	HOOFDPLAATSEN en bijzonderste gemeenten	Getal aanslagen be- loopende in hoofd- som en opcentiemen ten profijte van den Staat		TOTAAL per Gemeente.	TOTAAL per Arrondisse- ment.	Opmerkingen.
			min dan 40 frank,	10 frank en meer.			
HENEGOUW (Vervolg).	Zinnik . . .	Zinnik	"	"	Overgedragen	8,461	
		La Louvière. . . .	"	"	"		
		's Gravenbrakel. . .	"	"	"		
		Lessen	"	"	"		
	Thuin . . .	Thuin.	"	2	2	2	
		Binche	"	"	"		
	Doornik . . .	Doornik	"	18	18		
		Leuze.	"	"	"		
		Péruwelz.	"	"	"	18	
	LUIK.	Hoei.	Hoei	"	"	"	
Luik.		Luik	254	656	910		
		Ans	"	2	2		
		Grivegnée	"	"	"		
		Bressoux.	1	"	1		
		Sint-Nikolaas	"	"	"		
		Herstal	"	"	"		
Verviers. . .		Verviers	135	655	790	790	
Borchworm . .		Borchworm	1	1	2	2	
LIMBURG.		Hasselt . . .	Hasselt	2	14	16	30
	Sint-Truiden		3	11	14		
	Maeseik . . .	Maeseik	"	2	2	2	
	Tongeren . . .	Tongeren	2	6	8	8	
LUXENBURG.	Aarlen	Aarlen	7	17	24	24	
	Bastenaken . .	Bastenaken	1	3	4	4	
	Marche	Marche	"	"	"		
		Laroche	"	"	"		
	Neufchâteau . .	Neufchâteau. . . .	"	"	"	6	
	Virton	Virton	1	5	6		
NAMEN.	Dinant	Dinant	"	1	1	1	
		Ciney.	"	"	"		
	Namen	Namen	29	79	108	108	
	Philippeville . .	Philippeville. . . .	"	"	"		
Het rijk. . .						10,369	

(86)

BLADWIJZER.

VERSLAG.

	Bladz.
Voorstellen tot algemeenmaking van het stemrecht	2
Voorstel van de heeren Ch. Graux, Vanderkindere, Buis, Huysmans en Demot	15
Nota van den heer Graux	ib.
Voorstel van den heer Frère-Orban	26
Voorstel door de Commissie aangenomen	30
Nota van den heer Frère-Orban	44

BIJLAGEN.

A. — Tekst van het nieuw artikel 47 voorgesteld door de Commissie der Kamer	58
B. — Tabel der stemmingen uitgebracht door de Commissie der Kamer over de verschillende voorstellen van herziening betreffende artikel 47 der Grondwet	60
C. — Genootschappen van werkmanswoningen door de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas goedgekeurd	66
D. — Tabel, aanduidende het gemiddelde, per belast huis, der bijdragen in de personeele belasting van het dienstjaar 1891, ten bate van den Staat.	68
E. — Drankslijters ingeschreven op de patentrollen, in datum van 1 ^{ste} Maart 1892, in de 29 gemeenten van 1 ^{ste} , 2 ^{de} en 3 ^{de} rang.	70
F. — Mannelijke bevolking volgens de algemeene volkstelling van 31 December 1890 . .	71
G. — Gemeentelijke cijnskiezers volgens de vastgestelde lijsten in 1890.	74
H. — Statistiek der huizen die 't kiesrecht geven volgens de cijfers der middenafdeeling. .	77
I. — Statistiek der huizen die 't kiesrecht geven volgens de cijfers door de Commissie van herziening aangenomen	78
J. — Tabel aanduidende, voor de hoofdplaatsen der bestuursarrondissementen en voor eenige bijzonderste gemeenten, het getal der bijdragen in de personeele belasting uit hoofde der <i>gedeelten van huizen</i> in huur genomen van den eigenaar of eersten niet inwonenden huurder	83

(A)

(BIJLAGE AAN N^o 115, XLV.)

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTID 1892-1895.

HERZINING VAN ARTIKEL 47 DER GRONDWET.

Vervolg op de bijlagen van het verslag, uit naam der Commissie uitgebracht door den heer DE SMET DE NAEYER.
(Bijlage K, L et M.)

BIJLAGE K.

Uittreksel der indeeling van de mannelijke inwoners, volgens

Algemeene volkstelling op 31 December 1880.

	Mannen van :			
	21 jaar en meer.	25 jaar en meer.	30 jaar en meer.	35 jaar en meer.
Getal	1,592,712	1,559,652	1,145,588	968,158

	Mannen van :				
	21 jaar.	25 jaar.	25 tot 34 jaar (tien jaren).	25 jaar en meer.	35 jaar en meer.
Kunnende lezen en schrijven . . .	58,954	55,516	291,894	910,055	211,127
Niet kunnende lezen en schrijven .	9,011	7,582	79,600	423,619	138,574
Verhouding % der ongeletterden .	19	18	21	52	43

hunnen ouderdom en hunnen graad van onderwijs in verband met hunnen ouderdom.

Algemeene volkstelling op 31 December 1890.

	Mannen van :			
	21 jaar en meer.	25 jaar en meer.	30 jaar en meer.	35 jaar en meer.
Totaal	1,668,416	1,418,116	1,217,202	1,012,118

	Mannen van :				
	21 jaar.	25 jaar.	25 tot 34 jaar (tien jaren).	35 jaar en meer.	35 jaar en meer.
Kunnende lezen en schrijven . . .	48,775	41,530	562,650	1,036,060	230,549
Niet kunnende lezen en schrijven .	8,149	7,465	75,508	592,086	160,631
Verhouding % der ongeletterden .	14	15	17	27	41

BIJLAGE L.

KADASTRAAL INKOMEN. — KADASTRALE RAMINGEN OF PERCEELSSCHATTING DER BEBOUWDE EIGENDOMMEN. — KOOPWAARDE EN VERMENIGVULDIGER — KADASTRAAL INKOMEN EN KOOPWAARDE, BESCHOUWD ALS GRONDSLAGEN VOOR HET KIESRECHT.

I.

Kadastraal inkomen.

Het kadastraal inkomen is het zuiver belastbaar inkomen der bebouwde en onbebouwde eigendommen, onderworpen aan de grondbelasting vastgesteld bij de wet van 3 Februari jaar VII (23 November 1798).

Artikelen 4, 5, 82 en 83 dier wet luiden als volgt :

« ART. 4. — Het belastbaar inkomen is het zuiver gemiddeld inkomen,
» berekend op een bepaald getal jaren.

» ART. 5. — Het zuiver belastbaar inkomen der huizen en dat der fabrieken, smederijen, molens en andere werkplaatsen zijn alles wat den grondeigenaar overblijft, na aftrek op de huurwaarde (¹), naar een bepaald getal jaren berekend, van de noodige som om hem schadeloos te stellen voor het verval en de kosten van onderhoud en herstelling.

» ART. 82. — Het zuiver belastbaar inkomen der woonhuizen, in welke plaats zij ock mogen gelegen zijn, hetzij de eigenaar ze bewone of door anderen doe bewonen, kosteloos of onder eene bezwarende voorwaarde zal bepaald worden naar de huurwaarde (¹) berekend op tien jaren, mits aftrek van een vierde dier huurwaarde (¹), rekening gehouden met het verval en de kosten van onderhoud en herstelling.

» ART. 83. — De gebouwen dienende tot uitoefening van het landbouwbedrijf, zooals schuren, stallen, kelders, spijskelders, pershuizen of andere, bestemd hetzij tot het bergen van vee der hofsteden en boerderijen, of het onder dak brengen van den oogst, alsmede de hoven van gemelde hofsteden of boerderijen, zullen maar aan grondbelasting onderworpen worden in verhouding tot den grond welken zij aan bebouwing ontnemen, geschat op den voet der beste labeurlanden van de gemeente. »

Zoo heeft bij voorbeeld een huis, waarvan de huurwaarde (¹) 400 frank bedraagt, een kadastraal inkomen van 75 frank. Dat inkomen vertegenwoordigt dus de drie vierden der huurwaarde (¹)

Dat is, in zake van grondbelasting, het onderscheid tusschen de huurwaarde (¹) en het kadastraal inkomen.

En in deze zaak hebben de uitdrukkingen *zuiver belastbaar inkomen*, *kadastraal inkomen*, *kadastrale raming*, *kadastrale schatting*, *kadastrale*

(¹) Huurprijs.

waarde dezelfde beteekenis en worden onverschillig gebruikt om het cijfer aan te duiden van het zuiver gemiddeld belastbaar *inkomen* der grondeigendommen.

II.

Kadastrale ramingen of perceelsschatting der bebouwde eigendommen.

Volgens de verordeningen, wordt ieder huis, fabriek, werkplaats, magazijn, met andere woorden ieder bebouwd eigendom geraamd, te weten : de *oppervlakte*, op den voet der beste labeuurlanden van de gemeente ⁽¹⁾ de *hoogte*, volgens de huurwaarde ⁽²⁾, na aftrek der schatting van de oppervlakte, en, wat de huizen betreft, van het vierde dier huurwaarde ⁽²⁾.

En bij de schatting der woonhuizen wordt er niet gelet op de landelijke gebouwen die er van afhangen en welker oppervlakte alleen geraamd wordt naar het bedrag der beste labeuurlanden van de gemeente ⁽¹⁾ (art. 85 der wet van 3 frimaire jaar VII). Die gebouwen kunnen geenen invloed op deze schatting uitoefenen.

De eenvoudige werkplaatsen, opgericht in huizen waarvan het tot de woning dienende gedeelte het hoofdvoorwerp uitmaakt, worden niet beschouwd als fabrieken of werkhuizen die afzonderlijk geschat moeten worden; de plaats welke zij beslaan is begrepen in de schatting van het huis.

Tijdens de herziening, bevolen door de wet van 10 October 1860, werd het kadastraal inkomen of belastbaar zuiver inkomen der bebouwde eigendommen vastgesteld op het middelcijfer der pachtcontracten, gedurende het tienjarig tijdvak van 1849 tot 1858 gemaakt ⁽³⁾.

⁽¹⁾ De oppervlakte der bebouwde eigendommen, sedert het vervaardigen van het kadaster op reeds belaste gronden gemaakt, behoudt nochtans hare oorspronkelijke schatting ingevolge het beginsel volgens hetwelk de rangschikking der nietbebouwde eigendommen onveranderlijk is en niet veranderd mag worden, tenzij ten gevolge eener door de wet bevolen algemeene herziening van het kadaster.

⁽²⁾ Huurprijs.

⁽³⁾ Om het zuiver inkomen dier eigendommen te schatten, hebben de beambten van het kadaster de geregistreerde pachtcontracten van huizen en werkhuizen geschat, alsmede alle akten van denzelfden aard, welke zij zich in iedere plaats konden aanschaffen.

De pachtcontracten betreffende huizen of werkhuizen, verpacht zonder andere afhankelijkheden dan eenen hof of boomgaard eener oppervlakte van min dan 50 aren, werden alleen aangenomen.

Om het zuiver inkomen der huizen te bepalen, heeft men van den huurprijs afgetrokken : vooreerst het bedrag der kadastrale schattingen van de oppervlakte en van de ondergeschikte gronden, en vervolgens het vierde der overblijvende som, voor verval, kosten van onderhoud en herstelling (art. 82 der wet van 3 frimaire jaar VII).

Bij gemis van pachtcontracten, werd de schatting gedaan bij vergelijking met soortgelijke eigendommen, in dezelfde plaats of in naburige plaatsen gelegen.

De perceelsschatting werd aldus in iedere gemeente verricht door eenen controleur en eenen schatter, bijgestaan door eenen aanduider, door de plaatselijke overheid aangesteld.

Ieder grondeigenaar kreeg een briefje, waarop de rangschikking en de schatting van ieder zijner perceelen was aangeduid.

De schattingsbewijzen van iedere gemeente werden gedurende eene maand in bewaring

Sedert de herziening worden de kadastrale schattingen der later gebouwde huizen en dergene waaraan veranderingen werden toegebracht en die in waarde vermeerderden of verminderden, in iedere gemeente vastgesteld bij vergelijking met het inkomen dat, tijdens die herziening, toegekend werd aan de eigendommen van denzelfden aard en denzelfden toestand. Daartoe wordt overgegaan door den controleur der belastingen, bijgestaan door eenen aanduider-schatteur, afgevaardigd door het hoofd van 't gemeentebestuur.

Ingeval van klachten van wege de grondeigenaars tegen de schatting, onderwerpt de provinciale bestuurder der rechtstreeksche belastingen die klachten met zijne voorstellen aan de beslissing van den Gouverneur, die eene eindbeslissing neemt.

(Verordening op de bewaring van het kadaster, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 22 Maart 1845, en vervangen door die welke gevoegd is bij het besluit van 26 Juli 1877, *Staatsblad*, n^o 250.)

III.

Koopwaarde en vermenigvuldiger.

De koopwaarde is de gemiddelde waarde, de verwezenlijkbare waarde, de gene

gegeven aan het gemeentebestuur, om onderworpen te worden aan het onderzoek der grondeigenaars, die in staat werden gesteld alle noodige opzoekingen en vergelijkingen te doen, ten einde zich te verzekeren of de eigendommen in eene juiste verhouding geschat waren.

Na verloop van dien tijd, begaven beambten van het bestuur zich naar de gemeenten om er de tegen de rangschikking ingebrachte bezwaren aan te teekenen; zij hoorden de grondeigenaars of hunne vertegenwoordigers, en deden met hen alle noodige opsporingen en vergelijkingen om de waarheid te kennen over ieder geopperd bezwaar. Van die verrichting werd verslag opgemaakt, waarin de gevolgde gang, de ingezamelde berichten en inlichtingen werden uitgelegd, alsmede de vergelijkingen waartoe men was overgegaan; die verslagen vermeldten de gevolgtrekkingen der beambten van het kadaster over ieder geopperd bezwaar, benevens de redenen die hun tot leiddraad dienden; zij werden, met al de opmerkingen en stukken der schatting aan de gouverneurs gezonden, vergezeld door de verslagen der inspecteurs van het kadaster over het onderzoek der bezwaren.

Vervolgens brachten de bestendige deputatiën haar oordeel over deze bezwaren uit, en de gouverneurs namen eene beslissing.

Eindelijk werden bijzondere commissiën verzocht uitspraak te doen over de gevolgen der raming en der perceelsschatting. Deze commissiën, ieder samengesteld uit eenen afgevaardigde per stad of gemeente die aanleiding gaf tot eene afzonderlijke herziening, kregen mededeeling van al de stukken betreffende die twee verrichtingen, en konden aldus een oordeel uitbrengen en de voorstellen doen die zij raadzaam achtten, zoo over de aanmerkingen en klachten der gemeenteoverheden als der eigenaars, en welke ieder afgevaardigde gelast was geworden voor te dragen.

De processen-verbaal der beraadslagingen van die provinciale commissiën gaven hunne voorstellen en met redenen omkleede gevolgtrekkingen op, waarover de inspecteurs van het kadaster en de bestuurders der belastingen een insgelijks met redenen omkleed oordeel moesten uitbrengen.

Ten laatste, vroegen de gouverneurs het oordeel der bestendige deputatiën over de voorstellen der commissiën, en, na uitspraak gedaan te hebben over diegene betreffende de perceelsraming, maakten zij den heere Minister van Financiën het werk der commissiën over, alsmede al de daarmee in verband staande bestanddeelen, en hunne aanmerkingen bijvoegende. (Art. 5 der wet van 10 October 1860.)

welke men geregeld en in gewone voorwaarden in eene openbare veiling zou verwezenlijken.

't Is op de *koopwaarde* der onroerende goederen dat in den regel het registratierecht wordt geheven op erfelingen onder levenden (W. 1^{de} Juli 1869, art. 1), alsmede de rechten van erfenis in zijdelingsche lijn en van overdracht bij overlijden (W. 27 December 1817, art. 1), en 't is om die waarde te bepalen dat de schatting gevraagd mag worden, wanneer de raming of de prijs minder schijnt dan « de koopwaarde, vergeleken met de naburige eigendommen van denzelfden aard (W. 22 frimaire jaar VII, art. 17; W. 17 December 1831, art. 19).

Volgens artikel 3 der wet van 17 December 1831, « bepaalt de regeering » op gezette tijden, bij middel van openbare verkoopingën geregistreerd » gedurende de tien laatste jaren ten minste, en den prijs niet een tiende » verminderende, de gemiddelde verhouding van het kadastraal inkomen tot » de koopwaarde. Die verhouding wordt afzonderlijk bepaald voor de » bebouwde en de onbebouwde eigendommen, hetzij door het ontvangst- » bureel, hetzij per kanton of gemeente ».

't Is die gemiddelde verhouding welke men aanduidt onder den naam « vermenigvuldiger ». De erfgenamen mogen hem tot grondslag nemen voor de schatting der aan erfenisrecht in rechte lijn onderworpen onroerende goederen (W. 17 December 1831, art. 3); hij mag ook aangenomen worden als grondslag voor het registratierecht op schenkingen van onroerende goederen in rechte lijn (W. 1 Juli 1869, art. 5).

Het aldus bepaald belastbaar kapitaal mag geheeten worden : *koopwaarde volgens den officieëlen vermenigvuldiger*.

De gemiddelde verhouding van het kadastraal inkomen tot de koopwaarde (officieële vermenigvuldiger) werd achtereenvolgens vastgesteld bij koninklijke besluiten van 28 Juli 1852, 23 Juli 1867 en 13 September 1886. De uitslag der verrichtingen van 1867 en 1886 is opgesomd in bijlage *B* van 't verslag der middenafdeeling over de herziening van artikelen 47, 53 en 56 der Grondwet (n^o 261, zittijd 1890-1891).

IV.

Kadastraal inkomen en koopwaarde als grondslagen van het kiesrecht beschouwd.

De kadastrale schattingen klimmen op tot eenen reeds verwijderden datum; ze zijn, voor de bebouwde eigendommen, gegrond op het gemiddeld cijfer der huurcedels verleden gedurende het tienjarig tijdvak 1849-1858.

Daaruit volgt dat het kadastraal inkomen verschilt, zelfs wel eens merklijk verschilt van het zuiver tegenwoordig inkomen, en dat er tusschen die verschillen zelve geene de minste verhouding is naarmate het bebouwde of onbebouwde eigendommen geldt.

Daar de openbare vaste rijkdom zich van den anderen kant in zeer onge-

lijke voorwaarden heeft ontwikkeld, spruiten daar van provincie tot provincie of van landstreek tot landstreek, wel eens aanzienlijke verschillen uit voort in de verhouding van 't kadastraal inkomen tot het wezenlijk inkomen en de koopwaarde.

Het kadastraal inkomen, als volstreckte grondslag voor het kiesrecht, zou dus talrijke onnauwkeurigheden medebrengen, en de verschillende gedeelten des lands zouden op zeer ongelijke manier behandeld worden.

Er zou bovendien uit volgen dat iedere kadastrale herziening talrijke wijzigingen van het kiesrecht voor gevolg zou hebben.

Aan die verschillende bezwaren ontsnapt men door de vervanging van het belastbaar inkomen door de koopwaarde.

Maar de wezenlijke koopwaarde zou voor ieder vast goed niet kunnen bepaald worden, zonder verklaringen en goedkeuringen die uit haren aard zelf aanleiding zouden geven tot discussie, en die 't derhalve betaamt te vermijden.

De waarde zou dus wettelijk moeten vastgesteld worden volgens gemiddelde cijfers, zooals in zake van successierechten in rechtstreeksche lijn.

En om die wettelijke waarde met zekerheid vast te stellen, zal 't voldoende wezen de tafel na te zien van de prijzen die bij openbare verkooping voor iederen aard van goederen in eene aan te wijzen omschrijving bekomen zijn, en er, zooals dat heden gebeurt, de verhouding dier prijzen tot het kadastraal inkomen der verkochte eigendommen uit afleiden. Voor ieder vast goed, zal de wettelijke koopwaarde overeenkomen met het kadastraal inkomen, vermenigvuldigd door het cijfer hetwelk die verhouding uitdrukt. De gemiddelde verhouding of de vermenigvuldiger zou immer betrekkelijk nauwkeurig blijven, vermits hij alle vijf of tien jaar volgens de feiten van het vorig tijdvak, zou herzien worden.

Verondersteld, in om 't even welk arrondissement of kiesdistrict zijn gedurende de vijf laatste jaren twee duizend openbare verkooping van bebouwde eigendommen geregistreerd : de kadastrale inkomsten zullen samengetrokken en de vermenigvuldiger zal door de verhouding van het totaal der inkomsten tot het totaal der verkoopprijzen worden bepaald.

BIJLAGE M.

PERSONEELE BELASTING.

BELASTINGSSCHULDIGEN. — FISKALE HUURWAARDE.

I.

Belastingsschuldigen.

Men acht het nuttig diegene van de hoofdbepalingen der wet van 28 Juni 1882, mede te deelen, wat betreft artikel 6 aangevuld door artikel 1 der wet van 22 Augustus 1883, welke aantoonen wie de personeele belasting betalen moet.

Wet van 28 Juni 1822. — ART. 6 (aangevuld door art. 1 der wet van 22 Augustus 1883). — De belasting is verschuldigd door allen die, eigenaar of niet, woningen en gebouwen bewonen.

Moeten beschouwd worden als voornaamste bewoners :

A. De huisvader, zelfs wanneer zijne meerderjarige zonen bij hem inwonen, tenzij hij hoegenaamd geene middelen van bestaan hebbe;

B. De oversten of bestuurders van kloostergemeenten voor de gestichten die zij bewonen, de bestuurders van onderwijsgelichten of onderwijzers voor de lokalen die onder hun bestuur zijn.

ART. 7. — Hij die, hetzij in eigendom hetzij anders, een huis bewonende er een gedeelte kamers of kwartieren van verhuurt of afstaat, zal de belasting voor 't gansche huis verschuldigd wezen...

ART. 8. — De gedeelten of kwartieren van een huis, de kamers of appartementen van bewoning, die gehuurd zouden zijn van den niet inwonenden eigenaar of eersten huurder, zullen worden beschouwd als afzonderlijke woningen voor welke de belasting door den huurder verschuldigd is.

II.

Fiskale huurwaarde.

Luidens art. 2 der wet van 28 Juni 1822 was de huurwaarde, aan de personeele belasting onderworpen, de onzuivere huurwaarde van alle woningen

en gebouwen, die volgens art. 11 dier wet geregeld werd door de vergelijking met die van woningen en gebouwen, derzelfde soort of die er in dezelfde gemeente er 't meest bijkwamen.

Maar de begrootingswet van 31 December 1831 verleent aan de belastingsschuldigen de vrijheid hunne cotisatie wat de huurwaarde, de deuren en vensters en het mobiliair betreft, te bepalen door zich te verwijzen op de cotisatie van het vorig jaar, behalve in 't geval dat er aan hunne woonhuizen merkelijke veranderingen zouden gedaan zijn, en die vrijheid, welke eerst beperkt was tot de belastingsschuldigen die hetzelfde huis bleven bewonen, werd vervolgens voor de twee eerste grondslagen, uitgebreid tot hen die hen opvolgden. Ook hebben de beambten van den fiscus, ten einde de proportioneele gelijkheid te handhaven, aan de andere schatplichtigen toegelaten zich van de wezenlijke huurwaarde te verwijderen door de aangifte eener gemiddelde huurwaarde die veel lager is. En met hetzelfde doel, heeft de wet van 26 Juli 1879, art. 5, gemeld art. 11 der wet van 18 Juni 1822 door de volgende bepaling vervangen :

« De onzuivere huurwaarde der woningen en gebouwen wordt geregeld door de vergelijking met de huurwaarde die door de fiskale schattingen van de jaren 1872 tot 1876 zijn gedaan van de woningen en gebouwen eener zelfde klas of die er 't naast bijkomen in dezelfde gemeente. »

't Is die huurwaarde, met een doel van verzachting vóór de wet van 26 Juli 1879 verminderd, en sedert overeenkomstig die wet geregeld, welke men in zake van personeele belasting *fiskale huurwaarde* heet, om ze te onderscheiden van de *wezenlijke huurwaarde*, dit is, van den tegenwoordigen huur- of pachtprijs.

Die twee waarden verschillen aanzienlijk van elkander; bovendien, vermits de fiskale huurwaarden nooit eene algemeene herziening ondergingen, bieden ze van provincie tot provincie ja van gemeente tot gemeente, zeer groote verschillen aan.

Zoo heeft eene statistiek betrekkelijk de huizen der gemeenten waar controleurs der directe belastingen wonen, de volgende gemiddelde verhouding tusschen de *fiskale* huurwaarde en de *wezenlijke* veronderstelde huurwaarde in de verschillende provinciën doen uitkomen :

Antwerpen	53	t. h. der wezenlijke huurwaarde.	
Brabant	48	—	—
West-Vlaanderen	63	—	—
Oost-Vlaanderen	64	—	—
Henegouw	37	—	—
Luik	29	—	—
Limburg	43	—	—
Luxemburg	40	—	—
Namen	34	—	—

